This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

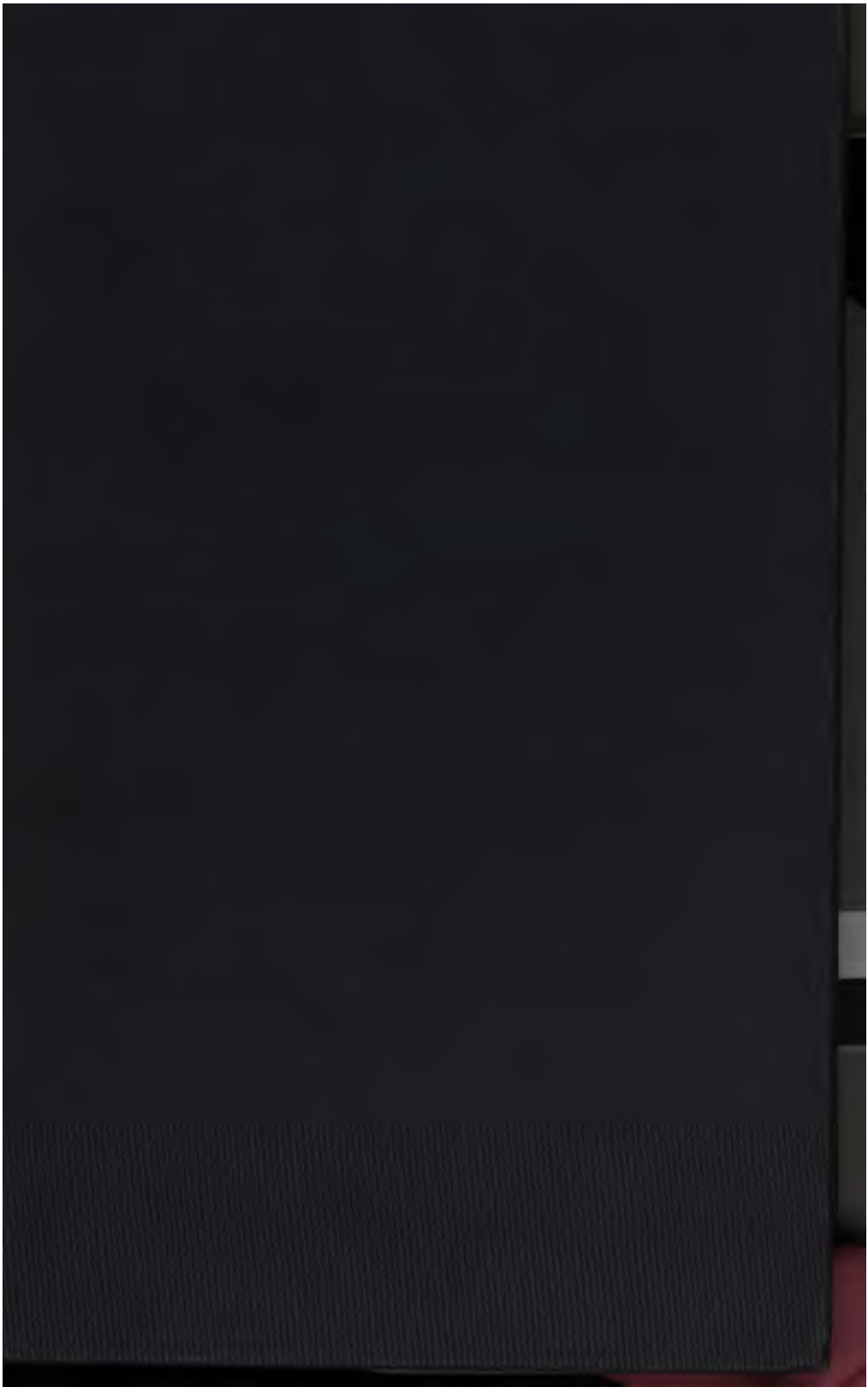
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



Harvard College Library

FROM

Bequest of
Georgina Lowell Putnam

MÉMOIRES

SUR

L'HISTOIRE DE LA RÉGÉNÉRATION ROUMAINE

OU

SUR LES ÉVÉNEMENTS DE 1848

ACCOMPLIS EN VALACHIE

PAR

J. HÉLIADE RADULESCO.

PARIS.

LIBRAIRIE DE LA PROPAGANDE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE EUROPÉENNE

1, rue des Bons-Enfants

ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES DE PARIS.

—

1851

Rom 5302.3

Harvard College Library
May 14, 1914.
Bequest of
Georgina Lowell Putnam

PARIS.—IMPRIMERIE PREVE ET Ce, RUE J.-J.-ROUSSEAU, 15.

38-119
15

PRÉFACE.

Frères Roumains,

Si la Valachie avait eu à sa disposition, en 1848, deux cent mille baïonnettes et quelques centaines de bouches à feu, eût-il été prudent, eût-il été salutaire de déclarer la guerre à ses voisins, ainsi que le prétendent aujourd'hui certaines personnes? Quant à moi, je ne le pense pas; car le sang humain est précieux, la victoire indécise ; et puis une déclaration de guerre est une chose grave. Quand bien même on aurait vu la nation entière sous les armes, mon opinion aurait été de recevoir l'envoyé de la Sublime-Porte, Suleyman-Pacha, avec les mêmes honneurs qui lui ont été prodigués à son arrivée; je lui aurais toujours témoigné les sentiments dont le peuple roumain était pénétré, lorsqu'il jurait de respecter et de défendre les deux grands principes qu'il avait proclamés : celui de son autonomie, et celui de la suzeraineté de la Sublime-Porte. Mais à l'arrivée de Fuad-Effendi, j'aurais su imposer silence à des calomnies inspirées par une ignorance systématique; je l'aurais forcé à respecter la vérité, à se conformer à la loyale décision

figuré dans le mouvement; car je pouvais craindre qu'on me fît le reproche de me complaire dans des personnalités ; c'est pourquoi je me réservais de publier plus tard mes mémoires sur l'histoire du mouvement, qui n'étaient que le complément ou, pour mieux dire, le centre essentiel auquel se rattachaient la première et la troisième partie. Mon intention était d'éclairer les esprits ; mais ces deux publications n'étaient pas suffisantes. Mes lecteurs demandent non seulement les causes et les suites de notre mouvement, mais encore l'exposition des faits qui se sont accomplis en 1848. J'obéis donc à leurs vœux en publiant mes mémoires particuliers sur l'histoire de la régénération roumaine, travail qui était destiné à être publié plus tard.

La préface de cet ouvrage sera ma biographie. Elle ne contient rien de nouveau, vous la connaissez tous ; mais elle facilite l'explication des événements qui se sont succédé de 1816 à 1848, et qui ont donné une physionomie caractéristique à votre élan national.

Si je vous étais étranger, si je n'étais né au milieu de vous, si vous ne connaissiez ma vie et mes œuvres, je n'aurais pas osé vous présenter une pareille préface. Les uns parmi vous m'ont vu enfant, les autres ont été mes condisciples sur les bancs du collége, d'autres m'ont entendu comme professeur pendant six années, et la nation entière m'a entendu aussi pendant vingt-huit années lui communiquer les idées du siècle, m'a vu cultiver sa langue et conduire sa jeunesse sur la voie véritablement nationale ; vieillards et jeunes gens, amis ou ennemis, vous connaissez mes actes et ma conduite, vous seuls êtes compétents pour approuver ou désapprouver mes confessions intimes.

Je prends courage ; mes juges me connaissent. Leur jugement sera juste, car il sera celui d'un peuple entier et non d'une faction.

« Avant 1816, les Valaques, sous le régime phanariote, ne recevaient leur éducation qu'en grec ancien, comme les Hon-

grois la recevaient en latin. Préoccupés de la beauté de cette langue, devenue à la mode, et de l'histoire de la Grèce, corrompus par le phanariotisme qui les dégradait de jour en jour, ils avaient oublié l'histoire de la patrie, négligé la langue nationale, et ne pensaient qu'à coudre des mots les uns à la suite des autres, à combiner de belles phrases banales et à briguer ou à mendier la complicité des étrangers dans les spoliations qui ravageaient impunément le pays.

« Georges Lazar vint le premier, en 1816, s'établir dans les ruines du couvent de Saint-Sava pour y donner des leçons de mathématiques et de philosophie dans la langue nationale. Il fit connaître à ses disciples l'origine des Roumains; raconta l'histoire de la patrie et les hauts faits de ses anciens chefs; réveilla l'esprit d'une nationalité de onze millions d'âmes. Dans l'espace de cinq ans il parvint à former une vingtaine de disciples qui se répandirent en Valachie et en Moldavie afin d'y exercer leur influence patriotique dans différentes professions. Jean Héliade Radulesco fut un de ces disciples.

Jean Héliade Radulesco.

« Les parents de ce Roumain sont originaires de Turgoviste, l'ancienne capitale de la Valachie. Dans son enfance, comme tous ses contemporains, il reçut son éducation dans la langue hellénique. A l'apparition de Georges Lazar, il quitta les classes de rhétorique et de poésie grecque, et vint étudier les sciences auprès de cet homme régénérateur de la nationalité roumaine. Lazar mourut en 1822. Héliade, contre la volonté de ses parents qui désiraient lui voir poursuivre toute autre carrière que celle de *didascal*, remplaça Lazar dans les mêmes ruines de Saint-Sava; il exerça gratuitement le professorat pendant six années.

« Il dégagea les éléments de la langue nationale et en composa la première grammaire méthodique et presque philosophique suivant Condillac; enseigna à ses élèves la grammaire, la géographie et l'histoire; donna des leçons de rhétorique et de logique; traduisit Francœur et fit des classes de mathétiques pures; il forma enfin quelques élèves, Valaques et

Moldaves, les derniers envoyés par le métropolitain Benjamin afin d'entendre ses leçons, et leur inspira les sentiments qu'il avait reçus en héritage de son maître.

« Après avoir doté la langue de termes techniques par la traduction et l'enseignement de quelques sciences, suivant son penchant pour la poésie, il traduisit plusieurs méditations de Lamartine ainsi que les œuvres de lord Byron, Cervantes et publia plusieurs poésies originales.

« En 1826, Constantin Golesco, l'un des premiers boyars réfugiés pendant la révolution de Vladimiresco, de retour dans son pays, cherchait des associés pour entreprendre plusieurs choses utiles et nationales. Héliade fut son premier associé. Ils composèrent de concert les statuts d'une société de progrès en Valachie. Golesco ouvrit les vastes salons de son palais à un casino national, à une bibliothèque; il publia ses voyages en Allemagne et en Suisse, en comparant, à chaque pas, l'état des peuples civilisés avec celui de sa patrie; il publia, en outre, une collection de traités entre la Russie et la Turquie afin d'éclairer les Valaques sur leurs droits. Enfin, il dota la littérature valaque d'une traduction de la philosophie morale de Vamva.

« Les statuts de la société fondée par C. Golesco et Héliade contenaient en projet :

« 1° L'établissement de colléges nationaux à Bucaresci et à Crajova;

« 2° L'établissement d'écoles normales dans chaque chef-lieu de district par les premiers élèves sortis des colléges;

« 3° L'établissement d'écoles primaires dans chaque village;

« 4° La fondation de journaux dans la langue nationale;

« 5° L'abolition du monopole typographique;

« 6° Les moyens d'encourager la jeunesse à traduire et à écrire des ouvrages dans la langue nationale;

« 7° La formation d'un théâtre national et de plusieurs autres choses utiles.

« Mais les temps étaient difficiles. Le gouvernement de Grégoire Ghica ne put, en ce moment, que fonder le collége de Saint-Sava; il ne pouvait pas être encore question des

autres articles. Golesco invita, comme membre d'une association portant le nom vulgaire de *Société littéraire*, presque tous les boyars où figuraient aussi les frères du bey régnant.

« C'est dans son sein que commença à se former une opinion nationale sur les besoins du pays, et c'est son influence qui finit par engager Grégoire Ghica à nommer un comité de réformes.

« Plus tard, s'établit à Crajova le second collége national. Capatineano, l'un des élèves d'Héliade, en fut nommé l'inspecteur et le premier professeur. Entre Golesco, Héliade et Capatineano, se conclut un pacte secret pour organiser la propagande et travailler à mettre à exécution les articles du programme dont nous avons parlé plus haut. La prestation de serment eut lieu, en 1827, dans la chapelle du château du domaine Golesci, situé dans le district de Monticello.

« Capatineano alla à Crajova prendre possession de son poste. Héliade passa l'hiver avec Golesco à sa terre où ils établirent une école avec un pensionnat pour les jeunes gens des trois districts environnants. Les frais du pensionnat étaient à la charge de Golesco. Florian Arons, qui joua un des beaux rôles dans le dernier mouvement, était le premier professeur et le directeur de cette école. Plusieurs de ses élèves devinrent professeurs publics ; l'un d'eux, le nommé Turnavito, fut l'un des plus grands martyrs de la régénération roumaine.

« A l'entrée des Russes, au mois de mai 1828, Héliade se trouvait à Hermanstadt pour l'impression de quelques-uns de ses ouvrages. Golesco voyant l'occasion opportune, par suite du besoin qu'avait l'armée de publier ses bulletins, demanda, au nom d'Héliade, la permission de fonder un journal.

« Ce dernier, de retour en Valachie, et d'accord avec Golesco, s'occupa d'exécuter le programme de leur société. Il commença le premier journal qui ait jamais paru dans toute la Roumanie, *le Courrier Roumain ;* il acheta l'imprimerie qui avait encore le monopole pendant sept années ; il renonça comme propriétaire du monopole à ce droit, et offrit ses presses à toute la jeunesse laborieuse.

« Il faut savoir qu'en 1828, avec toute la bonne volonté

Mavros et son beau-frère Soutzo ;

Odobesco, qui remplissait, par intérim, les fonctions de chef de l'armée ;

Jean Salomon, chef du régiment en garnison à Bucaresci ;

Plusieurs officiers russes qui servaient dans la milice nationale ;

Quelques boyars qui avaient servi dans l'armée russe, et soutenus, dans les postes éminents qu'ils occupaient, par le consulat russe.

PARTI PROGRESSISTE OU NATIONAL.

Ce ne fut pas un parti, comme nous l'avons dit dans une autre brochure, « c'était la nation entière. Les grands « boyars (sauf les Roumano-phanariotes et les hommes « du parti mixte), les boyars de la seconde et troisième « classe, les négociants, le clergé, les hommes de lettres, « les artistes, la jeunesse, les paysans. Tous ces hommes « désiraient des réformes salutaires par la voie légale, « des améliorations et l'extirpation des abus ; mais, avant « tout, ils désiraient l'ordre ; ils redoutaient l'anarchie. « Ce parti, si nous l'appelons ainsi, n'eut pas de chefs, « mais des serviteurs dévoués, des représentants. »

RÉSUMÉ DES OPINIONS DES PARTIS.

Pour conclure, deux partis seulement se partagent la Valachie.

1° Celui des Russes et des Roumano-phanariotes, opposés au gouvernement de Bibesco.

2° Celui de la nation, composé de la presque totalité des Roumains qui s'est soulevée pour soutenir Bibesco contre les intrigues de la Russie.

Les principes ou les intérêts de Bibesco l'engagèrent, ainsi que ses partisans, à se mettre du côté des Russes et de ses adversaires pour livrer le pays à l'anarchie.

Après l'abdication de Bibesco deux camps distincts se formèrent : le gros de la nation qui réussit à maintenir l'ordre, et de l'autre, les Russes, les Roumano-phanariotes, Bibesco et les siens qui ne travaillèrent qu'à troubler la tranquillité et à fournir un prétexte d'invasion aux armées du czar.

Le parti mixte se partagea entre les deux camps suivant les tendances et les intérêts de chacun de ses membres.

II.

Pour initier le lecteur aux mœurs de la Roumanie, nous donnons une esquisse biographique de Maghiero, de l'abbé Josaphat de Snagov et du prêtre Chapca.

Georges Maghiero.

Cet homme, renommé par son courage et par son caractère intègre, est un Roumain de la petite Valachie. Dès son enfance il n'était adonné qu'aux armes et à la chasse. Pendant l'ancien régime des phanariotes, partout où apparaissait une bande de brigands, on le voyait à la tête des volontaires enrôlés pour les chasser de la contrée. Il se trouva souvent aux prises avec les plus renommés d'entre eux. Avant 1828, Maghiero était, pour la petite Valachie, ce que, pour l'ancienne Grèce, étaient ses héros ; ce que, pour le moyen âge, étaient les chevaliers errants. En 1828, il recruta, par sa seule influence, plusieurs centaines de volontaires pandours et alla, avec eux, se placer sous le commandement du général Geismar. Ses actes héroïques sont connus ; sa bravoure devint pro-

verbiale et sa réputation se répandit dans toute l'armée turque. Son nom était un épouvantail dans le camp musulman. Plus d'une fois il se fraya un passage parmi les rangs ennemis, les traversant et retournant sur ses pas au milieu d'une grêle de balles. La superstition turque exaltait les esprits et faisait de lui un homme extraordinaire. Pour l'atteindre dans le combat, les musulmans qui voulaient se mesurer avec lui faisaient graver sur leurs sabres des versets du Koran et se procuraient des balles d'or et d'argent qu'ils croyaient propres à détruire le charme qui l'entourait. Il paraissait à leurs yeux protégé par un sorcier ou par un mauvais génie ennemi de l'islamisme.

Il eut plusieurs combats singuliers avec des champions turcs, et sortit toujours vainqueur de la lutte. Il enleva, avec les siens, le trésor de l'armée turque à la bataille de Bailesci, et appela en duel un officier russe qui voulait lui disputer cette capture.

A l'instar des chevaliers du moyen âge, qui commandaient leurs vassaux, ou des gonfalieri italiens, pendant toute la campagne, il combattit avec ses volontaires sans connaître d'autre discipline que celle de l'honneur, sans se soumettre à aucun autre chef qu'au général Geismar. Pour prendre d'assaut une forteresse ou une redoute, souvent il faisait des surprises au général en chef, souvent il refusait de suivre le plan des Russes et s'aventurait à mettre fin à ses entreprises selon sa stratégie particulière.

Il se trouvait aussi, comme capitaine, dans le corps des volontaires roumains, un certain Salomon que Maghiero ne pouvait souffrir à cause de sa vie passée de ciocoïu et de la fourberie et de la lâcheté habituelles à ce genre de voleurs et inspirées par le vice. Maghiero, d'un caractère loyal et indépendant, était brave pour la gloire seule ; Salomon l'était par calcul et par amour du gain ;

d'un théâtre national. Dans l'espace de deux années, presque tout Molière fut traduit par plusieurs jeunes gens, ainsi qu'un certain nombre de tragédies de Voltaire, d'Alfieri, de drames de Victor Hugo et d'Alexandre Dumas. Tout fut publié aux frais d'Héliade.

« Ne pouvant faire de la politique sous la censure introduite par les Russes, il se décida à s'occuper de littérature, et à faire aimer aux Roumains leur nationalité en aimant et conservant leur propre langue.

« Il créa un autre journal littéraire, *le Courrier pour les deux sexes*, destiné à cultiver la langue, à la purifier des éléments hétérogènes qui la retenaient à l'état de *patois*, et à la présenter à l'Europe sous ses propres caractères latins.

« Sous le gouvernement d'Alexandre Ghica, Héliade, nommé membre de la curatelle de l'instruction publique et inspecteur général des écoles, grâce à la bonne volonté de ce gospodar, et de concert avec Poienaro, réussit à former plus de quatre mille écoles lancastériennes dans tous les villages de la Valachie ; il fit imprimer les tableaux de l'enseignement mutuel en lettres latines ; il publia aussi un parallélisme entre la langue roumaine et italienne ; il démontra, par cet ouvrage, qu'il existe plus de différence entre les quatre dialectes helléniques enseignés par une seule grammaire, qu'entre l'italien, le roumain, le français et l'idiome ibérien (l'espagnol et le portugais). Il fit observer que ces quatre langues ne sont que quatre dialectes d'une même langue romaine, et qu'elles peuvent être apprises avec plus de facilité et de perfection par une seule grammaire.

« En 1837, lorsque la Russie crut que le moment était venu de faire passer dans le règlement organique l'article qui ravissait l'autonomie de la Valachie, Héliade, muni de preuves suffisantes, comme nous l'avons déjà dit, démontra que cet article était un acte de faussaire et poussa l'assemblée générale à protester énergiquement contre cette violation des droits du pays. L'article en question fut considéré par l'assemblée générale comme non avenu et déclaré nul. Il fallut un firman arraché par la Russie à la Porte pour donner une sanction aux prétentions russes.

de l'assassiner ; il fit souvent pâlir ses assassins par sa seule présence ; on l'a vu aussi, dans le camp de Trajan, lorsque invité à dissoudre son corps d'armée et menacé par la présence des deux armées turque et russe, il répondit : « Mon sabre a deux tranchants. »

III.

L'archimandrite Josaphat.

Prêtre d'un village du district de Buzeo, cet homme attirait l'attention générale par sa bonne conduite et son bon sens naturel. Dans une de ses excursions diocésaines, l'évêque de Buzeo entendit parler de ce prêtre, le vit officier avec décence et ferveur et l'invita à lui rendre visite. Il l'interrogea sur plusieurs questions de théologie et de morale ; le prêtre Jean répondit avec justesse et candeur ; l'évêque, satisfait, lui fit cadeau de son bâton épiscopal, d'une étoffe en soie, et de quelques mètres (pics) de drap noir. « Vous ferez, lui dit-il, votre *entérie* et votre *binische* pour sortir de la classe des prêtres communaux, et, quoique jeune encore, je vous préfère aux autres et je vous nomme protoprêtre de l'arrondissement. Voilà mon bâton. »

Le jeune protoprêtre Jean acquit une grande réputation dans tout le district ; il était vénéré de tous ; il était heureux. Mais une année ne se passa pas qu'il fut cruellement frappé dans ses affections : le choléra de 1832 lui enleva sa femme et ses enfants. Alors on croyait la maladie contagieuse ; les hommes se fuyaient les uns les autres ; il fut donc forcé de creuser lui-même la fosse qui devait recevoir les restes de sa famille. Cette époque de sa vie rappelle la situation terrible où se trouva Young, réduit à rendre lui-même les derniers devoirs à sa fille.

Livré à la douleur, Jean ne pouvait plus supporter la

vue de son village natal et du district où il avait passé de si beaux jours. Il abandonna tout et vint s'établir, comme curé, auprès de l'église du collége de Saint-Sava, à Bucaresci. Il se mêla aux enfants et suivit régulièrement les classes du collége ; il étudia le grec, le latin et le français.

Il commença à prêcher dans l'église du collége. Chaque dimanche et chaque jour de fête, l'Évangile était commenté par lui selon son véritable sens, selon les besoins actuels de l'humanité. Christ possédait un bon apôtre dans la capitale de la Valachie.

Il traduisit et publia plusieurs ouvrages de morale : les beautés de l'Ancien et du Nouveau Testament, et de plusieurs oraisons de Massillon et de Bossuet. Il était le confesseur de la paroisse ; ses fils spirituels en recevaient aussi des leçons de catéchisme.

Alexandre Ghica apprenant l'histoire de ce prêtre de village, enfant de la nature, manifesta le désir de faire sa connaissance. Il l'invita souvent à son couvert et le nomma ecclésiarche domniaire. Tout le monde désirait voir cet homme respectable évêque, et chef de l'Église, ce qui ne tarda pas à soulever contre lui la haine et la jalousie des moines et du métropolitain lui-même.

A la chute d'Alexandre Ghica, Néophyte, le métropolitain, le nomma égumène (abbé) pour le faire disparaître de la capitale. C'est alors qu'il prit le nom de Josaphat. Ce fut pour lui une espèce d'exil ; loin de ses amis, de ses ouailles et de toute vie intellectuelle, il se vit condamné à vivre au milieu d'une île marécageuse et parmi des forçats (car Snagov est un couvent où l'on détient les criminels les plus dépravés) ; il se mit à faire de la morale, à enseigner les devoirs sociaux et la doctrine du Christ à ces malheureux.

Lorsqu'il vint en 1848 à Bucaresci on lui montra la proclamation constitutionnelle ; il n'y vit que ses principes.

IV.

Le prêtre Radul Chapca.

Lorsqu'on parle des prêtres de village en Moldo-Valachie, il faut s'imaginer un simple paysan égal en tout à ses paroissiens : même instruction, même costume, mêmes charges ; il laboure la terre, il nourrit sa femme et ses enfants, il paie les impôts, il fait la corvée quand les armées orthodoxes et protectrices envahissent le pays ; il n'est censé savoir que lire les livres imprimés de l'Église ; s'il sait, par hasard, écrire ou lire des manuscrits, c'est un luxe ; il ne doit faire que l'office divin et réciter les Évangiles dans la langue nationale tels qu'ils sont, sans commentaires. Le paysan les écoute et les comprend en homme de la nature qui n'est pas gâté par les doctrines jésuitiques. Les Évangiles ne représentent Christ que comme le fils de l'homme ou l'humanité souffrante, n'ayant où reposer sa tête ; César, ainsi que tout pouvoir, n'y sont représentés que comme ennemis de la doctrine du Sauveur, les tyrans de l'humanité ; les pauvres y sont les enfants de Dieu, les frères du Christ. Voilà l'avantage de posséder les Évangiles dans la langue nationale et de les entendre comme la voix de Dieu sortie de l'autel ; voilà encore l'avantage d'avoir des prêtres simples, pères de famille et privés de toute prérogative de l'aristocratie sacerdotale.

Jean Chapca fut un des curés du village Celeïu, du district de Romanati. Il jouissait d'une grande réputation, non seulement dans ce district, mais dans toute la petite Valachie. Doué d'un bon sens naturel et d'une droiture de cœur peu commune, il se distinguait par une vie patriarcale et hospitalière, unie à des vertus primitives. Il labourait la terre et faisait le commerce des grains. Tout

ce qu'il gagnait était pour les pauvres et les passagers qui trouvaient asile dans sa maison abrahamienne. Personne ne pouvait passer par Celeïu sans voir le prêtre Chapca et sans goûter du pain et du sel de sa table, modeste et copieuse en même temps. Il avait réussi à abolir, dans son arrondissement, une grande quantité d'abus ecclésiastiques et un reste des superstitions anciennes qui ravissaient le temps au laboureur ; il était l'épouvantail de tous les fonctionnaires rapaces, il dévoilait leurs spoliations et protégeait de toutes ses forces ses frères opprimés ; il enseignait aux paysans leurs devoirs et leurs droits en les éclairant sur les lois, afin qu'ils ne devinssent pas la dupe des fermiers et des sous-administrateurs qui les exploitaient.

Cet homme intéressant, formé par la lecture des ouvrages d'Héliade, fut initié au mouvement par Nicolas Plessoiano et par Constantin Alexandresco. Procrit en ce moment, il est exilé sur le mont Athos.

LIVRE II.

—

PREPARATION.

I.

Telle était la situation des partis en Valachie lorsque Duhamel arriva, en 1848, dans la Moldavie à la suite des troubles provoqués par le consul russe lui-même. La mission de ce commissaire était de hâter l'entrée des troupes russes en Moldavie, et ensuite, du consentement de Bibesco, ou par des troubles à l'intar de ceux de Jassy, de travailler la Valachie pour qu'elle pût fournir un prétexte légal à l'occupation moscovite. C'est de la Moldo-Valachie que la Russie allait combattre la liberté en Hongrie et forcer la Turquie à accepter des conditions funestes. La Russie avait besoin à tout prix d'occuper ces deux pays, son formidable Gibraltar, d'où elle allait menacer en même temps l'Orient et l'Occident.

Dès qu'Héliade apprit la malheureuse révolution de Jassy et l'arrivée prématurée ou préparée de Duhamel dans cette ville, connaissant de longue main le style de la politique russe, il ne tarda pas à se rendre chez le domnu Bibesco pour lui communiquer ses craintes ; il reçut des réponses vagues, quoique flatteuses et quasi nationales.

A cette époque Maghiero vint à Bucaresci ; Héliade l'éclaira sur la situation. Tous les deux croyaient encore aux déclamations de Bibesco ; ils croyaient que, dans le cas

d'un refus de la part des Valaques de recevoir Duhamel chez eux, le domnu laisserait au moins à l'opinion publique la liberté de se prononcer ; ils espéraient encore que, si la Russie essayait de violer le territoire valaque, et que si les habitants, soutenant l'ordre, s'y opposaient au nom des traités, Bibesco, comme l'élu de la nation, ne refuserait pas de se mettre à sa tête, de protester avec l'assemblée générale et de partager le même sort que ses compatriotes.

Héliade et Maghiero se communiquèrent leurs idées et se donnèrent la main pour être prêts à paralyser toute intrigue semblable à celle de Jassy, à étouffer toute révolution ourdie par l'étranger et à soutenir l'ordre afin de ne fournir aucun prétexte à la Russie pour envahir légalement le pays.

Maghiero, en partant pour son district, promit à Héliade de prendre part à toute association nationale formée contre les intrigues des Russes ; il promit son concours au mouvement ainsi que celui du district de Romanati, dont il était administrateur. Quoique ami de Bibesco, Maghiero s'engagea néanmoins à ne lui rien communiquer de ce qui avait été décidé.

Héliade essaya encore de voir Bibesco, et se doutant que celui-ci était porté à soutenir les plans de la Russie, il se borna à surveiller les menées du consul russe et à organiser une propagande propre à éclairer les masses.

Pendant ce temps, Bibesco avait envoyé Villara, son ministre de l'intérieur, en Moldavie, auprès de Duhamel. Villara informa le domnu de la situation et des intentions de l'envoyé de Pétersbourg. Lorsque la nouvelle arriva que le commissaire russe devait venir de Jassy à Bucaresci, tous les bons Valaques s'inquiétèrent et furent prêts à improviser une pétition collective afin d'empêcher l'entrée de Duhamel et dans laquelle ils répondaient de

la tranquillité publique. Cette pétition fut rédigée par Héliade de concert avec Constantin Philippesco (1).

Avant de rendre cet acte public, Héliade se rendit de nouveau chez Bibesco et lui demanda si la nouvelle de l'arrivée du commissaire russe était certaine. Bibesco était rempli d'espérances. Duhamel lui avait fait de si grandes promesses par Villara!

— Je vous conseille, monsieur, dit Bibesco à Héliade, de vous tranquilliser et de ne pas vous donner la peine de chercher à pénétrer les plans et les desseins des cabinets. Si le commissaire russe vient à Bucaresci, il a le droit de s'y rendre. La Russie a plus d'un titre sur la Moldo-Valachie.

— Pour prix de tant de sacrifices faits par les Roumains en sa faveur, c'est un devoir pour la Russie, continua Héliade, de garantir leurs droits et non de faire de leur élu l'aide de camp du consul, suivant son expression, et de troubler leur tranquillité pour arriver à légitimer l'occupation du pays par leurs troupes.

— Ce sont des suppositions, monsieur, plus que poétiques, et que vous autres poètes vous vous plaisez à décorer du nom pompeux de prophétiques. Duhamel viendra ici pour imposer silence à tous ces vieux boyars qui n'aspirent qu'au trône et aux portefeuilles, et à vous aussi, progressifs et nationaux, dont la première vertu devrait être la reconnaissance.

— Quand il s'agit de reconnaissance, nous la ressentons envers ceux qui la méritent. Avez-vous compté, Grandeur (2), combien notre pays a fait de sacrifices depuis Pierre-le-Grand jusqu'à nos jours? Qu'a fait la Russie pour

(1) Ce boyar fut le premier qui osa combattre, comme député dans l'assemblée générale, le protectorat russe, lors de la question des mines.

(2) Grandeur est le titre donné dans le pays au chef de l'État.

notre pays, elle qui devait se montrer reconnaissante envers lui, elle qui se disait garante de nos droits ? Elle poussa la Porte à nous envoyer ses beys du Phanar, elle arracha à la Moldavie la Bukovine en faveur de l'Autriche et la Bessarabie pour son propre compte ; puis, s'arrogeant sans pudeur le titre de protectrice, elle nous enleva notre droit législatif et finit par exercer un droit plus que souverain dans ce pays.

— Vous devez lui être reconnaissants, messieurs ; car, il y a une vingtaine d'années, vous n'auriez pas pu parler de la sorte devant votre *prince ;* vous n'auriez pas pu écrire et publier vos pensées ainsi que vous le faites ; les beys du Phanar vous faisaient enlever de votre lit et vous étiez condamnés à l'exil, sans jugement, sans avoir pu connaître même le motif de ces rigueurs ; et les Turcs venaient vous enlever vos biens, vos femmes et vos enfants.

— Vous remontez, Grandeur, à des temps fabuleux. Parler de la sorte c'est donner un coup d'éperon à l'histoire ; maltraiter l'histoire de la patrie, c'est outrager Dieu. Comme élu de la nation et comme bon Roumain vous devez connaître ce proverbe : « Il ne faut pas jeter des pierres contre le ciel... »

— Monsieur !...

— Ne vous fâchez pas, Grandeur, puisque vous nous avez recommandé la reconnaissance, j'ai l'honneur de vous dire que la patience est une des premières vertus des princes. Je ne vous parle pas poésie, je veux faire de l'histoire. Si la Russie voulait exiger de nous de la reconnaissance, elle devait, comme garante de nos droits, ne pas imposer à la Sublime Porte le rebut du Phanar, les créatures de sa majesté czarienne pour les envoyer, en satrapes, violer nos droits ; et, lorsque la Porte, revenue de son passé (commun à tous les états de l'Europe dans leur origine), nous réintégra dans un de nos droits

en nous envoyant un domnu indigène, Grégoire Ghica, la Russie, en protectrice dévouée, refusa de le reconnaître, et une déclaration de guerre suivit son refus en 1828. Votre Grandeur sait combien cette guerre coûta à la Valachie. — Si nous parlons de la sorte, si nous écrivons encore mieux, sans toutefois pouvoir publier librement nos écrits, nous ne le devons pas à la Russie, mais au progrès dans lequel est entré la Turquie, aux dispositions des réformes posées par Grégoire Ghica, aux écoles nationales établies par le même. Nous ne devons à la Russie, quant à ce point, que la dégénération des écoles et la censure. — Enfin, si les beys du Phanar enlevaient nos pères de leur lit, pour complaire souvent à la Russie, ils payaient de leur tête ces actes arbitraires, et alors c'était la Turquie qui nous vengeait. Voilà les bienfaits de la Russie : elle fait disparaître nos anciens licteurs pour accorder aux jeunes officiers la liberté de porter des épaulettes de cosaque ; elle donne à notre élu un état-major, une cour royale pour rendre son consul quelque chose de plus que notre chef légitime ; elle fait abolir trois forteresses turques, construites jadis avec son consentement, pour nous enlever le droit d'autonomie et pour avoir plus de facilité à nous enlever plus tard notre nationalité elle-même. Nous rappeler la reconnaissance pour tous ces *bienfaits*, c'est en profaner le mot, c'est se moquer de la divinité. Je suis forcé, Grandeur, de me servir d'une expression poétique, car la prose, dans une telle circonstance, serait très cruelle..... Puisqu'il s'agit de la reconnaissance permettez-moi de vous adresser une question.

— Puisqu'il s'agit de la patience, je suis résolu de vous écouter, car vous êtes plaisant, même quand vous divaguez. Voyons la question.

— Grandeur, à qui devez-vous le trône? A la nation

qui vous a élu, ou à la Russie qui, d'après votre opinion, vous soutient? Alexandre Ghica fut contraire aux plans moscovites en les déjouant partout, même à Ibraïlla en 1841, et pourtant il règna plus de sept années. Vous croyez que la Russie vous soutient, et son consul ne dit-il pas que cette année vous ne mangerez pas d'œufs rouges de Pâques sur le trône (1).

— Ce n'est pas vrai, le consul n'a point dit cela ; ce sont mes ennemis, les vieux boyars, qui répandent ce bruit.

— Mais à qui devez-vous le trône? Si vous le devez à la nation, ce n'est pas se montrer reconnaissant que de fermer l'oreille à sa voix dans des circonstances aussi graves. Si vous le devez à la Russie, plus il y a de vraisemblance dans ce fait, plus nos droits sont foulés aux pieds par cette puissance envers laquelle vous nous recommandez d'avoir de la reconnaissance.

— Vous parlez en Roumain, mais moi je vois en prince, et de la position élevée où je me trouve, je connais, je vois bien des choses que vous ne pouvez pas apercevoir. La Russie nous a fait du bien, elle nous en fera encore. Un jour nous obtiendrons notre indépendance, et c'est à la Russie, monsieur, que nous la devrons.

— Et qui nous garantira cette indépendance? l'Autriche, que la Russie s'efforce de rendre sa vassale, ou la France et l'Angleterre qui sont assez fatiguées d'obéir à leur engagement de garantir l'indépendance de la Grèce, et qui, en cas d'empiétement de la part de la Russie, ne pourraient d'aucune manière nous porter secours?

L'indépendance dans l'état actuel des choses est un piége, c'est nous séparer de la Turquie pour que la Russie

(1) C'est l'expression de M. Kotzebue, le consul russe, quand il prédisait la chute de Bibesco.

nous absorbe sans être protégés par aucune puissance, car si la Turquie était menacée, l'Europe s'empresserait de venir à son aide; mais quant à la Moldo-Valachie, les puissances européennes verraient avec indifférence son incorporation à la Russie.

— Notre pays, monsieur, finira par être séparé de la Turquie. Par les symptômes que nous voyons en Hongrie, celle-ci est à la veille de se soulever; elle a des prétentions sur nous, et..... en vérité, je préfère mille fois les Russes que les Hongrois.

— Je le sais : la Hongrie peut se soulever; il y a deux ans, passant par là, j'ai pu juger de la disposition des esprits. La Hongrie peut se soulever, car la Russie la travaille pour humilier l'Autriche, et pour se débarrasser d'une rivale qui la surveille en Orient. Si la Hongrie a des prétentions sur nous, on ne le sait pas encore; mais le joug de la Russie, votre Grandeur le subit déjà plus que tout autre, et vous le bénissez, vous l'invoquez même, vous, en qui la nation a mis son espérance en vous choisissant pour son chef! Eh bien! moi, qui ne me suis jamais écarté de la foi des traités, je vous déclare, Grandeur, que vous entendrez sortir de la poitrine du peuple roumain, un tout autre cri que le vôtre : « Plutôt aux Russes, avez-vous dit. — Plutôt aux Turcs, telle sera sa réponse. »

— Vous pouvez crier tout ce qu'il vous plaira, mais les desseins de la Russie sont irrévocables.

— Le consul russe a toujours le même refrain : quant à moi, je dis que les décrets de Dieu sont irrévocables, et Dieu est pour le progrès; il est amour et lumière. Il n'y a rien de commun entre lui et les ténèbres.

— Encore de la poésie! Abandonnez toutes ces idées. Vous êtes père de famille, occupez-vous de vos affaires, de vos intérêts; pensez à l'avenir de vos enfants.

— C'est à leur avenir que je pense en agissant et en

vous parlant de la sorte. Je ne travaille depuis vingt-huit années que pour leur léguer en héritage la liberté. Je préfère les voir errer et mendier leur pain que de les laisser esclaves de la Russie.

— Vos sentiments et encore plus vos paroles sont assez théâtrals; mais il faut penser aussi un peu à vos intérêts. Je me rappelle que vous réclamiez du Trésor un dédommagement en argent, auquel, prétendiez-vous, vous aviez droit : pourquoi ne donnez-vous pas suite à cette affaire? Je veux bien vous être utile.

— Ma réclamation est faite depuis plus de deux ans. Le Trésor me doit plus de 5,000 ducats (60,000 francs), le gouvernement de votre Grandeur s'est refusé de me rendre justice. Plus tard, j'ai réitéré ma demande. A présent ce n'est pas le moment.

— Pour quelle raison?

— Parce que je ne puis recevoir ce qui m'est dû, à titre de gratification.

— Que vous importe le titre, pourvu que vous rentriez dans vos droits.

— Il m'importe beaucoup. Rétablissez-vous dans l'opinion publique. Devenez l'idole de la nation en obéissant à sa voix; et alors je n'aurai pas à rougir de votre bienveillance.

— Vous êtes trop fier, et pour un père de famille, refuser les 5,000 ducats qui vous sont dus, c'est de la folie.

— C'est de la prudence, c'est du calcul ; car on dirait que vous m'avez acheté et que je me suis vendu, et c'est dans ce but que vous me tentez. Il est trop tard à présent; j'ai grandement besoin de conserver mon crédit populaire afin de sauver ma patrie, de vous sauver vous-même.

— Quel danger existe pour moi?

— Vous êtes entre deux dangers : entre celui d'avoir un nom flétri en devenant l'instrument de la Russie, et celui d'être victime de la révolte préparée contre vous par la Russie, votre protectrice, dans le cas où vous refuseriez de devenir son instrument.

— Occupez-vous de vos affaires ; ne vous inquiétez pas de moi.

— C'est parce que je m'occupe de mes affaires que je prends la liberté de venir vous importuner en vous demandant si la nouvelle de l'arrivée à Bucaresci du commissaire russe est certaine ?

— Elle est très certaine, et j'en suis content, car il me prêtera main-forte pour mettre à la raison les ambitieux et les *fous*.

— Il paralysera même le peu de forces qui vous restent.

— Ne vous en inquiétez pas..... Sans doute, ma position est difficile, mais je saurai la vaincre. J'aime pourtant vos raisonnements, quoique un peu excentriques. Venez me voir quelquefois.

— Salut, Grandeur.

— Au revoir.

II.

Héliade ne pouvait pas encore présumer que Bibesco était si aveugle que de ne pas voir l'état dans lequel la Russie l'avait plongé ainsi que son pays. Il aima encore croire que le langage de cet homme, quoique princier, et quasi diplomatique, cachait un certain sentiment de nationalité. Sa patience à l'écouter et son ironie en même temps rendaient sa conduite problématique. Douter d'un homme perdu c'est l'estimer encore. Héliade se décida donc à se préparer en silence pour faire face à toutes les éventualités qui pourraient surgir, et pour causer une

surprise au commissaire russe et à Bibesco lui-même.

Il tâcha d'empêcher l'exécution du projet de pétition collective dont nous avons parlé plus haut, qui ne pouvait échapper à la surveillance de la police et aurait donné l'éveil à Duhamel dès son arrivée. En conséquence, il s'entendit avec ses deux cousins Racosti, chefs de la troisième division de cavalerie, et avec un autre officier d'infanterie; il leur fit part à tous les trois de son projet de faire, en cas d'une révolution ourdie par les Russes, une contre-révolution, au nom de la loi et des traités. Ils reçurent mission de préparer l'esprit de leurs soldats à soutenir l'ordre et à s'opposer à toute tentative étrangère aux lois et à la tranquillité publique.

Par un autre de ses cousins, Margarit Mossoiu, il initia au secret plusieurs chefs de corporations qui se chargèrent de faire la même propagande au nom de l'ordre, parmi les commerçants et les artisans. Héliade s'entendit ensuite avec l'abbé de Znagov, Josaphat, avec le professeur Negulici et plusieurs autres, autour desquels pouvaient se réunir le clergé, la jeunesse et les honnêtes gens propriétaires et pères de famille.

Dans les hautes classes de la société, dans le corps des fonctionnaires publics, un bruit vague s'était déjà répandu sur les intrigues de la Russie. Les frères Golesci, Constantin Philippesco, Grégoire Gradisteano, Gr. Zossima, N. Ipatesco et bien d'autres, s'entendirent avec Héliade. Il y avait une estime réciproque entre ces hommes, les opinions de chacun d'eux se fondirent dans une seule. Tous se chargèrent de la répandre. Les principes adoptés furent : reconnaissance des traités, — autonomie du pays, — suzeraineté de la Sublime Porte, — opposition à tout autre mouvement qu'à celui fait au nom de ces principes. Le mot d'ordre fut : respect aux personnes, respect à la propriété.

L'alarme était donnée. On savait que les agents de la Russie s'efforçaient de troubler la tranquillité publique, et grâce à l'énergie des hommes que nous venons de nommer, presque toute la capitale s'était mise sur la défensive et examinait les démarches et les propos des sbires du consulat russe.

Le parti de l'ordre ou national était déjà considérable, et de jour en jour fortifiait Bibesco contre la faction des mécontents qui se préparait à porter ses plaintes au commissaire russe que l'on attendait de Jassy. Il existait encore une autre faction qui depuis longtemps faisait une guerre sans succès aux doctrines littéraires et nationales de ceux qui s'occupaient de la culture de la langue. C'était la faction des défenseurs du slavonisme, et des hommes qui avaient pris part à l'affaire d'Ibraïlla en 1841. Il y avait encore à Bucaresci des hommes qui à cause de cette polémique ne pouvaient être que dans le doute et entre les deux partis.

Lorsque la propagande entreprise par les amis d'Héliade en faveur de l'ordre et des principes nationaux commença à s'étendre, elle ne passait aux yeux de quelques-uns que comme réactionnaire et comme émanant de Bibesco. Mais l'entreprise, quoique entravée d'un côté par les agents russes, les dupes et les exaltés, gagnait de l'autre; en effet, elle pouvait se masquer aux yeux de la police et attirer les sympathies de tous les honnêtes gens et des pères de famille.

Pour mieux éclairer nos lecteurs sur la situation, nous sommes forcés de citer ce que nous avons déjà dit dans le *Protectorat du Czar!*

« Telle était la situation à l'arrivée de Duhamel dans Bucaresci. Fidèle à son plan, il tint sa parole, et chercha à gagner Bibesco. Le métropolitain et le corps des boyars vinrent le visiter, et il les reçut en robe de chambre et le

cigare à la bouche. Il apostropha les uns, en leur disant qu'il s'élevait des murmures contre le gouvernement, qu'il les réprimerait et offrirait son appui au *prince*. Il ajouta que si la Russie était prête à secourir les gouvernements en quelque lieu que ce soit, elle ne pouvait à plus forte raison souffrir aucun symptôme agitateur dans les deux pays placés sous sa tutelle. Il annonça enfin qu'il voulait anéantir l'esprit révolutionnaire dans la Valachie.

« Une protection si généreuse exigeait naturellement de Bibesco un témoignage de gratitude. Le pauvre diable était disposé à tout, à prévenir même, s'il était possible, les intentions et les désirs de Duhamel.

« Dès le premier jour, l'envoyé russe demanda qu'on lui donnât une idée exacte de la quantité des céréales qui se trouvaient sur le territoire, et il manifesta sa résolution d'attendre jusqu'à la nouvelle récolte pour en apprécier le résultat. Puis il demanda à Bibesco qu'on lui donnât aussi la connaissance de la quantité de produits nécessaires pour la consommation du pays ; et pour le surplus, il exigea que l'exportation en fût interdite.

« Une semblable demande étonna Bibesco. Elle lui parut une mesure tout à fait contraire à la sollicitude et aux vues que professait le commissaire impérial pour imposer la tranquillité, quand elle était parfaite ; cette mesure frappait en même temps les intérêts du propriétaire, du fermier, du négociant et du paysan. Conséquemment il osa exposer à son *Excellence* qu'il n'avait pas le courage, dans de pareilles conjonctures, d'attaquer directement et de si près les intérêts généraux. Duhamel le rassura, l'exhortant à ne rien craindre, lorsqu'il pouvait compter sur les bonnes grâces et le soutien de Sa Majesté l'Empereur.

« Bibesco eut la curiosité de savoir à quoi aboutirait cette mesure.

« Duhamel lui certifia que la Russie, toujours bienveillante envers les principautés, veillait sur elles *comme la Providence*, et se préparait à y introduire ses armées pour les sauver d'un mouvement qui pouvait éclater dans le voisinage, par exemple en Transylvanie..., dans le Banat..., ou parmi les Hongrois. Il l'engagea donc à convoquer de suite l'assemblée générale, récemment dissoute par une inspiration peut-être salutaire, et à réclamer l'entrée des armées impériales sur le territoire roumain.

« Ces insinuations prophétiques n'avaient pas de sens possible alors, sinon dans le langage de la diplomatie (1). Comment la Russie connaissait-elle d'avance un mouvement insurrectionnel en Transylvanie et en Hongrie ? Le cabinet autrichien ne le connaissait pas, et ceux même qui devaient conspirer ne le connaissaient pas davantage. Bibesco ne comprenait rien à ce langage. C'était donc contre l'Autriche constitutionnelle, pensait-il, que la Russie se préparait. Il se perdait dans ses conjectures et augura qu'il y avait là quelque chose.

« Cependant le Domnu, avec tout son zèle d'être utile à la puissance protectrice, ne trouva pas qu'il fût si commode de gouverner à côté de tant de généraux russes ; il ne voyait, dans l'intervention russe, que l'interruption du règne absolu auquel il s'était accoutumé, se considérant comme un roi. Il promit tout ; mais il resta plusieurs jours à réfléchir avant d'exécuter sa promesse.

« Duhamel est un homme digne de son maître, sachant

(1) Les Roumains de la Transylvanie et les Hongrois même ne savaient pas à cette époque, au commencement d'avril 1848, qu'il y aurait plus tard une révolution en Hongrie.

peser le poids du ton de chaque *oui* et de chaque *non*. Il commença à soupçonner Bibesco. Celui-ci cherchait les moyens d'éviter l'invasion moscovite, en se procurant des forces nationales pour défendre le pays au cas d'un mouvement de l'autre côté des Carpathes. Augmenter l'armée par la création d'un corps de pandours fut sa première idée. Il fit appeler Maghiero, il lui dit confidentiellement qu'on soupçonnait un mouvement dans la Transylvanie de la part de quelques agitateurs qui auraient l'intention de passer en Valachie, et, pour que le gouvernement fût en état de leur résister sans recourir au secours étranger, il le chargea de l'inspection de tous les dorobans; il lui enjoignit d'aller s'informer auprès de chaque administration si leur nombre était complet, si leurs armes étaient en bon état, s'ils étaient bien organisés par *caporalies*. Puis il lui manifesta l'intention qu'il avait de lui confier ensuite la formation d'un corps de pandours.

« Duhamel, voyant l'hésitation de Bibesco à se prononcer d'une manière décisive, sentit redoubler ses soupçons, et résolut d'employer à son égard le même artifice dont on avait usé avec Stourza. D'un côté, il chargea M. Mavros de monter une conspiration systématique contre le Domnu. Mavros avait ses alliés, ses amis, ses parents, et initia dans le secret quelques personnes dévouées; elles reçurent la mission de faire la propagande sans nommer le moteur. D'un autre côté, il envoya des espions russes, comme Joannidès et un Ghica, aux hommes du parti roumano-phanariote pour les encourager. Ces messagers insinuèrent à ceux-ci qu'il fallait aller visiter encore le commissaire impérial. « Ne désespérons pas, disaient-ils, tâchons de lui apprendre ce qui se passe dans le pays sous le gouvernement du *Fou*. » — Les Roumano-phanariotes appelaient ainsi Bibesco. — Ces boyars ne tardèrent pas à se rendre chez Duhamel. Le commissaire russe les ac-

cueillit très poliment cette fois, et leur expliqua que, dans les premiers jours, il n'avait pas voulu à la vérité recevoir des plaintes et des accusations contre Bibesco, mais qu'à la suite de son séjour, s'étant assuré que le *fou* avait dévié du chemin réglementaire, ces messieurs pouvaient très bien exposer leurs griefs et réclamations par la voie légale, en désignant tous les abus de son gouvernement. L'Empereur, ajoutait-il, leur rendrait justice. Puis, en passant, il leur recommanda de s'entendre avec certaines personnes, parentes de M. Mavros, les signalant comme étant douées des moyens propres à manier la plume et les *affaires*.

« La conspiration, formée dans la maison de Mavros, se propageait et acquérait des adeptes à divers degrés. Parmi les cercles des boyars, on avait déjà commencé à sentir les mouvements et le but de cette association organisée dans le consulat russe. Les chefs du parti roumano-phanariote, comme A. Ghica (l'ex-ministre), C. Cantacuzène, C. Soutzo, entrevirent une lumière dans la recommandation que leur fit le commissaire impérial : ils soupçonnaient de conspiration les personnes recommandées, et, par conséquent, ils furent presque convaincus que le complot était ourdi sous l'inspiration moscovite. Ils connaissaient déjà celui d'Ibraïlla dont nous avons parlé, et ne tardèrent pas à afficher un grand courage pour une entreprise où ils ne couraient aucun danger. Comment, avec leurs principes, seraient-ils restés en dehors d'un complot *privilégié* assuré contre les persécutions de la police?

« Le parti russe et celui des roumano-phanariotes se fondirent donc par leur nature dans un seul.

« Les événements s'aggravaient au centre de l'Europe. Chaque poste apportait des nouvelles importantes. Les programmes des constitutions, que les peuples procla-

maient à l'envi, étaient une école pour le peuple roumain. Chaque camaraderie, chaque profession, chaque métier, chaque corporation, devenait une centralisation partielle d'individus qui rêvaient des améliorations dont ils sentaient de plus près le besoin. Les professeurs, les étudiants, les imprimeurs, les libraires, les relieurs même souhaitaient voir abolir la censure arbitrairement établie, entrave si préjudiciable à une industrie où tant d'individus, dont l'État avait la charge, pourraient puiser honnêtement leur pain de chaque jour. Les commerçants éprouvaient depuis longtemps le besoin d'une banque nationale, tant de fois demandée et proscrite par les diplomates czariens; d'ailleurs les barbaries commises par la police leur faisaient désirer la garantie de leurs personnes et de leur honneur devenus le jeu et la proie de chaque sbire. Les boyars, témoins et victimes de toutes les corruptions électorales, appelaient plus sérieusement l'heure d'anéantir une influence aussi oppressive dans la nomination des députés et des fonctionnaires publics. Chaque cercle, selon ses besoins et ses opinions, se créait un projet de constitution, sans avoir la hardiesse de le propager en dehors de son enceinte. Les partis ne pouvaient se connaître, et ils ne connaissaient point ce qui se passait dans le consulat russe et dans la maison de Mavros.

« Sur ces entrefaites arrivèrent quelques jeunes gens roumains de Paris, qui avaient assisté à la proclamation de la République française en février. Ils se pressèrent d'accourir à Bucaresci pour juger quels étaient les éléments de la Valachie et quelles chances favorables s'y offraient pour entreprendre un mouvement national vers une voie de progrès. Ces jeunes gens, d'un côté enthousiasmés par ce qu'ils venaient d'admirer en France d'où les encourageaient des hommes assez influents, d'un autre côté étrangers à toute ambition, sans famille, ne craignaient pas de

manifester hautement leurs principes et leurs projets. Les conspirateurs privilégiés par la Russie avaient aussi le même courage. Mavros et compagnie clamaient à haute voix leur grand patriotisme, leurs sentiments *honnêtes* et libéraux, leur haine contre les abus, et particulièrement leur désapprobation *loyale* de tours les actes de Bibesco. A voir M. Mavros et ses adeptes, à les entendre, il n'y avait nulle différence entre le parti russe et celui des jeunes gens arrivés de Paris, sinon que ces derniers, comme plusieurs du parti national, étaient assez souvent attaqués par la police, tandis que la police n'osait faire aucune observation aux amis de M. Mavros, de Kotzebue et de Duhamel, ni même aux hommes initiés par les bons amis et parents de Mavros.

« Pourtant quelquefois, lorsque la propagande et les déclamations se faisaient trop ouvertement, M. Mavros ne manquait pas de recommander la prudence.

« Ces jeunes néophytes révolutionnaires, en proie à mille persécutions, ne se lassaient pas de tenter tous les moyens pour atteindre leur but. Dans leurs recherches, ils ne découvrirent personne de plus intrépide que ceux qui étaient mus par les leviers de la Russie. Le courage, ou mieux l'impertinence de ceux-ci parut du patriotisme à la crédule jeunesse; trompée par l'apparence, elle leur donna la main.

« Le commissaire russe recevait des rapports quotidiens; il était instruit de tout ce qui se passait, et plus la conspiration grossissait par la réunion des partis, plus il pressait Bibesco de réclamer l'entrée des troupes russes, attendu qu'il *sentait dans l'air une conspiration, une révolution*. Il ne dénonçait pas ses instruments et ses complices; mais il insistait pour arrêter, exiler et pendre même des hommes dont le crime n'était que d'être étrangers au mouvement fomenté par ses propres ruses. »

A mesure que les conspirateurs russes et roumano-phanariotes poursuivaient leur propagande avec un courage *ciocoiesque*, et ralliaient autour d'eux des adeptes, le parti national ne faisait que redoubler d'efforts pour augmenter le nombre de ses adhérents et pour leur inspirer l'amour de l'ordre. Héliade s'informant des doctrines incendiaires prêchées par les agents russes, afin de fournir un prétexte à l'invasion moscovite, ne tarda pas de mettre en tête de son journal, le *Courrier roumain*, l'épigraphe suivante : « J'abhorre la tyrannie. — Je crains l'anarchie. » Duhamel exigea de suite, avec énergie, la suspension du journal et l'exil de son rédacteur. Bibesco obéit à la première demande, mais il n'osa pas exécuter la seconde.

Les premiers qui se joignirent aux agents russes furent les Roumano-phanariotes, puis les anciens hétéristes d'Ibraïlla. Ces derniers trompèrent les jeunes hommes arrivés de Paris et d'autres jeunes gens de bonne foi qui désiraient des réformes. Mais chefs, adeptes, intrigants, dupes de ce parti, tous ensemble ne comprenaient même pas une centaine d'individus. Lorsque le chef de l'armée, Odobesco, et le colonel de la garnison, Salomon, reçurent pour instruction, de la part du commissaire russe, de fermer les yeux et de laisser endoctriner les autres officiers pour mieux cacher la source du complot, les chefs du parti russe réussirent à duper les quelques jeunes gens arrivés de Paris et à s'en servir pour cette propagande.

Quelques officiers de la milice nationale furent invités à prendre part au mouvement qui se préparait. Mais leur sort dépendait des hommes qui s'étaient chargés de les sonder ; si ceux-ci étaient connus par Duhamel ou par ses agents, l'officier auquel ils s'adressaient était en sûreté ; mais malheur à celui qui pouvait être tenté par quelqu'un du parti national. Les frères Golescì eurent

l'intention de s'adresser au capitaine Theologo; mais ce dernier fut arrêté le lendemain avant même d'avoir pu s'aboucher avec les Golesci. Les hommes travaillés par le parti russe initièrent à leurs desseins un officier de cavalerie, et celui-ci fut exempt de toute persécution.

Quelques-uns des jeunes gens arrivés de Paris et endoctrinés par Jean Ghica, le beau-fils de Mavros, essayèrent une seconde fois de s'adresser, comme ils l'avaient déjà fait à leur arrivée, au capitaine Plessoiano qui se trouvait à Islaz avec sa compagnie. Celui-ci leur demanda le programme du mouvement, désirant connaître son esprit et son but; enfin, il leur déclara qu'il serait des leurs si le major Tell était aussi avec eux. Il avait toute confiance en cet officier supérieur.

Les proposants se virent forcés de gagner Tell à leur cause. Celui-ci, à son tour, voulut connaître les moyens dont disposait cette faction ainsi que les hommes qu'elle avait dans son sein. Il leur demanda encore si Héliade était engagé pareillement dans cette entreprise : ils lui répondirent que non, mais, qu'en revanche, ils avaient parmi eux une capacité éminente, Jean Ghica, gendre de M. Mavros, et que Ghica n'était pas en bonne intelligence avec Héliade. Tell leur répliqua qu'il fallait tâcher de réconcilier ces deux hommes, et, dans le cas de l'impossibilité d'un arrangement, d'éloigner Ghica et de s'entendre avec l'autre s'il voulait compter sur lui et sur Plessoiano.

C'est la dernière réponse qu'ils reçurent de Tell. Mais le parti russe et roumano-phanariote et celui des anciens hétéristes d'Ibraïlla ne pouvaient même pas entendre parler du nom d'Héliade. Parmi les jeunes gens venant de Paris il y en avait quelques-uns à qui l'on avait fait partager depuis longtemps la même haine contre ce dernier. Pourtant la déclaration de Tell, qu'ils considéraient

comme le bras droit du mouvement, les contraignit à tenter un rapprochement avec Héliade afin de gagner avec lui les deux autres officiers, Tell et Plessoïano.

On s'adressa à Héliade vers le commencement du mois de mai. Celui-ci se crut d'abord tenté et espionné ; il hésita, demanda quelques jours de réflexion. Il se concerta avec les frères Golesci et avec quelques-uns de ses autres amis du parti national sur la décision à prendre dans cette circonstance. Stephan Golesco, dans sa première inspiration, conçut les mêmes doutes qu'Héliade, et lui dit d'attendre encore sans prêter la main à personne.

Alors venait d'arriver Tala'at-Efendi, envoyé par la Sublime-Porte pour contre-balancer l'influence du commissaire russe. Nous allons citer encore à ce sujet quelques pages de la brochure *le Protectorat du Czar :*

« Le commissaire turc voulait connaître les hommes et les choses ; mais surveillé, espionné dans tous ses actes, par les sbires de Saint-Pétersbourg, il n'était approché que par le parti russe, par celui des Roumano-phanariotes et par quelques-uns des hommes de Bibesco. Tout autre, qui aurait essayé de lui parler et de s'entendre avec lui, se serait vu infailliblement persécuté et arrêté. Personne n'osait se compromettre vis-à-vis de Duhamel.

« Enfin Héliade et les frères Golesci, membres influents du parti national, se décidèrent à tout risquer et à le voir. Mais alors il n'était pas en état de pénétrer ce qui se passait en Valachie ; même aujourd'hui, nous sommes certains que beaucoup de choses lui sont restées inconnues, tant la Russie avait pris toutes les précautions pour ériger un mur de fer entre la Moldo-Valachie et la Porte !

« — Comment, demanda le commissaire turc, vous n'êtes pas contents de votre *prince* élu par vous ?

« — Qui vous a dit cela, Excellence ?

« — Tous les boyars qui sont venus me visiter. J'aperçois ici deux partis ; les uns se déclarent contre le prince ; les autres, ses parents et ses *ciraks* (créatures), s'en montrent très satisfaits ; cela signifie que presque tout le monde en est mécontent. De quel parti êtes-vous ?

« — Nous ne sommes ni les parents du prince, ni ses ciraks, ni ses adversaires ; nous ne sommes ni ses amis, ni ses ennemis. Nous sommes les amis de l'ordre ; peu nous importe qui règne, Bibesco ou Ghica. Nous voulons l'ordre, le respect au pouvoir et aux lois.

« — Mais... qui veut troubler l'ordre ? qui ne veut pas respecter le pouvoir et les lois ?

« — Les partisans de l'état actuel, où tous les principes sont bouleversés.

« — Je ne vous comprends pas ; expliquez-vous mieux.

« — Pour avoir l'ordre, il faut reconnaître un principe ou un chef. L'on ne peut servir deux maîtres rivaux. Nous avons un prince, et nous voyons un consul qui le paralyse sans aucun titre, sans être reconnu par aucun traité ni par aucune puissance. Nos pères ont souscrit à la suzeraineté de la Porte à la condition qu'elle protégerait nos droits, et nous voyons la Russie qui prétend nous imposer sa souveraineté. Avons-nous cessé une seule fois de payer notre tribut à la Porte ? Pourquoi ferme-t-elle les yeux? Est-elle, oui ou non, notre véritable protectrice sous la garantie de nos droits imprescriptibles? — Tout est confondu; jusqu'au dernier des employés du consulat, jusqu'au dernier des sujets russes, jusqu'au dernier des sbires et des espions moscovites, chacun veut passer ici pour plus que le Czar.

« Or, nous avons nos traités, nos lois, et ceux qui sont nés et nourris dans la religion des lois et des traités sont les plus persécutés, les plus malheureux. Sommes-nous les

vassaux du Sultan, ou les sujets du Czar ? Quand ces deux questions seront éclaircies, nous aurons l'ordre. Aujourd'hui, c'est l'anarchie; nous en craignons les suites.

« — Qu'est-ce que vous craignez ? Est-ce qu'on est ici à la veille d'un mouvement ?

« — On prépare ce mouvement, et les hommes qui s'efforcent de l'empêcher sont persécutés.

« — Mais vous, quelles intentions avez-vous ? Je vous juge des hommes sans passions, soumis à la raison et doués de bon sens. Soyez tranquilles et calmes; ne vous mêlez de rien.

« — Nous ne nous mêlons de rien; c'est justement pour cela que nous sommes mal vus et poursuivis. On nous oblige de prendre parti. Si nous sommes forcés d'agir, nous agirons, Excellence, pour renouveler nos anciennes et légitimes relations avec la Sublime-Porte, relations paralysées par le règlement organique. Nous agirons pour défendre l'ordre et préserver le pays de nouveaux désastres. Le peuple connaît les hommes qui l'ont toujours servi. L'anarchie moscovite sera repoussée ou vaincue.

« — Mais qu'est-ce que vous entendez toujours par l'anarchie ?

« — Nous l'avons dit : l'ordre consiste à reconnaître un principe ou un chef légitime, et à respecter les lois. Or, pour bien vivre en Valachie, dans l'état actuel, il faut être l'ennemi du Sultan, notre suzerain légitime d'après les traités, mépriser le prince élu ou le contraindre à se servir du knout, fouler aux pieds les lois, se rendre l'esclave ou l'espion du consul russe. Si cela s'appelle ordre, nous ne sommes pas d'accord ; nous l'appelons anarchie, et nous craignons une anarchie plus terrible qu'on nous apprête dans l'ombre...

« Le commissaire turc resta longtemps pensif, comme

pour donner un autre cours à la conversation, puis il reprit :

« — Mais... vos opinions politiques quelles sont-elles? Êtes-vous libéraux ou aristocrates? êtes-vous monarchistes ou républicains? car, voyez-vous, les idées qui fermentent dans l'Europe ne sauraient être tolérées dans les États du Sultan... non pas tant les idées, mais les formes sous lesquelles on les présente.

« — Nous savons très bien que le gouvernement de l'empire ottoman est progressiste, car l'Islamisme est basé sur la loi éternelle de l'égalité. Quant à nous, nous ne sommes pas aristocrates, car les Roumains n'ont jamais connu d'aristocratie, et si le pays avait eu des lois ou des traditions aristocratiques, le prince d'aujourd'hui ne serait pas le chef de l'État... Nous ne sommes pas non plus des monarchistes, car vouloir un trône héréditaire en Valachie, ce serait conspirer contre nos lois, contre la suzeraineté de la Porte. Nous ne nous proclamons pas davantage démocrates, car aucun Valaque ne connaît ce nom, et nous ne voulons pas chercher des mots, nous voulons des faits. Nous sommes Roumains, et Roumains purs, tels que nos pères ont été, lorsqu'ils ont conclu les traités avec la Sublime-Porte ; nous voulons conserver nos droits reconnus et respectés par la Turquie, lorsqu'elle était au zénith de sa grandeur, reconnus par la Russie elle-même, leur sourde destructrice. Nous voulons conserver notre autonomie, notre droit électif, nos lois et coutumes anciennes. Nous sommes, Excellence, *conservateurs*, — car il faut conserver ce qui est bon. — Nous voulons conserver, respecter et soutenir les droits de tous, de la Valachie en général et de chaque Roumain en particulier. Notre point de départ, c'est l'autonomie du pays, et la suzeraineté de la Porte.

« — C'est bien; mais je vous conseille d'être tranquilles et *prudents*.

« — Nous ne demandons pas mieux ; mais on ne nous laisse pas tranquilles. Le prince (1) nous persécute, et peut-être a-t-il néanmoins la conviction de notre loyauté ; peut-être est-il contraint d'agir ainsi.....

« — Je parlerai au prince.

« — Nous vous en prions beaucoup, Excellence... car il dépend du prince de maintenir la tranquillité... »

« Trois jours après cette conversation, Tala'at-Efendi partit pour la Moldavie, et le lendemain de son départ, l'un des trois interlocuteurs eut la certitude que le domnu était contraint par Dubamel de le faire exiler ; on le menaça même de l'envoyer aux travaux forcés des Salines. Ce fut alors que les hommes du parti national se décidèrent à organiser un accord général entre tous les patriotes, jusque-là simples spectateurs et prêts à s'opposer à toute tentative de mouvement anarchique. Ce fut alors qu'ils se déterminèrent à opérer une surprise, à confondre et à paralyser le commissaire russe. »

Dès qu'ils sentirent que la Russie complotait contre leur repos, les nationaux devinrent plus compacts et se concertaient avec Héliade. Les jeunes gens, endoctrinés par J. Ghica, se rendirent de nouveau près de ce dernier.

Mais sa réserve, ainsi que nous l'avons dit, fut consi-

(1) Cet entretien ayant eu lieu en français, le commissaire turc ainsi que ses interlocuteurs se servaient du mot *prince* pour qualifier le chef de l'État, quoique cette dénomination ne soit pas la traduction fidèle du mot national *domnu*. Pour la fidélité de l'entretien, nous avons cru devoir employer toujours le même mot étranger dans cette circonstance ainsi que dans toute autre semblable.

dérée par quelques-uns comme une ancienne rancune contre Ghica. Cette jeunesse était remplie d'ardeur et, en même temps, d'une ignorance totale de ce qui se passait dans la maison du consul russe et dans celle du beau-père de Jean Ghica. Leurs âmes pures croyaient tous les hommes sincères et blâmaient Héliade, le croyant d'un caractère rude et vindicatif et n'écoutant que ses passions. Les plus francs parmi eux vinrent lui dire en face leur opinion et leurs sentiments sur sa conduite.

Héliade, pour leur prouver qu'il n'avait en vue que le salut de la patrie, leur fit part de ses craintes et de sa conviction intime sur les intrigues des Russes; il leur dit enfin qu'il était prêt à tendre la main à tout Roumain qui pourrait l'assurer que le mouvement ne devait être qu'une manifestation d'ordre et de principes, dégagée de toute passion. Ces hommes, qui avaient foi dans le bien, lui promirent tout. Comme seule garantie de cette promesse, Héliade demanda que la proclamation et les bases de la constitution fussent rédigées par lui. — Cet acte était déjà préparé; cette proposition ne fut de sa part qu'un moyen de sonder les esprits sur leurs tendances vers le progrès. — Un intervalle de quelques jours se passa, et on vint lui dire que ses conditions étaient acceptées. Stephan Golesco s'était déjà entendu avec l'autre parti.

Jean Ghica eut une entrevue avec Héliade. Le premier protesta de son patriotisme et de sa bonne foi. Ils s'entendirent et se donnèrent rendez-vous pour se réunir avec plusieurs personnages qui figuraient comme chefs. Héliade rencontra là Jean Voïnesco II, qui depuis longtemps lui était opposé en soutenant le slavonisme dans la langue, et qui était du parti de Jean Ghica. S'étant déjà entendu avec le dernier, Héliade crut qu'il était de son devoir de se mettre en bonne intelligence avec tous les hommes qui

allaient faire cause commune ; il engagea Voïnesco à oublier leurs dissensions littéraires (quoique au fond elles ne fussent que politiques), et à s'unir dans des circonstances aussi graves. Ils se donnèrent la main ; quelques-uns des conjurés résolurent de se réunir dans la soirée, dans le but de former le comité révolutionnaire.

III.

On se réunit chez les frères Golesci, treize membres étaient présents : c'étaient ceux qui devaient composer le comité révolutionnaire. Héliade remarqua l'absence de Jean Voïnesco. Quelques-uns des conjurés lui répondirent que Voïnesco était suspect, car il fréquentait Duhamel. Héliade demeura pensif. Il ne savait ce qu'il devait blâmer davantage des relations de Voïnesco ou de la légèreté des conjurés qui traitaient en ami un tel homme dans de semblables circonstances, ou qui, si leurs soupçons étaient injustes, jetaient sur lui un blâme qu'il ne méritait pas. Héliade ne voyait de ses amis parmi les assistants que les frères Golesci, tout le reste était composé d'anciens hétéristes de l'affaire d'Ibrailla. Tell était à Giurgevo, Maghiero à Caracal, Grégoire Gradisteano à Craiova, ceux de Bucaresci, comme l'abbé Josaphat, Constantin Philippesco, le professeur Negulici et autres, n'avaient pas été trouvés dignes par la majorité de la coterie de figurer dans le comité.

Nous jugeons convenable de citer les membres dont ce comité était composé :

Jean Ghica ;
Les deux frères Bratiani, Jean et Demetrius (absent) ;
Les deux frères Balcesci, Constantin et Nicolas ;
Constantin A. Rosetti ;
César Bolliac ;

Les quatre frères Golesci, Stephan, Nicolas, Radu et Alexandre;

Jean Héliade Radulesco;

Alexandre Golesco, le cousin.

Il y avait aussi parmi les invités un des Cretzulesci (Constantin); mais dès que celui-ci entendit qu'il s'agissait d'un mouvement prochain, il demanda la permission de se retirer, en déclarant nettement qu'il n'y prendrait aucune part.

Dans l'affaire de Théologo, dans l'éloignement de Voïnesco, dans la manière d'agir de Cretzulesco, dans les propos, la formation des partis et dans les chuchotements des divers membres entre eux, Héliade vit ou une légèreté inexplicable ou une arrière-pensée d'exploiter ses moyens d'action. Il se garda donc bien de prononcer les noms de Maghiero et des autres chefs et officiers qui s'étaient entendus avec lui.

On réalisa parmi les membres du comité, au moyen d'une souscription, une somme d'argent nécessaire aux préparatifs du mouvement. On s'entretint du plan et de l'époque de l'explosion. Les opinions étaient différentes. Les uns proposaient de fixer le commencement de la *révolution* vers la fin d'août, les autres exigeaient que le *mouvement* se fît dans les premiers jours de juin. Une commission de trois membres fut nommée afin d'organiser le plan et de faire rentrer les fonds. Ces trois membres furent Jean Ghica, Nicolas Balcesco et Alexandre Golesco, le cousin. Enfin, Démétrius Bratiano fut envoyé comme délégué, de la part du comité, auprès du gouvernement hongrois (1).

(1) Il resta quelque temps en Hongrie. Nous ne savons rien de ses démarches auprès du gouvernement hongrois. Nous ne connais-

Les trois membres de la commission invitèrent Héliade à venir prendre part à leurs travaux. Cette déférence de leur part fut considérée par Héliade comme un piége qui lui était tendu pour lui arracher le secret de ses moyens d'action.

A l'arrivée de Tell à Bucaresci (1), Héliade s'entendit avec lui, lui communiqua la proclamation et les articles de la constitution. Tell en fut satisfait, mais en s'abouchant avec les autres, il découvrit dans quelques-uns des sentiments tout autres que fraternels. Le plan tracé par la commission lui déplut ainsi que l'époque désignée pour l'explosion aux premiers jours d'août. Il ne fut pas moins surpris de quelques mesures extrêmes proposées par C. Rosetti : elles ne faisaient que dégrader et souiller le mouvement. Il vit que tout allait se trahir par le retard apporté dans l'action et par la divergence des opinions, ou que tout allait être dirigé en faveur des ennemis du pays. Il se décida donc à passer outre. Il exigea que le programme lui

sons pas encore d'une manière précise la cause du malentendu qui eut lieu entre les Hongrois et les Valaques. Le devons-nous aux Hongrois? Le devons-nous à l'envoyé du comité roumain? C'est à M. Bratiano à se prononcer sur ce point; c'est aux membres du gouvernement hongrois à confirmer ou à nier ce que M. Bratiano publiera à ce sujet. Il est nécessaire que la vérité se fasse jour dans l'intérêt des deux nationalités. Nous prions les deux partis de vouloir bien se prononcer; car les conséquences de ce malentendu ont été désastreuses et pour les Roumains et pour les Hongrois.

(1) L'indiscrétion des jeunes gens fit soupçonner au gouvernement de Bibesco le major Tell. Celui-ci fut mandé de suite à Bucaresci, où l'attendait le sort de Théologo. Mais il fut protégé par le chef de l'état major, Banof. M. Banof est russe; d'un autre côté, les hommes qui s'étaient adressés à Tell étaient de la coterie qui se trouvait en relation indirecte avec Mavros. Cette circonstance explique sa mise en liberté immédiate.

fût confié, il fit un contre-projet qui n'obtint que la minorité. Mais son caractère fit prévaloir son opinion. On craignait d'ailleurs sa position militaire.

La majorité disait qu'il fallait commencer le mouvement dans la capitale ; l'opinion de Tell était au contraire de le commencer dans la province et dans plusieurs districts à la fois, tandis que la capitale se soulèverait par suite du contre-coup. Par conséquent, Tell, Stephan Golesco et Héliade, furent désignés pour aller dans le district de Romanati, et pour se réunir à Plessoiano et à sa compagnie. Nicolas Balcesco reçut pour mission d'aller dans le district de Prahova, où il disait avoir des connaissances et des ressources. Constantin Balcesco choisit pour le même but et pour les mêmes raisons le district de Vâlcea. Jean Ghica fit son choix et exigea la mission d'aller à Constantinople, afin de représenter le mouvement auprès de la Sublime-Porte et, en cas de succès, afin d'y remplacer Aristarchi, l'agent de la Valachie (1). Les autres membres devaient rester à Bucaresci, pour s'entendre avec les différents chefs, attendre le mouvement du dehors et précipiter en temps opportun celui du dedans.

A cette époque, Maghiero vint pour la seconde fois à Bucaresci. Héliade l'informa de ce qui se passait, et lui communiqua la proclamation. Il l'éclaira enfin sur toutes les provocations et les piéges des Russes. Maghiero à son tour instruisit Héliade des ordres qu'il avait reçus de Bibesco ; on l'avait chargé secrètement de former,

(1) Les événements qui vont se succéder et, si cela ne suffit pas, l'avenir, démontreront si ce choix fut heureux ou funeste à la cause roumaine. J. Ghica qui professait avant la révolution les idées les plus extrêmes, qui excitait les esprits jusqu'au partage le plus injuste des terres, est aujourd'hui plus catholique que le pape, c'est-à-dire plus boyar que les vrais boyars.

comme nous l'avons déjà dit, un corps de pandours, et on l'avait nommé inspecteur général de tous les dorobans de la Valachie.

Le choléra étendait ses ravages dans la capitale et dans presque tout le pays. Héliade trouva un prétexte pour envoyer sa famille en Transylvanie. Voyant la persistance de Duhamel à demander son exil, tandis qu'il ménageait ceux que le gouvernement connaissait comme les vrais perturbateurs, il s'occupa sérieusement des préparatifs du mouvement. Rien ne présentait autant de difficultés que l'impression de la proclamation. A quelles mains confier le manuscrit qui pouvait de suite être livré à la police?

Il annonça qu'il allait partir pour la Transylvanie où se trouvait sa famille. Il régla les comptes de tous les ouvriers de son imprimerie, et les congédia pour une vacance d'une quarantaine de jours. Il parvint ensuite, à l'aide de deux ouvriers imprimeurs qu'il avait initiés à l'entreprise, à composer typographiquement la proclamation et à en tirer plus de deux mille exemplaires. Puis, sans décomposer les caractères, les colonnes furent cachées pour en faire usage après l'explosion du mouvement. Elles furent confiées à Mossoïu pour les transporter en cas de besoin dans l'imprimerie de Rosetti.

Le même soir du 3 juin, la police envahit le domicile du professeur Negulici, et y fit des perquisitions en déclarant au locataire qu'il était arrêté, et qu'il lui était défendu de sortir de chez lui. Ce fut la seconde arrestation depuis celle du capitaine Théologo.

Le lendemain, on vint dire à Héliade que la police possédait deux pièces qui circulaient dans la ville par milliers d'exemplaires et qu'il était désigné tout bas comme l'auteur. L'une démontrait qu'en Valachie, la souveraineté

appartient au peuple depuis cinq siècles; l'autre était un dialogue entre les paysans et les propriétaires terriens; il consacrait la sainteté de la propriété dans les deux partis (1). On lui dit encore que la police se préparait à envahir sa maison. Le rapporteur de ces nouvelles était un courtisan. Héliade lui fit voir ses malles préparées pour son départ; il ajouta qu'il était sur le point de se rendre à Cronstadt, et que la police en était informée, puisqu'il lui avait demandé son passeport.

Une heure après cette visite, Héliade quitta son domicile; il laissa ses instructions à Mossoïu, et lui confia plus de mille proclamations à distribuer aux chefs des négociants, des corporations, du clergé et de la jeunesse. Il en donna à son beau-frère, N. Alexandresco, qui devait partir après lui, un autre millier pour qu'il les apportât à Isïaz. Nicolas Balcesco en reçut aussi quelques centaines pour sa mission dans le district de Prahova.

Héliade sortit de chez lui et alla chez les Golesci. C'est de là qu'il mit en relation Alexandre Golesco avec les chefs des corporations et des négociants, en leur disant d'avoir pleine confiance en lui et de se conformer aux instructions qui leur seraient communiquées. Il donna encore à Mossoïu l'avis de ne mettre en circulation aucun exemplaire de la constitution avant le 9 juin, époque fixée pour le mouvement.

Les jeunes Maghiero, le fils et le neveu, ainsi que Racovitsa, Andreïesco, Constiesco et Zatreano, élèves de l'école des cadets, furent chargés de proclamer la constitution dans la caserne et dans les rues au jour désigné

(1) Ces deux pièces nous manquent; si nous pouvons nous les procurer avant la fin de l'impression de cet ouvrage, nous les communiquerons au lecteur parmi les notes.

et après avoir reçu des nouvelles d'Islaz sur la réussite du mouvement. D'autres jeunes gens et chefs des corporations furent chargés pareillement, dès qu'ils verraient la proclamation affichée, de répandre le bruit que le domnu avait adopté la constitution, et d'inviter les masses à se rendre au palais pour le remercier. C'était un moyen propre à faire descendre le peuple dans la rue et à en imposer aux soldats, qui se trouveraient dans l'impossibilité de résister.

Après ces dispositions, Stephan Golesco et Héliade sortirent de la ville à neuf heures du soir dans la voiture de Rosetti, qui les accompagna une demi-heure hors des barrières. Là les attendait la voiture qui devait les conduire à Islaz. Entre dix et onze heures ils étaient déjà en route.

Vers le matin, à la première station, ils furent atteints par un de leurs amis à demi initié dans le secret. Celui-ci allait, avec des chevaux de poste, à sa terre située dans le district de Romanati. Grâce à cette coïncidence, ils quittèrent leur voiture pour les suivre, et, par la vitesse de la poste, le même jour, le lundi, ils arrivèrent à Islaz à cinq heures du soir, sans accident.

Ils y trouvèrent Tell, Plessoiano, le prêtre Chapca, et Constantin Alexandresco. Toute la journée du lendemain, le 8 juin, ils s'occupèrent des préparatifs du mouvement. Ils expédièrent au lieutenant Zalyc, qui se trouvait à Celeïu, l'ordre de réunir la sixième compagnie, et de venir le plus tôt possible au devant de l'expédition. Un autre ordre fut expédié aux frères Racotsi pour qu'ils vinssent assister à la cérémonie et à la prestation du serment, et pour qu'ils préparassent leur division de cavalerie, stationnée à Zimnicea, à rejoindre le gros de l'expédition. Maghiero fut informé, à Caracal, de l'arrivée de ses compagnons et de la ligne de conduite qu'il devait prendre afin de sonder

le domnu Bibesco. Vers le soir, par la sous-administration, les habitants de plusieurs villages furent avertis de venir assister le lendemain à une cérémonie religieuse. Les soldats de Plessoiano étaient prêts et passèrent toute la nuit comme dans un camp. Le même soir, un soldat intelligent fut expédié à Bucaresci avec des lettres adressées aux conjurés et qui leur annonçaient que le mouvement allait éclater le lendemain, 9 juin (1).

(1) Nous conservons le souvenir de certains faits importants qui se rattachent à ce chapitre. Pour le moment nous les passons sous silence, nous réservant, selon les circonstances, ou de les publier parmi les notes que nous donnerons à la fin de cet ouvrage, ou dans des mémoires intimes publiés plus tard.

LIVRE III.

L'OLTENIE.

I.

Le mercredi matin, 9 juin 1848, la place du village d'Islaz était remplie de paysans. La cinquième compagnie du premier régiment était sous les armes et en grande tenue. On y remarquait encore la sous-administration avec ses dorobans, et une foule de négociants, de fermiers et de matelots du port qui étaient accourus poussés par la curiosité.

Au milieu de la place, sur une table en guise d'autel, brillait l'Évangile et la croix ; vingt flambeaux allumés et la fumée de l'encens annonçaient une solennité. Un grand baptistaire, rempli d'eau, se voyait, protégé par deux étendards aux couleurs nationales.

L'hierée Radu Chapca, accompagné de deux autres prêtres, revêtus des ornements sacrés et la tête nue, attendaient debout devant l'autel. Le général Tell, le colonel Plessoïano, les capitaines Racotsi, Serrurius et Paraskivesco, Stephan Golesco et Jean Héliade, entourés d'autres officiers civils et militaires, attiraient tous les regards. Chacun s'interrogeait pour comprendre le but de cette réunion.

Les deux prêtres, sous la présidence de l'hierée Chapca, entonnèrent le service divin. L'eau fut bénie ; les ministres de Dieu s'agenouillèrent, et, à leur exemple, tous les assistants et les soldats tombèrent à genoux la tête découverte. L'hierée Chapca, après avoir lu le chapitre xxxvii[e] d'Ezéchiel de la Résurrection, tout inspiré, leva les yeux au ciel et prononça la prière suivante :

« Dieu de la force et de la justice ! ton œil est sur nous. Regarde ton peuple prosterné devant ton Évangile et ta croix ; il ne demande que ta justice divine. Exauce et bénis sa prière. Donne la force à ses bras, et tes ennemis seront vaincus. Verse dans son sein le courage, dans son cœur la mansuétude, et dans son esprit l'ordre.

« Dieu de la lumière, tu dressas jadis la colonne de feu pour conduire Moïse dans le désert. Dis, Seigneur, que l'ange de bons conseils descende au milieu de nous et nous guide dans tes voies. Bénis, du haut du ciel, nos étendards couronnés de la croix de ton Fils bien-aimé ; fais-les flotter sur le chemin de l'ordre et de la véritable gloire.

« Seigneur ! ton fils unique fut envoyé par toi en sacrifice pour le salut des hommes. Dans son amour, il *devint anathème* pour déifier le travail du pauvre ; il devint la proie de la mort pour donner la vie et la liberté aux humains. Tu es le même Dieu : la victoire et la liberté sont à toi ; sauve et délivre tout homme qui souffre ; relève et vivifie ce peuple qui se meurt pour faire vivre ses oppresseurs. Sauve-le des abus qu'on tire de ses institutions et même de ses vertus ; délivre-le de l'abus de la *claca*, de l'infâme *tobagie* inconnue à nos pères, de la corvée des chemins et des chaussées, de ces travaux des Pharaons, de toute persécution, de toute violation et iniquité. Rends-lui le temps et le lieu dont tu dotas l'homme ; fais-le jouir du produit de son travail.

« Soulage, Seigneur, un peuple écrasé par la souf-

france, lève-toi, et fais connaître au monde que tu es le Dieu des laborieux et de tout homme qui s'approche de toi par le travail, la seule prière que tu bénis et exauces. Montre que tu es le père des pauvres, des orphelins et des veuves, le consolateur des opprimés. Nous n'invoquons que ton nom, nous ne demandons pour loi que ton Évangile. Ton fils a promis aux opprimés la justice, aux affamés le pain, aux désolés la consolation. Rends à tes enfants leurs biens et leur pain, selon ta justice. Que ton esprit de consolation et de vérité éclaire leurs esprits.

« Jouissant de ta lumière, de ton amour, de ta justice et de ta force, nous te glorifierons, le trois fois saint; car à toi est le règne et la force et la gloire, à toi le Père, et le Fils et le Saint-Esprit, dans le présent et dans l'éternité, et dans les siècles des siècles. Amen. »

L'inspiration dont était animé le ministre de Dieu, les rayons matinals du soleil inondant son front apostolique, en pénétrant la multitude, le rendait divin, et sa voix vibrait dans le cœur des assistants comme la voix de Dieu.

Tous se levèrent à l'intonation du cantique : « Seigneur, sauve ton peuple et bénis ton patrimoine..... »

Mille accents repétèrent le nom du Seigneur. Les canons des bateaux du port répondirent au nom du Très-Haut qui se manifestait aux Roumains.

« Qui est grand comme notre Dieu? Tu es le Dieu qui produit des miracles. » Telle fut la dernière hymne accompagnée de salves répétées.

Des deux étendards baptisés d'eau bénite, l'un fut pris par Héliade, et l'autre par le général Tell. Le premier harangua le peuple et lui confia son étendard, le second harangua les soldats et leur confia le sien.

Héliade lut la proclamation suivante, et en expliqua plusieurs paragraphes :

AU NOM DU PEUPLE ROUMAIN,

« Dieu seul est Seigneur, et il s'est
« manifesté à nous, bénis soit celui qui
« vient au nom du Seigneur. »

Respect à la propriété; respect aux personnes.

« Frères Roumains !

« Le temps de notre salut est arrivé. Le peuple roumain s'éveille au son de la trompette de l'ange du salut, et il reconnaît son droit de souverain. Paix à vous, car la liberté vous est annoncée.

« Le peuple roumain se lève; il s'arme, non pour une lutte de parti, non pour rompre le lien de ses relations extérieures, mais pour mettre un frein aux méchants et tenir en respect les ennemis de l'ordre public. Le cri des Roumains est le cri de la paix, le cri de fraternité. Tout Roumain a le droit d'être appelé à ce grand acte de délivrance. Tout Roumain est un atome du corps souverain : paysan, ouvrier, commerçant, prêtre, soldat, étudiant, boyar, domnu, chacun est fils de la patrie, et d'après notre sainte croyance il est plus, il est fils de Dieu. Nous portons tous le nom de Roumains, et ce nom nous rend tous frères, il impose silence à tous les intérêts, il éteint toutes les haines. Ainsi, paix à vous ! liberté à vous!

« Ce réveil est pour le bien, pour le bonheur de toutes les classes de la société, sans dommage pour aucune d'elles, et même sans dommage réel pour aucune personne. Il ne convient pas de sacrifier le plus grand nombre pour le plus petit, car cela est injuste. Il ne convient pas non plus de sacrifier le plus petit nombre pour le plus grand, car cela est violent (1).

(1) Dans l'ancien régime, tout un peuple était sacrifié à un petit nombre de familles oisives. C'était *injuste*. A la veille de la révolution, un bruit de

« Le peuple roumain, en ce qui concerne l'extérieur, reste inoffensif, respecte toutes les Puissances, et demande que celles-ci respectent aussi ses droits, stipulés par les traités de Mircea et Vlad V, reconnus par tous les traités ultérieurement conclus entre la Sublime-Porte et la Russie, et proteste contre tous les actes qu'ont enfreint ces traités. Le peuple roumain est décidé avec une volonté ferme à conserver l'indépendance de son administration, l'indépendance de sa législation, son droit souverain à l'intérieur, et reste avec la Sublime-Porte dans les mêmes liens, rendus plus intimes encore par les lumières d'un siècle. Cette volonté est légale, basée sur les traités et ne porte préjudice à personne.

« Le peuple roumain rejette un règlement qui est contraire à ses droits législatifs, ainsi qu'aux traités qui reconnaissent son autonomie. Cette répudiation est même à l'avantage de la Sublime-Porte, qui en sera l'arbitre de concert avec la France, l'Allemagne et l'Angleterre, desquelles les Roumains réclament justice et secours en cas d'agression.

« Le peuple roumain décrète et arrête : La responsabilité des ministres et des fonctionnaires publics. Attendu que la non responsabilité n'est pour personne un droit d'hérédité ou de convention. En conséquence, cet acte ne porte préjudice à personne, et la décision du peuple est sainte.

« Le peuple roumain veut une Patrie forte, unie par l'amour, composée de frères, non d'ennemis : en conséquence, il décide, d'après ses anciennes coutumes, l'égalité des droits civils et politiques de tous les Roumains. Quiconque est contre cette loi, est un ennemi du bonheur public, un Caïn fratricide au sein de notre mère, la Patrie.

« Le peuple roumain veut établir le règne de la justice, et la justice émane de Dieu, et la justice ne permet pas que le pauvre seul supporte les charges du pays et que les riches en soient exempts. En conséquence, il décrète une contribution

colère, provenant des mêmes sources qui ont produit les massacres de Gallicie, circulait parmi les masses. La proclamation s'est écriée que ce serait *violent*.

générale en rapport avec la fortune de chacun. Cette mesure enrichit le Trésor de la patrie, et une mère riche peut rendre heureux tous ses enfants. Cette mesure n'est préjudiciable à personne, elle appelle tous les citoyens aux mêmes droits, aux mêmes devoirs, dans une patrie juste, florissante et qui ne veut plus subir le contrôle étranger (1).

« Le peuple roumain rend à toutes les classes leurs anciens droits, consistants à avoir des représentants à l'Assemblée générale ; il décrète dorénavant l'élection large, libre, juste, à laquelle tout Roumain a le droit d'être appelé, et dans laquelle la capacité, la conduite, la vertu et la confiance publique seront les seuls titres pour être élu. Cette loi ne lèse en rien les bons et les justes. Les Roumains ont toujours été bons, les étrangers le savent bien, et c'est prouvé encore par le proverbe qui dit : « Bon pays, mauvais contrat. » Ce décret ne nuit donc à personne, il ne change que le contrat.

« Le peuple roumain décrète la presse libre, la parole libre, les réunions libres, pour dire et pour écrire tout ce qui peut servir à démontrer la vérité. La vérité, les idées, les connaissances viennent de Dieu, pour le bien général des hommes, comme la lumière, comme l'air, comme l'eau, et sont par conséquent, propriété universelle. Si la propriété privée elle-même doit être respectée, bien plus sacrée et inviolable doit être la propriété universelle. Étouffer la liberté, éteindre les lumières, en arrêter les bienfaits, en comprimant la presse,

(1) En 1837, le corps des boyars avait protesté, dans l'Assemblée générale, contre l'article du règlement organique qui ravissait au pays le droit législatif. Pour toute réponse, le consul russe ainsi que ses partisans tenaient ce langage hypocrite. Ils disaient : « La Russie est la protectrice de la Valachie entière et non des boyars en particulier. L'Assemblée générale ne se compose que d'hommes qui ne contribuent en rien aux dépenses de l'État, toutes à la charge du paysan. Ils disaient encore que les boyars n'avaient pas le droit de dresser et de contrôler le budget, ni de se rassembler pour faire des lois à leur profit et au préjudice du paysan. Par conséquent, ils concluaient que la Russie, comme protectrice, avait le droit de contrôler les lois du pays. Mais lorsqu'en 1848, le pays entier, boyars et paysans, demandèrent par cette proclamation de contribuer tous aux charges publiques, la Russie, toujours en protectrice, vient avec ses armées étouffer la voix du peuple.

c'est une trahison envers la patrie, une apostasie envers Dieu. La liberté de la presse ne peut nuire qu'aux enfants des ténèbres.

« Le peuple roumain veut la paix, veut la force, veut la garantie des biens matériels, moraux et politiques ; il décrète donc une garde nationale, dont tout Roumain naît soldat. Tout Roumain est un gardien du bonheur public, un garant des libertés publiques. Cela ne peut nuire à personne, sinon à ceux qui conspirent contre les droits de la patrie.

« Le peuple roumain appelle toutes les classes au bonheur, il reconnaît les bienfaits du commerce ; il sait que l'âme du commerce est le crédit, le crédit dont jamais le système passé n'a aidé le développement. Il décrète donc l'établissement d'une banque nationale, mais avec des fonds nationaux.

« Le peuple roumain, dans sa générosité et sa piété, rend hommage aux lieux saints. Il enverra dorénavant au Saint-Sépulcre et à d'autres établissements religieux, de l'huile, de l'encens, des cierges, et même de l'argent, afin d'entretenir des écoles, des prêtres pour la louange de Dieu ; et toujours pour la plus grande gloire de celui qui a été crucifié pour l'émancipation des pauvres ; il décrète que le surplus des revenus des monastères appartiendra à l'État, et sera employé à l'émancipation des pauvres et à leur salut. Il reprend toutes les terres monastiques pour les soustraire à toutes les dilapidations. Le peuple roumain rend à Dieu ce qui est à Dieu, et enlève aux pharisiens ce qui ne leur appartient pas pour le donner au pauvre qui est le frère du Seigneur. Ceci n'est pas préjudiciable aux Roumains, c'est au contraire pour leur salut et pour la gloire des saints lieux.

« Le peuple roumain distribue la justice à tous également, et avec prédilection aux pauvres. Les pauvres, les paysans, les laboureurs, nourrisseurs des villes, vrais enfants de la patrie, qu'on a si longtemps flétris du nom glorieux de Roumains (1),

(1) Pendant le régime des phanariotes, il était d'usage parmi les boyars d'exprimer leur mépris pour les classes laborieuses en les traitant de *Roumains*, épithète synonyme à leur genre de celle de manant.

qui ont supporté seuls les charges de l'État par leurs pénibles travaux de tant de siècles, qui ont cultivé et amélioré les terres, nourri les ancêtres des propriétaires actuels, leurs aïeux, leurs pères, et ces propriétaires eux-mêmes et qui ont droit à la générosité de ceux-ci et à la justice de la patrie, réclament une parcelle de terre suffisante pour la nourriture de leurs familles et de leur bétail, parcelle plus que rachetée par leurs sueurs de tant de siècles. Ils la réclament et la Patrie la leur donne; et la Patrie aussi, comme une bonne et juste mère dédommagera chaque propriétaire de la parcelle de terre qu'il cédera au pauvre, qu'il cédera selon le cri de la justice, selon la voix de l'Évangile, selon le noble cœur des Roumains où les étrangers eux-mêmes ont toujours trouvé accès, et où leurs frères, leurs nourrisseurs, leur force véritable, en trouveront davantage. La *claca* donc et cette infâme *iobagie* sont abolies ; les travaux obligatoires des chemins sont abolis ; le paysan sans terre, devient propriétaire, acquérant par là une force invincible au profit du riche, au profit de tous, sans dommage pour personne ; car tous les propriétaires seront dédommagés par le Trésor.

« Le peuple roumain, selon ses anciens droits, veut que le domnu, dans lequel se personnifie la souveraineté du peuple, soit fort de l'amour public, juste, éclairé, dévoué à la patrie, homme intègre ; et pour le trouver tel à l'élection, décrète, d'après ses anciens droits, qu'il le cherchera dans toutes les classes de la société, dans toute la nation et non dans un petit nombre limité d'hommes. Le pouvoir n'a jamais été dans notre pays de droit héréditaire pour aucune famille ; le pouvoir est à la patrie. La patrie le confie à celui de ses enfants qu'elle trouve le plus digne. Une telle élection resserre davantage nos liens avec la Sublime-Porte, car elle fait disparaître le petit nombre d'hommes faciles à influencer au détriment de la Turquie et du peuple roumain. Le pouvoir souverain émane de Dieu, et dans chaque pays, il se trouve reflété quelque part ; en Roumanie, il réside dans le peuple qui a le droit de nommer le chef de la patrie. Par conséquent, le peuple ayant le droit souverain peut en revêtir qui bon lui semble

et pour le temps qu'il juge convenable. Il décrète donc que ce pouvoir (le domniat), sera donné à l'élu pour cinq ans, afin de mettre un terme aux rivalités et aux haines prolongées, et d'exciter entre les citoyens l'émulation d'être bons, intègres, utiles à la patrie, pour attirer la confiance publique.

« Le peuple roumain rejette les titres que la corruption étrangère a introduite dans son sein contrairement à ses anciennes coutumes. Le domnu est élu parmi les citoyens, et, son pouvoir expiré, il redevient citoyen, fils de la patrie. Le *domnu* n'est et n'a jamais été *prince :* domnu (*sieur*) est tout citoyen ; domnu est aussi le titre du chef de l'État ; c'est le seul titre connu de tous les Roumains. Celui de *prince* n'est connu que de ceux qui savent des langues étrangères. Les mots d'*altesse*, de *sérénissime*, sont des traductions du langage des phanariotes, amateurs des titres.

« Les nombreux besoins qu'éprouve actuellement la patrie à cause de l'indemnité à payer et de tant d'autres dépenses pour le progrès de la nation, ne permettent plus au peuple roumain de donner, au chef de l'État, une liste civile aussi considérable ; et, indépendamment de cette raison, il croit qu'il est de la plus grande nécessité que ce chef donne, le premier, l'exemple d'une vie simple et modeste.

« Les mots *noble*, *noblesse*, sont inconnus au peuple roumain ; les attributs qu'ils supposent lui sont encore moins connus ; car, rien n'est héréditaire chez nous, ni rangs, ni titres, rien, si ce n'est la propriété et le nom de famille. Le peuple roumain décrète donc l'abolition de tous les titres sans fonctions et dont les noms ne nous rappellent que des temps de barbarie et de servilité (1).

« Le peuple roumain, protestant contre les mesures arbitraires et illégitimes qui viennent de *taxer* l'instruction publique (2) dont le pauvre, l'orphelin, le fils de la veuve sont

(1) Voir la Constitution expliquée d'après ses vrais principes.

(2) L'instruction publique était gratuite en Valachie. Le dernier domnu, Bibesco, la frappa d'une taxe qui la rendait inaccessible aux classes inférieures. Il avait encore banni la banque nationale dans les colléges.

éloignés, protestant contre la mauvaise foi qui tendait à dégrader et à tuer la nationalité par la suppression de la langue nationale dans les écoles, décrète une instruction égale pour tous, progressive, aussi complète que le comportent les facultés de chacun, et gratuite; décrète l'institution d'une école polytechnique, de deux universités : l'une à Bucaresci et l'autre à Crajova, ainsi que d'un lycée et de pensionnats pour les deux sexes dans chacune de ces deux villes ; d'un lycée, d'un pensionnat et d'une école normale dans chaque chef-lieu de district, et d'une école primaire, bien organisée, dans chaque village ; décrète l'enseignement dans la langue nationale comme par le passé, et, pour faire fleurir cette langue conformément à sa nature et à son origine, prescrit l'emploi de l'alphabet latin dans tous les livres sacrés ou profanes, ainsi que dans les écritures des administrations publiques.

« Quant à ce chapitre de l'instruction publique dont nous venons de parler, le gouvernement sera tenu, sous sa responsabilité, de poursuivre avec la plus grande activité la création des établissements d'éducation ; et, de même qu'on ne laisse point un chrétien naître et mourir sans avoir reçu le baptême, de même aucun fils de citoyen ne doit rester privé d'instruction ; pour ceux qui déjà ont dépassé l'âge de douze ans, des mesures seront prises afin qu'ils puissent jouir, autant que possible, des bienfaits de cette loi. Le peuple roumain a reconnu que sur l'instruction repose l'avenir du pays ainsi que la véritable garantie des institutions de la patrie.

« Le peuple roumain rejette l'usage barbare et inhumain de posséder des esclaves et déclare la liberté des Zigans appartenant aux particuliers. Le peuple roumain pardonne à ceux qui ont supporté jusqu'à présent la honte d'avoir des esclaves, et la patrie, en bonne mère, dédommagera de *son trésor* quiconque se déclarera lésé par cet acte chrétien.

« Le peuple ayant décrété les droits civils et politiques dont le citoyen a toujours joui, déclare que tout Roumain est libre, que tout Roumain est noble ; que tout Roumain est un domnu. En conséquence, il abolit à l'avenir toute peine corporelle et brise, à la face des bourreaux, le fouet et la verge qui

dégradaient la dignité du citoyen. Ces peines corporelles sont enlevées à tous les tribunaux et, à plus forte raison, supprimées dans l'armée.

« Le peuple roumain, bien qu'il ne reconnaisse point l'existence de la peine de mort, mais, attendu que dans les tribunaux criminels, les juges de l'ancien système avaient osé porter quelques arrêts de mort sans avoir pu les faire mettre à exécution, décrète l'abolition absolue de la peine capitale, aussi bien en *sentence* qu'*en fait*.

« Le peuple roumain voyant ses relations interrompues avec la Sublime-Porte, surtout depuis 1828, voyant que son représentant à Constantinople est un étranger, réclame le droit qu'il possède d'avoir des relations directes avec la Sublime-Porte et prescrit qu'à l'avenir son représentant à Constantinople soit Roumain.

« En résumé, le peuple roumain décrète les articles suivants :

« 1° Indépendance administrative et législative fondée sur les traités de Mircea et de Vlad V ; non-intervention des puissances étrangères dans les affaires du pays ;

« 2° Égalité des droits civils et politiques ;

« 3° Contribution générale ;

« 4° Assemblée nationale composée de représentants pris dans toutes les classes de la société ;

« 5° Le chef de l'État responsable, élu pour cinq ans et éligible dans toutes les classes de la société ;

« 6° Diminution de la liste civile ; tout moyen de corruption enlevé ;

« 7° Responsabilité des ministres et de tous les fonctionnaires publics ;

« 8° Liberté absolue de la presse ;

« 9° Toute récompense décernée, au nom de la patrie, par ses représentants et non par le chef de l'État ;

« 10° Droit pour chaque district de choisir lui-même ses fonctionnaires ; droit qui découle de celui que le peuple entier a de choisir le chef suprême ;

« 11° Garde nationale ;

« 12° Émancipation des monastères dédiés aux saints lieux ;

« 13° Abolition de la claca du paysan qui devient propriétaire au moyen d'une indemnité ;

« 14° Abolition de l'esclavage des Zigans moyennant une indemnité ;

« 15° Représentant de la nation à Constantinople pris parmi les Roumains ;

« 16° Instruction égale, complète et gratuite, pour tous les Roumains des deux sexes ;

« 17° Abolition des titres sans fonctions ;

« 18° Abolition des peines corporelles dégradantes ;

« 19° Abolition de la peine de mort, en *sentence* et *en fait ;*

« 20° Établissement pénitentiaire où les criminels expieront leurs péchés et d'où ils pourront sortir améliorés ;

« 21° Emancipation des Israélites et égalité des droits politiques pour les citoyens de toutes les religions ;

« 22° Convocation immédiate d'une Assemblée générale constituante, et élue pour représenter tous les intérêts et toutes les classes de la société, et qui sera chargée de rédiger et de confirmer ainsi la Constitution sur les bases de ces vingt-deux articles décrétés par le peuple roumain (1).

« Cette assemblée laissera à la postérité, pour héritage, cette Constitution, et elle sera obligée de la compléter par une disposition portant qu'immanquablement, et de plein droit, le peuple choisira, tous les quinze ans, des députés qui, réunis en assemblée extraordinaire, introduiront les réformes exigées par l'esprit de l'époque. De cette manière seront prévenues les tristes circonstances qui forcent un peuple à demander des réformes à main armée, et nos descendants seront préservés de la cruelle nécessité où se trouve aujourd'hui le peuple roumain.

« Ces arrêtés expriment les vœux unanimes de la nation ; ils ne sont que ses anciens droits révélés, ils sont conformes aux lois, conformes aux traités. — La Sublime-Porte les acceptera,

(1) Voir parmi les notes la Constitution roumaine expliquée d'après ses vrais principes.

autant dans sa générosité que dans ses propres intérêts. — Le rôle de la Russie est d'assurer nos droits dans le cas où ils seraient foulés aux pieds par l'étranger; c'est d'autant plus son rôle, qu'en ce moment nous voulons être réintégrés dans ces droits; si elle nous est contraire, elle prouvera au monde qu'elle a eu des arrière-pensées contre nous et contre la Turquie. — Le chef de l'Église bénira ces décisions s'il est pasteur selon la loi de Christ; il signera le premier ce décret s'il veut être notre pontife, s'il est pénétré de l'esprit de l'Évangile. Le chef de l'État ne peut être contraire aux volontés du peuple puisqu'il est son élu; il ne peut s'opposer à un pareil acte sans devenir traître à la patrie et rebelle envers la Sublime-Porte.

« Les boyars ne peuvent être contraires à ces décisions, attendu qu'ils ne perdent rien, et, par leur concours, ils donneront un témoignage des nobles sentiments qui doivent caractériser les principaux d'une nation. Nos ancêtres nous ont assuré une patrie au prix de leur sang. La mission des boyars actuels est d'affermir dans son sein la justice du ciel, la justice évangélique. Leur mission d'aujourd'hui a bien plus de prix devant Dieu.

« Les commerçants, les industriels, les paysans bénissent ces lois; ils les réclament, ils les exigent; et, bien qu'ils n'aient pu élever la voix jusqu'à présent, ils les ont demandées des yeux, des mains, de tout leur être sans proférer une parole : comme le muet, consumé par la soif, demande de l'eau; comme celui que l'asphyxie menace demande de l'air.

« Frères roumains, soldats, qui êtes nos fils et nos frères, veillez à l'ordre public, puisque c'est là votre devoir. N'écoutez pas nos ennemis communs qui vous ordonnent de souiller vos mains du sang de ceux qui se lèvent pour votre bien et celui de vos pères. Les réformes, les nouvelles lois portées par le peuple vous élèvent à la dignité d'hommes, abolissant les peines corporelles qui vous mettaient au rang des bêtes, vous ouvrent la carrière de l'avancement et en assurent les droits à vos pères et à vos frères. Quant vous quitterez le fusil désormais, ce ne sont plus les corvées et les fouets des dorobans qui vous attendent, c'est une patrie qui vous invite à venir

au banquet fraternel de tous ses enfants. Ceux qui vous commanderont de faire feu sur vos frères, remarquez-les, ils ne sont point Roumains, ou, s'ils le sont, ils sont vendus et ils vous vendent aussi pour aller remplir de vos corps les fossés des forteresses en combattant contre ceux qui veulent le bien de l'humanité.

« Officiers roumains, vos frères d'armes de l'Europe vous ont donné l'exemple ; l'Europe civilisée a les yeux sur vous. Vous avez ceint l'épée pour maintenir l'ordre et pour lutter contre les ennemis de la patrie. Veillez à l'ordre public. Vous connaissez mieux que vos soldats les vrais ennemis de la patrie ; tirez vos épées, faites-les luire au soleil de la justice et de l'indépendance. La carrière la plus glorieuse, dans les annales de la patrie, s'ouvre devant vous. Félicitez-vous de vous trouver à la tête de vos frères d'armes dans ce grand jour venu de Dieu, et qui, entrant dans l'éternité, se présentera devant Dieu avec sa mission accomplie, son front couronné de vos noms comme d'autant d'étoiles, emblème du salut du peuple roumain ; mais si vos chefs vous commandaient des actes sacriléges contre vos frères, vous n'avez à écouter que le peuple souverain ; brisez vos épées devant tout ordre fratricide : de tels commandements seront inspirés par le souffle de Satan. Celui-ci fut aussi chef dans les légions célestes, mais les anges de la paix et de l'amour lui arrachèrent les ailes. Arrachez, de même, les épaulettes à tout chef, traître à la patrie, qui commanderait de verser la moindre goutte du sang de vos frères.

« Pieux religieux, évêques, prêtres, c'est vous qui remplacez les apôtres, et c'est aujourd'hui que se proclament les lois basées sur l'Evangile. Il est de votre devoir de sortir la croix à la main et de sceller les canons et les armes meurtrières. Jésus-Christ est ressuscité ! l'esclavage et la mort ont été terrassés. C'est à vous de dire au monde qu'anti-christ est tout homme qui cause la mort de son frère, tout homme qui veut encore l'esclavage, tout homme qui n'a point pitié du pauvre, de la veuve et de l'orphelin. Revêtez vos habits sacerdotaux, armez-vous de la croix et entonnez le psaume CVIII^e^ contre tout traître à la patrie.

« Boyars, vous avez été généreux envers les étrangers, vous les avez reçus, vous les avez nourris, vous les avez enrichis, vous les avez appelés à partager vos droits ; et vous ne serez pas les ennemis de vos frères, vous ne ferez pas la honte de notre patrie à l'étranger, vous n'imprimerez pas une tache à votre nom, vous ne léguerez pas la malédiction à vos enfants, vous ne les ferez point rougir du nom que vous leur léguerez. Donnez, de votre belle âme, le bonheur à vos frères, qui ne saurait vous coûter, car Dieu vous paiera au centuple, et les institutions nouvelles décupleront vos biens. Venez tous, tendez la main pour fondre toutes les classes en un seul corps que nous puissions nommer, sans honte, NATION.

« Citoyens, vous tous, prêtres, boyars, soldats, négociants, industriels, de quelque classe, de quelque nation, de quelque religion que vous soyez, étrangers qui vous trouvez dans la capitale et dans les villes, Français, Allemands, Serbes, Arméniens, Bulgares, Israëlites, armez-vous pour maintenir le bon ordre et concourir à ce grand acte. Notre patrie est la vôtre, s'il vous convient de rester chez nous ; et la patrie vous reçoit. Le système déchu ne vous a pas appelé au banquet commun ; nous aurons désormais la même table ; le même banquet de fraternité nous est préparé : nous aurons les mêmes droits.

« Et vous, bénis laboureurs, frères du Christ, le produit de vos sueurs, le pain et le vin se transforment en corps et en sang du Seigneur ; vous êtes les fils du Ciel, les fils de la paix et de la force ; vous êtes nos nourrisseurs ; vous avez pleuré et vous vous réjouirez ; vous avez été altéré de justice et votre soif sera apaisée. C'est à vous que le Sauveur du monde a annoncé le bonheur. Vous serez heureux et dans ce monde et dans l'autre. Restez à vos postes, car le jour du bonheur est arrivé ; cultivez vos champs dont la patrie aujourd'hui vous fait don et qui vous sourient et vous convient à l'abondance. Attendu que l'esprit du mal, Satan, peut encore exciter des ennemis qui envient votre délivrance et votre félicité, envoyez de chaque village un prêtre et trois autres hommes chargés de demander en votre nom, la justice qui vous est due. Tout le

monde vous accorde la justice, les mains pleines et les larmes aux yeux.

« Et toi, chef de l'État, élu du peuple ! le peuple regrette amèrement de ne te nommer que le dernier, et il dépendait de toi d'être le premier. La patrie t'a élu; elle t'a regardé comme son fils le plus cher, ta conduite a été problématique: tu t'es montré aux yeux de la patrie et du monde comme l'enfant prodigue de l'Évangile. Reviens au milieu du peuple, et la Patrie mettra l'anneau de l'alliance à ton doigt et fera immoler le veau gras ; nous ne te demandons pas compte de tes actes, car tu es notre frère, tu es Roumain ; tu en rendras compte devant ta conscience et devant Dieu. Nous ne savons si ce que tu as fait était volontaire ou forcé. Il est temps de démontrer au monde que tu es ce que tu as toujours été, Roumain ; il est temps de laver le passé et de ne pas léguer à tes enfants un nom flétri. La Patrie te réclame pour son fils, elle déchire ses vêtements, elle se frappe la poitrine, elle cherche avec inquiétude, demandant qu'aucun de ses enfants ne périsse et qu'aucune goutte de sang roumain ne soit versé. La patrie oublie tout, sois à elle, car elle désire te voir présider à ce grand acte d'aujourd'hui ; fais une belle page à l'histoire roumaine; ne fais pas rougir de leurs pères tes enfants qui se trouvent au sein de la France. Ne laisses pas dans les circonstances actuelles le peuple sans chef, livré aux intrigues qui pourraient amener l'anarchie ; car alors malheur à nous, et trois fois malheur à toi !

« Frères roumains, ne craignez aucune puissance barbare du dehors, car les temps de l'oppression et du droit du plus fort sont passés. Veillez à l'ordre public; armez-vous en gardes nationales pour maintenir vos droits, pour former la croisade de la fraternisation des classes au dedans, et pour prendre part, au dehors, à la croisade de la fraternisation des peuples. Réunissez-vous sous les drapeaux de la patrie. Les trois couleurs nationales sont l'arc-en-ciel de nos espérances. La croix qui les surmontent rappellera à la Russie qu'elle se dit chrétienne. Nous planterons la croix sur nos frontières et la Russie ne passera pas sur notre sol avant d'avoir foulé aux

pieds la croix qu'elle adore. Si elle n'est pas saisie de crainte devant ce signe rédempteur, nous enverrons à sa rencontre, non des armes qui nous manquent, mais nos prêtres, nos vieillards, nos mères et nos enfants, qui, accompagnés de l'ange de Dieu, gardien de ceux qui se lèvent en son nom, pousseront un cri; et on entendra jusqu'aux extrémités de l'Europe que les Roumains n'ont jamais rien pris aux Russes et qu'ils ne veulent point les recevoir dans leur patrie. Les prêtres poseront l'Évangile, base de nos institutions, sur leur chemin, pour qu'ils la foulent aux pieds, et qu'ils viennent asservir un peuple qui a toujours voulu leur bien et qui les a toujours soutenus dans leurs guerres.

« La Russie, jusqu'à ce jour, s'était dit garante de nos droits; nous, dans notre cri, nous ne demandons que nos droits, et nous protestons d'avance, auprès de la Sublime-Porte, de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre, contre toute invasion de notre sol qui viendrait troubler notre bonheur et détruire notre indépendance légale.

« Cependant, le peuple roumain déclare aujourd'hui à la face de Dieu et des hommes, que si, dans sa proclamation, il se montre animé de l'esprit de la paix, s'il ne prend point un ton menaçant, s'il se tient dans les limites des lois et des traités, cela vient de son esprit de légalité et de son âme qui adore également sa liberté et celle des autres peuples; c'est la preuve que, voulant être réintégrés dans leurs droits, les Roumains savent respecter les droits des autres nations. C'est ce sentiment et non la peur qui leur fait tenir ce langage, car ils forment une nation de plus de huit millions d'âmes (1), et en cas d'invasion étrangère qui menacerait leur liberté, chacun d'eux saurait défendre ses foyers. L'étranger, en dernier lieu, si le malheur arrive, si Dieu nous abandonne, ne pourra conquérir que la terre et non les hommes. Pas un Roumain ne survivra à l'indépendance de sa patrie.

(1) La nation roumaine se compose de onze millions d'habitants. Cette proclamation exclut ici ceux de la Transylvanie et du Banat, pour ne pas donner prise aux réclamations de l'Autriche.

« Frères roumains, respectez la propriété et les personnes. Réunissez-vous, réunissez-vous en masse; armez-vous; mais imitez vos frères de la Transylvanie. Voyez comme ils se sont rassemblés par dizaines de mille sans faire le moindre tumulte, sans causer le moindre désordre. N'ayez d'autre crainte que la crainte de Dieu, et alors vous pourrez chanter sans rougir :

« Le Seigneur est avec nous.

« Le Seigneur est avec nous, frères; levez-vous en son nom, et l'ange de justice céleste écrasera tout ennemi, il renversera le cavalier et son cheval; ses chars et ses armes seront réduits en poussière, ses projets seront dissipés comme la fumée.

« Aux armes, Roumains! aux armes du salut!

« 9 (21) juin 1848.

« Islaz, du camp de la Régénération.

« *Signés :*

« Le prêtre Radul Chapca, Jean Héliade, Stephan Golesco, Christian Tell et Nicolas Plessoiano. »

II.

Tous les assistants prêtèrent serment à la Constitution sur l'Évangile et sur les étendards. On confia la défense de la Constitution au peuple. On invita tout citoyen qui se déciderait à coopérer à l'œuvre de la Régénération roumaine, à passer sous l'étendard civil. Plusieurs personnes parmi les paysans, négociants, fermiers et matelots, accoururent sous le drapeau national aux trois couleurs, en criant : Vive la Roumanie! vive la Constitution!

En présence de tous, deux anciens sous-officiers qui, malgré leurs capacités, n'avaient pu avancer dans leur carrière, à cause de leur condition villageoise, furent

promus au grade de sous-lieutenants. Enfin, le gouvernement provisoire fut proclamé. Les membres dont il se composa, étaient l'hiérée Chapca, Stephan Golesco, Christian Tell, Georges Maghiero, Nicolas Plessoiano et Jean Héliade Radulesco.

Maghiero était à Caracal comme administrateur du district de Romanati. Les membres présents du gouvernement expédièrent de suite une estafette à Caracal pour avertir Maghiero du mouvement, et pour le charger d'expédier sans retard à Bucaresci la lettre suivante adressée au domnu Bibesco :

« Justice ! — Fraternité !

« Au nom du peuple roumain, le gouvernement provisoire.

« Grandeur,

« Le mouvement qui agita la France et l'Allemagne se fit sentir dans toute l'Europe, et ne tarda pas à inquiéter la Roumanie.

« Le peuple roumain, exaspéré par ses longues souffrances ; les habitants de la capitale inquiétés par l'arrivée du commissaire russe, toujours précurseur de troubles, et par un complot étranger et ténébreusement ourdi afin de troubler le repos public dans l'ivresse des passions, se sont vus forcés de prendre part à un mouvement national, de défense et de principes. L'entreprise fut improvisée et spontanée ; car votre Grandeur n'était plus en état d'inspirer la confiance ni d'opposer la force et l'énergie nécessaire aux intrigues étrangères.

« Les soussignés, redoutant que le mouvement ne dégénérât en anarchie, voyant que l'opinion publique se concentrait autour d'eux, se sont déterminés à se mettre à la tête d'un mouvement régénérateur, dont le but est de

maintenir l'ordre et de proclamer la volonté du peuple par la proclamation ci-jointe. Elle appelle tout Roumain à prendre part à la grande œuvre de la régénération ; elle n'exclut pas même votre Grandeur.

« Considérant que vos mains affaiblies ne sont plus en état de tenir les rênes du gouvernement, et que votre voix n'a plus d'influence sur l'armée, les soussignés, dans le but de remplir leur mission, se sont vus dans l'inévitable nécessité de prendre, par intérim, une charge difficile, et se sont constitués en gouvernement provisoire.

« Au nom du peuple roumain, ils ont l'honneur de vous communiquer la manifestation nationale et la Constitution qui est basée sur nos anciennes lois et coutumes ; ils vous invitent à obéir à la voix de la patrie et à vous mettre à la tête de cette grande entreprise.

« Par le consentement de votre Grandeur, par votre signature apposée sur la Constitution, le peuple sera rassuré, le crédit de votre Grandeur rétabli, et par conséquent vos forces seront restaurées.

« Les soussignés n'attendent que votre réponse, et dès qu'ils recevront une nouvelle aussi heureuse et aussi désirée, dès qu'ils seront convaincus par des preuves suffisantes de la sincérité de votre cœur, ils cesseront de gouverner, et s'estimeront heureux de recevoir vos ordres.

« Les membres du gouvernement provisoire :

« L'hiérée Chapca, Jean Héliade, Christian Tell'
Stephan Golesco, Nicolas Plessoiano (1).

« Islaz, du camp de la Régénération.

« 9 juin 1848. N° 1. »

(1) Ces trois pièces : La prière de l'hiérée Chapca, la proclamation

Parmi les signatures, il ne manquait que celle de Maghiero, car il se trouvait à Caracal, comme nous venons de le dire. Il fut chargé d'expédier cette lettre à Bibesco, de l'avertir de ce qui venait de se passer, et de lui demander des instructions sur ce qu'il devait faire. On avait pris cette mesure pour s'édifier sur les véritables sentiments du domnu, et sur toutes les déclamations de patriotisme qu'on entendait si souvent sortir de sa bouche. Quelques-uns, et notamment Maghiero, croyaient encore que Bibesco aurait le courage de se mettre à la tête du mouvement. Il s'agissait de savoir si le domnu serait contraire à cette entreprise où toutes passions étaient étouffées; et pour s'éclairer à ce sujet, tous furent d'avis d'approuver une mesure aussi sage que prudente.

Tournu, le chef-lieu du district de Teliorman, est situé à une demi-poste d'Islaz. Par un décret sous le n° 2, le gouvernement provisoire nomma Constantinesco administrateur de ce district, afin d'y proclamer la Constitution en remplaçant l'ancien administrateur.

Le capitaine de cavalerie, Racotsi, présent à la cérémonie, et qui avait prêté serment à la Constitution, reçut l'ordre d'aller rejoindre sa division qui stationnait à Zimnicea, et de la conduire à Caracal ou à Crajova.

On expédia aussi au lieutenant Zalyc l'ordre de venir, avec la sixième compagnie, rejoindre le camp par le chemin de Caracal.

constitutionnelle et la lettre que nous venons de lire, ainsi que les autres pièces suivantes, sont traduites presque à la lettre.

Le contenu de la proclamation et de cette lettre adressée au domnu est suffisant pour démontrer au lecteur l'inquiétude dans laquelle se trouvait le pays par suite du complot russe, après l'arrivée de Duhamel. On peut voir que le mouvement de la Valachie ne fut qu'un mouvement de défense.

III.

Le même jour, vers les dix heures du matin, le camp d'Islaz fut levé, et se mit en marche pour Caracal.

Le lendemain matin, à deux postes plus loin, il se réunit à la sixième compagnie, commandée par Zalyc, ainsi qu'à plusieurs centaines de paysans armés qui l'attendaient au village de Ghircova, leurs prêtres en tête.

Le 10 juin au soir, le camp s'arrêta à Crussov, une poste avant Caracal, pour y passer la nuit et prévenir les habitants de cette dernière ville de leur entrée. Le gouvernement provisoire expédia la lettre suivante adressée à la municipalité :

Justice. — Fraternité.

« Citoyens de Caracal,

« Les premiers colons qui vinrent de Rome pour repeupler la Dacie furent établis dans ce district, qui conserve encore le nom de Romanati (nés à Rome). La première croix transplantée dans le pays idolâtre des Daces fut portée par l'aigle victorieuse de vos ancêtres. Ce sont eux qui armèrent la nouvelle Roumanie de l'aigle croisée.

« La ville que vous habitez et que nous venons saluer pour y proclamer la Constitution roumaine, porte le nom d'un des Césars. Le sol de ce district renferme dans son sein une foule de souvenirs et de monuments qui attestent notre glorieuse origine.

« Citoyens de Caracal, il fut réservé à votre district de voir s'élever le premier étendard du salut roumain et de proclamer des vérités qui tôt ou tard sauveront la Roumanie. Vos frères qui se trouvent devant les portes de votre ville ont abandonné biens, carrières, prérogatives, droits, avenir de leurs enfants, et se sont consacrés à la croix qu'ils viennent de lever et de subir au nom du Sau-

veur du monde. Le mouvement qui vient de s'accomplir dans votre district régénèrera notre patrie ; et l'histoire illustrera ses pages par le dévouement de ces dignes descendants de Romanati. Honneur à votre ville, si vous vous empressez d'imiter l'exemple de vos frères, et de comprendre les vérités manifestées au nom du peuple roumain, par la proclamation ci-jointe.

« Demain, nous serons dans vos bras pour vous donner le salut fraternel et pour célébrer avec vous la manifestation des principes qui trouvèrent hospitalité sur votre sol classique. C'est de chez vous qu'ils répandront leurs semences fécondes dans toute la Roumanie, et fructifieront dans l'avenir.

« Salut et fraternité.

« Les membres du gouvernement provisoire.

(Suivent les signatures.)

« Du camp de la régénération. N° 5.

« Le 10 juin 1848. »

Dans la nuit, vers les dix heures, Maghiero vint dans le camp pour se concerter avec ses collègues. Il leur montra une lettre qu'il venait de recevoir du ministre de l'intérieur. Cette lettre l'avertissait que Stephan Golesco et Héliade avaient disparu de la capitale, et qu'on les soupçonnait d'être passés dans le district de Romanati. Maghiero était invité à faire tout son possible pour s'assurer de leurs personnes et pour les renvoyer à Bucaresci sous bonne escorte, et avec tous les égards convenables. Maghiero leur communiqua ensuite des circulaires timbrées du cachet rouge du domnu, qui venaient de paraître, qui avaient été distribuées par milliers dans tous les villages, et qui invitaient les paysans à se tenir sur leurs gardes, et à ne pas se laisser séduire par des hommes qui allaient prochainement les exciter à entreprendre des choses illé-

gales ; à les arrêter même partout où ils les trouveraient, et à les amener aux autorités locales. Toutes ces mesures avaient un peu désenchanté Maghiero sur le compte de Bibesco. Il délibéra et s'entendit sur plusieurs points avec les chefs du mouvement ; il passa toute la nuit dans le camp, et à l'aube du jour, il était déjà de retour à Caracal.

Le camp fut levé dans la même matinée, et l'on partit pour le chef-lieu de Romanati. Partout, dans les villages que l'expédition traversa, on voyait flotter sur la tour de l'église la bannière tricolore. A la limite de l'arrondissement de Caracal, des milliers de paysans, avec les bannières de leur église, le protoprêtre et le sous-administrateur à leur tête, attendaient le gouvernement provisoire ainsi que l'armée de la régénération. Les prêtres, ornés de leurs vêtements sacrés, portaient l'Évangile et la croix ; les enfants portaient des palmes et chantaient : « Combien tu es grand, Seigneur, et combien les œuvres de tes mains sont miraculeuses ! Tu es le Dieu qui opère des miracles ! » Pour toute exclamation, le peuple ne poussait qu'un cri, celui de *Hosannah à ceux qui viennent au nom du Seigneur !* Les hommes et les jeunes gens se rangeaient sous l'étendard tricolore et grossissaient l'expédition.

Hors de la ville de Caracal, le président de la municipalité, ses collègues et les notables parmi les habitants, tous décorés de cocardes et l'étendard tricolore à leur tête, étaient venus à la rencontre de leurs hôtes. Ils se présentèrent devant le gouvernement provisoire avec du pain et du sel, et les félicitèrent sur leur grande entreprise et sur leur bonne arrivée.

A la barrière de la ville, Maghiero, à la tête de tous les fonctionnaires publics et des dorobans à cheval, suivi de milliers d'habitants, reçut le gouvernement avec tous les honneurs qui lui étaient dus et lui présenta ses rapports

comme administrateur. Trois dames vinrent le féliciter aussi : madame Maghiero accompagnée de mademoiselle Maghiero, et madame Arcesco, l'épouse du secrétaire de l'administration. Mademoiselle Maghiero prononça un petit discours et présenta aux membres du gouvernement les écharpes tricolores brodées par ses propres mains, et les décora des cocardes nationales.

C'est ainsi que les soldats de la Régénération entrèrent à Caracal au son de la musique et des cloches de toutes les églises. Les acclamations les suivirent jusqu'à l'endroit destiné à leur réception. C'était un vaste emplacement ; une grande tente était dressée au milieu pour les membres du gouvernement ; une table circulaire entourait la tente et invitait les soldats et les volontaires à dîner. Le repas fut copieux et pittoresque. Des toasts furent portés à la nation, à la Constitution, au gouvernement national, aux soldats de la Régénération, aux membres de la municipalité, aux habitants de Caracal, et à tous ceux du district de Romanati. Chaque toast était salué par des acclamations, par la musique et par les cloches.

Après midi, vers le soir, C. Arcesco fut nommé administrateur de Romanati pour remplacer Maghiero. Le gouvernement fit des promotions parmi les officiers auxquels il désirait confier des commandements. Tell fut promu au grade de colonel, Plessoiano à celui de major, Serrurius et Zalyc à celui de capitaine.

On demanda le compte du dîner et du souper qu'on avait servis aux soldats de la Régénération. La municipalité de la ville refusa de le faire présenter, et envoya au gouvernement une lettre pleine de dignité et de sentiment où elle disait que tout ce qui était public appartenait à la nation, que jamais la patrie n'avait eu un gouvernement plus propre à représenter et à exprimer sa volonté et ses besoins. Payer, disait-elle encore, les dépenses que la ville

avait faites pour la nourriture des soldats de la Régénération, c'eût été traiter la ville comme une auberge et les enfants de la patrie comme des étrangers voyageurs. La municipalité ne considérait ces soldats que comme étant chez eux, dans leurs propres foyers ; ils ne passaient point par cette ville, mais ils en partaient pour proclamer des principes et des vérités salutaires : ce qui faisait l'honneur du district et de la ville.

IV.

Le lendemain, 12 juin, le camp fut levé et l'on se mit en marche pour Crajova. Maghiero, seul, demeura encore à Caracal pour remettre l'administration du district entre les mains de son successeur, et pour y attendre la réponse de Bibesco à sa lettre qui accompagnait l'adresse du gouvernement provisoire.

A midi, l'expédition s'arrêta pour prendre un léger repas. Plusieurs centaines de paysans des villages environnants armés de lances et de faux et conduits par un jeune homme, N. Rousso, vinrent rejoindre le camp. Ce jeune homme, plein de vigueur et d'éloquence, entraînait les masses avec une puissance égale à celle du prêtre Chapca. Sa physionomie, son costume, son langage grave et énergique, rappelaient les anciens tribuns. On voyait en lui la personnification, l'incarnation du peuple paysan. Le mouvement de la Valachie eut en lui, jusqu'au dernier moment, un auxiliaire infatigable, le peuple, un serviteur dévoué.

L'expédition, après un repos de deux heures, se mit en marche vers Crajova. Le soir, dans la même journée, elle fut rejointe par Maghiero avec plus de deux cents dorobans à cheval, bien armés et bien équipés.

Il avait reçu la réponse de Bibesco attendue par lui ; écrite

sur un très petit morceau de papier, elle était ainsi conçue :

« Vous m'écrivez que cinq hommes avec quatre-vingts « individus se sont soulevés dans votre district et se sont « constitués en gouvernement provisoire..... Vous me « demandez ce que vous devez faire? — Leur donner la « mort. Vous vous entendrez avec le colonel Garbasky « qui est sur le point de partir de la capitale pour re- « joindre son régiment à Crajova. »

Maghiero n'avait pas écrit qu'il y avait dans le mouvement quatre-vingts hommes, car les soldats seuls étaient plus de quatre cents dans les deux compagnies, et les paysans, avec les volontaires de diverses conditions, dès le second jour surpassaient le nombre de deux mille, sans compter la division de cavalerie commandée par Racotsi, laquelle s'était aussi soulevée et qui était attendue de jour en jour. Puis, comme Maghiero n'avait à sa disposition que ses dorobans, lors même qu'il aurait voulu se montrer hostile à l'entreprise, il ne lui aurait pas été si facile de donner la mort à tant d'hommes tous décidés à vendre chèrement leur vie, et dont la force principale reposait sur la raison et la justice, et plus encore sur les souffrances de la nation depuis dix-huit années.

Des lettres de Bucaresci, du 10 juin, annonçaient, en outre, que trois individus avaient chacun tiré, contre Bibesco et Villara, deux coups de pistolet. Cette nouvelle affligea profondément les chefs du mouvement, car un pareil acte était contre leurs principes, contre leur programme. Une œuvre si pure venait d'être souillée par cet attentat impolitique ; mais, comme parmi les initiés restés à Bucaresci on n'en connaissait aucun qui eût pu être inspiré par des intentions aussi noires, comme tout le comité révolutionnaire avait adopté le dessein de soutenir Bibesco et de faire parvenir, par son entremise, les

réclamations du pays à la Sublime-Porte, tous les chefs du mouvement furent tentés de croire que cette nouvelle était fausse, ou, au moins, que l'attentat était factice et ordonné par Bibesco lui-même ou par le parti russe afin de pouvoir incriminer le mouvement. On disait que six coups avaient été tirés, cependant aucune balle n'avait atteint même la voiture ; Bibesco, d'ailleurs, ne faisait aucune allusion à ce sujet dans sa lettre adressée à Maghiero ; on disait encore qu'un des prévenus était le frère d'un ex-capitaine des gardes de l'empereur Nicolas et gendre de Villara, et que les coups avaient été tirés contre Bibesco et Villara ! A la suite de la réponse que Maghiero venait de recevoir ainsi que de cette nouvelle impudemment inventée, les membres du gouvernement provisoire se décidèrent à considérer dorénavant Bibesco comme ennemi et à le traiter comme tel. Ils se déterminèrent donc à révolutionner toute la petite Valachie.

Le frère de Bibesco, Jean, administrateur à Crajova, excitait les habitants de cette ville contre le gouvernement provisoire et contre tous ceux qui le suivaient. Il les invitait à prendre les armes et à défendre leurs biens contre les rebelles qui venaient, selon lui, apporter les flammes et la mort. Le bataillon en garnison, commandé par le major Vladoiano, avait reçu l'ordre du gouvernement provisoire de venir se joindre au camp pour se ranger sous la bannière nationale. Mais Vladoiano, travaillé par Jean Bibesco, refusa de se soumettre à cet ordre, et se préparait à se mesurer avec les soldats de la Régénération à leur entrée dans la ville.

J. Majoresco, inspecteur et professeur du collége de Crajova, jouissait d'une grande considération parmi toutes les classes de la société de cette ville. Cet homme, bien connu par ses sentiments patriotiques et par ses antécédents, put déjouer avec avantage les mauvais desseins

de J. Bibesco, et parvint même à gagner à la cause de la constitution la partie de la ville qui, jusque-là, avait obéi à l'influence de ce dernier.

Comme le colonel du premier régiment, Garbasky, qui se trouvait à Bucaresci, avait reçu l'ordre de se rendre de suite à son poste, on l'attendait le soir à Crajova. Les habitants se rendirent alors à l'administration et déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas croire aux calomnies répandues sur le compte des chefs du mouvement, qu'ils connaissaient très bien et la vie et le caractère de chacun d'eux, que leur proclamation contenait des principes tous autres que ceux d'apporter chez eux l'incendie et la mort, et que, par conséquent, la ville n'avait pas l'intention de s'opposer à leur entrée et d'engager une lutte contraire au repos public; mais que si l'administration, avec les soldats en garnison, étaient décidés à tenir tête à ces hommes qu'elle qualifiait de rebelles et de brigands, l'honorable administration et les braves soldats étaient priés de vouloir bien sortir de la ville et de montrer ainsi leur courage sur le champ de bataille ; car, s'ils étaient décidés à se battre dans la ville, tous les habitants seraient forcés de se ranger du côté du plus fort pour terminer plus vite une lutte fratricide.

A cette manifestation générale, J. Bibesco prit courageusement la fuite vers Orsova avec quatre ou cinq braves boyars, et Vladoiano se retira vers le nord avec ses soldats pour se réunir à ceux du major Pasnasky.

Telle était la situation de Crajova. Retournons au camp. Vers minuit on entendit les cris de quelques postillons, des coups de fouet suivirent, puis on n'entendit plus rien ; après une pause de quelques minutes on entendit le mot d'ordre répété par les sentinelles avancées. Dans le camp tout le monde croyait qu'on amenait Garbasky ; mais non, c'était deux courriers : l'un arrivait de Bucaresci et l'autre

de Crajova pour apporter les nouvelles de ce qui venait de se passer dans ces deux villes.

L'estafette de Bucaresci annonçait, dans des lettres adressées aux chefs du mouvement, que la révolution y venait d'être accomplie, le 11 juin, par suite du contre-coup des nouvelles reçues d'Islaz ; que le domnu avait accepté et signé la Constitution ; que Villara, l'ex-ministre de l'intérieur, et J. Mano, l'ex-maître de police, avaient pris la fuite et s'étaient embarqués à Giurgevo où ils avaient été maltraités par les habitants ; que le ministère venait d'être changé, et que les nouveaux ministres étaient :

N. Golesco à l'intérieur ;
Stephan Golesco à la justice ;
Christian Tell à la guerre ;
Georges Maghiero aux finances ;
Jean Héliade aux cultes et à l'instruction publique ;
N. Balcesco au secrétariat d'État ;
G. Nitzesco au contrôle ;
C. Rosetti à la police.

La liste des ministres avait été imprimée ainsi que nous venons de la donner, mais le nom de *Christian Tell* était effacé par un trait de plume et remplacé par celui d'Odobesco !... Puis on écrivait aux nouveaux ministres de venir à Bucaresci pour prendre possession de leurs portefeuilles ; pour Tell, on lui écrivait de se rendre à son ancien poste, à Giurgevo, et d'y attendre des ordres ultérieurs.

Ce changement dans le ministère de la guerre, qui suivait la réponse que Maghiero venait de recevoir de la part de Bibesco, jeta le doute parmi les chefs du mouvement : ils n'y virent qu'une arrière-pensée.

Maghiero, transplanté au ministère des finances, perdait le commandement des pandours et des dorobans de toute la Valachie ; l'armée régulière, par l'éloignement

de Tell, était livrée aux ordres d'une créature russe comme Odobesco. L'esprit du mouvement demeurait sans force.

Les chefs du camp s'empressèrent d'envoyer à Bucaresci, la même nuit, une réponse par laquelle ils déclaraient qu'ils ne s'étaient pas soulevés pour avoir des ministères, mais pour réaliser les désirs de la nation. Ils ajoutaient qu'ils ne pouvaient pas confier la force armée à des hommes qui ne jouissaient pas de la confiance publique ; ils réclamaient du domnu que Tell restât au ministère de la guerre, ainsi qu'il avait été nommé d'abord, et qu'il eût le commandement de l'armée régulière ; que Maghiero fût nommé capitaine général de tous les dorobans et de l'armée irrégulière ; que tous les actes promulgués par le gouvernement provisoire, depuis le 9 juin jusqu'au moment de la réponse qu'ils attendaient, fussent reconnus ; ils finissaient leur lettre en déclarant que si l'on acceptait ces conditions, le pays serait tranquille, sinon les représentants de la nation viendraient, avec le camp, traiter aux portes de Bucaresci.

V.

Le lendemain, le camp, grossi encore des paysans qui affluaient de tous côtés, se mit en marche pour Crajova. A une demi-poste de cette ville, plusieurs de ses habitants vinrent se placer sous les bannières de la Régénération ; hors de la ville, tous les citoyens, avec les prêtres revêtus de leurs vêtements sacrés, l'Évangile et la croix à la main, attendaient impatiemment les constitutionnels qu'ils appelaient *les sauveurs*. Chaque corporation était rangée sous sa bannière tricolore. Le haut clergé vint féliciter les membres du gouvernement ; aux portes de la ville, la municipalité les reçut en leur adressant un discours et en leur présentant le pain et le sel ; l'admi-

nistration et la police leur remirent leurs rapports. Au milieu d'acclamations enthousiastes et au son des cloches, les constitutionnels défilèrent dans les rues principales, ornées de tapis, de bouquets, de festons et de couronnes de fleurs. Les fils des boyars et les boyars eux-mêmes composaient une légion qui formait le cortége et la garde du gouvernement provisoire ; ses membres furent conduits en triomphe dans la salle des examens du collége national qui était la plus vaste de toute la ville ; là, les premières dames attendaient avec les habitants les plus notables. Le haut clergé entonna l'hymne de la Vierge par lequel on reçoit le chef de l'État : « *Il est digne de te féliciter, etc.* » Les membres du gouvernement, agenouillés, saluèrent et embrassèrent l'Évangile doré de la cathédrale. Héliade, montant sur la tribune, parla aux assistants, lut les articles de la Constitution et l'acte qui démontrait la souveraineté du peuple depuis cinq siècles ; puis, il prêta le serment, avec ses collègues et avec tous les assistants, de soutenir les droits de la nation. Le même serment fut répété par tous les citoyens qui, au dehors, encombraient la place. « Vive la Constitution ! vivent nos sauveurs ! » Ces cris retentissaient de toutes parts jusqu'aux extrémités de la ville.

Un dîner fraternel, préparé par la municipalité, attendait les membres du gouvernement, les hauts fonctionnaires, les officiers et tout le camp, qui dépassait déjà le nombre de plusieurs milliers d'hommes.

Le même jour, on nomma provisoirement le nouvel administrateur qui devait remplacer Jean Bibesco, et on changea l'ancien chef de police. Le gouvernement promulgua un décret qui fut publié dans toute la petite Valachie. Il exhortait les paysans à maintenir l'ordre et à travailler leurs champs comme par le passé. Le nouvel ordre de choses, quoique salutaire pour l'avenir, ne pou-

vait être que nuisible dans le présent ; car il cassait les anciens contrats entre les propriétaires terriens et les fermiers. Le gouvernement engageait les paysans à reconnaître encore leurs anciens devoirs jusqu'à la nouvelle année. L'abandon des champs aurait amené une grande disette qui eût été fatale à toutes les populations, et qu'on pouvait prévenir par un travail de trois jours accordé par chaque paysan.

Tell était contraire à ce décret qui sauva la Valachie de la famine, et qui pourtant avait une apparence de réaction. Certaines personnes maudissent ce décret, d'autres l'approuvent, comme une mesure salutaire. L'histoire impartiale décidera la question.

Le 14 juin, quelques-unes des créatures de Bibesco, quelques agents russes, essayèrent d'exciter le peuple contre le gouvernement national, en disant que les Cosaques avaient franchi la frontière roumaine pour châtier les rebelles et tous ceux qui se laissaient séduire par eux. Ils invitaient les habitants à prendre les armes pour chasser les insurgés et délivrer la ville des malheurs qui la menaçaient. Mais les excitateurs furent très maltraités par le peuple, et sans le secours des soldats qu'ils appelaient rebelles, ils seraient devenus victimes de l'indignation populaire. Ils furent arrachés à la vengeance publique et transportés presque mourants dans la résidence du gouvernement, où ils trouvèrent les secours de médecins.

Nous ne pouvons pas oublier un personnage à stature herculéenne qui se faisait remarquer au-dessus de la foule, à Crajova, le brave et loyal David, un esclave, un zigan. On croyait voir Spartacus brisant les fers de ses frères et conduisant les masses à la conquête de la liberté. Cet homme joua un beau rôle durant les trois mois du mouvement. Maghiero eut en lui un puissant auxiliaire pour dompter la réaction et maintenir l'ordre.

Le 15 juin, le gouvernement se préparait à partir pour Bucaresci avec ses soldats. Le capitaine Racotsi vint avec sa division de cavalerie rejoindre le camp, selon les ordres qu'il avait reçus. Le départ fut solennel : même enthousiame, mêmes acclamations. Le soir, le camp s'arrêta pour passer la nuit entre Crajova et Caracal.

L'itinéraire était tracé. L'expédition devait traverser les districts d'Olto, de Vâllcea, d'Argis, de Vlasca, de Dembovitza et d'Ilfov, pour parvenir dans la capitale. Vers minuit, une estafette de Bucaresci arriva dans le camp ; elle annonçait l'abdication et le départ de Bibesco, ainsi que la proclamation dans la capitale d'un gouvernement provisoire définitif, composé comme suit :

Le métropolitain Néophyte, *président*.

MEMBRES.

Jean Héliade ; — Stephan Golesco ; — Christian Tell ; — G. Maghiero ; — Scurto.

SECRÉTAIRES.

A.-G. Golesco ; N. Balcesco ; C. Rosetti ; J. Bratiano.

MINISTRES.

N. Golesco, à l'Intérieur ;
J. Campineano, à la Justice ;
C. Philippesco, aux Finances ;
Odobesco, à la Guerre ;
J. Héliade, aux Cultes et à l'Instruction publique ;
J. Voïnesco II, au secrétariat d'État ;
G. Nitzesco, au contrôle ;
M. Mossoïu, à la Police.

On exhortait Stephan Golesco, Tell, Maghiero et Héliade, à laisser la troupe en arrière, à prendre des chevaux de poste et à se rendre le plus tôt possible dans la capitale, car les affaires pressaient, le gouvernement était sans chef et le peuple inquiet.

Héliade fit observer que tant qu'Odobesco et quelques autres personnages se trouveraient, le premier à la guerre, et les autres dans le ministère et dans le gouvernement ; tant que Salomon se trouverait à la tête de la garnison de la capitale, les choses ne pourraient pas être assez rassurantes pour que les membres du gouvernement invités se présentassent avec confiance et sans escorte.

Il ajouta même que, dans son opinion, la révolution échouerait si on adoptait cette résolution. Par conséquent, il insista pour qu'on n'abandonnât pas le programme de la marche adoptée à leur départ de Crajova. Révolutionner et rassurer en même temps les districts par lesquels ils devaient passer, grossir le camp au moyen de volontaires, et au moyen des trois jurés représentants de chaque village et appelés par la proclamation constitutionnelle (1), convoquer l'Assemblée constituante dans le camp, et arriver ainsi aux portes de la capitale, ce serait accomplir le mouvement, électriser le pays, rassurer les constitutionnels, imposer respect et silence aux réactionnaires, et empêcher la trahison d'employer aucune de ses ressources. Quant à la capitale, disait-il encore, elle avait déjà formé sa garde nationale, elle avait sa garnison, sa police, sa municipalité, les nouveaux ministres et le métropolitain à leur tête. L'expérience ne tarda point à prouver malheureusement que c'était la seule marche qu'on eût dû suivre.

Mais l'opinion des autres membres fut de se conformer à l'invitation qu'ils venaient de recevoir, de renvoyer les dorobans et les paysans à leurs foyers ; de laisser l'expédition composée de deux compagnies, d'une division de cavalerie et de quelques centaines de volontaires, s'avancer lentement vers la capitale, où les membres du

(1) Voir la proclamation (page 76).

gouvernement devaient la devancer en prenant des chevaux de poste.

C'est ainsi qu'ils partirent le 16 juin, de très bon matin, pour Bucaresci, seuls, en blouses, dans trois voitures.

Ils furent reçus à Slatina, le chef-lieu du district d'Olto, par les autorités locales et les habitants de cette ville avec le même enthousiasme qu'à Caracal et à Crajova. Après avoir visité l'école publique, où ils reçurent les félicitations du peuple, l'administrateur les invita à déjeuner chez lui. Puis, après un très court repos, ils prirent le chemin de la capitale.

LIVRE IV.

—

LE PIÉGE.

I.

Transportons-nous à Bucaresci. Le 7 juin, après le départ d'Héliade et de Stephan Golesco pour Islaz, lieu du rendez-vous, les arrestations commencèrent dans la capitale avec une grande sévérité. On avait arrêté d'abord, comme nous l'avons dit, le capitaine Théologo et le professeur Negulici; plus tard, on arrêta l'archimandrite Josaphat Snagoveano, C. Rosetti, Jean Voïnesco II, ainsi que plusieurs jeunes gens et citoyens de toutes les conditions. On cherchait partout les frères Golesci, J. Bratiano et tous les autres membres du comité révolutionnaire; car le comité était déjà trahi. Jean Ghica était parti pour l'Occident d'où il devait se rendre à Constantinople. Les autres membres du comité s'étaient cachés. La maison d'Héliade fut envahie par la police et par des centaines de soldats. On fit des recherches dans tous ses effets et ses papiers; mais plus les rigueurs de la police augmen-

taient, plus les esprits s'irritaient, et plus les inquiétudes du gouvernement devenaient sérieuses.

Bibesco voulut sonder l'esprit des soldats en garnison à Bucaresci. Il alla visiter les casernes, harangua les officiers, et les avertit que l'État se trouvait en danger, et qu'on était à la veille d'une insurrection. Il leur demanda s'ils étaient prêts à soutenir le gouvernement. Les officiers supérieurs avaient déjà été préparés par Odobesco et Salomon, instruments de Duhamel. En effet, celui-ci se croyait au bout de ses intrigues. Il se voyait à la veille d'une insurrection fomentée par lui; il ne s'attendait pas à la surprise que le parti national allait lui causer.

Par conséquent, les officiers et les soldats répondirent qu'ils était prêts à mourir pour la patrie si l'ennemi venait de l'étranger; mais si l'ennemi était le peuple, ils ne pouvaient pas avoir la lâcheté de tirer contre leurs frères. Quelques centaines de mercenaires à la solde du consulat russe et des Roumano-phanariotes étaient considérés comme peuple par ces messieurs endoctrinés par Odobesco et Salomon. Mais lorsque plus tard le véritable Peuple voulut soutenir l'ordre, défendre ses biens et son gouvernement, alors il ne fut plus composé de frères, il fut massacré par l'ordre d'Odobesco et de Salomon.

Le domnu désolé, et peut-être connaissant l'origine de cette demi-révolte militaire, retourna au palais et ordonna de suite de faire cesser les arrestations. Dans la même journée, vers le soir, il reçut l'estafette de Maghiero avec la proclamation et la lettre des chefs du mouvement. (Voir page 80.)

Le pauvre potentat ne savait que penser : dans la caserne il avait reconnu les intrigues de Duhamel; dans la proclamation et dans la lettre qu'il venait de recevoir, il voyait tout à fait un autre esprit. En lisant ces deux pièces, on dit qu'il versa des larmes, et qu'il prodigua des

louanges au sentiment national de ses compatriotes (1).

Les initiés du parti national avaient aussi reçu la nouvelle que le mouvement avait éclaté dans la petite Valachie. Ils prirent tous courage, et le 11 juin, selon le programme tracé, tandis que les membres du comité révolutionnaire, qui devaient diriger le mouvement, se trouvaient cachés, — car cette espèce de gens ont le talent de se trouver toujours cachés dans de pareils moments, — plusieurs cadets de l'école militaire proclamèrent la Constitution dans les casernes. On vit des voitures parcourir rapidement les rues avec des jeunes gens portant des étendards tricolores, et criant : « Le domnu a signé la Constitution. Au palais, citoyens ! allons le remercier. » La Constitution était affichée et on la lisait sur toutes les places et dans les carrefours. Le Peuple envahit par milliers la cour du palais. Les rues ressemblaient à des torrents qui s'y précipitaient, et les soldats risquaient d'être engloutis ou écrasés par le nombre toujours croissant de la foule. Le domnu accepta la Constitution, et la signa publiquement ; il céda à la force morale, car il sentit qu'il obéissait à la voix de Dieu. Le Peuple était sans armes. On n'eut à lui reprocher aucun désordre, aucune parole audacieuse. Bibesco changea enfin le ministère ainsi que nous l'avons dit, convaincu qu'il allait être entouré d'amis véritables.

Les prisonniers politiques étaient déjà délivrés, et tous ceux qui s'étaient cachés pour échapper aux poursuites de la police, apparurent pour respirer l'air vivifiant de la liberté. Puis, on ne sait comment (2), Odobesco fut pro-

(1) Nous connaissons cette circonstance de M. C. Cheresco, le ministre de la guerre actuel, qui se trouvait présent lorsque Bibesco lut chez lui la proclamation.

(2) MM. Rosetti et Brătianó doivent le savoir.

posé pour le ministère de la guerre. Mais la liste des ministres était déjà imprimée. On effaça d'un trait de plume Tell, et la créature russe, celui qui devait plus tard massacrer le Peuple, le remplaça.

La trahison naquit le même jour ; elle était déjà conçue d'avance. Une fois la force armée hors des mains de Tell et de Maghiero, on n'attendait plus que l'arrivée des chefs du mouvement de la Petite-Valachie pour leur offrir les divers ministères, et les faire tomber ainsi dans le piége qui leur avait été tendu.

Cependant la réponse de ceux-ci, que nous avons citée précédemment, détruisit le complot. Bibesco, dans un moment lucide de patriotisme, avait été entraîné à céder aux réclamations générales, à se dégager des griffes de Duhamel, et à se jeter dans les bras de la nation. Mais le commissaire protectorial changea de tactique ; voyant que son plan avait échoué, et que Bibesco, par son assentiment à la voix publique, avait passé une éponge sur ses antécédents, et venait d'acquérir de nouvelles forces dans l'enthousiasme général, ce qui lui permettait de montrer les dents d'une manière plus légale que les chefs d'un gouvernement provisoire, en se mettant à leur tête ; il s'empara de l'esprit de ce potentat pusillanime et réussit à l'effrayer au point de lui faire abdiquer le pouvoir et de le déterminer à se retirer en Transylvanie, lui promettant que sous peu de jours il serait rappelé et reprendrait les rênes du gouvernement.

En effet, le troisième jour, le 14 juin, à deux heures du matin, Bibesco abdiqua, et par son dernier *office* (décret), il confia le gouvernement aux mains des nouveaux ministres qu'il venait de nommer. Il passa à Cronstadt, escorté du nouveau ministre de police, C. Rosetti. Quelques gardes nationaux avaient en leur possession le portefeuille du domnu. S'il contenait des papiers dont la publicité

pouvait être utile au pays et préjudiciable à la Russie, on en doit la non divulgation à C. Rosetti, qui s'empressa d'arracher des mains de ces gardes nationaux le portefeuille dont ils s'étaient emparé et de le remettre à Bibesco, ainsi que les dossiers des trois individus qu'on soupçonnait d'avoir attenté à la personne du domnu (1). Rosetti, avant l'explosion du mouvement, tenait dans le comité révolutionnaire un langage si violent contre Bibesco, que personne, parmi les membres, ne voulut adhérer à ses propositions; par sa conduite ultérieure, Rosetti, en passant d'une extrémité à l'autre, devint inexplicable à tous les hommes du mouvement.

Duhamel et Kotzebu quittèrent aussi la capitale, et se rendirent en Moldavie, en s'arrêtant à Foxani, menaçant de revenir en Valachie dans cinq jours, accompagnés par les troupes de leur maître.

Le pays resta presque sans gouvernement. Le même jour, après le départ du domnu, vers onze heures du matin, les vieux boyars se réunirent chez le métropolitain. Le bruit se répandit dans la ville qu'ils complotaient contre la Constitution. Le Peuple accourut en masse chez Nicolas Golesco, le ministre de l'Intérieur; et quoique convalescent, après une attaque de choléra, il l'emmena avec lui et se rendit dans la cour archiépiscopale pour demander raison de cette réunion de boyars. Le Peuple avait senti

(1) Nous ne connaissons sur cette question rien autre que ce que nous avons déjà dit, page 88. Plus tard, me trouvant avec M. Marcovici, homme dévoué à Bibesco, je lui parlais de cet attentat. Il me dit, en présence d'une autre personne : « Je ne crois pas que ce bruit soit fondé; je me trouvais au palais lorsque le domnu revenait de la promenade, et quand j'ai appris cette nouvelle, je descendis dans la cour avec M. Ilil, ancien professeur de la domna; nous visitâmes la voiture; elle ne portait aucune trace de balle. Je ne sais que dire sur cette question. Les uns affirment le fait; quant à moi, je n'ai aucune preuve pour me prononcer. »

qu'ils se préparaient, selon les instructions de Duhamel, à écrire afin de demander le secours des troupes russes, sous prétexte qu'ils craignaient les suites du mouvement. A la vue d'une affluence de Peuple aussi considérable et aussi imposante, et à la suite des interpellations menaçantes qui leur étaient adressées sur le but de leur réunion, les vieux boyars changèrent de tactique et protestèrent de leurs intentions loyales vis-à-vis de la patrie. C'est alors que le Peuple, pour s'assurer de leur sincérité, les invita à embrasser les étendards tricolores, et demanda la nomination par acclamation d'un gouvernement provisoire et des ministres. Il demanda encore la consécration des étendards nationaux, ainsi que la prestation solennelle du serment de la part du métropolitain et de tous les boyars.

On nomma le gouvernement et les ministres, ainsi que nous l'avons dit dans la lettre adressée aux chefs du mouvement dans la Petite-Valachie ; ensuite on fixa au lendemain, 15 juin, dans le champ de Philarète, la célébration de la cérémonie du serment à la Constitution et au nouveau gouvernement. On promit tout. Le Peuple se retira alors en bon ordre et promena dans la ville les étendards en grande pompe. Tous les citoyens furent invités à être présents à la cérémonie qui se préparait.

II.

Le 15 juin, presque toute la ville se trouvait au champ de Philarète qui, depuis, prit le nom de *Champ de la Liberté*.

Tous les ministres, les boyars, les fonctionnaires publics, les officiers et les soldats de la garnison avec l'artillerie, la garde nationale improvisée, les représentants de toutes les corporations, avec leurs bannières et leurs insignes, y assistaient. Le métropolitain, revêtu de ses orne-

ments pontificaux, accompagné du haut clergé et de centaines de prêtres, entouraient les reliques de saint Démétrius, le patron de la ville. En présence de tous, Jean Voïnesco II, qui venait d'être nommé ministre secrétaire d'État, prononça un petit discours au nom du gouvernement provisoire, dont les membres étaient encore absents. Ce discours, d'une éloquence évangélique, avait été composé par l'abbé Josaphat Snagoveano. Mais on y remarqua le passage suivant, ajouté à la fin.

Parlant au nom du gouvernement, ce passage était d'une éloquence plus que démocratique. Voici la fin du discours :

« Il sera prochainement convoqué une assemblée générale constituante. Dans quelques jours on procèdera aux « élections des représentants. Jusqu'alors le gouverne« ment réclame une pleine liberté d'action, et, dès que « l'assemblée aura ouvert ses séances, il lui rendra compte « de l'usage du pouvoir qui lui a été confié. Alors, dans le « cas où il aurait rempli sa mission selon l'attente et la « volonté du peuple, il ne vous demandera aucune recon« naissance, car il n'aura fait que son devoir ; mais, dans « le cas où il n'aurait pas répondu à sa mission, la seule « grâce qu'il réclame du peuple c'est que celui-ci ordonne « que ses membres soient traduits devant les tribunaux « comme traîtres à la patrie pour n'avoir pas employé, « dans des circonstances si graves et si périlleuses, toutes « leurs forces à l'accomplissement de leurs devoirs (1). »

Si ce discours eût été composé ou prononcé par un des membres du gouvernement, il n'aurait été que la promesse triviale et basse, commune à tous les hommes qui n'ont pas l'estime d'eux-mêmes, et qui, pour convaincre et se convaincre, recourent aux serments et aux obligations banales et indignes. Mais, fait et prononcé par une

(1) Traduction littérale. — Voir *Pruncă*, n° 3.

autre personne, sans l'autorisation du gouvernement, il ne peut être considéré que comme une insulte anticipée, tant pour le Peuple proclamateur que pour le gouvernement proclamé.

Ce passage du discours sera mieux compris par l'événement que nous allons voir tout de suite.

Le métropolitain, avec le haut clergé, célébra le service divin de la bénédiction de l'eau, et consacra les étendards nationaux sur lesquels on voyait inscrits les mots : JUSTICE, FRATERNITÉ. Puis, tous les assistants prêtèrent le serment suivant, la main sur l'Évangile et sur la croix :

« Je jure, au nom de Dieu et sur cette sainte Croix, que « je serai fidèle à la volonté de la Nation et que je la dé- « fendrai de toutes mes forces contre toute atteinte et « toute violation ; je jure que je n'agirai jamais contre « les intérêts de la nation, et que j'observerai et défen- « drai les vingt-un articles de la Constitution décrétée « par le Peuple, y collaborant selon mes forces et sacri- « fiant même ma vie pour eux et pour la Nation. »

On procéda de suite à l'élection du chef de la garde nationale. Le Peuple n'était pas préparé à une telle élection; il connaisait très bien ses hommes. On essaya de proclamer C. Aristias, l'un des chefs du parti national, ou le capitaine Théologo qui avait subi le martyre de la prison; mais des agents russes, revêtant le rôle de démagogues et de patriotes, proposèrent Scarlate Cretzulesco, l'ex-capitaine des gardes de l'empereur Nicolas, gendre de Villara. Plusieurs, parmi le Peuple, s'opposèrent à cette nomination; mais on lui imposa silence en le trompant et en lui faisant accroire que c'était le gouvernement qui proposait Cretzulesco comme chef de la garde nationale. Il fut nommé. Les bons citoyens se retirèrent remplis de fâcheux pressentiments, et commencèrent à avoir des

inquiétudes touchant les membres du gouvernement attendus pour le lendemain. Des centaines d'hommes prirent des chevaux de poste et louèrent des voitures pour aller à la rencontre de leurs élus, les avertir du piége qu'on leur tendait et les défendre au besoin.

Le *Prunco*, rédigé par C. Rosetti, insulta ceux qui, parmi le Peuple, avaient osé faire observer que M. Cretzulesco, étant connu par ses antécédents, il n'était pas prudent de lui confier le commandement de la garde nationale.

Expliquons mieux encore la conduite des réactionnaires. Le parti russe voyant l'agitation du Peuple, à la suite de sa réunion du 14 juin chez le métropolitain, s'était décidé à céder à la première impétuosité du mouvement populaire et à agir lentement et dans l'ombre, en se servant des exigences mêmes du Peuple. Il fit proposer lui-même la nomination d'un gouvernement provisoire; afin d'interrompre la voie légale du gouvernement laissé, par Bibesco, entre les mains des nouveaux ministres, et afin de faire parvenir ses hommes au pouvoir; ainsi, après avoir réussi à proclamer quelques-uns des siens, il parvint, le lendemain, sur le champ de la liberté, à faire proclamer Scarlate Cretzulesco chef de la garde nationale. Odobesco était déjà chef de l'armée; J. Voïnesco Ier avait remplacé Banof comme chef de l'état-major; Salomon était le chef du régiment en garnison dans la capitale; Mavros, son beau-frère et d'autres phanariotes, avaient passé en Moldavie auprès de Duhamel et de Kotzebu; le ban George Philippesco se préparait aussi à passer chez les Russes d'où ils devaient s'entendre avec leurs hommes disséminés dans toutes les classes, dans les fonctions publiques et même jusqu'au cœur du gouvernement.

Tous ces hommes avaient leurs créatures et leurs séïdes.

III.

Telle était la situation des choses dans la capitale et dans la direction du mouvement, lorsque le 16 juin les membres du gouvernement provisoire, appelés de la Petite-Valachie, arrivèrent dans l'après-midi, sans aucune autre escorte qu'un petit nombre de citoyens qui étaient venus à leur rencontre pour leur communiquer leur inquiétude. Les soldats de la régénération étaient, comme nous l'avons dit, restés en arrière à une distance de douze stations et suivaient à petites journées. Les membres du gouvernement se décidèrent à entrer à Bucaresci et à se placer sous la sauvegarde du Peuple.

A la barrière, le gouvernement fut reçu par la municipalité et par quelques ministres seulement, par la garde nationale et le Peuple. Dans l'enthousiasme général, on pouvait déjà distinguer une froideur mal contenue dans les discours de quelques-uns. Une dame se distinguait aussi par son enthousiasme. Elle portait avec elle des couronnes de fleurs qu'elle jetait dans les voitures des membres du gouvernement.

Parmi les membres du gouvernement, il n'y avait que les Golesci qui eussent leur famille dans la capitale, et l'urgence de se trouver tous ensemble, de travailler sans interruption, pendant les premières journées, les avait décidés à aller habiter tous l'ancien palais de la Ville, afin de pouvoir se concerter à tout moment.

Là, ils ne furent visités que par le Peuple. Héliade, tout fatigué qu'il était, improvisa un discours de remercîment où il rendit compte du mouvement dans la Petite-Valachie et de la marche de l'expédition depuis le 9 juin jusqu'au 14. Dans la foule, on distinguait un personnage taciturne, réservé, le menton appuyé sur son poing serré,

les lèvres contractées et cachées sous son doigt crispé, les yeux fixés, tel que Gœthe représente l'esprit du mal. Quel était cet homme? Un des membres du comité révolutionnaire. Nos lecteurs le verront plus tard. Tous les assistants le virent dans cette sinistre position, et chacun en se retirant faisait des conjectures plus ou moins douteuses.

Lorsque le Peuple quitta la cour du palais, les membres du gouvernement, refusant le repas que la municipalité leur avait préparé, allèrent en corps dîner au Casino afin d'y partager le repas commun avec les citoyens.

Dans la soirée, ils se réunirent avec les ministres au palais administratif pour s'occuper des mesures qu'ils devaient prendre afin d'assurer la tranquillité publique. Le premier papier qu'on leur présenta fut la démission de C. Rosetti et de Jean Bratiano comme secrétaires du gouvernement. Cette surprise produisit une impression fâcheuse sur tous les membres; ils se décidèrent à ne pas accepter ces démissions, on chargea Tell de s'entendre avec eux.

Parmi les ministres, il ne manquait que Campineano. On demanda la cause de son absence, et on répondit qu'il était décidé à ne pas accepter de portefeuille avant de s'être entendu avec Héliade.

Odobesco remplissait les fonctions de chef de l'armée. Parmi les mesures qu'on s'occupait de prendre, on proposa celle de réunir l'armée dans la capitale et de la disposer à surveiller l'ordre public. Odobesco s'y opposa, sous prétexte que les frontières et les quarantaines ne pouvaient pas être dégarnies. Lorsqu'on lui indiqua les moyens d'obvier à cet inconvénient, il eut la sincérité de se démasquer, en disant que des mesures semblables déplairaient à la Russie, et qu'il ne pouvait pas lui, ancien officier de la Russie, susciter des difficultés à cette puis-

sance. Sur l'observation qui lui fut faite que son langage n'était pas celui d'un homme de la Constitution, et que puisqu'il en était ainsi, il serait plus honnête de sa part de se retirer, il répondit comme tous les soldats qui ont la force armée entre leurs mains.

Les membres du conseil se retirèrent sans rien délibérer.

Le lendemain, 17 juin, Tell vit Rosetti et Bratiano, et leur fit observer que, selon l'engagement pris, les membres du comité révolutionnaire n'étaient pas libres de donner leur démission avant d'avoir conduit le mouvement à son terme; puis, leur demandant les motifs qui les engageait à s'éloigner du gouvernement, pour toute réponse, ils déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas demeurer avec les membres qui composaient ce gouvernement. Tell leur fit encore observer qu'ils n'avaient pas raison; car tous les membres étaient leurs coassociés dans le même comité fondé avant la révolution, et qu'ils ne s'étaient emparé du pouvoir ni par la force, ni par des intrigues, car ils avaient été absents de la capitale lorsqu'on avait acclamé le gouvernement; à peine arrivés, ils n'avaient pas eu le temps de commettre aucun acte bon ou mauvais pour gagner ou perdre dans l'opinion publique. Et par conséquent, Rosetti et Bratiano avaient tort de se retirer, après s'être une fois engagés avant le mouvement avec les mêmes personnes qui se trouvaient actuellement au pouvoir. Enfin, il conclut en leur disant: que ce n'était pas une raison suffisante pour dire qu'ils ne pouvaient pas demeurer avec ces hommes proclamés spontanément par l'opinion publique, sortis du sein du même comité révolutionnaire, professant les mêmes principes, et connus par leurs antécédents.

Rosetti et Bratiano restèrent inflexibles, et en se retirant, conseillèrent à Tell d'un air prophétique et amical

de ne plus dormir dans le palais. Celui-ci ne pouvait se rendre compte d'aucune manière de ces conseils de la part de deux amis aussi froids.

Un jour ne s'était encore passé que les réactionnaires préparèrent un club des soi-disant propriétaires qui devaient se réunir dans la salle des Momulo, le 19 juin.

La veille, le 18, cinq individus se présentèrent au palais administratif au nom des propriétaires, avec des réclamations sophistiques, en accusant le gouvernement d'être ennemi de la propriété. Odobesco était présent, et échangeait des signes d'intelligence avec ces cinq individus. C'est en vain que quelques membres du gouvernement s'efforçaient de leur démontrer qu'ils étaient dans l'erreur, et que les nouvelles réformes ne se basaient que sur le respect de la propriété ; ils connaissaient très bien la vérité ; mais ils ne voulaient pas la comprendre. Ils se retirèrent enfin avec la menace que le lendemain ils reviendraient avec une députation *plus nombreuse*.

A la fin de la soirée, Odobesco, toujours comme chef de l'armée, proposa de présenter au gouvernement l'état-major et les officiers en garnison dans la capitale, qui désiraient accomplir leur devoir en se présentant devant le gouvernement. Il fixa l'heure à midi, et ajouta que les gouvernements anciens avaient la coutume de faire attendre les officiers dans l'antichambre, ce qui humiliait beaucoup l'armée. Il pria donc les membres du nouveau gouvernement de vouloir bien se trouver tous à l'heure désignée dans la grande salle du palais, pour y recevoir les hommages et les félicitations des officiers, et pour donner des preuves de régénération en toutes choses.

IV.

Campincano, comme nous l'avons vu, avait été pro-

clamé ministre de la justice ; mais il se tenait à l'écart, il voulait, comme nous l'avons dit, s'entendre avec Héliade. Le 19 juin, ce dernier se rendit chez lui ; il fut *cordialement* accueilli. La conversation s'engagea sur les vingt-un articles de la Constitution.

— Il y a deux ou trois articles, dit Campineano, que je ne puis pas m'engager de défendre. Si vous pouviez...

— Je ne puis rien faire à cet égard, je ne suis qu'un individu. Telle a été proclamée la Constitution, telle elle a été adoptée par le Peuple. Nous avons prêté serment de la défendre ; si elle doit subir des modifications, ce n'est pas notre affaire, c'est l'objet de la discussion de l'Assemblée générale constituante : les représentants du Peuple sont les seuls arbitres de cette question.

Campineano jeta un regard sur la pendule.

— Vous avez une cérémonie aujourd'hui à midi ? Je n'osé plus vous retenir. L'heure approche.

Il était onze heures et demie. Héliade s'empressa de sortir pour aller au palais où le gouvernement devait recevoir la visite des officiers. Ils se séparèrent sans aucun résultat. Héliade se rendit au palais.

Tous les officiers y étaient déjà réunis, Odobesco à leur tête. Celui-ci, en voyant arriver Héliade, sortit de la salle d'attente et vint au bas de l'escalier pour le recevoir. Ses manières étaient si obséquieuses qu'Héliade rougit et fit semblant de ne pas comprendre que cette cérémonie avait lieu pour lui.

Tous les membres du gouvernement se trouvaient déjà dans la salle de réception. Odobesco s'y rendit et annonça ses subalternes. Les officiers entrèrent. Leur chef félicita le gouvernement, au nom de l'armée, par un petit discours.

Héliade remercia au nom de ses collègues et recommanda l'ordre et la tranquillité publique à l'armée ; il

leur rappela la voix de la Patrie qui s'était fait entendre par la proclamation constitutionnelle.

Odobesco engagea une espèce de conversation d'une manière très accentuée ; il présenta quelques observations.

Les autres membres du gouvernement prirent la parole afin de démontrer la sincérité du mouvement et afin d'expliquer que son but était de sauvegarder l'intérêt général, sans porter préjudice à qui que ce soit.

La visite de félicitations se changea en discussion et puis en une impertinente dispute de la part de quelques officiers. Odobesco tenait encore un langage décent quoique provocateur ; enfin, une voix se fit entendre du dehors : « *Les propriétaires arrivent !* » Alors Odobesco, changeant le ton humble et mielleux d'un Russe qui s'efforce de paraître poli, se donna un air imposant, et s'approchant d'Héliade : « Au nom des propriétaires, lui dit-il en le prenant par le bras, je vous arrête, monsieur... et vous tous, messieurs les membres du gouvernement, vous êtes arrêtés pareillement. »

Héliade regarda Odobesco avec dédain, et l'accabla de son mépris en lui rappelant, d'un geste éloquent, sa servilité hypocrite du bas de l'escalier. Il fut de suite entraîné par quelques officiers qui se chargèrent de le garder ; Tell fut désarmé et on le saisit pour le conduire à la caserne ; Maghiero, tirant son sabre, se fraya un passage parmi les officiers et alla s'enfermer dans une chambre avec deux de ses dorobans, décidé à résister jusqu'à la mort ; Stephan et Nicolas Golesci et N. Balcesco furent aussi arrêtés et conduits dans la même chambre qu'Héliade.

Deux compagnies, sous les ordres de Salomon, qui se tenaient en embuscade dans une rue de derrière, assaillirent le palais et l'envahirent la baïonnette à la main. Dix soldats furent postés pour garder les cinq prisonniers,

les fusils chargés et dirigés contre eux à bout portant. Héliade n'avait pas encore perdu tout son sang-froid ; il se mit à haranguer les soldats. Salomon parcourait toutes les salles en cherchant Maghiero et en donnant des ordres ; dès qu'il entendit Héliade parler aux soldats, il devint furieux et menaça le prisonnier de le faire fusiller sur-le-champ s'il ne se taisait pas.

Quelques-uns, parmi les amis de la Constitution, qui étaient venus pour assister à la cérémonie, se sauvèrent par les fenêtres du rez-de-chaussée ; ils parvinrent à donner l'alarme et à avertir le Peuple de l'arrestation de son gouvernement. En moins de cinq minutes, la cour du palais fut remplie. Le Peuple affluait, accourant de toutes parts ; Tell, délivré en chemin par la foule, montait, avec les plus intrépides, l'escalier du palais. Dans un clin d'œil les soldats furent chassés des appartements, les prisonniers délivrés, et Maghiero sortit de sa chambre.

Salomon était descendu et s'était mis à la tête des compagnies parjures. Odobesco était resté dans la grande salle, entouré de la foule ; apercevant Tell : « Écoutez, lui dit-il d'un air naïf, je n'ai voulu seulement que changer le gouvernement ; passons sur le balcon et proclamez-moi, ainsi que Campineano, comme ses chefs ; il faut apaiser les esprits. » Tell lui répondit qu'il ne pouvait pas parler tant qu'il se voyait sans armes et comme arrêté. On ne tarda pas à lui remettre un sabre. Tell alors lui dit : « Vous croyez apaiser les esprits en vous proclamant chefs du gouvernement? Vous vous trompez. Allons sur le balcon. »

Ils se présentèrent au Peuple avec deux ou trois membres du gouvernement. Tell proclama Odobesco et Campineano. Le Peuple, en colère, commença à crier : A bas Odobesco ! à bas Campineano ! à bas les traîtres ! La cour ne pouvait plus contenir la foule ; les rues étaient encombrées par le Peuple qui accourait toujours ; les salles

étaient pleines et des cris se faisaient entendre pour désarmer et pour arrêter Odobesco.

Celui-ci eut la présence d'esprit de se désarmer lui-même, car, autrement, il eût été massacré par le Peuple en fureur. Campineano, qui venait d'arriver pour s'entendre proclamer et prendre les rênes du gouvernement, essaya encore de sauver Odobesco ; mais on menaça de mort tout homme qui se présenterait comme défenseur du traître.

V.

Les soldats étaient encore dans la cour. Ils se tenaient à l'écart. Une dame s'avança au milieu du Peuple, armée de deux pistolets ; elle se précipita contre les soldats en allant droit à Salomon, et en invitant les citoyens à expulser de la cour les parjures. C'était la même dame qui avait reçu le gouvernement à la barrière avec des couronnes de fleurs. C'était madame Ipatesco. Le Peuple fut électrisé à sa vue, et la suivit pour éloigner les soldats. Un bruit horrible se fit entendre dans la cour et dans les rues. Les membres du gouvernement reparurent de nouveau sur le balcon. Voyant le conflit qui allait s'engager entre les deux partis, ils ordonnèrent aux soldats de se retirer. Salomon répondit qu'il ne reconnaissait pas d'autres ordres que ceux de son chef Odobesco. Celui-ci sortit et lui ordonna d'obéir.

Les soldats évacuèrent la cour, et feignant de se retirer, ils se mirent toujours en embuscade dans le même endroit qu'ils avaient occupé avant l'attentat. Tout était calme. Le Peuple se réunissait par groupes pour garder et défendre le palais et pour se diriger vers plusieurs points de la ville. Une voix se fit entendre de nouveau : « Les traîtres, voyez-les, ils ne sont point partis. Ils se sont cachés derrière le palais. »

La foule se précipita avec fureur hors du palais pour chasser les soldats. Salomon commanda le feu. Il y eut parmi le Peuple neuf morts et une dizaine de blessés.

Le remords du crime et la peur d'être assailli par le Peuple firent perdre tout courage à Salomon, et le décidèrent à se retirer avec les soldats à pas précipités pour regagner la caserne et s'y mettre sur la défensive.

En chemin, près la préfecture de police, il fut assailli par une partie du peuple qui venait au palais. Il ordonna de nouveau de faire feu. Il n'y eut cette fois que des blessés. Enfin, il atteignit sa caserne. Là les soldats revinrent de leur ivresse. — Car, avant de les emmener au palais, on les avait fait boire en quantité. — Le repentir les avait saisis. Ils commencèrent à présenter des observations à leur colonel, mais celui-ci se fiant encore à quelques-uns qui lui étaient plus dévoués que les autres, et à l'artillerie qu'il avait en son pouvoir, résolut de tenir tête au péril.

De l'autre côté, le Peuple, afin de défendre le gouvernement et de retenir Odobesco prisonnier, avait élevé deux barricades en face et derrière le palais. La foule devenait compacte. Personne dans la ville ne resta indifférent. En deux heures, tout le monde fut armé et remplit les places et les rues voisines du palais ainsi que celle qui conduit à la caserne.

La vue des morts et des blessés excitait les spectateurs : l'indignation devint générale, et toute la capitale demandait vengeance, demandait la mort d'Odobesco et de Salomon. Les uns se postèrent autour du palais pour ne pas laisser échapper Odobesco. Les membres mêmes du gouvernement furent menacés de mort s'ils osaient montrer la moindre sympathie pour cet homme.

Plus des deux tiers du Peuple se précipitèrent avec fureur autour de la caserne. Elle fut entourée et menacée

d'être incendiée. La foule était imposante et terrible même par sa juste indignation. Elle demandait seulement aux soldats de lui livrer Salomon, pour pouvoir fraterniser avec eux. Ceux-ci étaient indécis, ils se trouvaient entre le remords d'un côté et la discipline de l'autre. Salomon les excitait à ne pas se laisser séduire, car ils allaient, disait-il, être victimes de la vengeance populaire qui ne connaît pas de transaction. Les soldats, quoique pâles et énervés par le fratricide qu'ils venaient de commettre, se préparaient à défendre leur colonel. Le carnage allait recommencer plus horrible, lorsque le métropolitain fut envoyé par le gouvernement avec N. Balcesco et quelques notables de la ville. Il vint proposer à Salomon de se rendre et de mettre l'artillerie à la disposition du Peuple. Il lui promit à cette condition le pardon et l'oubli de son crime.

Les canons furent rendus au Peuple et transportés au palais; les soldats fraternisèrent avec les habitants de la ville.

Le soir était déjà venu. Salomon se préparait à partir pour s'expatrier. Le Peuple se forma par groupes qui se postèrent en embuscade à toutes les issues et barrières de la capitale, occupèrent tous les chemins pour ne pas laisser Salomon échapper à leur vengeance. C'est en vain que les hommes du gouvernement conjuraient les masses de ne pas violer la foi de la capitulation, de ne pas souiller leurs mains par un meurtre, et de laisser la justice punir les coupables. Le Peuple était implacable. Pour ne pas laisser le chemin libre à une telle anomalie dans la loi, et pour sauver Salomon, selon la promesse solennelle qui lui avait été faite, le gouvernement envoya Constantin Aristias, colonel de la garde nationale, qui jouissait d'une grande confiance parmi le Peuple, afin qu'il occupât un jardin hors de la ville d'où Salomon devait se mettre en route. On lui donna l'ordre de l'empê-

cher d'aller en avant, car partout l'attendait la mort. On lui enjoignit encore de prévenir tout attentat; mais pour satisfaire le Peuple, d'arrêter le criminel et de le conduire sain et sauf dans le couvent de Cernica, situé à une station de la capitale. Cet ordre fut exécuté.

On annonça dans toute la ville que les deux criminels étaient prisonniers, et que leur punition aurait lieu selon les lois. Le Peuple se calma, et toute la nuit fut tranquille.

Il est à remarquer que dans le premier moment d'alarme, lorsqu'on annonça l'arrestation des membres du gouvernement, tous les négociants fermèrent leurs magasins, s'armèrent à la hâte et accoururent au palais. Un de ceux-ci, dans la précipitation qu'il mit à prendre part à la prise d'armes générale, oublia de fermer son magasin, et mettant les clefs dans sa poche, se rendit au palais. Il y demeura avec la foule jusqu'à l'arrestation de Salomon. Vers minuit, il se retira dans sa famille. Le lendemain se rendant à son magasin comme d'habitude, il le trouva ouvert, et crut qu'il avait été volé. Il fit des recherches, mais tout se trouvait à sa place, argent et marchandises.

Le 20 juin, par l'ordre du gouvernement, on célébra la cérémonie des funérailles des victimes.

Jamais la Valachie ne vit un plus beau spectacle; une grande magnificence avait été déployée; la piété et le patriotisme avaient concouru à cette solennité. Tous les habitants de Bucaresci encombraient la grand'rue qui mène du palais à la cathédrale. Toutes les fenêtres étaient tendues de deuil. Les corporations avec leurs bannières précédaient le cortége. Un bataillon de garde nationale et un peloton de cavalerie suivaient; venaient ensuite les évêques, les archimandrites, les prêtres et les diacres par centaines, tous vêtus de leurs vêtements sacerdotaux. Les autorités civiles et militaires devançaient

et suivaient les cercueils. Les membres du gouvernement venaient immédiatement après les parents des martyrs.

Deux chars épiques et colossaux construits en forme de mausolées, traînés chacun par huit chevaux revêtus de housses blanches, portaient les cercueils. Des hommes en guise de statues emblématiques, et tenant des guirlandes de fleurs, étaient au pied des pyramides tronquées qui supportaient les morts. La musique jouait des marches guerrières pleines d'allégresse, car ce n'était pas un chant de mort, c'était un hymne de gloire. Sur la colline et dans la cour de la cathédrale, des milliers d'hommes de toutes les classes attendaient.

Le métropolitain avec le haut clergé se tenait en face du portail pour recevoir le cortége.

Le soleil couchant inondait de ses rayons de pourpre ce spectacle, et le vent du soir portait au loin les mille voix des cloches plaintives.

Après la célébration du service divin, après le *de profundis*, Héliade prononça une oraison funèbre (1), et lorsqu'il vit le Peuple ému, les cœurs gros de larmes et de piété, il s'adressa aux parents des morts et à tous les assistants :

« Au nom du Christ, dit-il, qui pardonna sur la croix à ses ennemis ; en mémoire de ces martyrs dont les restes mortels se trouvent devant nous, et dont les âmes sont face à face avec Dieu ; au nom du dix-neuvième article de la Constitution qui abolit la peine de mort, je vous conjure d'accorder la grâce des criminels. » — Le Peuple s'écria comme un seul homme : « Que la grâce de Dieu

(1) Nous n'avons pas en ce moment l'original de cette oraison ; si nous pouvons par la suite nous la procurer, nous la joindrons aux notes.

soit avec eux ! Loin du Peuple la tâche du sang ! mais pour la tranquillité publique, les criminels, après avoir subi leur jugement, devront être exilés. »

VI.

On sait déjà que C. Rosetti et J. Bratiano, infatigables, avaient donné leur démission dès le premier jour de l'arrivée des membres du gouvernement provisoire ; mais, dès qu'Odobesco et Salomon furent arrêtés, ces deux ex-secrétaires vinrent reprendre leurs fonctions sans y être invités. Le gouvernement les reçut avec satisfaction, croyant qu'ils étaient revenus de leur erreur et que c'était une preuve de leur zèle pour la cause publique. Rosetti, dans la même journée, se mit à rédiger un acte, de la part du gouvernement, pour justifier Odobesco envers le Peuple. Son *Pruneo* fit les mêmes efforts. Bratiano redoubla de zèle et de courage même pour voir, nuit et jour, Odobesco, pour faire introduire sa femme dans la prison et pour lui offrir des services contraires aux règles de l'arrestation. Cette conduite finit par devenir un scandale pour le public. Le Peuple commença à murmurer. Lorsque le gouvernement fit des observations à Bratiano et à Rosetti sur leur manière d'agir, ceux-ci s'excusèrent en disant que c'était seulement de leur part un sentiment de générosité envers des ennemis vaincus.

On nomma une commission d'officiers pour juger les deux criminels ; on chercha un homme de loi pour accuser Odobesco et Salomon de la part du Peuple et des parents des victimes. Trois jours se passèrent sans qu'on ait pu trouver un avocat qui voulût se charger d'accuser les hommes de la Russie ; enfin, l'ex-capitaine Ciocârdia, juge du district d'Ialomitza, eut le courage de se charger de ce soin pour donner cours au jugement.

On avait congédié tous les volontaires du camp de la régénération; les paysans avaient été déjà renvoyés dans leurs foyers ainsi que les dorobans du district de Romanati; ils n'y restait que deux compagnies d'infanterie et une division de cavalerie, sous les ordres du colonel Plessoïano. Le lendemain de l'attentat d'Odobesco, ces deux compagnies arrivèrent à Bucaresci et avaient été casernées dans le palais national, afin de prévenir toute tentative de la part des réactionnaires pour délivrer les criminels et pour troubler de nouveau la tranquillité publique. Par conséquent, chaque soir une compagnie se trouvait sous les les armes et avait pour mission de surveiller les prisonniers. Rosetti et Bratiano se formalisaient toujours de ces appareils de surveillance; ils en venaient jusqu'à se quereller avec les membres du gouvernement, leur faisant observer qu'un gouvernement libéral n'avait rien à craindre, qu'ils étaient sans courage et que de semblables apparences finissaient par inquiéter le peuple.

Comme le public soupçonnait Campineano d'intelligence avec Odobesco, un jour le bruit se répandit que plusieurs centaines d'hommes étaient partis de Campina pour Bucaresci, afin de délivrer Odobesco et Salomon. Les habitants de la capitale étaient en mouvement, et les plus notables parmi les négociants se rendirent chez Tell pour l'exhorter à envoyer quelques détachements de soldats fidèles sur le chemin de Campina. Tell, afin de tranquilliser les esprits, ordonna de faire venir de la caserne un peloton de cavalerie. Les soldats étaient déjà portés devant le palais et attendaient des ordres pour leur départ. Rosetti et Bratiano ne connaissant pas la destination de cette troupe, ils vinrent en toute hâte demander à Tell ce que signifiait ces préparatifs. Celui-ci leur en expliqua la cause; mais inquiets, ils ne furent pas satisfaits; ils s'adressèrent à tous les membres du gouverne-

ment d'un ton presque accusateur contre Tell. Leur manière de se comporter et d'agir était une énigme. On ne pouvait pas expliquer leurs inquiétudes incessantes sur chaque mesure de surveillance et d'ordre. Rosetti était connu comme excentrique, mais Bratiano n'avait pas encore donné aucune preuve d'extravagance.

Cependant le jugement des criminels avançait. Salomon venait de paraître deux fois devant les juges. Sa lâcheté le faisait trembler et pleurer sans cesse ; il s'adressait à tous, il les suppliait pour obtenir sa grâce. Il invita un jour Maghiero à venir le voir ; celui-ci s'empressa d'aller le consoler et de l'exhorter, pour l'honneur de ses compagnons d'armes, de ne pas descendre à un tel point de découragement. Le même jour, il invita Héliade à venir le voir ; puis Tell. Ceux-ci s'empressèrent aussi d'obtempérer à son désir. Chacun d'eux sortit étonné de la chambre du prisonnier. Lorsqu'ils se rencontrèrent, ils se demandèrent mutuellement ce que Salomon leur avait dit en secret. Il avait tenu le même langage à tous les trois. Il leur avait déclaré que, fidèle à la Constitution, il n'aurait jamais fait cause commune avec Odobesco, si celui-ci ne l'avait pas assuré qu'il ne s'agissait pas d'une réaction, mais d'un changement de gouvernement, de l'arrestation d'Héliade, de Tell et de Maghiero, remplacés par Campineano, Odobesco et un autre. Pour preuve de son dévouement à la Constitution, il avança que, dans la conspiration où il avait pris part, il se trouvait aussi des hommes du mouvement. Il nomma Rosetti et Bratiano.

Une autre accusation venait donc de paraître ; d'autres arrestations allaient se faire. Le Peuple savait que ces deux personnages vivaient en bonne harmonie avec les membres du gouvernement. Pour éviter le scandale, pour ne pas donner des motifs au public de soupçonner qu'il y avait des divisions dans le gouvernement, les trois col-

lègues se décidèrent à se taire, à surveiller de près les deux accusés et à sauver les apparences. Ils s'étaient proposé de ne pas se hâter, lorsque l'idée leur vint que Salomon, en lâche, pouvait avoir eu recours à la calomnie, croyant, par ce moyen, échapper à la punition qu'il croyait devoir encourir. Cependant, depuis cette accusation, la méfiance s'était glissée dans leurs âmes et ils commençaient à s'expliquer toutes les démarches de Rosetti et de Bratiano, démarches qui, jusque-là, les avaient rendus inexplicables.

Chaque jour, la réaction s'organisait de plus en plus. Odobesco, par l'entremise de sa femme que Bratiano introduisait chez lui, même la nuit, se trouvait en relation avec les officiers du régiment de Salomon. Dans la caserne s'ourdissait un nouveau complot pour délivrer les deux prisonniers et assassiner les membres du gouvernement. Mais les deux compagnies, casernées dans le palais, étaient celles qui avaient levé l'étendard de la Régénération à Islaz; elles étaient fidèles et décidées à défendre la Constitution et ses hommes jusqu'à la dernière extrémité. — Du moins les réactionnaires le pensaient ainsi. — Les pièces d'artillerie, transportées par le Peuple pour la défense du palais, leur imposaient un respect assez considérable pour ne pas tenter un coup de main imprudent.

Les réactionnaires essayèrent donc d'inventer la fausse nouvelle de l'arrivée des Russes à Foxani, ajoutant qu'ils étaient prêts à envahir le pays. Le gouvernement, quoique informé par les rapports des administrateurs de Buzeo, d'Ibraïla et de Romanic, et quoiqu'il ne pût ajouter foi à ces faux bruits, envoya pourtant des courriers dans le but de s'informer de la vérité. Bratiano sollicita d'aller lui-même, avec une mission, à Foxani; et il semblait de partir. Rosetti tint sous une autre nouvelle qu'il quali-

fait de positive : savoir, que le consul anglais (1) de Bucarest venait de recevoir une estafette et l'annonce officielle, de la part de son vice-consul, que les Russes étaient déjà entrés en Valachie. Presque tous les membres du gouvernement crurent Rosetti, excepté ceux qui connaissaient l'accusation de Salomon.

La nouvelle ne tarda pas à circuler dans la ville, car on s'efforçait de la répandre comme venant de l'un des hommes du gouvernement. Elle causa une grande inquiétude. Les constitutionnels perdaient courage et les réactionnaires devenaient plus audacieux. Ces derniers propagèrent encore un autre faux bruit : ils disaient que les membres du gouvernement se préparaient à prendre la fuite et à abandonner la capitale. Le public connaissait déjà cette nouvelle, quoique dans le gouvernement on n'eût fait aucune allusion à ce sujet. Héliade, en sortant du Conseil, fut arrêté plusieurs fois dans la rue, pour être interrogé, par des citoyens et des connaissances, sur la décision prise des membres du gouvernement. Il ne pouvait s'expliquer comment ce bruit avait été répandu. Il tâcha de rassurer ses interlocuteurs ; mais leurs inquiétudes étaient très vives. Il ne tarda pas à rejoindre ses collègues, qui étaient aussi sortis comme lui ; il les informa de ce qui se passait. Personne ne pouvait s'expliquer cette mystification.

Vers le soir, la cour du palais fut remplie par le Peuple, qui venait empêcher le gouvernement de partir. C'est en vain qu'on s'efforçait de persuader aux masses qu'il n'avait jamais été question de départ ; que le gouvernement était décidé à attendre avec fermeté l'arrivée de l'ennemi, et à maintenir la tranquillité jusqu'au dernier moment. Elles

(1) Le consulat anglais protesta plus tard officiellement contre cette allégation qu'on lui avait prêtée.

ne voulaient rien entendre, rien comprendre. Les réactionnaires les excitaient, en leur faisant croire que la capitale devait rester sans direction et en proie à l'anarchie.

Il était dix heures du soir que la foule n'était pas encore partie. Elle se retira cependant en murmurant et en menaçant de revenir en armes. D'un autre côté, les réactionnaires se préparaient, avec les soldats de la caserne, à venir assaillir le palais afin de délivrer les deux prisonniers pour les mettre à la tête du mouvement réactionnaire. C'est alors que le gouvernement comprit la nécessité qu'il y avait, soit de résister pour se défendre, et commencer ainsi la guerre civile, soit de se retirer afin de distraire les esprits des préoccupations du moment. Le palais était assez fortifié pour résister aux soldats de la caserne et à quelques réactionnaires. Mais, dans un pareil cas, le gouvernement n'aurait obtenu d'autre résultat que de répandre plus de sang que Salomon n'en avait répandu au 19 juin. Il se détermina donc à se retirer à Turgoviste, l'ancienne capitale, à s'y installer et à attendre même l'arrivée des Russes avec lesquels il pouvait traiter plus avantageusement de cette dernière ville, voisine des montagnes. Par conséquent le faux bruit devint une réalité.

Le 29 juin, à l'aube du jour, les membres du gouvernement, avec une cinquantaine de personnes composées de fonctionnaires publics et d'amis et avec les deux compagnies casernées au palais, partirent pour Turgoviste, en laissant les deux prisonniers à la discrétion du Peuple qui déciderait de leur sort. — Qui doit encourir la responsabilité d'un tel acte?

LIVRE V.

—

Caïmacamie. — Turgovisle. — Pucioșa. — Rucar.

I.

A la première station de la capitale, la plus grande partie des soldats fidèles, travaillés par un des officiers (1), se refusèrent à suivre le gouvernement. Pour ne pas donner lieu à des propos et à des scènes plus scandaleuses, on se décida à licencier les soldats en leur procurant leur frais de route pour retourner chez eux.

Héliade, en partant de chez lui, suivit la route principale de la poste, croyant pouvoir rejoindre ses collègues ; mais ceux-ci avaient pris un autre chemin, et ils ne purent pas se réunir.

Cependant, dès le matin, dans la capitale, les réactionnaires se rassemblèrent chez le métropolitain et formèrent une caïmacamie monstrueuse et illégale. Celle-ci se chargea du gouvernement, rétablit les anciens fonctionnaires, expédia dans tous les districts l'ordre de ne plus se soumettre au gouvernement provisoire, de s'opposer à toute espèce de tentative de sa part et de persécuter ses fonctionnaires qui devaient être remplacés par ceux de l'ancien régime. La police prit les mesures les plus barbares. Afin de démontrer que les peines corporelles et dégradantes n'étaient point abolies, des citoyens de toutes classes furent fouettés dans toutes les préfectures, ainsi

(1) Nous ne pouvons pas encore affirmer la cause de cette révolte.

que dans les rues de la capitale. Le capitaine des gendarmes criait à haute voix qu'il allait ajouter encore dix livres de plomb à son fouet, et qu'il allait recouvrir le manche de peau roumaine.

Dans l'après-midi, on afficha sur les murs la circulaire suivante qui venait d'être envoyée dans tous les districts de la part du métropolitain :

« Les rebelles se sont enfuis de la capitale dans la nuit « du 28 au 29 juin, dès qu'ils ont appris que les armées « des hautes cours suzeraine et protectrice s'approchaient de nos frontières. Nous nous empressons d'annoncer cette bonne nouvelle à tous les habitants du « pays. En même temps, nous les avertissons que, de « concert avec MM. les boyars qui se trouvent dans la « capitale, des mesures ont été prises pour le rétablissement de la tranquillité publique, et, à cette occasion, « les habitants de toute classe et de tous rangs sont invités à accueillir, avec des sentiments de reconnaissance et d'amour, les sauveurs du pays.

« † Néophyte, métropolitain de la Hongro-Valachie, 29 juin 1848. »

« La Caïmacamie de la Valachie,

« A la suite de l'événement du 11 juin, connu du public, le domnu régnant, Georges-Démétrius Bibesco, « par sa retraite dans les états autrichiens, cessant de « gouverner le pays ; nous, en vertu du dix-huitième « article du règlement organique (1), en nous chargeant

(1) L'art. 18 du règlement, lorsque le trône est vacant, désigne, comme membres d'un gouvernement intérimaire (caïmacamie), le ministre de l'intérieur, celui de la justice et le grand ban. Les membres de cette caïmacamie n'avaient aucune de ces fonctions exigées. Bibesco, dans son acte d'abdication, avait laissé, pour

« des rênes du gouvernement, portons par cela, cet événement à la connaissance de tous les habitants du pays. « Nous avertissons en même temps tous les anciens fonctionnaires qui n'ont pas pris une part directe au renversement du gouvernement légal de reprendre les fonctions qui leur avaient été confiées par le domnu régnant.

« Le bano, Théodore Vacaresco,
Emmanuel Baleano.

« Bucaresci, 1848, 29 juin. »

La statue de la Justice, dressée dans la cour du palais administratif, par l'ordre d'Emmanuel Baleano, fut détruite, le 29 juin : « A bas! dit-il, renversez cette prostituée, la femme des révolutionnaires! » Comme s'il pouvait insulter les révolutionnaires en leur attribuant la Justice pour femme.

C. Cheresco, en qualité de secrétaire d'État, adressa une note aux consuls des puissances étrangères, dans les termes suivants : « L'ancien ordre de choses étant rétabli définitivement, comme il existait avant l'événement fâcheux du 11 juin, nous nous empressons de vous annoncer qu'une caïmacamie vient d'être nommée, et que tout va rentrer dans l'état normal. »

Dès le matin, Odobesco et Salomon furent délivrés par les officiers et les soldats du premier régiment. Odobesco reprit le commandement de l'armée, et Salomon celui de son régiment.

Tandis que les membres du gouvernement et les hommes dévoués à la Constitution s'éloignaient de la

gouverner le pays, les ministres qu'il venait de nommer. C'est pour cela que nous avons qualifié plus haut cette caïmacamie de monstrueuse et d'illégale.

capitale et des intrigues qui s'ourdissaient dans l'ombre pour amener un nouveau carnage, Jean Bratiano, qui était déjà parti pour Foxani, apprenant en route la nouvelle de la nomination d'une caïmacamie, abandonna sa mission, et se hâta de revenir à Bucaresci, au milieu des réactionnaires.

Il s'établit chez un parent d'Odobesco, d'où il entra en relations directes avec cet agent russe.

II.

Pendant que la réaction, à l'apogée de sa puissance, exerçait ses fureurs à Bucaresci, les membres du gouvernement provisoire, accompagnés d'une cinquantaine d'amis dévoués, approchaient de Turgoviste, l'ancienne capitale. Héliade se croyant toujours en arrière, s'efforçait d'atteindre ses collègues. Il arriva à Turgoviste vers le soir, et pour s'assurer si ses amis étaient dans la ville, il s'arrêta à la barrière, afin de s'en informer. Tout y était calme; personne ne savait encore rien de ce qui venait de se passer à Bucaresci; personne ne pouvait lui dire ce qu'étaient devenus ses collègues; on ne connaissait pas le chemin qu'ils avaient pris. Il jugea donc qu'il était prudent de ne pas se hasarder à pénétrer seul dans la ville. Il ne voulait pas se faire connaître.

Il envoya un de ses parents qui l'accompagnait vers l'administrateur, avec une lettre de recommandation, comme écrite de Bucaresci, le priant de mettre à la disposition du porteur deux dorobans, afin de le conduire dans les routes montagneuses de ce district. L'administrateur reçut l'envoyé avec tous les égards convenables, et il ordonna à deux dorobans de le suivre. L'administrateur, quoique du parti constitutionnel, n'était pas informé qu'Héliade se trouvait dans sa voiture hors de la ville.

Le parent d'Héliade, étant revenu avec les dorobans, à l'endroit convenu, ce dernier se décida à traverser la ville dans l'obscurité, à passer dans les montagnes et s'y arrêter jusqu'au lendemain afin de s'informer du sort de ses camarades.

A la distance d'une demi-heure de marche de la ville, un troisième doroban vint avec l'ordre de faire retourner les deux autres, et avec une lettre de la part de l'administration adressée au parent d'Héliade, qui l'invitait à poursuivre seul sa route, et à laisser les dorobans retourner à Turgoviste, leur présence étant très nécessaire à l'administrateur, *dans les circonstances actuelles*. Héliade comprit que la nouvelle des événements de Bucaresci était arrivée à Turgoviste. Il se décida à avancer sans escorte avec ses deux parents sans connaître la route qu'il suivait.

Après une marche de quelques heures, il s'arrêta au premier village où il descendit incognito chez le propriétaire et demanda un gîte. Il fut reçu avec toute la courtoisie connue en Valachie.

La maison boyaresque était une espèce de petite tour ressemblant à un pigeonnier au milieu d'une soi-disant cour. Pour arriver chez le maître du logis, il fallait monter une dizaine de dégrés d'un escalier raboteux, construit au dehors de l'habitation. Au haut de l'escalier se trouvait un grand balcon en bois appelé *pridvore*. De là, on entrait dans l'intérieur du manoir en s'abaissant par une petite porte donnant *dans une paire de deux pièces* (nous empruntons toujours les expressions locales). La chambre était occupée dans toute sa longueur par un lit ou divan qui avançait jusqu'à moitié de sa largeur. Ce divan était couvert d'un tapis du pays appelé *scortsa* (écorce), et garni de coussins. Sur le lit et au milieu, se

trouvait une petite table sur laquelle on voyait des papiers en désordre, et un encrier en cuivre présentant la forme d'un pistolet. Le boyar écrit, lit, mange et joue avec ses hôtes sur cette table. Du côté où il s'asseyait, on voyait une peau d'ours étendue. Un tapis turc décorait la muraille du côté du lit. Un sabre, quelques pistolets et quelques fusils de chasse y étaient suspendus en manière de panoplie. A l'une des extrémités du lit était la porte, à l'autre se trouvait une seconde table en bois blanc, couverte d'une nappe. Sur cette table on voyait le plateau indispensable avec la coupe de *dulceasta* (confitures) avec les deux verres en cristal et une demi-douzaine de petites tasses turques pour prendre le café. On y voyait aussi la boîte de pains à cacheter, le livre de prières, et des cartes à jouer, ainsi que le livre des comptes (catastiche). Pour tout meuble se trouvait trois chaises en bois blanc en assez mauvais état, une caisse qui servait de garderobe et en même temps de canapé. N'oublions pas aussi le poêle en briques, sur lequel étaient étalés avec orgueil une dizaine de livres remplis de poussière et surmontés de quelques œufs rouges, pieux débris des fêtes de Pâques, et transformés en colombes par les soins industrieux du maître du logis. Sur la muraille, du côté de l'Orient, étaient suspendues deux ou trois saintes images en bois, devant lesquelles brillait une lampe d'argent. Sur le haut des images reposaient les flambeaux de Pâques. Au-dessus de la caisse-canapé, il y avait deux petites fenêtres dont les vitres étaient en papier écrit.

Le propriétaire demanda à ses hôtes s'ils désiraient manger sur le lit, à la *boyaresque*, ou à la table carrée, à la *nemtsesque* (à l'allemande ou à l'européenne). On lui répondit qu'on préférait la seconde manière. La table qui supportait le plateau, le livre de prières, les cartes à jouer, etc., fut transportée au milieu de la chambre. On

prépara le souper, et les hôtes furent invités à prendre part au repas.

III.

— Vous venez certainement de Bucaresci ? demanda le propriétaire, et vous allez sans doute prendre les bains des montagnes ?

— Oui, monsieur, répondirent les hôtes, trouvant la demande très bien appropriée à leur situation.

— Quelles nouvelles avez-vous de la capitale? Est-il vrai que ce gouvernement provisoire ait l'intention de nous dépouiller de nos propriétés ?

— Nous n'en savons rien, cependant nous ne croyons pas à ce bruit. N'avez-vous pas lu la proclamation et le grand mot d'ordre : « Respect aux personnes, respect à la propriété? »

— Oui, mais ce sont des paroles pour nous tromper. Tout ce qui m'étonne et m'indigne, c'est de voir Héliade, après une vie si laborieuse, donner la main à ces brigands pour nous dépouiller de nos biens.

— Est-ce que vous connaissez Héliade ?

— Je ne le connais pas personnellement ; mais j'entends journellement parler de lui ; j'ai quelques-uns de ses ouvrages ; jusqu'ici je l'ai considéré comme notre littérateur, comme un homme honnête et profond. Mais d'après ce que je vois à présent, il a été un imposteur ; car il a fait cause commune avec des bandits. S'il tombait entre mes mains.....

— Mais quels sont les autres bandits ?

— Les Golesci, Tell, Maghiero et leurs semblables.

— Mais tous ces hommes sont aussi des propriétaires, des privilégiés plus grands que vous. Nous ne pouvons pas nous expliquer comment ils se sont laissé descendre

jusqu'à l'état de bandits, en exposant leurs propriétés, en abdiquant des prérogatives si belles, et en mettant aussi leur tête en jeu.

— C'est cela qui m'étonne aussi, *boyerule !* Il doit y avoir ici quelque mystère ; il y a quelque chose de diabolique. Moi, je ne suis pas de la capitale ; je vis, comme vous voyez, retiré ; mais j'aimerais à pénétrer, s'il était possible, dans les secrets des cabinets, et à savoir tout ce qui se passe. Je crois que ces hommes, comme les Golesci et autres, ont voué leur âme au diable, qu'ils sont devenus catholiques, qu'ils ont donné la main au pape et aux Français. Ils sont des antichrists, ces Français. J'ai lu l'histoire de leur entrée à Moscou : ils dépouillaient les églises des vases d'or et d'argent ; et à la place des lustres, ils suspendaient au milieu de la maison de Dieu les cadavres des chevaux (1). On dit que le père des Golesci a été un hérétique, un *farmaçon* (2) ; si cela est vrai, Héliade aussi doit être un farmaçon.

— Nous croyons que vous avez raison, car ces hommes ont détrôné le prince Bibesco ; c'était un bon prince.

— Ah ! non, pardon, *boyerule !* Je suis content que nous soyons débarrassés de ce tyran. Quant à cela, les révolutionnaires ont très bien fait ; ils méritent un *celeng* (3) ; mais quant à leur intention de détruire la propriété, ils méritent la potence.

(1) Les Russes avaient publié une brochure sur l'entrée des Français en Russie, où ces expressions choisies fourmillent à chaque page. Cette brochure a été traduite dans toutes les langues des chrétiens de l'Orient, et répandue par les soins de la politique russe.

(2) Franc-Maçon, prononcé par cette espèce d'hommes far-maçon, est synonyme de sorcier.

(3) Ancienne décoration turque.

— Pourquoi n'êtes-vous pas content de Bibesco? Il avait l'intention d'établir une noblesse dans le pays; il a expulsé des écoles la langue nationale; il a voulu faire apprendre à nos enfants le français et leur enseigner à tous les moyens de devenir hommes de salon. Il a cajolé tous les boyars. Plusieurs parmi eux ont fait fortune pendant son règne.

— Oui, ce qui est juste n'est pas péché, selon le proverbe. Mais moi, propriétaire et fils de boyar, j'ai été condamné, pendant son règne de cinq années, à languir dans ma retraite, sans aucun autre revenu que celui de ma propriété, sans aucune fonction et sans aucun titre. J'ai presque vieilli, et on ne me dit encore que simplement M. Take. C'est une injustice criante d'oublier de la sorte les fils des boyars. Le tyran! c'est dommage qu'on n'ait pas pu l'atteindre lorsqu'on a tiré sur lui. Les pistolets ont dû être chargés avec des cerises ou placés entre les mains de femmes.

— Si vous êtes content de la catastrophe qui renversa Bibesco, nous vous disons que, dans ce moment, les ennemis de la Constitution font tout leur possible pour rappeler cet homme que vous désignez sous le nom de tyran.

— Que dites-vous, messieurs? est-il possible? Alors les révolutionnaires sont des hommes comme il faut; ce sont les grands ciocoï qui sont les traîtres. Je vous disais tout à l'heure qu'il y avait ici quelque chose de diabolique. Moi, je ne suis pas un homme instruit, mais j'ai le sens de mes chiens de chasse. S'il est vrai que les ciocoï veulent rappeler Bibesco, je deviens révolutionnaire.

— Il ne faut pas vous presser, ni pour devenir révolutionnaire, ni pour croire aux calomnies et aux inventions qui placent les Golesci et leurs collègues au rang des bandits. Ne vous laissez pas influencer par les partis;

jugez les hommes d'après leur passé et d'après leurs actes présents.

— Mais, que font-ils dans les circonstances actuelles?

— Nous ne sommes pas au courant de leurs actes. Ce qui est incontestable, c'est que, depuis le 9 juin, le pays est en révolution, comme vous le dites, et vous êtes tranquille sur votre propriété. Ces hommes gouvernent depuis deux semaines, et nul n'a été lésé, ni dans sa personne, ni dans ses biens. Ils ne se sont emparé du gouvernement ni par la force, ni par la ruse ; à la voix du Peuple qui les appelait ils sont entrés en blouse dans la capitale et sans aucune escorte.

— Dites-moi donc, si cela est ainsi, d'où vient qu'ils passent pour être les ennemis de la propriété? car, voyez-vous, je suis tranquille ici. Les ordres que je vois venir à l'administration et au sous-administrateur sont remplis d'équité. Dites-moi, je vous prie, si vous savez quelque chose sur la question de la propriété?

— Tout ce que nous savons, c'est que les Russes ont l'intention de devenir maîtres de notre pays ainsi qu'ils le sont devenus de la Bessarabie.

— Tiens ! j'ai entendu dire que les boyars et les fils de boyars de la Bessarabie étaient aujourd'hui réduits à la misère. Pour toute ceinture, ils n'ont qu'une corde d'écorce de tilleul. On a vu, dans la dernière campagne, en 1828, des boyars de la Bessarabie conduisant les bœufs et les chariots des provisions.

— Nous avons aussi entendu plusieurs anecdotes semblables. Mais il s'agit à présent de la propriété. Dites-moi, s'il vous plaît, les paysans de ce village sont-ils propriétaires du terrain de leurs maisons et de leurs jardins? sont-ils *mosténi* (propriétaires, héréditaires)?

— Non, toute la terre ici m'appartient.

— Mais les paysans, sont-ils aussi votre propriété?

— Vous êtes donc étrangers, messieurs? Est-ce que vous ne savez pas que le paysan, en Valachie, n'est pas serf? Il est *clacass ;* il est libre ; il peut aller où bon lui semble.

— Mais, vous convient-il de voir un jour votre terre veuve de ses paysans?

— Cela ne se peut pas, car ils ne peuvent déménager qu'à raison de deux familles par année. Lorsque quelques-uns s'en vont, d'autres viennent. Quant à cela, je m'en soucie peu : « *Que le lac existe et les grenouilles n'y manquent pas.* »

— Mais au bout de quelques années au lieu des paysans roumains qui peuvent s'en aller de votre terre, si vous voyez des paysans cosaques venir la repeupler, comme cela s'est vu en Bessarabie, seriez-vous content?

— Ma foi, ceci demande réflexion. Ces hommes ne sont pas encore multipliés chez nous et ils sont assez impertinents. Vous prenez un fiacre, vous le payez, et, parce que le cocher est Russe, vous avez l'air *boyerle*, d'être son domestique. Les pauvres Roumains sont doux et dociles.

— Savez-vous ce qu'ont fait les paysans cosaques sur les terres des propriétaires moldaves de la Bessarabie?

— Non.

— Lorsque le propriétaire ou son fermier venait leur demander de remplir leurs devoirs pour la portion de terre qu'ils occupaient, ils faisaient semblant de ne pas comprendre le roumain. *Ya ni snayu*, répondaient-ils.

— Et ensuite?...

— Ensuite des procès sans fin ; et le Czar, pour en finir avec les procès, a trouvé convenable d'acheter les terres pour un cinquième de leur valeur, d'exproprier les propriétaires indigènes et de rendre les Cosaques propriétaires communaux. Voilà pourquoi ceux que vous

appelez boyars de la Bessarabie sont réduits à la misère. Aimeriez-vous un jour vous voir exproprier par le Czar, et, à titre d'indemnité, recevoir un cinquième de ce que vaut votre terre ?

— Je ne voudrais pas vendre ma terre, pas même pour le prix-courant d'aujourd'hui ; et, ma foi, tout ce que vous dites est bien évident, car je connais les Russes. Quel remède employerions-nous contre un tel état de choses ? Je vois que nos propriétés sont en danger. Les Russes ne connaissent rien autre chose que le mot *vasmi* (arracher), bourse, armes, cheval, femme, fille. Il est sûr qu'ils diront aussi *vasmi* ma pauvre propriété, le seul héritage de mes parents.

— Donc, pour être sûr de votre propriété, il faut multiplier vos alliés et vos forces ; il faut rendre vos paysans propriétaires d'une parcelle de terre ; ils vous la payeront à sa véritable valeur ; ils auront alors le même intérêt que vous ; et, au lieu d'être prêts à aller coloniser et peupler les déserts de la Russie, ils seront prêts à défendre leur propriété. Aujourd'hui, votre terre n'a pour défenseur que vous seul, mais alors, elle aura deux cents défenseurs, et, au total, les terres de la Moldo-Valachie en compteront des millions.

— Vous avez raison ; mais, en rendant les paysans propriétaires, je dois leur céder une partie de ma terre.

— Sans doute ; mais, selon le règlement organique, est-ce que vous ne devez pas leur céder deux tiers de votre terre ?

— Oui, mais pour cela ils me font la claca.

— Alors, ils vous payeront la terre, et l'intérêt de l'argent reçu est plus considérable que la claca.

— Je ne comprends pas bien ce calcul. Expliquez-vous mieux.

— Vous devez céder à chaque paysan, selon le règle-

ment, neuf pogones (environ quatre hectares) ; combien vous paie-t-il par année pour cette partie de terre, en travail ou en argent ?

— Deux ducats et demie, terme moyen (trente francs).

— Si vous lui vendiez cette parcelle de terrain, ou la moitié, selon les localités, supposons à six ducats le *pogone*, vous aurez une somme de cinquante-quatre ducats dont les intérêts vous donneront plus de cinq ducats (1). L'intérêt de l'argent, employé à travailler votre terre, vous rendra davantage que le travail forcé de la claca. Vous savez très bien ce que vous rapporte une journée de claca et une autre payée. Le paysan, une fois délivré, non tant de la légère condition de la claca, mais de ses abus qui lui volent plus de quarante journées de labours par an, aura son temps à lui pour faire fructifier sa petite propriété et pour louer encore un grand morceau de votre terre, avec des conditions plus avantageuses des deux côtés.

— Je vous comprends. Mais pourquoi ces choses-là ne sont-elles pas expliquées de la sorte dans la proclamation ?

— La proclamation, je crois, a posé des principes ; elle a voulu rendre le paysan propriétaire au moyen d'une indemnité, et, par conséquent, défenseur de la propriété. Quant à la quantité de la parcelle vendue au paysan, quant au prix de chaque *pogone*, à l'exécution de cette mesure, je crois aussi que ce n'était pas aux hommes du mouvement d'imposer, par la force, les conditions d'une semblable transaction, car ils devaient respecter la propriété ; c'était l'affaire des propriétaires de compren-

(1) Pour être exact, nous reproduisons cet entretien tel qu'il a eu lieu. Nous ne le donnons pas comme règle ; on peut changer la quantité de pogons et le prix de chacun, selon les circonstances, les localités, ou selon un calcul plus avantageux pour les deux parties.

dre leurs intérêts et de fixer la quantité de leur terre à vendre, ainsi que son prix ; c'était l'affaire d'une assemblée générale composée de représentants de tous les intérêts.

— On m'a donc trompé, je vois que ces révolutionnaires sont mes hommes et moi le leur. Je suis content, messieurs, d'avoir fait votre connaissance, je vous vois hommes instruits; vous avez fait sûrement votre éducation ou à Betch (Vienne), ou à Paris.

— Non, monsieur, nous sommes des Roumains comme vous ; nous ne sommes pas sortis de notre pays. Si nous avons pu satisfaire à quelques-unes de vos demandes, c'est que jusqu'à présent, par notre habitude de réfléchir plus mûrement sur les hommes et les choses, nous étions à même de vous éclairer.

Il était déjà tard. Le propriétaire céda à ses hôtes la chambre que nous venons de décrire, et quant à lui, il passa dans l'autre pièce qui n'était que le magasin du manoir. Ils se séparèrent pour se livrer au repos.

IV.

Nous laissons Héliade chez son hôte et nous retournons vers ses collègues ainsi qu'à Turgoviste. Dans la soirée, après le passage d'Héliade par cette dernière ville, les nouvelles de Bucaresci arrivèrent ainsi que les ordres du nouveau gouvernement ou de la soi-disant caïmacamie. Le lendemain, 30 juin, les réactionnaires de Turgoviste, accompagnés de leurs créatures et de leurs domestiques, se soulevèrent pour aller au devant des *révolutionnaires* et pour les empêcher d'entrer dans leur ville. Ils recrutèrent aussi à la hâte quelques autres hommes de toutes les conditions et se joignirent aux ouvriers ou aux zigani d'une fabrique appartenant à Ba-

leano ; ils formaient en tout une bande de plus de six cents hommes, armés de fusils, de haches et de bâtons. Les constitutionnels, comme nous l'avons dit, étaient tout au plus soixante, du reste bien armés ; mais leur intention n'était pas de se battre ; ils voulaient entrer dans la ville, et comme les choses avaient pris une tout autre tournure que celle qu'ils avaient présumée, ils n'avaient plus qu'à pénétrer dans le district de Monticello, soit pour s'y établir, soit pour passer en Transylvanie, dans le cas où l'on ne voudrait pas les recevoir dans ce district.

Les réactionnaires de Turgoviste, encouragés par leur nombre, vinrent leur chercher querelle. Non seulement ils voulaient leur interdire l'entrée de la ville, mais ils excitaient la foule à se précipiter sur eux, à les massacrer ou à les faire prisonniers.

Une dispute s'éleva, elle dura plus de six heures sous le soleil ardent des premiers jours de juillet. Toutes les fontaines et les puits étaient au pouvoir des assaillants. Quelques-uns, parmi les assaillis, avaient leurs femmes et leurs enfants avec eux ; une soif ardente les dévorait, les cris des enfants déchiraient les entrailles des parents, qui ne pouvaient se décider à tenter un coup de désespoir et à dissiper toute cette foule plus impertinente que courageuse.

On éprouve une profonde douleur à décrire la dépravation des hommes aveuglés par les passions et l'ignorance. L'état sauvage est préférable à la démoralisation et à la dégénération des peuples. Le mouvement en Valachie s'était opéré tout à l'avantage des paysans et des zigani. Les assaillis étaient des hommes auxquels il ne manquait rien dans l'ancien ordre de choses, que la paix de leur conscience. Ils ne pouvaient pas voir sans indignation les abus sans nombre qui pesaient sur tant de millions de Roumains. Dans ce moment, on voyait des

paysans et des zigani, pour lesquels ces hommes avaient tout sacrifié, plus fanatiques et plus terribles que les réactionnaires eux-mêmes. « Qui êtes-vous, s'écriaient-ils, pour venir changer les choses et ne pas les laisser telles que Dieu les a établies? Le boyar est destiné par le ciel à être boyar, et nous autres pauvres pécheurs nous sommes destinés à souffrir et à supporter les charges. Le zigan aussi est maudit et destiné à être esclave. Vous êtes des apostats, des catholiques qui osez renverser les décrets de la divinité. »

Les enfants dévorés par la soif criaient toujours ; les constitutionnels devaient en finir. La lutte allait s'engager ; les fusils étaient déjà levés, les détentes prêtes à partir, les assaillants non armés se préparaient à quitter le camp. Les ciocoï, quoique armés, commençaient à pâlir. L'un d'entre eux, ancien sous-administrateur, qui était presque leur chef, homme lâche et rusé, type de l'ancien boyarisme provincial, qui sait tirer parti de toute occasion, s'adressa à Golesci, Tell et Maghiero et leur demanda trois cents ducats (trois mille six cents francs.).

« Donnez-moi cette somme, leur dit-il, et j'imposerai silence à ce ramassis de canaille ; je ferai en sorte que tout le monde se retire pour vous laisser le passage libre. Vous pourrez aller où bon vous semblera, excepté dans la ville de Turgoviste. »

Les constitutionnels, comme on doit le penser, furent plus satisfaits de former cette somme, dans la situation actuelle, que de se frayer un passage à travers des cadavres. Ils la lui donnèrent, et le vieux ciocoïu, enchanté de sa bonne aubaine s'en alla avec un air fanfaron dissiper la foule qui était déjà disposée à se retirer d'elle-même. On fraternisa, les fontaines et les puits furent libres, on

se désaltéra. Les constitutionnels se mirent ensuite en route pour pénétrer dans le district de Monticello.

En avançant dans les montagnes vers Rucar, C. Rosetti, qui était du nombre des fuyards, se mit à causer avec un de ses compagnons, N. Balcesco.

« Eh ! Balcesco, lui dit-il, notre entreprise vient d'échouer; une caïmacamie s'est installée à Bucaresci. Il n'y a plus rien à espérer, mais faisons un rêve : supposons que le peuple dans la capitale se soulève de nouveau pour renverser la caïmacamie et pour nommer un nouveau gouvernement provisoire. Quels seront les membres appelés à le composer ? Voilà mon choix, si j'étais à Bucaresci, je ferais tout mon possible pour y installer Campineano, Odobesco et Cretzulesco ; Tell et Maghiero doivent leur céder la place, ainsi qu'Héliade. Quant à ce dernier, il faut le laisser encore une dizaine de jours dans le gouvernement, car nous craignons le peuple. Héliade a par malheur une grande popularité, comme tu le sais. Après une dizaine de jours, nous pourrons facilement nous débarrasser de lui.

Balcesco traita Rosetti comme un homme qui rêve et laisse trahir ses ressentiments ou ses desseins.

V.

Les événements que nous venons de rapporter n'étaient pas encore connus dans le village de M. Take. Dans la matinée du 30 juin, Héliade, avec ses deux parents, ne pouvant encore rien savoir sur le sort de leurs compagnons, se décidèrent à s'aventurer dans les montagnes. Ils prirent le chemin des bains de Puciósa pour laisser leur hôte dans l'idée que lui-même avait conçue dans la soirée. Comme ils se trouvaient encore près de Turgoviste, ils ne voulaient pas trop s'éloigner, espérant qu'ils

rencontreraient quelque part leurs collègues. Ils interrogeaient, avec ménagement tous les passagers qu'ils voyaient venir d'en haut et d'en bas. On n'avait pu encore leur apprendre rien de nouveau.

Enfin ils furent atteints par un voyageur qui venait de Turgoviste; c'était un villageois montagnard, il était dans sa voiture.

— Bon voyage, dit le villageois, suivant la manière habituelle aux paysans.

— D'où venez-vous, bonhomme, lui demanda Héliade?

— De Bucaresci.

— Quelles nouvelles?

— Très mauvaises.

— Quand êtes-vous parti de cette ville?

— Hier matin.

— Quelles sont ces mauvaises nouvelles?

— Notre gouvernement est dissous, ses membres sont partis. Je les ai accompagnés jusqu'à Turgoviste où les ciocoï ne les ont pas laissé entrer. Quel dommage! c'est fini de notre cause, de la cause du peuple.

— De quel côté êtes-vous? Où allez-vous?

— Je suis de Petrossitsa; je suis absent de chez moi depuis trois semaines. Nous avons un petit commerce du côté du Danube. Je viens souvent à Bucaresci, en y passant pour mes affaires. Je connais presque tous les boyars.

— Vous devez donc connaître aussi les membres de votre gouvernement, comme vous l'appelez?

— Parbleu! oui. J'ai vu hier les Golesci, Stephan et Nicolas. J'ai vu Gradisteano; j'ai vu aussi un beau et brave cavalier que je n'avais pas encore connu personnellement jusqu'alors, et qu'on disait être Maghiero. Mais quel beau guerrier! comme il monte bien à cheval, c'est

un véritable gaillard. J'ai connu hier aussi le général Tell, il m'a intéressé beaucoup ; mais sa femme et ses enfants m'ont déchiré le cœur. J'ai pleuré, j'ai pleuré, sacristi ! comme je ne me rappelle pas avoir pleuré à la mort de mon père ; car vous savez, messieurs, que l'homme n'est pas de pierre, et moi j'ai un cœur très faible. Les petites créatures ! comme elles pleuraient ! et les ciocoï avaient occupé toutes les fontaines. Je ne sais pas comment sont faits quelques hommes. Voyez-vous, tous les nôtres étaient armés, et quelles armes ! Les autres, en effet, étaient nombreux ; il y avait quelques centaines d'hommes, mais ils étaient presque désarmés. On n'avait qu'à tirer un coup de fusil pour les disperser comme ces corneilles qui ne savent que crier. Pourtant les nôtres souffrirent presque une demi-journée sans faire usage de leurs armes. Tonnerre de D... ! si j'avais eu un fusil, ce ciocoïu de sous-administrateur ne m'aurait pas échappé.

— Quel était ce sous-administrateur ?

— Tiens ! mais qui ne le connaît pas ? C'est le brigand de l'arrondissement, le caïphe des vieux ciocoï de cet endroit, Ispas Farcas, enfin. Il avait été destitué par notre gouvernement, et c'est pour cela qu'il voulait se venger hier. Ah ! comme j'étais content lorsque je vis que les nôtres sentirent enfin qu'ils étaient des hommes. Ils levèrent leurs armes ; et moi, je tremblais de joie, comme un chien qui regarde dans les yeux de son maître, et n'attend que le coup de fusil pour se précipiter sur le gibier. Tous les diables étaient dans mon corps ; je frottais mes ongles ; mais je commence à croire que je suis une bête de sinistre augure. Je dois avoir le mauvais œil ; car jamais je n'ai eu le bonheur de voir exaucer mes désirs. Voyez-vous, tandis que je n'attendais qu'un *paf !* je vois ce diable de sous-administrateur qui vient auprès de nos chefs, et *pipiri*,

pipiri, le chapeau à la main, ils parlèrent quelques minutes. Certainement que le sous-administrateur demandait pardon. Les nôtres, comme des imbéciles, firent les généreux, le laissèrent aller ainsi que la foule sans tirer au moins le plus petit coup de fusil.

— Que sont devenus les vôtres après cette aventure?

— Ils ont pris la route des montagnes, vers Rucar, je crois. Ils s'en vont peut-être dans le pays de Neamtzou (en Autriche), pour s'entendre avec plusieurs *langues* (1), et revenir avec des forces pour exterminer toute la race des ciocoï.

— Je ne crois pas cela ; ils ne sont pas méchants à ce point ; les ciocoï sont aussi des Roumains.

— Pardon, ils ne sont pas Roumains ; ils sont la salive du diable ; ils sont des *vénétiques* (étrangers parasites), des parvenus, des esclaves qui cèdent leurs femmes et leurs enfants aux Russes et aux Turcs. On les connaît à leur nom, qui sent la queue du diable. Quel est le Roumain ou le chrétien qui aurait un nom aussi diabolique pour terminer en *pulo*, comme *Argyropulo*, *Aghiutzopulo*, *etc.* ? Je me signe toujours quand j'entends le nom de *Pharmac* (synonyme de sorcellerie), c'est l'enfant de Lucifer, car c'est lui qui enfante les sorcelleries. — Et puis, où a-t-on entendu un nom plus sale que celui de Soutzo? Ces hommes sont-ils Roumains, sont-ils chrétiens, avec des noms comme Maouro, comme Linge, qui ne veulent dire que lécher les plats? Et les Villara, que je ne comprends pas, et les Rosetti, et les Banof, Koutchuturof, Pasnaski, etc., etc., sont-ils des Roumains? — Pour cultiver le terrain, nous avons l'habitude, nous autres paysans, d'extirper jusqu'à la racine toute mauvaise plante. Pour sauver le pays, on doit exterminer aussi

(1) On entend par le mot *langues*, nationalités ou peuples.

ces semences de l'enfer, tous les ciocoï dont le nom est synonyme de bec de Belzébuth (1).

— Mais les autres, comme les Philippesci, les Baleni, les Golesci, les Gradisteni, les Vacaresci, les Balaceni, et tant d'autres bons ou mauvais, grands ou petits, ne sont-ils pas aussi des ciocoï?

— Ah! quant à ceux-ci, c'est un autre bonnet, c'est une autre comédie. Il y a parmi eux des bons et des mauvais, mais ça sent le Roumain, ce sont des plantes qu'il ne faut pas extirper du terrain, mais il faut les greffer un petit peu..... vous me comprenez! et leurs fruits seront plus savoureux, plus exquis.

— Vous avez prononcé plusieurs noms comme étrangers. Que pensez-vous d'Héliade? C'est un nom grec.

— Il n'est pas Grec : je connais son père et ses oncles; ils sont Radulesci, d'ici, de Turgoviste; il est des nôtres; il est mon compatriote.

— Alors pourquoi s'appelle-t-il Héliade?

— Dieu ou le diable le sait. Les uns disent qu'il s'appelle Élias parce qu'il est inspiré par le prophète Élie; ou parce que tout ce qu'il dit et tout ce qu'il fait vient de Dieu. Moi, j'ai une autre opinion, je crois qu'il s'appelle Éliade, en mémoire de son père qui s'appelait Élie Radulesco.

Héliade demeura un peu en arrière pour se concerter avec les siens sur le chemin qu'ils devaient prendre. Il était presque impossible de passer dans le district de Monticello sans retourner vers Turgoviste. Les montagnes commençaient à devenir impraticables pour les voitures, à moins de suivre les grandes routes. Ils se décidèrent à avancer vers la frontière de la Transylvanie, et selon le dire du paysan, à y attendre leurs compa-

(1) *Cioc* veut dire en roumain bec.

gnons, ou à passer par cet endroit dans le district de Monticello. Le langage du paysan leur avait inspiré de la confiance. Héliade s'adressa à lui de nouveau.

— Comment vous appelez-vous, je vous prie?

— Jean Cherb. Mais vous?

— Toujours Jean. — Est-ce que Petrossitza est loin d'ici?

— Non. Dans deux heures de marche nous y serons rendus. Mais à propos, où allez-vous?

— Nous voulions aller pour quelque temps aux bains de Puciósa, mais les nouvelles que vous apportez de Bucaresci et de Turgoviste nous ont fait changer d'avis. Nous voulons passer par Petrossitza, afin de nous rendre aux bains de la Transylvanie.

— Dites-moi, franchement, n'êtes-vous pas par hasard aussi des nôtres? car il y a quelque chose ici dans mon sein qui ne me trompe jamais. Dites-moi la vérité, sacristi! et moi, je vous ferai passer la frontière sain et sauf. Car voyez, il vous faut quitter votre voiture. Vous ne pouvez aller avec elle que jusqu'à Petrossitza. De là, il vous faudra louer des chevaux accoutumés à gravir les montagnes. Je m'engage à vous en trouver. Avez-vous des passeports en forme? Dites-le moi, car si vous n'en avez pas, il faut dès ce moment prendre un autre chemin. Il ne faut pas passer devant le nez des autorités. Le logofète de la frontière est mon cousin. Il est Roumain comme moi, en habit blanc; mais sa femme se comporte en *madame;* elle a des bonnets, des châles; elle possède toutes ces diableries de la ville; et je crois aussi que mon cousin s'est habitué aux tournures et aux façons des ciocoï. Il vaut mieux changer notre route, si vous n'avez point de passeports..... « Ni voir le diable, ni faire le signe de la croix, » selon le proverbe.

— Nous avons nos passeports (1).

— Je vous le répète, si vous êtes des nôtres, ne vous hasardez point à passer par Petrossitza ; car outre mon cousin, il y a aussi deux diables de Grecs métis, les douaniers, qui ne sont ni Grecs ni Roumains, et qui sans être des ciocoï, sont cependant des réactionnaires enragés.

— Nous préférons passer par Petrossitza que de nous exposer à traverser des routes escarpées et périlleuses.

— En tout cas, je veux vous procurer des chevaux dans les villages par où nous devons passer avant d'arriver à Petrossitza. Il vaut mieux avoir vos chevaux tout prêts et ne pas attendre là où pourrait se trouver un œil ciocoïesque.

— Comme vous connaissez les localités, nous nous confions à vous.

— Alors avant tout, je veux vous dire une chose. Tenez, nous allons passer par ce village, c'est la résidence de la sous-administration de cet arrondissement. Un certain Ciorano en est le sous-administrateur. C'est un vieux ciocoïu, bon à greffer. Si quelqu'un parmi vous est connu de lui, il faut faire le tour du village, ou monter dans la voiture, en faisant semblant de dormir. Le chemin passe directement devant sa maison ; et le *diable ne fait pas des églises*.

— Nous ne le connaissons pas ; mais en tout cas, un de nous montera dans la voiture, et les deux autres marcheront avec vous en avant. Si l'on nous demande nos passeports, nous aurons le temps de remplir les formalités avant l'arrivée de la voiture. Si l'on cherche dans

(1) Depuis l'événement du 19 juin, pour parer à toutes les éventualités, les membres du gouvernement et leurs amis s'étaient munis de passeports en blanc.

la voiture, on ne verra que le troisième personnage dormant. N'est-ce pas bien?

— Très bien, et une fois les formalités remplies, vous monterez dans votre voiture et moi dans la mienne. Plitch! un coup de fouet et vite en avant! Vous me comprenez?

— Très bien.

Héliade monta dans la voiture qui s'arrêta un peu.

Les autres prirent les devants, à pied. Ils s'arrêtèrent devant la sous-administration. Les formalités furent remplies. Le sous-administrateur dormait. Il faisait sa méridienne boyaresque. Les passagers allèrent en avant, les voitures les suivirent sans être arrêtées. En sortant du village, ils montèrent tous en voiture et ne s'arrêtèrent plus qu'au second village.

Scherb chercha des chevaux de louage, mais il n'en trouva pas; car c'était la saison et l'heure où rarement l'on trouve des chevaux dans les villages.

Scherb en chercha en vain dans le troisième et le quatrième villages, et ses jurons se multipliaient à mesure qu'il approchait de Petrossitza. Enfin, désespéré, il résolut d'entrer dans son village et de laisser ses compagnons chez quelqu'un de sa connaissance, à la barrière. Un bruit vague de Bucaresci était déjà arrivé à Pétrossitza avant nos voyageurs. Personne ne voulait recevoir les passagers comme hôtes.

— Tonnerre de diable! s'écria Scherb, nous ne sommes pas des pestiférés. C'est un animal imbécile que le Roumain. Venez chez moi, messieurs, oui, chez moi, dans ma maison, pour démontrer à ces lâches que je n'ai pas peur de vous. Suivez-moi, frère cocher.

VI.

Les voitures traversèrent les rues étroites et rocailleuses du village. Scherb marchait en avant d'un pas ferme et la tête haute, d'un air qui distingue tous les montagnards roumains. La brise des Carpathes faisait ondoyer sa longue chevelure et lui donnait une allure triomphale. Il allait revoir sa femme et ses enfants après une absence de trois semaines ; il venait avec des hôtes dans sa maison ; ce n'était pas peu de chose pour les habitudes simples de ces bonnes gens. Il devança tout le monde afin de donner des ordres pour qu'on préparât des chambres et le repas.

— Scherb ! Scherb ! s'écria sa femme en courant au devant de lui. — Mon père ! mon père ! s'écriaient ses enfants ; ils l'embrassaient et sautaient autour de lui.

— Laisse-moi pour le moment, dit Scherb à sa femme en arrivant chez lui ; occupe-toi de nos hôtes ; prépare le dîner. Pour moi, je m'en vais chercher des chevaux. Mes hôtes sont des voyageurs qui doivent être au-delà des frontières le plus tôt qu'il leur sera possible.

En un quart d'heure la table fut dressée. Scherb avait pris les passeports de ses hôtes. Son cousin, qui portait le même nom que lui, était le logofète de la frontière. Le pauvre Scherb croyait que tout allait se terminer au plus tôt. Les passeports furent examinés : tout était en règle. Les chevaux que devaient monter les voyageurs attendaient dans la cour. Les trois hôtes étaient à table. La maîtresse de la maison et ses enfants s'occupaient du service. Un doroban vint sur ces entrefaites, et, d'un air assez poli, dit, en s'adressant aux personnes présentes : « Qui de vous, messieurs, s'appelle Stephan ? »

— Moi, répondit un des compagnons d'Héliade.

— Alors vous devez attendre encore ; vous ne pouvez pas partir. Nous venons de recevoir l'ordre de ne laisser passer aucun voyageur jusqu'à de nouvelles instructions. Le sous-administrateur va arriver ici dans quelques instants ; par conséquent vous n'aurez pas beaucoup à attendre. Vous vous expliquerez avez lui.

Stephan Andronic se rendit chez le logofète pour lui demander de quoi il s'agissait. Le logofète lui répondit qu'on le soupçonnait d'être Stephan Golesco. Scherb qui était présent poussa un cri d'étonnement ; il commença à protester, par tous les saints, que ce n'était pas Golesco, qu'il connaissait Golesco, que Golesco était brun et que son hôte était blond : il prenait sur sa responsabilité d'affirmer qu'il n'y avait aucun Golesco parmi ses hôtes. A l'appui de son assertion, il engageait ses biens, sa tête même ; il priait son cousin, il se fâchait, il jurait, il appelait à son secours tous les anges du paradis, il maudissait tous les diables ; car il était sûr, comme il le disait, que c'était la queue du diable qui se mêlait dans cette affaire si simple et si innocente ; il frappait de ses mains le passeport ; il faisait voir l'aigle roumaine ; il qualifiait son cousin de rebelle aux lois, d'apostat même en montrant la croix que portait l'aigle dans son bec.

En ce moment, on vit accourir quatre cavaliers. C'était l'aide du sous-administrateur avec trois dorobans. Ils descendent de cheval. « Où sont les trois voyageurs ? demande leur chef. Sont-ils partis ? » — On lui répond que non. Il devient pâle et jette son chapeau sur la table, essuie la sueur de son front ; un juron lui échappe entre ses dents.

— Je veux les voir, ajouta-t-il.

— Un des trois est ici, lui dit Stephan.

— Ah ! monsieur, excusez-moi, je suis distrait. Je re-

grette d'entraver votre chemin ; mais..... conduisez-moi, je vous prie, auprès de vos compagnons.

Il laissa ses dorobans, le logofète, les hommes de la frontière et plus d'une centaine de paysans accourus à la nouvelle de ce qui se passait, et suivit Stephan jusqu'à la maison de Scherb.

— *Salut, et*..... messieurs..... Je n'ose plus prononcer le second terme de la formule (lisez *fraternité*). Monsieur Stephan a eu la complaisance de décliner son nom ; je veux connaître aussi les vôtres, si cela ne vous contrarie pas.

— Moi, je suis J. Radulesco, et ce monsieur, Nicolas Alexandresco.

L'aide du sous-administrateur respira.

— Messieurs, ajouta-t-il, je suis peiné de vous déranger, mais vous devez retourner avec moi à la sous-administration. Nous venons de recevoir l'ordre d'arrêter tout voyageur, de le soumettre à un examen minutieux, de faire nos rapports et d'attendre de nouvelles instructions. Voilà l'ordonnance : « Et particulièrement une voiture avec trois voyageurs et un cocher qui a passé cette nuit par Turgoviste et que l'on a vue ce matin à Puciósa. » — Vous devez me suivre, messieurs, car cette voiture est la vôtre.

Nos voyageurs se préparèrent à partir et montèrent dans leur voiture. L'aide de la sous-administration et les trois dorobans montèrent à cheval et rebroussèrent chemin vers Puciósa, à la grande stupéfaction de tout le village rassemblé. Par l'ordre du logofète, qui avait aussi reçu des instructions particulières, la voiture fut entourée et escortée par une trentaine de villageois armés de fusils, de lances et de bâtons.

VII.

Le soleil était ardent et la chaleur étouffante. On marcha lentement pendant plus de deux heures. Les montagnes commençaient déjà à projeter leur ombre, et la fraîcheur se faisait sentir. Héliade pria l'aide de descendre de son cheval et de l'accompagner à pied, car il voulait aussi quitter sa voiture pour respirer plus librement et jouir du coup d'œil du paysage, admirable en cet endroit. La brise faisait frisonner les pins qui couronnaient les montagnes ; la fraîcheur de Jalomitza, sur les bords de laquelle les zigani oursari pêchaient l'or, ranimait les voyageurs exténués par une longue marche au cœur du soleil. Tout le monde mit pied à terre. L'aide ordonna aux dorobans et à l'escorte entière d'avancer avec la voiture. Héliade et lui restèrent une quarantaine de pas en arrière ; ils suivaient l'escorte à cette distance.

— Quel est votre nom ? demanda Héliade à l'aide.

— Jonnitza.

— Et celui du sous-administrateur ?

— Costake C.... an.

— Je connais sa famille ; mais pour Costake je ne le connais pas personnellement. De quelle opinion est-il ?

— C'est un jeune homme. Il vient d'entrer dans le métier d'*extorqueur* ; il est, du bout de son nez jusqu'au bout de sa botte, constitutionnel si la Constitution est encore en vigueur ; mais, ne vous y fiez pas, il sera l'instrument le plus actif de la réaction si la réaction prend le dessus. Que voulez-vous ? c'est un ciocoïu ainsi que tous les autres.

— Mais vous, n'êtes-vous pas un ciocoïu ?

— Si, s'il vous plaît, par métier, par besoin, mais non pas d'origine. Je suis né paysan. Ah ! monsieur, quel

malheur pour les pauvres *chrétiens* (1) que l'établissement de cette maudite caïmacamie. Lorsque j'ai reçu l'ordre de vous poursuivre, j'ai ralenti ma marche autant que possible pour vous donner le temps de vous éloigner et de passer notre frontière; mais un autre ordre envoyé au logofète m'avait devancé, et lorsque je suis arrivé à Pétrossitza, j'ai maudit tous les diables de vous avoir trouvé encore là.

— Et pourquoi cet intérêt?

— Oh! mon Dieu, pour vous sauver, car je crois que vous êtes des nôtres.

— Et vous êtes pour la constitution?

— Il faut être diable ou ciocoïu pour ne pas considérer ces vingt-deux articles comme plus sacrés que le Décalogue de Moïse.

— Vous connaissez ces vingt-deux articles?

— Comment donc... c'est moi qui les ai proclamés dans tous les villages de notre arrondissement; c'est moi qui les ai expliqués selon mon intelligence, à nos villageois, et plus je les repétais, plus je me sentais pénétré de leur véritable sens. Aujourd'hui même, je me trouvais dans les villages d'alentour, et je proclamais comme d'habitude la Constitution, lorsque j'ai reçu ordre de quitter cette mission et de courir à votre poursuite. Je vous ai vu ce matin passer en haut vers la frontière; je ne m'attendais pas à cette catastrophe.

— D'après ce que je vois, vous ne connaissez personnellement aucun de nous trois.

— Non, mais si je vous connaissais, j'aurais fait semblant de ne pas vous connaître. Je veux vous être utile, monsieur, et comme je ne vous connais pas, je suis forcé

(1) Les paysans roumains, par le nom de chrétien, désignent le peuple ou les pauvres.

de passer pour indiscret. Dites-moi, je vous prie, quel est le plus compromis parmi vous? je ferai tout mon possible pour le sauver.

— Et quels moyens avez-vous?

— Vous êtes trois; votre cocher cette nuit prendra les habits du plus compromis; je trouverai un paysan qui fera le cocher, et la personne qui devra être sauvée prendra les habits du paysan. Le ciaouch (le caporal) des dorobans sera chargé de la garde cette nuit, et deux chevaux seront prêts, l'un pour le fils du ciaouch et l'autre pour notre homme. Par des sentiers inconnus, à travers les montagnes et les vallées, demain matin ils seront hors de la frontière.

— Mais vous, que ferez-vous si l'on s'aperçoit de cette évasion?

— Dieu est bon! je suis convaincu que j'accomplis une bonne œuvre; et puis on ne me pendra pas.

— Mais si l'on nous connaît à la sous-administration.

— Ah! alors, il sera plus difficile de changer les personnes; mon Dieu! si je pouvais initier dans l'affaire le sous-administrateur! Mais qui peut se fier à un ciocoïu.

— Puisque vous vous intéressez à nous, je dois vous dire que le plus compromis parmi les trois, c'est moi. Je ne connais pas personnellement votre Costake, je ne sais pas s'il me connaît, mais sa mère...

— Comment? elle vous connaît?

— Oui.

— Alors tout est perdu... Oh! mon Dieu! quelle femme, et quelle fatalité! Elle est là, à Puciosa, et ce n'est pas son fils qui administre l'arrondissement, c'est elle; son fils est jeune encore. Il sent encore l'école, il a parfois de bons moments où l'on retrouve l'homme de Dieu; mais elle! elle est vieille, elle a vieilli dans les habitudes ciocïuesques. Elle domine son fils; mais en

revanche, elle est aussi dominée à son tour par ses quatre filles... J'y penserai ; nous avons le ciaouch, il ne faut pas perdre l'espérance.

La voiture et l'escorte entraient en ce moment dans un village. Jonnitza cria de ralentir un peu la marche et de s'arrêter au milieu du village. Les hommes, les femmes, accouraient pour voir les *sauveurs*, les *voleurs*, les *chrétiens*, les *latins* ; chacun avait sa dénomination. Arrivés au milieu du village, Jonnitza ordonna aux paysans réunis d'armer une vingtaine de jeunes gens vigoureux pour venir augmenter l'escorte. Tout fut prêt dans quelques minutes, et en sortant du village, Jonnitza dit à Héliade de ne pas encore monter en voiture.

— Savez-vous pourquoi j'ai pris cette précaution, continua-t-il ? A cause de la rivière, le chemin passe par un village d'un autre arrondissement que le nôtre. Là, se trouve la résidence de la sous-administration ; vous êtes passé par ce village aujourd'hui. Le sous-administrateur dormait, et lorsqu'en s'éveillant il apprit la nouvelle de la catastrophe de Bucaresci, et qu'il eut pris connaissance des ordres dont j'étais porteur et qui vous concernaient, il devint furieux contre les dorobans et ses subalternes. Il criait comme un enragé : « Ah ! s'ils tombaient entre mes mains, je les aurais rassasiés de justice et de fraternité. » J'ai voulu renvoyer les paysans dès que nous fûmes sortis de Petrossitza ; mais je me suis rappelé ce vieux Ciorano ; c'est pour cela que j'ai renforcé notre escorte. A de pareils hommes, on ne peut imposer que par le nombre ; nous sommes en tout plus de soixante.

— Croyez-vous qu'il essaierait quelque chose ?

— Je suis muni d'ordres qu'il n'a pas, car Petrossitza est dans notre arrondissement, il doit respecter les règles ; mais il est capable de tout en nous voyant peu

nombreux. Au moins je ne veux pas lui fournir la satisfaction de profaner notre cause par ses vociférations; il vaut beaucoup mieux montrer les dents à des hommes semblables.

— S'il est méchant, comme vous le dites, je m'étonne comment l'administrateur du district qui a été nommé par le gouvernement constitutionnel l'a maintenu dans ses fonctions.

— Ah! monsieur, vous ne pouvez pas vous imaginer l'hypocrisie et la souplesse de ces hommes; ils prient, ils rampent, ils promettent tout pour ne pas être destitués; et d'ailleurs croyez-vous que votre administrateur soit un véritable constitutionnel? Il n'y a que quatre jours qu'il nous a envoyé l'ordre de proclamer la Constitution dans l'arrondissement. Il y a tant de villages qui sont restés sans en avoir encore la moindre idée! Ce n'est pas ainsi que doit se faire la propagande, c'est une ligue infernale que celle des ciocoï. L'un persécute l'autre afin de nous démontrer qu'ils ont l'enfer dans le cœur; et puis tous se réunissent et s'entendent quand il s'agit de faire le mal. — Il est temps, monsieur, de monter en voiture; nous approchons de ce village, je ne veux pas que Ciorano vous voit. Oh! quel maudit vieillard! c'est la réaction incarnée sous la peau ciocoïesque.

Héliade monta en voiture, l'escorte traversa le village d'un air imposant; les fonctionnaires et les dorobans de la sous-administration la regardait passer en silence. Ciorano était déjà parti pour Turgoviste, impatient de s'informer des nouvelles de la capitale. Jonnitza respira; en sortant du village, il frisait sa moustache et faisait caracoler sous lui son cheval; à une centaine de pas environ du village il s'adressa aux paysans de l'escorte et leur dit :

« Enfants, vous pouvez retourner maintenant chez vous. »

Les paysans en furent enchantés. *S'audim de bine* (que de bonnes nouvelles nous arrivent ou bon espoir), s'écrièrent-ils en se retirant. — Bon voyage !

La voiture escortée seulement par Jonnitza et ses trois dorobans, se rendit à Puciósa dans moins de trois quarts d'heure ; c'était là que résidait la sous-administration. Les trois captifs devaient s'y arrêter pour y attendre leur sort.

VII.

Les paysans de Puciósa et les hôtes des bains étaient accourus à la sous-administration pour voir les trois prisonniers. La voiture passa à travers la foule. Héliade vit de loin la mère du sous-administrateur qui était sortie avec ses filles, afin de donner les ordres nécessaires à la réception des captifs. Héliade quitta la voiture et alla à sa rencontre pour la prier de ne pas prononcer son nom. Il entra de suite dans la soi-disant salle du bureau, pour se dérober aux regards indiscrets des curieux. La mère et les sœurs du sous-administrateur le suivirent. Les yeux de la vieille étincelaient de joie; le bonheur qu'elle ressentait la rendait éloquente, énergique, et presque folle. Elle courait dans la salle, elle allait à la porte en donnant des ordres sévères et contradictoires ; elle revenait auprès de son captif et lui prodiguait des consolations d'un air si froid qu'elles déchiraient le cœur plus que n'auraient fait des injures ; elle échangeait des regards et des paroles avec ses filles en riant à mi-voix ; elle se retournait et ses efforts pour s'arracher quelques larmes rendait sa physionomie terrible. On voyait qu'elle se perdait dans les pensées et les espérances qui assail-

lissaient son esprit dans ce moment ; on voyait dans ses regards, dans ses gestes qu'elle repassait dans son esprit les récompenses et les honneurs qui attendaient son fils pour la capture de l'homme qui se trouvait devant elle. Ne pouvant supporter l'émotion qui l'agitait, souvent elle était contrainte de s'asseoir ; mais à l'idée que ce captif pouvait lui échapper, elle se levait tout à coup par un mouvement convulsif et allait donner de nouveaux ordres encore plus sévères que les précédents. Le nombre des dorobans qu'elle avait sous la main ne lui paraissait pas suffisant pour la garde de la nuit ; elle engagea tous les villageois à venir entourer la maisonnette et surveiller les prisonniers sous leur responsabilité. Elle les menaçait tous des travaux forcés des salines, des supplices les plus affreux ; puis en rentrant elle s'adressait de nouveau à Héliade, et lui disait :

— Pardonnez-moi, mon enfant, les temps sont difficiles et la responsabilité qui pèse sur mon Costake me fait prendre toutes les précautions que vous voyez. Nous avons reçu des ordres rigoureux, nous sommes forcés de les remplir. Vous êtes un homme sage et prudent, vous êtes en état de comprendre la position où se trouve actuellement mon fils.

— Mais où est-il ? Ne puis-je pas le voir ?

— Il s'est rendu à Turgoviste ; il reviendra ce soir où demain matin. Demeurez tranquille, mon enfant ; je le remplace en ce moment et je rempli son devoir. Je me connais à tout, Costake est novice, c'est moi qui administre l'arrondissement.

Jonnitza entrait en ce moment dans la salle avec les bagages de ses hôtes ; entendant les dernières paroles de la vieille il balança sa tête en signe d'étonnement, et lorsqu'elle sortit de nouveau pour réitérer ses ordres : « Ne la croyez pas, messieurs, dit-il aux prisonniers,

tout est mensonge chez elle, son fils était ici jusqu'au moment où nous sommes entrés dans le village, il nous a vus, et il s'est retiré pour ne pas vous reconnaître. Oh ! les ciocoï ! ils sont humains ; ils ne peuvent pas résister à une prière, ils prennent la fuite lorsqu'il s'agit de faire du bien. Voyez-vous, il nous a laissé sa mère qui est en état de faire tout le mal possible, et qui, à une proposition quelconque de votre part, ne rougirait pas de vous répondre qu'elle n'a aucun pouvoir, qu'elle n'est qu'une femme..... »

— Désirez-vous quelque chose? demanda la vieille en rentrant, une dulceatza, du café ?

— Rien, madame, nous ne voulons que de l'eau et du repos pour le moment.

— Bre ! ciaouch ! de l'eau fraîche, vite ! m'entends-tu ? — Ah ! mes enfants, comme ils sont paresseux ces roumains (1), et surtout depuis qu'ils ont entendu qu'il n'y aurait plus de verges et de fouets pour leur dos ; on ne peut rien faire avec eux, tout était bon dans cette *bénie* Constitution (lisez maudite), excepté l'abolition de la bastonnade. Croyez-moi, je suis sans mains, depuis qu'il me manque le fouet.

Le ciaouch entra avec une cruche d'eau fraîche et jeta un coup d'œil sur Héliade comme pour lui dire : C'est moi le ciaouch.

— Manan ! l'apostropha la vieille, fais ton devoir, et ne regarde pas les hommes qui ne sont pas tes égaux. Va-t-en, fais voir ailleurs tes yeux de hibou, tu as vieilli dans le service, et tu n'as pas encore appris à te présenter devant des personnes comme il faut.

Le ciaouch sortit et ordonna à un dorobau de venir arroser et rafraîchir la salle où la chaleur était extrême

(1) Synonyme de *manan* dans la bouche de ces gens.

avec ses fenêtres ouvertes. Le soleil venait de se coucher, et les soirées sont très chaudes l'été en Valachie, jusqu'à ce que la rosée de la nuit commence à tomber.

Héliade demanda à rester seule avec ses compagnons pour se reposer un peu ; la mère du sous-administrateur sortit et donna des ordres pour que tous les curieux se retirassent. Il ne resta autour de la maisonnette que les dorobans et les paysans de garde, c'est-à-dire une troupe assez nombreuse.

Dans les villages de la Valachie, et particulièrement dans ceux des montagnes, les maisonnettes, ou pour mieux dire les chaumières, sont à d'assez grandes distances les unes des autres. La maison où se trouvait le bureau de la sous-administration était donc isolée ; c'était une construction rustique, destinée à être la maison du conseil du village ; elle ne contenait qu'une salle avec une petite chambre latérale. Pour tout meuble, elle ne possédait que deux divans en bois mal taillé, couverts de nattes. Pour parquet, elle n'avait que le sol, et pour table que quatre piliers plantés en terre et soutenant quelques planches clouées sur deux autres pièces de bois parallèles. Trois de ces murailles étaient trouées par une dizaine de petites fenêtres, sans rideaux, sans vitres, et dont quelques-unes étaient recouvertes de papier collé et déchiré en même temps. Sur le plafond enfumé bourdonnait les mouches, qui, dans cette saison, voltigent par milliers, et dont des centaines se débattent dans les tissus de l'araignée.

La nuit tombait, une lumière avait été allumée ; elle exposait les prisonniers à être vus du dehors par la foule. Héliade demanda qu'on éteignit la lumière, et protégé par l'obscurité il fit semblant de dormir.

Devant la maison était dressé, comme devant les habitations les plus distinguées, une tente, soutenue par

quatre piliers, couverte de feuillage et qui s'appelle dans la langue du pays *umbrariu*. Là s'étaient assis les principaux dorobans et les notables du village ; les autres étaient postés autour de la maison ; de temps en temps ils s'approchaient des fenêtres pour voir ce qui se passait à l'intérieur. Lorsque le ciaouch dans sa ronde les surprenait quelquefois, il les tirait par l'oreille et les repoussait au loin en leur adressant quelques mots à demi-amicaux, à demi-grondeurs. Celui qui se sentait tiré par l'oreille poussait un cri, et tous les autres éclataient de rire.

Plus la nuit s'avançait, plus le bruit cessait dans le village et autour de la prison. La lune brillait dans le ciel, se réflétait dans les ondulations de Jalomitza et blanchissait les vapeurs des collines environnantes. On n'entendait que les aboiements des chiens et que les chants monotones de quelques jeunes gens et filles du village qui s'occupaient encore de leur besogne ; on entendait encore quelques cris lointains des bouviers et et par intervalles la flûte des bergers. Les deux compagnons d'Héliade s'étaient endormis écrasés par la fatigue ; quant à lui, il ne pouvait pas fermer les yeux. Quoique livré à ses pensées pénibles, il sentait la beauté de cette nature vierge encore. Par une des fenêtres il contemplait le spectacle ravissant qui le transportait, et il respirait la fraîcheur vivifiante de la nuit. Par intervalle l'entretien de ses gardes le réveillait de sa rêverie et attirait son attention ; il se transportait alors dans un autre cercle d'études, en écoutant leurs opinions et leur langage figuré.

— Croyez-vous que ces trois hommes soient de ceux qui sont venus avec la justice et la fraternité ? demanda un paysan à ses compères.

— Ah bah ! répondit un autre, la justice est une chose

sacrée, elle vient de Dieu, et ces hommes n'ont rien d'extraordinaire en eux.

— Tu as très bien dit, frère Mâïneo (demain). Est-ce que les hommes de Dieu ont les moustaches rasées comme le pape? Deux parmi eux ont l'air chrétien, mais le troisième est évidemment un latin.

— Alors, s'ils ne sont pas des hommes de la justice et de la fraternité, reprit un quatrième, pourquoi les ciocoï de Turgoviste se sont-ils levés contre eux? Pourquoi nous force-t-on de veiller ici toute la nuit? Que signifient ces allées et venues de la cocona (madame)? Pourquoi ne peut-elle se reposer comme si tous les diables étaient entrés dans son corps?... Non, je crois que ces hommes sont de nos amis, car autrement ils seraient les amis des ciocoï, et par conséquent protégés par eux.

— Mais les moustaches du plus petit où sont-elles? Christ dans l'église a-t-il les moustaches rasées? Avez-vous vu un apôtre ou un saint sans moustaches?

— Tais-toi, Stan, les moustaches et la barbe ne font rien, tous les chats et tous les ciocoï ont des moustaches, et pourtant ils ne sont ni des apôtres, ni des saints. J'ai vu plusieurs négociants à Bucaresci sans moustaches, hommes d'honneur et d'*humanité* qui vous payent tout et vous honorent en vous donnant encore de quoi vous rafraîchir.

— Oui, oui! Jon a raison, reprit un autre. Il m'est venu une idée. Si par exemple, notre homme, pour n'être pas reconnu, avait été forcé de se déguiser en rasant ses moustaches? Ah!

— C'est ça, c'est ça....., s'écrièrent plusieurs voix. Comme il est habile, le vieux Sóre (soleil). Toujours son idée a quelque chose qui s'approche plus de la vérité que celle des autres.

— Je vous dis, mes enfants, reprit le vieillard, que les

trois hommes, s'ils ne sont pas les hommes de Dieu, au moins doivent-ils être les hommes des *chrétiens* (du Peuple); car, voyez-vous, ils sont persécutés. Je suis vieux, et pendant ma vie, du temps même de mon père et de mon grand-père, je n'ai point entendu dire qu'un homme, en habit bleu, ou un paysan comme nous, en habit blanc, un prêtre, un moine ou un prélat même, soit venu nous annoncer tant de belles choses qui vont au cœur du pauvre et du laboureur. Ces hommes ont dû lire d'un bout à l'autre l'Évangile; car voyez-vous, tout part de là. On nous a souvent annoncé la justice; mais j'ai toujours vu que c'était quelque chose qui n'était pas la justice. Voyez-vous, nous sommes assis sur la terre, et le ciel est au-dessus de nous, nous restons courbés; mais il faut parler droit. Nous nous disons frères, mais depuis que la terre roumaine existe, se rappelle-t-on des temps où la fraternité fut proclamée au nom du gouvernement? Ces hommes ont été à la tête du gouvernement, ont remplacé le domnu du pays. Voyez, ils ont proclamé la fraternité, et le fouet et les verges cessèrent d'être employés comme par un miracle divin; les loups de ciocoï sont devenus des agneaux. Je crois que nous approchons du dernier jugement. Il est temps que les brebis passent à droite et les boucs à gauche. Mais nous avons encore à subir des épreuves. Vous avez entendu dans la Sainte-Écriture que dans les derniers temps, avant l'avénement du Seigneur (qui est notre frère, notez bien), l'antichrist se montrera; il mettra le monde en feu, il égorgera les justes. Eh bien! voulez-vous que je vous dise qui est cet antichrist? C'est le mouscal (le russe).

— Le mouscal! Taisez-vous, vieux Sóre, s'écrièrent quelques voix, le mouscal est chrétien comme nous.

— Et le ciocoïu, n'est-il pas aussi chrétien comme nous? et cependant y a-t-il quelque chose de commun

entre Christ et lui? N'avez-vous pas entendu dans l'Écriture qu'antichrist sera un roi puissant, et que pour tromper le monde il se dira chrétien? Qui nous a fait autant de mal que les mouscali? Lorsqu'ils tombent comme les sauterelles sur notre pays, ils nous apportent la famine, la peste, le choléra; ils prennent nos biens, notre bétail, nos enfants; et lorsqu'ils s'en vont, il ne reste pas même de cendre dans le foyer du pauvre chrétien. Qui changea la claca en esclavage? Les mouscali. — Qui nous a apporté le *jobagie* (1) que nous ne connaissions pas? Les mouscali. — Qui nous a apporté pour la première fois le choléra? Qui nous a fait manger dernièrement de l'écorce d'arbre et de la poussière au lieu de farine? Les mouscali. Voyez-vous, nous avons eu cette année le choléra, et les mouscali sont à nos frontières; peut-être sont-ils entrés dans notre pays, dans Bucaresci même. Et pourquoi? Pour combattre ceux qui se sont soulevés pour les chrétiens, pour martyriser nos frères, pour faire crier les enfants dans le sein même de leurs mères. Et toutes ces choses ne vous désignent-elles pas assez l'antichrist?

— Malheur aux chrétiens! nous sommes dans les derniers temps, père Sóre.

— Écoutez! interrompit un autre paysan, j'entends le

(1) *Jobagie* est un mot inconnu en Valachie. C'est un mot hongrois qui signifie servage. Le règlement organique imposa, pour la première fois, en Valachie, à chaque vingt-cinq familles de village, le devoir de donner un homme, en service permanent, pour le propriétaire de la terre. Et ce service, de trois cent soixante-cinq journées par an, faites par vingt-cinq familles, fut appelé *jobagie*, car on ne trouva pas de mot dans la langue nationale qui aurait signifié servitude, sans produire un scandale. Le vocabulaire roumain doit cette richesse à M. Stirbeïu et à son digne compère, Villara, qui rédigèrent le règlement organique.

bruit de pas d'un cheval..... c'est un dorohan qui doit arriver de Turgoviste.

VIII.

Un cavalier passa rapidement auprès de l'*umbrariu* et descendit devant la maison de la mère du sous-administrateur.

Au bout d'un quart d'heure, la vieille vint accompagnée de Jonnitza ; elle ouvrit la porte et entra dans la salle des trois captifs avec une lumière. Le bruit et la clarté réveillèrent les compagnons d'Héliade. Les curieux regardaient par les fenêtres. La vieille avait l'air inquiet et préoccupé ; elle jeta un coup d'œil autour d'elle ; elle voulait faire ou dire quelque chose, et une idée quelconque la retenait.

— Comment vous portez-vous? demanda-t-elle aux captifs qui étaient réveillés. — Ceux-ci se frottaient les yeux.

— Dorobans, sortez, continua-t-elle ; éloignez ces manans des fenêtres ; dites-leur que je ferai arracher tout œil qui se tournera de ce côté.

Les dorobans sortirent. Il ne resta dans la salle que la vieille, Jonnitza et les prisonniers.

— De quoi s'agit-il, madame? demanda Héliade.

— Nous autres femmes, mon enfant, nous sommes toujours des femmes : *des robes longues, de l'esprit court.* Je vous ai laissés ici sans me rappeler la règle que vous ne devez point avoir d'armes avec vous. En possédez-vous?

— Oui. Vous pouvez les faire emporter, les voilà.

— Excusez-nous, mon enfant, mais nous devons aussi faire des recherches dans vos malles. Je sais très bien que

vous n'avez pas d'autres armes cachées ; mais nous devons accomplir notre devoir.

— Cherchez, madame.

Héliade donna sa clef, et ses compagnons les leurs. Les malles furent ouvertes. On cherchait toute autre chose que des armes. Les yeux de la vieille se fixèrent sur une bourse bien garnie. Ses mains crispées cherchaient d'autres bourses, mais elle n'en trouva plus. Il ne restait qu'à s'assurer si la bourse contenait de l'or ou de l'argent. C'était de l'argent ! La vieille s'attrista, elle s'arrêta ; puis une curiosité féminine la poussa à vouloir connaître la somme. Elle ne dépassait pas six cents francs (sept cents svanzigs d'Autriche).

— Comment, mon enfant, vous n'avez que cette somme ? et Costake m'écrit de Turgoviste que vous avez avec vous plus de 80,000 ducats (960,000 francs) !

— Ils ont disparu devant vos recherches.

— Non ; nous voyons la vérité ; mais les langues des hommes sont mauvaises. On dit que vous avez emporté avec vous toute la caisse centrale des monastères.

— Vous voyez qu'elle n'est pas avec moi.

— Je vois très bien ; mais comment se fait-il qu'ayant été à la tête du gouvernement, vous n'ayez avec vous que sept cents svanzigs ?

— Les autres ne m'appartenaient pas.

— Oh ! mon dieu ! mais vous pouviez faire une petite économie. Qui enfonce ses mains dans le miel sans les lécher ?

— C'est un vieux proverbe. Les hommes comme il faut doivent laver leurs mains pour ne pas être assaillis par les mouches.

— Vous êtes toujours le même, monsieur Héliade, l'homme que j'ai connu. Vous piquez d'une manière

assez fine. C'est pour cela que vous avez tant d'ennemis.

— Et d'est pour cela, madame, que j'ai des amis comme vous.

— Croyez-vous que je suis votre ennemie, parce que vous voyez tant de gardes autour de vous? Nous sommes responsables, mon enfant, et nous devons veiller.

— Au contraire, madame, je vous suis très reconnaissant de m'avoir fait entourer par tant de paysans que j'aime à voir et entendre.

— Mais je sens dans vos paroles quelque chose d'amer et de piquant.

— Que vous importent les paroles d'un captif? Vous avez la conscience pure, n'est-ce pas, madame? vous pouvez être consolée par la seule intention qui vous a conduit à venir nous visiter à cette heure.

— Oui, oui.

— Désirez-vous quelque autre chose, madame?

— Non. Dormez en paix. Bonne nuit!

— Bonne nuit, madame!

Elle sortit, et Jonnitza qui demeura en arrière, fit un signe de satisfaction en montrant avec la main le ciel. On ferma les portes. Les gardes reprirent leur poste. Le ciaouch s'efforçait de placer tout le monde sous l'embrarin; mais quelques-uns lui rappelaient les salines dont ils étaient menacés et persistaient à entourer toujours la maison.

Héliade, agité, se promenait dans la salle; ses compagnons l'invitèrent à se reposer.

— Je ne le puis pas, répondit-il; le contraste entre cette femme et les hommes du Peuple a bouleversé mon âme.

— Mais elle est assez polie; pourquoi l'avez-vous prise en antipathie? Si elle passe pour un peu gênante, c'est parce qu'elle est femme; et quoique le savoir-faire lui manque,

elle a la faiblesse de croire le posséder. Si son fils était ici nous aurions pu nous entendre avec lui.

— Tout est calculé, mes amis, et c'est le calcul qui me révolte ; c'est l'hypocrisie qui me dégoûte. J'aimerai mieux voir une haine prononcée. Je suis sûr que ce n'est pas pour les armes qu'elle est venue ici ; ce sont les 30,000 ducats qui ont enflammé sa cupidité ; les armes sont un prétexte.

— Vous avez une imagination vive, vous voyez souvent des choses qui n'existent pas.

— Je serais plus heureux si, souvent, je ne voyais les choses que ce qu'elles sont. Les hommes du dehors qui nous gardent sont peut-être plus sévères avec nous que cette femme ; et pourquoi ne me paraissent-ils pas méchants? Le vice et la méchanceté m'effraient lorsqu'ils se présentent sous cet aspect de politesse et d'humanité. Plus on monte les degrés de notre hiérarchie, plus la gangrène morale est épouvantable. Il n'y a plus d'espoir pour notre nation tant qu'elle sera gouvernée et administrée par cette race. Voilà ce que j'appelle une malédiction qui se perpétue de génération en génération ; et voilà pourquoi, nous, les hommes du mouvement, nous serons critiqués d'avoir été trop humains ou assez chrétiens. Il y a des hommes qui prétendent exterminer cette race.

— Pour sauver le corps on doit en couper les parties gangrénées.

— Oui, mais dans cette question, ce n'est pas la raison, je crois, c'est la haine et la vengeance qui dictent un régime semblable. Les vieux boyars ou les Roumano-phanariotes s'étaient réunis contre le domnu et désiraient même sa mort. — Les balles ou les coups de pistolet ne sont pas partis des mains plébéiennes. — Les boyars de la seconde et de la troisième classes nous critiquent de n'avoir pas exterminé cette race bâtarde de parvenus étrangers ;

les négociants et les bourgeois se récriaient contre tout ciocoïu du premier jusqu'au dernier rang ; les paysans, rempli d'une juste vengeance, au premier signe qui leur eût été donné, se seraient soulevés contre tout habit bleu. Nulle part le carnage ne serait aussi affreux qu'en Valachie. Le Peuple entier serait divisé en victimes et en bourreaux ; et puis les bourreaux seraient appelés à penser à l'avenir, et, dans l'ivresse du sang, à décréter des lois. Cet état de choses est fatal, même pour un Peuple indépendant et fort ; mais les Roumains, en s'exterminant entre eux, n'auraient fait que fournir un prétexte légal aux Russes pour anéantir leur nationalité. Tout homme qui pense, qui sait lire et écrire, qui possède quelque chose, qui aspire à la liberté, qui la comprend, serait exterminé. Ceux qui critiquent notre modération ne sont que des hommes, les uns aveuglés par les souffrances, les autres instruments ou dupes des plans moscovites. Nous ne nous sommes levés, selon mes efforts, que pour empêcher par l'ordre l'invasion des Russes, pour protester contre elle, avec raison, si elle avait lieu, et pour propager quelques principes qui, sans ce mouvement, ne pouvaient se répandre en Valachie, pas même avant un siècle. Les hommes qui pensent, quoique plus ou moins corrompus, ce sont eux qui sont en état de mieux comprendre ces principes, de les apprécier et de les rendre féconds. Les hommes qui pensent devaient être sauvés pour sauver la nationalité ; et, pourtant, voyez cette femme, voyez l'état des parents de ceux qui pensent ! ces hommes lèguent leurs habitudes et leurs vices à la génération future. Voilà ce que j'appelle malédiction, fatalité. Dans cette question, c'est la tête qui est menacée de gangrène ; ce ne sont pas les autres membres du corps. Coupez la tête, c'est fini de la vie. Mon but ne fut que de proclamer la Constitution basée sur nos droits et con-

tumes, elle est passée dans l'histoire de notre pays ; ma mission est remplie, sans avoir fait couler aucune goutte de sang, sans aucun exemple d'excès ou de désordre. Je suis presque convaincu que les mêmes sentiments ont inspiré Tell et Maghiero ; si les autres ont eu les mêmes idées, tant mieux pour la patrie, selon ma manière de voir. »

En attendant, les paysans s'entretenaient de la visite de la vieille, et, enfin, la voix de Sóre commença à dominer. Il soutenait que les Russes n'étaient pas des chrétiens et qu'ils étaient les instruments de Satan pour empêcher l'avénement du règne de Dieu sur la terre.

« Oui, c'est vrai, le père Sóre a raison, reprit un autre paysan qui écoutait attentivement. Les Moascali ne sont pas des chrétiens de même que les ciocoi ; ils nous trompent en mangeant des haricots pour nous faire voir qu'ils font maigre comme nous, et puis, dans leur sabbat, ils mangent de la viande de cheval et même de petits enfants ; ils ont parmi eux des Kalmoucks, des Kalkaouns et des Tatars qui ne sont que des habitants du Tartare.

« — Ah ! ah ! ah ! qui diable t'a soufflé cette idée ? quelle ressemblance entre Tatars et Tartare ? Mais les Kalkaouns, à quelles bêtes ressemblent-ils ?

« — Ce sont des hommes à deux bouches, l'une par devant et l'autre par derrière ; ils mangent des hommes. Par une bouche ils enfoncent leur nourriture, par l'autre ils rejettent les os. Ce sont ceux qu'on appelle des dragons. Les queues des chevaux qu'ils dévorent leur couvrent la bouche de derrière. Vous avez vu les queues de chevaux qui tombent du haut de leurs casques sur leurs épaules ? eh bien ! en voilà la preuve.

« — Tout ce que vous dites là est mensonge, hérésie, reprit le logofète du village ; depuis Alexandre-le-Grand, qui a exterminé tous les monstres, il n'y a plus de Kat-

kaouns ; et, depuis Jésus-Christ, il n'y a plus de dragons. Les mouscali sont nos frères, et ces hommes qui se disent constitutionnels seront cause de nos malheurs. Nous étions assez bien ; tout le monde était tranquille. Ils sont venus troubler la paix avec des promesses que l'homme n'est pas destiné à voir réaliser ici-bas. C'est dans l'autre monde qu'il faut aller chercher les espérances dont ils nous bercent. Il me vient, ma foi, la tentation d'envoyer ces trois farceurs, que nous gardons, chercher eux-mêmes leur justice et leur fraternité là où ils pourront les trouver. Vous êtes tous des imbéciles de croire à leurs promesses.

— Tiens ! reprit le nommé Stan, je ne savais pas que notre logofète était devenu un boyar. Il sent, le pauvre diable, qu'il porte un encrier à sa ceinture. C'est de là, logofète, que tu puises cette grande sagesse ciocoïesque ? Un paysan parler de la sorte, parce qu'il sait lire et écrire, c'est le diable incarné sur la terre. C'est plus encore, c'est Judas en personne.

— Logofète, *mere* logofète, reprit le vieux Sore, je ne sais pas lire, mais je sais tous les Évangiles par cœur ; car voyez-vous, j'ai plus de soixante-dix ans, et tous les dimanches et jours de fêtes je vais à l'église. Christ nous dit nettement dans la langue que je vous parle : Les pauvres sont mes frères ; les riches impitoyables n'entreront pas dans mon royaume. Qui a crucifié Christ ? Les hommes de César. Qui a demandé sa mort ? Les pharisiens, c'est-à-dire les ciocoï. Qui l'a trahi ? Un de ses disciples, un logofète, un homme comme toi, mon enfant. Il avait une bourse, tu as un encrier. Malheur à celui par lequel vient la tentation ! Et tu viens ici nous tenter. — Mes enfants, je vous le jure par mes cheveux blancs, tout chef qui dit : « Je suis plus grand que vous, je vous ordonne telle chose, et vous devez obéir ; » celui-là est ennemi du Christ, car il n'a pas commandé à ses apôtres, il les a

servis. Il est vrai que tout pouvoir vient d'en haut; mais le *véritable* pouvoir (le vieux appuya sur le mot véritable avec une gravité et une conviction si forte, que les hommes qui l'écoutaient semblaient être pénétrés de son sens), le pouvoir de la ruse, continua-t-il, est un pouvoir factice, il ne vient pas d'en haut; il n'émane que de l'esprit du mal. Ces trois hommes qui sont ici dedans, et que Dieu les sauve! sont inspirés par l'Esprit-Saint. C'est Dieu qui les a envoyés. Mais nous sommes aveugles; si nous n'avons pas la lumière, nous devrions au moins avoir la foi, car elle opère des miracles, et les chrétiens (lisez toujours le Peuple) seraient sauvés. »

La nuit était déjà avancée. Plusieurs parmi les paysans se découvrant la tête, prononcèrent le dernier verset de la prière dominicale : « Ne nous induis pas en tentation et délivre-nous du mal. » Ils s'étendirent afin de prendre un peu de repos et quelques-uns s'endormirent. Il ne restait d'éveillés que ceux chargés de la garde des prisonniers.

Le ciaouch faisait toujours sa ronde habituelle et invitait quelques paysans à s'endormir. Les compagnons d'Héliade s'étaient assoupis de nouveau. Vers les deux heures après minuit, une voix à peine intelligible se fit entendre dans la direction de la chambre contiguë : *Domnulé! domnulé! dormi?* (monsieur! monsieur! dors-tu?) Héliade, qui ne dormait pas, courut de ce côté, entra dans la chambre et attendit de nouveau que la voix se fit entendre. *Domnulé!* entendit-il encore; et il aperçut aussitôt une tête qui passait à travers la fenêtre : c'était celle du ciaouch.

— Que voulez-vous, ciaouch?

— Je me suis entendu avec le domnu Jonnitza. Tout est prêt; mais je n'ose rien faire cette nuit. D'après ce que je vois, nous serons encore ensemble jusqu'à la nuit

prochaine. — Sans cela, j'aurais tout risqué cette nuit. Dieu est bon ; espérez..... bon sommeil !

Il s'éloigna promptement. Héliade se retira sur son lit, et y demeura jusqu'au matin, sans pouvoir fermer l'œil.

VIII.

Le lendemain matin, à six heures, Jonnitza entra dans la salle des prisonniers, sous prétexte d'y chercher quelques papiers.

— Monsieur, dit-il à Héliade, si la cocona vient vous voir, dites-lui qu'elle vous fasse passer dans sa maison. Vous y serez mieux. Et j'ai fait tous mes préparatifs pour la nuit prochaine. Les ciocoï de Turgoviste n'osent pas vous amener dans cette ville ; ils craignent le Peuple. Ils attendent des ordres de la caïmacamie de Bucaresci. Trois dorobans avec celui de la nuit passée sont arrivés de la part du sous-administrateur avec des lettres pour sa mère.

— Vous ne savez pas ce dont il s'agit dans ces lettres ?

— La vieille ne m'en a pas parlé ; elle ne m'a parlé que du contenu de la première lettre qui lui annonçait les sommes importantes dont on vous croyait porteur. Mon Dieu ! quel danger vous avez couru ! Et quelle allégresse dans l'âme de la vieille ! c'est moi qui ai intrigué pour la décider à venir visiter vos malles sous prétexte de chercher des armes. Oh ! comme j'étais content lorsque j'ai vu la vieille déçue dans ses espérances, et lorsque j'ai vu votre honneur et votre... vie même hors de danger... Ils sont capables de tout ces hommes, ou bien moi, Dieu me pardonne, je suis alors un homme bien méchant de les soupçonner ainsi ; car j'ai soupçonné beaucoup de choses...

Jonnitza sortit en se recommandant à la discrétion d'Héliade.

Vers les huit heures, la mère du sous-administrateur vint visiter ses captifs ; elle ordonna d'apporter de la dulceatza et du café. Ses filles faisaient les honneurs. Héliade demanda à la vieille de le faire passer dans sa maison. Il avait la fièvre ; il voulait se reposer loin du bruit des paysans. Elle hésita un peu, mais ses filles la décidèrent à y consentir. Les prisonniers furent introduits dans la maisonnette privée du sous-administrateur.

C'était toujours une habitation rustique ; mais elle avait deux divans bien garnis, des meubles, une table, des fenêtres vitrées et décorées de rideaux. Héliade prit possession d'un divan et se coucha en s'enveloppant de sa cape et en couvrant même sa tête. Il s'endormit. Ses compagnons s'endormirent aussi. Tout le monde s'était éloigné. La mère et les filles étaient passées dans une maison voisine. Il n'y avait que le ciaouch et quelques dorobans qui gardaient la porte de dehors.

Quelques heures après Héliade se réveilla. En ouvrant les yeux, sur une chaise placée près de sa tête, il vit une jeune fille. C'était la sœur cadette. Elle paraissait timide, elle tremblait et mit son doigt sur ses lèvres ; elle regarda autour d'elle pour voir si les compagnons d'Héliade dormaient encore :

— Silence ! lui dit-elle. Levez-vous lentement et suivez moi.

D'un pas léger elle disparut dans une autre chambre. Héliade la suivit.

— Ma mère, poursuivit-elle, partira dans l'après-midi pour Turgoviste, mon frère la fait demander. Je crois qu'elle y passera la nuit. Voyez : de cette chambre, par ce grand trou que vous voyez dans le plafond, vous pou-

vez monter dans le grenier, et par l'ouverture de la cheminée vous pouvez passer sur le toit et descendre derrière la maison (1) où le chiaouch vous recevra. Allez dormir pour pouvoir veiller cette nuit. Si le chiaouch peut éloigner les dorobans à l'heure convenable pour votre évasion, vous sortirez par la porte, sinon, lorsqu'il s'entretiendra sur la *closca* (2), vous passerez dans cette chambre-ci, vous monterez, vous sortirez comme nous l'avons dit, et vous trouverez tout à votre disposition. Que Dieu soit avec vous, et souvenez-vous d'une fille... qui n'a pas un père.

Elle embrassa la main d'Héliade, et deux larmes exprimèrent ce que la parole humaine n'a jamais été en état d'exprimer.

— Allez vous reposer de nouveau dans votre lit, reprit la jeune fille.

Héliade l'embrassa au front en se rappelant ses enfants et la quitta avec une grande précaution pour ne pas réveiller ses compagnons. Il se coucha de nouveau. La jeune fille sortit de la petite chambre et disparut par la porte que le ciaouch lui ouvrit et referma après elle.

Quelques minutes après, les compagnons d'Héliade se réveillèrent et allumèrent leurs chibouks; celui-ci ressentit l'envie de les imiter. Le ciaouch annonça que les *domni* s'étaient réveillés. La mère et ses filles vinrent de nouveau leur proposer la dulceatza et le café. On voyait sur leur figure une prévenance inexplicable. Héliade demanda à la mère si elle avait quelque nouvelle de Bucaresci; si les Russes y étaient arrivés. Elle répondit

(1) La hauteur de ces maisonnettes de village n'est pas de plus de trois mètres.

(2) Closca signifie la poule par laquelle les Roumains désignent les Pléiades.

qu'elle n'en savait rien et qu'elle attendait encore une estafette de son fils pour partir et se rendre à Turgoviste. Elle lui dit encore que C. Philippesco, le ministre des finances, avait été arrêté dans cette dernière ville.

Vers midi le doroban attendu arriva et on ne voyait aucun préparatif de départ; un autre doroban partit, un autre survint encore. On voyait une grande agitation parmi les dorobans. On se parlait bas; les villageois se rassemblaient; les visiteurs des bains venaient à la sous-administration. Ce mouvement, que ne pouvaient s'expliquer les trois prisonniers, dura jusqu'à quatre heures de l'après-midi, lorsqu'un bruit se fit entendre du dehors: « Le voilà! le voilà! il vient, c'est le *coconu!* (le jeune monsieur), c'est le *domnu!* » Les prisonniers regardèrent par la fenêtre. De loin, on voyait s'élever une grande poussière sur la route. Quatre cavaliers accouraient ventre à terre. Les captifs étaient très émus, car ils s'attendaient à se voir livrer aux Cosaques qu'ils croyaient déjà à Bucaresci. Pourtant, dans leur malheur, ils s'estimaient encore heureux, car ils allaient quitter un lieu où tous les personnages qui les entouraient, en exceptant Jomitza, le ciaouch et la petite fille, ne leur inspiraient que du dégoût.

LIVRE VI.

LE GOUVERNEMENT INTÉRIMAIRE.

I.

Les cavaliers approchaient et le bruit des pas des chevaux, qui frappaient la terre rocailleuse, retentissait jusque dans le cœur des prisonniers. On commença bientôt à distinguer les arrivants : c'étaient trois dorobans et un jeune homme, le sous-administrateur, qui les précédait. Les paysans rassemblés firent place. Costake arrive. D'un air théâtral et martial à la fois il s'élance de son cheval, et, d'un geste impérieux, abandonne les rênes ; il se précipite dans la chambre des prisonniers en criant : « Où est domnu Héliade? » A ces mots, Costake, d'un air gauchement artistique, passe sa main dans sa chevelure trempée de sueur et remplie de poussière ; un mélange d'enthousiasme et de repentir se faisait voir sur sa figure égarée. Il entre, et, à la grande stupéfaction des deux prisonniers, il se jette à genoux comme un chevalier de mélodrame qui dépose son sabre aux pieds de sa belle en demandant sa grâce : « Pardon ! s'écria-t-il, pardon ! seigneur, vive la Constitution ! vive le gouvernement provisoire ! vive la liberté! vive Héliade! » Et ses exclamations n'en finissaient plus. Toujours à genoux, toujours gesticulant, exagérant le sentiment, la tête baissée, le regard éploré, les cheveux hérissés, il persistait à vouloir mourir prosterné

sur la terre ou obtenir sa grâce. Les paysans s'étaient effrayés se figurant que leur jeune monsieur était devenu fou. Les captifs restaient stupéfaits, ne sachant comment expliquer tous ces gestes et un changement si subit.

— Relevez-vous, monsieur, lui dit Héliade. Expliquez-vous : qu'est-il arrivé ?

— Seigneur, notre cause a triomphé ; la caïmacamie est renversée ; le gouvernement national est proclamé de nouveau et rappelé dans la capitale. Toute Turgoviste célèbre dans ce moment la grande nouvelle. On vous y attend. Je suis l'heureux messager chargé de vous annoncer l'allégresse générale, le salut de la patrie. Seigneur..... pardon, grâce ! ô notre généreux libérateur ! Mes gens vous ont maltraité, peut-être ? Oh ! mon Dieu ! que dois-je faire, si votre juste vengeance tombe sur ma famille ? Grâce ! grâce !.....

Et tout d'un coup se tournant vers les paysans :

— Pourquoi vous taisez-vous, imbéciles, manans ? Le voici votre sauveur, criez tous ; Vive Héliade ! Tombez à genoux, malheureux, et demandez grâce ! Village maudit, tu as retenu prisonnier dans ton sein le régénérateur de ma chère patrie.

— Calmez-vous, monsieur, lui dit Héliade, laissez les hommes en paix.... Mes frères, allons tous à l'église pour rendre au ciel des actions de grâce et prier Dieu pour notre salut général.

— Décidez de mon sort, reprit Costake. Avant de prier Dieu, remettez la grâce d'un coupable.

— Que craignez-vous, monsieur le sous-administrateur ? lui demanda Héliade. Votre destitution ? Eh bien ! cédez votre fonction à votre aide Jonnitza, vous serez nommé administrateur du district (préfet), vous vous rendrez avec moi à Turgoviste pour y entrer dans vos nouvelles fonctions.

Héliade n'était plus maître de lui-même. Il était égaré, presque ivre de surprise; son égarement l'avait emporté jusqu'à la fanfaronnade. Il y a des hommes qui savent supporter le malheur et que le bonheur écrase.

Héliade ne revint à lui-même qu'après avoir quitté l'église. En rentrant à la sous-administration, il reçut une lettre qui lui causa un grand dégoût. Elle commençait par des exclamations et des titres sans fin; elle félicitait la patrie et ses *sauveurs*, et finissait en ces termes :

« Jaloux de mon bonheur, le choléra m'a placé à deux pas de la tombe; je suis agonisant, et dans mes derniers moments, je fais des vœux pour ma chère et mon adorable patrie, et pour les salutaires institutions qui vont la régénérer. Je me meurs, et ce qui pour moi est pire que la mort, c'est de ne pouvoir venir me jeter à vos pieds et joindre ma voix mourante aux acclamations de ceux qui vous entourent, etc., etc., etc.....

Signé : Ispas Farcas. »

Héliade ne pouvait se rappeler ce nom qui, pourtant, ne lui était pas étranger.

— Quel est ce monsieur Farcas? demanda-t-il à Costake.

— C'est un malheureux, monseigneur, un ex-sous-administrateur, habitant de Turgoviste. Il se trouve actuellement dans un village, retenu par le choléra; il est à l'article de la mort.

Héliade se rappela le caïphe de Scherb, le persécuteur de ses collègues, maltraités et dépouillés par lui de trois cents ducats (3,600 fr.). C'est alors qu'Héliade se réveilla de l'état où l'avait fait descendre son changement inattendu de sa position. Une juste indignation s'empara de son âme et lui fit apprécier de nouveau les hommes qui l'entouraient; il étouffa sa colère, et demanda qu'on lui préparât sa voiture pour se rendre à Turgoviste.

En attendant, des égumènes (abbés) qui, jusqu'à ce moment, n'avaient même pas donné signe d'existence, sortaient de toutes parts, et demandaient la permission de venir présenter leurs hommages et leur bénédiction à celui qui venait au nom du Seigneur. Rien au monde n'était plus hideux que cette hypocrisie monstrueuse, cette flatterie grossière, dans un langage qui ne leur appartenait pas, et qu'ils empruntaient tout entier des versets du psalmiste si malheureusement appliqués. Héliade connaissait déjà quelques-uns de ces égumènes par leur vie scandaleuse, et souffrait de les voir profaner les livres saints avec tant d'audace.

Vers les six heures du soir, il partit de Puciósa avec ses deux parents, escorté par les deux dorobans de l'administration et par Costake.

A la moitié du chemin, des centaines d'hommes à cheval arrivant de Turgoviste se présentèrent devant les ex-captifs et les saluèrent de leurs acclamations frénétiques. Presque tous ces individus portaient un étendard tricolore, des bouquets et des couronnes de fleurs. Chacun s'empressait de se mettre en évidence, de se distinguer et de se recommander. Plus la cocarde était large, plus elle indiquait que celui qui la portait était un ciocïu.

II.

Il était dix heures du soir, quand l'escorte qui s'augmentait sans cesse arriva à la barrière du chef-lieu du district. La ville était illuminée, autant que pouvait être illuminée une ville telle que Turgoviste. Les chefs de la réaction qui, deux jours auparavant s'étaient armés pour chasser et martyriser les fugitifs de Rucar, venaient en ce moment pour composer l'escorte d'Héliade. Ils forçaient,

pour ainsi dire, le Peuple à crier vivat! et malheur à celui qui se serait tu, car ces lâches flatteurs étaient en état de commettre des crimes même afin de punir les *insensibles*, dans cette *grande, sublime* et *nationale* allégresse. Ce sont des êtres qui ne savent que ramper ou mordre, flatter ou insulter.

C'est en vain qu'Héliade s'écriait de laisser la population tranquille; sa voix se perdait au milieu des acclamations discordantes des soi-disant constitutionnels. La fourberie de ces hommes lui faisait presque regretter le moment où, prisonnier de Jonnitza, il allait avec lui de Petrossitza à Puciósa.

Il arriva enfin à la maison où logeait Constantin Philippesco, le ministre des finances. Lui aussi avait passé par plusieurs phases : fugitif en premier lieu, puis prisonnier et traité de voleur, et enfin entouré de respect, il recevait les honneurs dus à un *grand patriote* et à un ministre.

Les autorités de la ville voulurent se présenter auprès d'Héliade. Celui-ci déclara qu'il était fatigué et qu'il avait besoin de repos. D'ailleurs l'heure était avancée. Tout le monde se retira en répétant toujours les mêmes acclamations ciocoïesques.

— Ces acclamations m'attaquent les nerfs. Oh! comme elles me font du mal, mon ami, dit Héliade à Philippesco; combien les hommes qui les poussent sont méprisables, vils et petits!

— Ah! quelle race exécrable! reprit Philippesco ; vous ne pouvez pas vous imaginer la dépravation et l'arrogance de ces hommes, et ce que j'ai souffert dans ces deux jours que j'ai demeuré ici. Éloigné de mes camarades, je suis arrivé à Turgoviste, lieu de notre rendez-vous, juste au moment où les nôtres étaient tourmentés , dans ces alentours, par ces brigands privilégiés. Après leur grand

triomphe et leur entrée dans la ville, ils ne tardèrent pas à se partager les fonctions publiques ; ils firent arrêter les employés constitutionnels ; ils commencèrent à persécuter le Peuple et les hommes de cœur. Enfin, lorsqu'ils apprirent que je me trouvais ici, ils envoyèrent leur chef de police pour m'arrêter.

« — Monsieur, me dit-il, en entrant, au nom de la caïmacamie, je vous arrête.

« — Qui êtes-vous, monsieur, lui demandai-je ?

« — Je suis l'ancien et légitime chef de police, j'ai repris mes fonctions, et je viens vous arrêter.

« — Mais vous oubliez une condition, lui dis-je. Si vous m'arrêtez au nom de l'ancien ordre de choses, rappelez-vous que je suis le grand vornic Philippesco, qu'on ne peut m'arrêter sans un ordre particulier du chef de l'État. Vous connaissez les prérogatives des grands boyars. Je me suis soulevé pour me dépouiller de priviléges barbares et préjudiciables à la Nation entière, je me suis soulevé pour relever des individus comme vous à l'état d'homme libre, pour devenir votre égal, et pour vous traiter en frères ; mais puisque vous vous obstinez à me retenir à mon ancien rang, puisque vous défendez votre état de manan, va-t'en, canaille, et rentre dans ta misère!

Le pauvre ciocoïu revint de son arrogance à cette apostrophe de ma part, et, déconcerté, me fit un salut respectueux, demanda pardon et sortit. Depuis lors, je fus libre, mais isolé, évité partout comme un paria. Aujourd'hui, depuis midi, toute cette maison et la cour furent remplies de ces insectes. Ils m'ont abasourdi de leur bourdonnement flatteur et détestable ; mais je les ai traités comme ils le méritent.

— Depuis quand la caïmacamie est-elle tombée ? lui demanda Héliade.

— Elle n'a duré que vingt heures. Hier à dix heures

du matin, elle était déjà renversée par le Peuple. La nouvelle en est arrivée ici à Turgoviste, hier au soir; mais les réactionnaires l'ont tenue secrète dans leurs cercles. Elle n'a été divulguée qu'aujourd'hui vers midi, lorsque l'exprès, que les réactionnaires avaient envoyé à Bucarest pour s'assurer de l'exactitude du fait, est revenu confirmer ce qui d'abord n'était qu'un bruit. L'administrateur d'Ilfov, Florian Arons, et le ministre du contrôle, Nitsesco, sont passés dans l'après-midi, en venant comme députés de la part des habitants de la capitale, rappeler les membres du gouvernement provisoire. Ils sont déjà sur le chemin de Rucar. Voilà la cause de votre rappel de Puciósa.

III.

Nous laissons les deux collègues se reposer à Turgoviste, et nous allons rendre compte à nos lecteurs de ce qui s'était passé dans la capitale et avait amené ce changement subit et inattendu.

On connaît déjà les cruautés exercées par la nouvelle police caïmacamale. Les flagellations les plus atroces avaient fini par exaspérer les habitants de toutes les classes de la ville. La nouvelle donnée par C. Rosetti, comme officielle, de l'entrée des Russes en Valachie, venait d'être démentie. Le lendemain, lorsque les scènes barbares de la police se renouvelèrent, ce fut assez des cris d'un jeune homme de seize ans, nommé Marinesco, pour soulever tout le Peuple, renverser la caïmacamie, chasser ses membres, arrêter les fonctionnaires et les sbires de la police, et demander le retour du gouvernement provisoire.

Odobesco et Salomon avaient été mis en liberté dès le 29 juin. Le dernier se trouvait dans la caserne à la tête

de son régiment; le premier restait chez lui et avait envoyé sa femme au palais où se trouvait le Peuple et Campineano, avec Jean Bratiano, et ceux qui voulaient le proclamer chef du gouvernement. Bratiano essaya de faire acclamer, comme membres du nouveau gouvernement, Odobesco, Campineano et C. Cretzulesco. (On doit se rappeler C. Rosetti sur le chemin de Rucar, page 141.) Le Peuple s'y opposa : « Non! s'écria-t-il, nous voulons les anciens membres; nous demandons de suite leur retour! »

— Mais voyez donc, répondait-on du haut du balcon; ils se sont enfuis, ils vous ont abandonnés.

— Non, non, disait le Peuple, nous connaissons déjà les trames ourdies par les traîtres. Ils ont très bien fait de quitter la ville, car ils l'ont sauvée du carnage que ses ennemis lui préparaient dans l'ombre. Tout est dévoilé maintenant. Nous connaissons nos amis. Qu'ils viennent.

Madame Odobesco, dans un costume théâtral, les cheveux épars et habillée de deuil, parut sur le balcon.

— Frères, dit-elle, mon époux est votre ami, il est véritable Roumain, il est *patriotis*, il est près de vous, il ne vous a pas quittés. Vive Odobesco!

— A bas Odobesco! à bas le traître! à bas l'assassin! s'écriait le Peuple.

Et la dame criait encore :

— Non, mes frères, à bas Maghiero! à bas Tell! à bas Hé.....

— Pour l'amour de Dieu, interrompit Campineano, en lui saisissant la main, ne prononcez pas ce nom en ce moment, ne *touchez pas à cette corde* (cette dernière phrase fut prononcée en français) (1).

(1) Nous connaissons cette circonstance de la bouche même de M. Campineano.

Le Peuple, indigné, redoubla ses cris. Vive Maghiero ! vive Tell ! vive Héliade !

Ces cris étaient si menaçants, que madame Odobesco fut obligée de disparaître. L'orage populaire se calma un peu.

— Mais ils ne sont pas ici ; ils vous ont quittés... ajoutèrent encore quelques personnages du haut du balcon.

L'orage commença à gronder de nouveau.

— Qui gouvernera le pays jusqu'à leur retour ? poursuivirent les mêmes personnages.

— Le métropolitain, répondit une voix d'en bas. Le métropolitain, répéta le Peuple.

— Mais le métropolitain sera seul, répliqua-t-on d'en haut ; donnons-lui pour collègues Campineano et Cretzulesco.

— Très bien, répondit le Peuple ; mais ces deux messieurs ne resteront dans le gouvernement que par intérim ; ils n'y resteront que jusqu'à l'arrivée des membres de notre véritable gouvernement.

— Bravo ! s'écria la masse du Peuple. Très bien ! très bien ! Campineano et Cretzulesco ne demeureront au pouvoir que *par intérim*.

— Par intérim ! par intérim ! répétèrent mille voix.

— Les réactionnaires les plus compromis avaient disparu ; les autres, déconcertés, n'osaient rien entreprendre. Salomon, quoique à la tête de son régiment, abattu par le remords et le découragement de ses partisans, restait immobile dans sa retraite de la caserne. Dans la première impétuosité du Peuple, lorsqu'on lui avait proposé de nouveau Odobesco, plusieurs groupes s'étaient divisés pour venger l'honneur public. La maison de Baléano, qui avait fait détruire la statue de la Justice, fut assaillie et maltraitée ; celle de Chéresco, qui avait envoyé la circulaire aux consuls étrangers (voir page 127), fut aussi mal-

traitée ; celle du secrétaire du métropolitain, qui avait rédigé l'encyclique archiépiscopale, fut dévastée ; enfin, la maison du capitaine des dorobans de la police fut presque détruite (1).

Pendant les trois mois du mouvement, les membres du gouvernement ne furent absents de la capitale que pendant ces deux jours ; ce fut assez pour que des scènes déplorables eussent lieu. C'est alors que les vieux boyars et le métropolitain virent qu'il n'y avait plus d'autres hommes capables de retenir la fougue du Peuple et de soutenir l'ordre que les hommes du mouvement. Par conséquent, le métropolitain se vit dans la nécessité de faire publier l'encyclique suivante, en reniant celle qu'il avait publiée le 29 juin ;

« Ce qui a été publié hier, le 29 du courant, sous notre « signature, et où nous qualifions le gouvernement pro- « visoire de rebelle et d'autres choses égales, aujourd'hui, « selon le désir du peuple roumain, nous le regardons « comme non avenu et nous le renions complétement. « Nous répétons et confirmons de toute notre force le « serment que nous avons prêté sur le champ de la liberté, « le 15 juin, pour respecter les vingt-un articles de la « Constitution, excepté celui sur la propriété qui sera « l'objet des délibérations de l'assemblée générale ; nous « réitérons, de nouveau, notre serment de ne plus violer

(1) Tout y fut démoli, tout fut dispersé, mais rien ne fut volé. On vit dans la foule un jeune homme qui mangeait de la dulceatza (confiture), on lui arracha le bocal, on le jeta par terre, et on donna au jeune homme un franc et un soufflet. — Tiens, lui dit-on, si tu veux de la dulceatza, va en acheter, mais ne touche rien de cet homme maudit. Qui sait de quelle veuve vient cette dulceatza ? Citoyens, répéta-t-on, jetons tout au vent et dans la rivière, mais que rien ne soit emporté. Malheur à celui qui mettra quelque chose de côté, ne fût-ce qu'un fil !

« la Constitution, et nous ferons tous les sacrifices possi-
« bles pour la soutenir. Les étendards de la liberté seront
« élevés de nouveau sur les édifices publics ; les cocardes
« seront portées ; l'ancienne police sera abolie par nos
« ordres ; le gouvernement provisoire sera rappelé par
« des courriers extraordinaires, et tous les fonctionnaires
« nommés par le gouvernement provisoire seront rétablis
« dans leurs postes. Cette circulaire, sous ma signature,
« sera publiée par la voie des feuilles publiques. Nous
« l'avons signée en présence des députés du peuple.

« † Néophyte, métropolitain de la Hongro-Valachie,
« J. Campineano.

« L'an 1848, 30 juin, Bucaresci. (Traduction littérale.) »

On ne tarda pas à nommer, comme députés de la part de la capitale, le ministre du contrôle, G. Nitsesco, et le préfet de la ville, F. Arons. Ils furent expédiés à Rucar pour rappeler les membres du gouvernement provisoire.

Ces deux hommes étaient aussi porteurs de lettres intimes du métropolitain, adressées à Tell et à Maghiero, et qui leur conseillaient et les sollicitaient, *paternellement*, de donner leur démission et de se retirer du pays, en faveur de la tranquillité publique et afin de céder la place à Campineano et à Cretzulesco. Quant à Héliade, on avait l'intention de se débarasser de lui plus tard, lorsqu'il resterait une fois seul et privé de ses collègues.

Une députation fut ensuite envoyée à la caserne afin d'inviter Salomon à quitter le commandement du régiment ; elle revint sans aucune réponse satisfaisante. Les soldats étaient sous les armes. Vers le soir le Peuple indigné perdit patience ; il se rendit près de la caserne, l'entoura et l'assaillit. Tout y était prêt pour commencer un nouveau carnage plus terrible que celui du 19 juin. Les soldats, l'arme au bras, n'attendaient que l'ordre de faire

feu; les canons étaient dirigés vers le Peuple, les mèches étaient allumées. La foule se précipite désarmée devant les bouches à feu. Un prêtre prend une croix et la place dans la gueule d'un canon, il expose sa poitrine nue à la mitraille qui va éclater.

— Prêtre, retire-toi devant la mort, lui disent les canonniers.

— Je ne veux plus vivre, répond-il, lorsque vous, les enfants du Peuple, les soldats du Christ, vous violez le serment que vous avez prêté à la Constitution; je ne veux plus vivre, lorsque je vous vois servir d'instruments aveugles à des traîtres qui vous ordonnent de massacrer vos pères et vos frères. Tirez, malheureux; voilà la croix; c'est elle qui volera au devant de votre mitraille.

Les soldats se réveillent et se rappellent leurs serments. Ils arrêtent leur marche insensée, et se retirent dans la caserne.

Le prêtre monte sur le canon, le Peuple se précipite sur les soldats. Un coup de fusil se fait entendre, du côté de la caserne.

Les masses furieuses se préparaient à en venir aux mains avec les satellites de Salomon, quand le métropolitain entra dans la caserne accompagné de Campineano. A la vue du prélat, le calme se rétablit; on attendait le résultat de cette visite. Le métropolitain conjure le Peuple et les soldats de demeurer tranquilles, et se rend près de Salomon et d'Odobesco. Il leur fait comprendre la nécessité qu'il y avait à ce qu'ils donnassent leur démission et à ce qu'ils quittassent le pays. Les soldats, revenus de leur erreur, se jettent à genoux lorsque le métropolitain apparaît de nouveau. Ils renouvellent leur serment de défendre les intérêts de la Nation. Le Peuple fraternise avec eux, en pardonnant à leurs coupables chefs; mais ils persiste à exiger leur éloignement du pays.

Nous reproduisons un décret que le gouvernement intérimaire s'empressa de publier en faveur des deux traités.

AU NOM DU PEUPLE ROUMAIN.

Justice. — Fraternité.

Le gouvernement provisoire.

« Vu la démission donnée par MM. les colonels J. Odobesco et J. Salomon, le gouvernement décrète que la « retraite de leurs seigneuries est acceptée, et que, pour « leurs anciens services, ils jouiront de tous les droits « que leur donne un service de dix-huit années.

« † Néophyte de la Hongro-Valachie;
« J. Campineano;
« C.-A. Cretzulesco;
« B. Minco;
« J.-C. Bratiano, secrétaire.

« Le 2 juillet, 1848. N° 154. »

III.

Le 2 juillet au matin, la cour de la maison où se trouvaient Héliade et Philippesco était remplie par les habitants de Turgoviste. Les autorités vinrent pour féliciter les deux membres du gouvernement. Héliade, qui connaissait la haine qui existait entre les différentes classes, s'adressa à tous les assistants en leur recommandant la concorde et le sentiment de l'ordre. Il leur rappela l'union qui faisait la force des anciens habitants de Turgoviste, et finit en les conjurant d'agir de façon à se rendre dignes de leurs pères.

Vers midi, tout était prêt pour le départ. Les deux

membres du gouvernement désiraient aller rejoindre ceux qui s'étaient retirés à Rucar ; mais des courriers arrivés de Bucaresci les avertirent que la capitale était inquiète, et qu'on les y attendait le plus tôt possible. Un des premiers réactionnaires de Turgoviste désirant faire une surprise aux membres du gouvernement, leur avait préparé un déjeuner boyaresque. Lorsqu'ils traversaient la grand'rue, ils furent invités par le maître de la maison à descendre chez lui. Les deux collègues, apercevant en cet endroit une grande affluence de Peuple, consentirent à se rendre chez le boyar, trouvant l'occasion de participer à un repas commun avec le Peuple. Ce repas eut lieu en effet ; mais ce ne fut pas sans une grande répugnance de la part des boyars et des boyaresses lorsqu'ils se virent en contact avec la *vile multitude* de Turgoviste. Les deux membres du gouvernement eurent le tact de rendre le repas agréable et fraternel en même temps. Le Peuple se vit flatté par les boyars, et ces derniers, se voyant acclamés, se montrèrent très satisfaits d'une espèce d'ovation à laquelle ils n'étaient pas habitués.

Après le repas, Héliade et Philippesco partirent pour la capitale, au milieu des acclamations de toutes les classes, escortés jusqu'à la première station par des centaines d'habitants à cheval et par des dorobans.

A la troisième et dernière station, ils rencontrèrent plusieurs centaines de gardes nationaux en voitures qui venaient à leur rencontre de Bucaresci. Plus ils approchaient de la capitale, plus la foule devenait compacte. Des milliers de cavaliers et de voitures se pressaient au devant d'eux.

Hors de la barrière de Mogossoïe, par laquelle ils devaient entrer, presque toute la ville était sortie. Des bannières tricolores flottaient à chaque pas. Les femmes et les enfants tenaient des bouquets et des couronnes de fleurs. Les hommes portaient des flambeaux, car on était

déjà dans la soirée. A l'entrée de la ville, au milieu d'un enthousiasme général et des acclamations qui ne cessaient de se faire entendre, on arrêta la voiture, que les étendards dont on l'avait surmontée venaient de transformer en un char de triomphe. On détacha les chevaux et la foule se mit à la traîner. C'est en vain que les deux membres du gouvernement priaient le Peuple de les laisser conduire par les chevaux, en vain ils l'exhortaient à se calmer, leur voix se perdait au milieu des acclamations générales, et la voiture marchait entraînée par les plus fanatiques. Héliade se leva enfin dans la voiture, et d'une voix forte et énergique, imposa un silence momentané au Peuple, et fit arrêter la voiture.

« Citoyens, s'écria-t-il, est-ce ainsi que vous récompensez ceux qui vous ont servis? Ai-je survécu à mes malheurs pour voir mes frères descendre à l'état de la brute? Relevez-vous, citoyens, à votre dignité d'homme, et laissez les chevaux reprendre leur place. C'est ainsi que les Peuples tombent d'une tyrannie dans une autre, et se créent eux-mêmes leurs propres despotes et exploiteurs. Soyez hommes, car autrement je me précipite de cette voiture qui me paraît plus lugubre qu'un char funèbre. Les chevaux à leur place, citoyens, et le Peuple à sa place de souverain. Vive la dignité de l'homme ! vive le Peuple roumain. »

Mille voix répétèrent : Vive la liberté ! les chevaux, les chevaux à leur place! On les attela de nouveau, et au son de la musique et des acclamations, la voiture reprit sa marche. La ville illuminée, les balcons et les fenêtres décorés, la population joyeuse, faisaient de ce spectacle quelque chose de grandiose et d'imposant. Les deux membres du gouvernement arrivèrent enfin au palais. Le Peuple attendait dans la cour; les appartements avaient été éclairés pour cette réception solennelle.

Héliade, voyant cet appareil, descendit de voiture, traversa la foule inaperçu, et, en rencontrant Grégoire Ipatesco, alla avec lui dans la maison d'un de ses parents.

C. Philippesco reçut les félicitations de la municipalité et des habitants les plus notables ; il excusa son collègue en disant qu'il venait d'être pris d'une indisposition subite occasionnée par ses dernières fatigues.

IV.

Le lendemain matin, de très bonne heure, Héliade reçut un billet du métropolitain. Celui-ci l'invitait à se rendre à dix heures du matin chez lui, où il devait y avoir conseil pour des *affaires urgentes*, à la suite d'une lettre *importante* qu'il venait de recevoir.

Héliade se hâta de se rendre au rendez-vous qu'on lui fixait. En entrant dans la cour archiépiscopale il vit, à la porte cochère, deux soldats en sentinelle, deux autres au bas de l'escalier, et deux autres encore en haut, à la porte d'entrée. Le corps-de-garde était établi dans la cour. Ces mesures lui donnèrent des inquiétudes sur la situation de la capitale. Dans le salon il trouva le métropolitain, Campineano et C. Cretzulesco.

— Vous avez l'air abattu, dit le prélat à Héliade.

— Cela est possible, Eminence, reprit celui-ci, après les scènes douloureuses dont j'ai été témoin et la fatigue que j'ai supportée dans ces derniers jours.

— Mais l'entrée triomphale d'hier au soir a dû vous récompenser de toutes vos souffrances.

— Que vous dirais-je ? à peine ai-je souvenir de ce qui s'est passé ; mon âme avait abandonné mon corps, elle ne vit cette pompe que comme les funérailles de ses dépouilles. Si l'âme peut éprouver une sensation quelconque en voyant le convoi d'un cadavre où elle a habité jadis,

cette sensation doit être celle que j'ai éprouvée hier au soir.

— C'est trop de modestie de votre part.

— Elle est loin d'égaler celle d'un prélat qui a hérité des principes que le Christ lui légua sur la croix..... Quelle est donc, je vous prie, cette lettre *importante* qui est cause de notre réunion pour des affaires si *urgentes?*

— La voilà, mon fils. Je viens de la recevoir de Gallatz, de M. Kotzebue (le consul russe); lisez et jugez ce que nous devons faire.

La lettre était postérieure à la nouvelle qui s'était répandue que les Russes avaient passé la frontière valaque. Elle contenait le sens suivant :

« Monseigneur,

« Chargé de représenter, en Moldo-Valachie, Sa Majesté « l'Empereur, mon auguste maître et votre protecteur, à « la suite d'un long séjour à Jassy et à Bucaresci, et con- « formément à la mission que je devais remplir de la part « d'une protection si généreuse et si paternelle, ces deux « principautés sont devenues ma seconde patrie.

« Les derniers événements qui viennent de s'accom- « plir en Valachie ont affligé mon cœur. La crainte d'en « voir sortir des résultats fâcheux me fait désirer, ardem- « ment, que votre pays soit occupé par les armées protec- « trices de Sa Majesté Impériale. Elles empêcheront tout « désordre et rassureront les esprits justement effrayés.

« C'est pour cela, monseigneur, que je m'adresse à « vous comme à un homme dont la prudence et l'amour « patriotique sont connus. Tâchez de hâter ce moment « salutaire. Les troupes impériales sont prêtes à marcher « pour sauver les bons habitants du pays. Insistez auprès « du gouvernement actuel pour nommer le porteur de « cette lettre, M. Théodore Popesco, *député* (commissaire « des vivres) de la Valachie auprès des troupes impé-

« riales ; il sera chargé de les recevoir et de leur pro-
« curer les provisions nécessaires dans les districts de
« Foxani, d'Ibraïlla, de Buzeo et de Jalomitsa. Dans le
« même but, je vous prie encore de vouloir bien insister
« pour que M. Sichleano soit nommé administrateur de
« Foxani.

« Je juge convenable de vous envoyer une liste conte-
« nant la quantité de provisions quotidiennes et néces-
« saires aux troupes prêtes à entrer dans votre pays. »

Suivait la liste des farines, viandes, orge, foin, etc. (1).

— Que pensez-vous de cette affaire? demanda-t-on à Héliade.

— Mais vous, qu'en pensez-vous, vous-même? demanda Héliade à Campineano.

— Mon opinion est de céder à leur volonté, poursuivit ce dernier. Ils sont décidés à entrer bon gré, mal gré, dans notre pays. Il est donc mieux pour nous et pour le pays, de nous montrer soumis et complaisants, plutôt que de les irriter par notre opposition ; et puis..... vous connaissez ces messieurs. Ils sont méchants. Vous connaissez aussi le proverbe : « Allumez la chandelle, quelquefois même au diable, car il est méchant. »

— Vous connaissez par cœur le proverbe, mais connaissez-vous aussi la légende de celui qui eut le malheur d'offrir un jour une bougie allumée au diable, en voulant suivre le proverbe?

— Je ne la connais pas.

— Vous devez l'apprendre, et vous connaîtrez la fin de

(1) Quoique le contenu de cette lettre ne soit pas littéral, le sens en est exact ; il ne lui manque que la tournure russe. Je puis appeler en témoignage M. C. Philippesco, et m'adresser à la loyauté de MM. Campineano et Cretzulesco, qui étaient présents et qui peut-être en ont la copie.

tous ceux qui se sont mis en commerce avec sa majesté satanique.

— Laissons les plaisanteries de côté, reprit le métropolitain. Dites-moi quel est votre avis ? Que devons-nous faire? Voilà les nominations prêtes.

— Les Russes, Éminence, reprit Héliade, viennent-ils en amis ou en ennemis? S'ils viennent en amis, pourquoi ne s'adressent-ils pas officiellement au gouvernement élu par le Peuple ? Pourquoi ces détours par une lettre particulière et confidentielle ? Pourquoi, lorsqu'ils ne reconnaissent pas le gouvernement actuel, sont-ils prêts à reconnaître deux nominations propres à servir leurs desseins, et à compromettre ce gouvernement aux yeux du Peuple, de l'Europe et de la Turquie elle-même? Vous voyez donc qu'ils viennent en ennemis, et en ennemis lâches, astucieux, ils viennent en véritables Russes. S'ils venaient en ennemi, en quel temps, en quel lieu a-t-on préparé le chemin d'un ennemi en lui fournissant des prétextes légaux pour venir exercer à bon droit son despotisme ? Qu'ils viennent d'eux-mêmes, qu'ils viennent en brigands ; et, comme nous n'avons déclaré la guerre à personne, comme nous ne sommes pas en état de leur résister, nous devons protester et ne pas leur fournir de raisons qu'ils auraient à donner à l'Europe. Le mandat que nous a donné le Peuple n'est pas d'inviter les Russes à envahir notre pays.

— Nous ne disons pas de les inviter.

— Que dites-vous donc? Nommer selon toutes les formes deux fonctionnaires avec la mission de recevoir les Russes, donner des ordres pour préparer leurs étapes et leur fournir des provisions ; signer de pareils actes, sans être contraint, pas même menacé, sans avoir au moins pour excuse une force majeure, toutes ces choses-là ne prouvent-elles pas une invitation formelle ?

— Ah bah ! vous allez trop loin, cela ne s'appelle pas une invitation, mais un ménagement.

— Comment ? Lorsqu'on vous voit préparer dans votre maison des appartements et tout ce qui est nécessaire pour recevoir quelques hôtes, lorsqu'on vous voit nommer, à cet effet, des hommes chargés de les accueillir, dites-moi, ces apparences n'indiquent-elles pas que ces hôtes sont invités ou au moins bienvenus ? Nous jouons avec des mots, quand il s'agit de réalités si graves.

— Mais....

— Mais, si vous avez la conviction que votre opinion est patriotique, qu'un pareil acte est prudent et honnête, vous êtes trois, vous avez la majorité ; quel besoin avez-vous de ma signature concernant vos deux nominations ? Et puis, je ne suis pas membre de votre gouvernement intérimaire.

Dans ce moment arriva aussi C. Philippesco. Il prend part à la discussion avec une énergie chaleureuse. Il soutient qu'il ne faut céder à aucune demande des Russes.

— Les Russes, ajouta-t-il, ne peuvent entrer dans notre pays que par la force. Tout Roumain qui se prête à faciliter leur entrée est traître à la patrie. Non seulement je ne consens pas à ces deux nominations, mais je vous conseille de ne pas vous exposer à prendre sous votre responsabilité un acte d'une nature aussi grave que machiavélique. Vous n'avez d'autre mandat du Peuple que celui de gouverner par intérim deux ou trois jours, jusqu'à l'arrivée des véritables membres du gouvernement. Vous devez veiller à l'ordre ; et je vous dis que si cet homme que vous voulez nommer comme député pour aller au devant des Russes, si ce Popesco, porteur de la lettre de Kotzebue, reste dans la ville jusqu'au soir, je ne réponds pas de l'or-

dre ni de sa vie. Faites-le partir dans ce moment même, je vous en conjure.

Philippesco dans sa colère était beau d'indignation ; on reconnaissait en lui le représentant du Peuple de 1845, qui, à l'occasion de la question des mines, tonnait contre le protectorat hypocrite de la Russie.

Héliade se leva, et, sous prétexte qu'il avait oublié quelques papiers qu'il voulait communiquer au conseil, il sortit.

En rentrant chez lui il écrivit une lettre à Campineano, dans laquelle il lui disait qu'il était indisposé et qu'il ne pouvait plus prendre part à aucune des délibérations du conseil jusqu'au retour de ses véritables collègues.

On voit donc que les Russes, quoique à la frontière de la Valachie, ne pouvaient cependant l'envahir sans le consentement du gouvernement ou sans un désordre quelconque lui donnant le prétexte de venir le réprimer ; on voit qu'ils étaient prêts à entrer en Valachie, qu'ils n'attendaient que la nommination des hommes chargés de les accueillir, et comme ces nominations n'eurent pas lieu, ils demeurèrent sur les frontières de la Valachie encore plus de deux mois, jusqu'à ce qu'un prétexte d'envahissement leur fût offert par la conduite de Fuad-Effendi.

Le gouvernement intérimaire n'osa plus braver le Peuple qui venait d'apprendre le contenu de la lettre de Kotzebue, et Popesco fut forcé de disparaître de la capitale.

Odobesco et Salomon, quoique démis de leurs fonctions militaires, causaient pourtant de l'inquiétude à la population. Le Peuple, alarmé, insista vivement sur leur éloignement du pays. Afin d'éviter de nouvelles scènes, on obligea ces deux criminels à quitter la Valachie. Ils furent escortés par des gardes nationaux jusqu'à Giurgevo où ils s'embarquèrent pour Orsova, afin d'entrer dans les états autrichiens. Les négociants qui composaient

l'escorte des gardes se formalisèrent lorsqu'ils virent sur le chemin Jean Bratiano, inséparable d'Odobesco, lui parler toujours en secret, et, au moment de son départ de Giurgevo, ne le quitter qu'après des marques de la plus vive affection. A leur retour dans la capitale, ils communiquèrent aux autres négociants leurs doutes sur la sincérité de Bratiano. Il s'ensuivit un murmure vague parmi les habitants de la ville sur la conduite peu rassurante de ce jeune homme ; on vint jusqu'à rédiger une pétition, signée par plusieurs personnes, dans laquelle on demandait son expulsion du pays. Cette pétition n'eut pas de suite par l'empressement mis par quelques personnes à étouffer l'affaire. A quoi eût servi de donner prétexte aux réactionnaires et aux exaltés de présenter Bratiano comme une victime des soupçons injustes du Peuple ? Sa conduite ne venait-elle pas de dévoiler son caractère ?

Quand les hommes suivent une voie peu convenable, il n'est pas besoin de précipiter leur chute ; ils ont soin eux-mêmes de la rendre inévitable par leur imprudence.

V.

Quittons un moment la capitale pour suivre Maghiero, Tell, les Golesci et leurs compagnons, au milieu des montagnes d'où ils se préparaient à passer en Transylvanie.

Arrivés à Rucar, ils avaient appris que les gardes des frontières valaques, sous l'instigation des fonctionnaires du Cordon et de quelques réactionnaires, réunis à un petit nombre de paysans, se préparaient à leur barrer le passage. Une lettre de Bibesco qui se trouvait près de là, à Cronstatd, encourageait, par l'appât de récompenses, ceux qui se soulèveraient pour arrêter, morts ou vifs, les

membres du gouvernement provisoire, et spécialement Héliade, Tell et Maghiero.

Les fugitifs se préparaient donc à toutes les éventualités afin de se frayer un passage en combattant. Mais la nouvelle du renversement de la caïmacamie ne tarda point à arriver. On rappelait les fugitifs dans la capitale. La même nouvelle venait d'arriver aussi à Campo-Lungo, le chef-lieu du district. Les constitutionnels de cette ville s'empressèrent d'accourir à Rucar pour entourer les membres du gouvernement et leur offrir les moyens de retourner à Bucaresci. Le nombre de ceux qui accouraient au devant d'eux s'augmenta aussi d'une grande partie des réactionnaires qui, comme toujours, lâches et rampants, venaient prodiguer leurs flatteries, afin de faire oublier, s'il était possible, leur conduite coupable.

Les hommes et les choses s'étaient transformés comme par enchantement. Sur les églises des villages des montagnes, flottaient les bannières tricolores; ceux qui se préparaient peu de temps auparavant à combattre les fugitifs et à les arrêter, se montraient les plus empressés à décharger leurs armes en signe de joie, et à s'unir à ceux qui venaient d'arriver de Campo-Lungo pour crier ensemble : Vive la Constitution! vive le gouvernement provisoire! L'allégresse fut générale. On se félicitait, on s'embrassait, on reprenait son uniforme, on se décorait de cocardes et d'écharpes tricolores. Il n'y avait que Tell qui restait à l'écart, morne et pensif, dans ses mêmes habits de voyage.

— Mais que faites-vous là, mon ami? lui demandait-on. Pourquoi ne prenez-vous pas votre uniforme militaire et votre écharpe? Dépêchez-vous; voyez, tout est prêt pour notre retour.

Chacun lui faisait les mêmes demandes, la même invitation. Lui se tenait toujours taciturne, et, lorsqu'il vit

que tous ses camarades réunis autour de lui le pressaient de se hâter, il se vit forcé de leur dire :

— Vous pouvez, mes amis, retourner dans la capitale. Allez où la voix du Peuple vous appelle. Quant à moi, je passe en Transylvanie.

— Mais vous avez oublié, camarade, notre engagement ; personne, parmi nous, ne peut se retirer et abandonner la cause avant qu'elle ne nous abandonne elle-même.

— Nous sommes encore engagés à être sincères l'un envers l'autre et fidèles à la cause commune. Je ne puis plus me trouver en contact avec des inconséquents, avec des... perfides.

— Que voulez-vous dire ? expliquez-vous?

— Rosetti et Bratiano, membres du comité révolutionnaire, ont conspiré contre la vie de leurs camarades ; ils ont fait cause commune avec Odobesco, Salomon et les réactionnaires.

Tous les assistants restèrent stupéfaits et exhortèrent l'accusateur à prouver ce qu'il venait d'avancer.

Tell rappela la démission de ces deux hommes dès le jour de l'arrivée du gouvernement provisoire de la Petite-Valachie ; leur refus de reprendre leurs fonctions ; leur empressement à s'installer d'eux-mêmes comme secrétaires après l'arrestation d'Odobesco et de Salomon ; leur premier acte par lequel ils s'efforçaient de disculper les criminels devant le Peuple ; leurs relations fréquentes avec Odobesco ; leurs inquiétudes et leurs observations sur toute mesure qui leur paraissait dirigée dans le but de surveiller ces deux hommes ; l'accusation ou l'aveu de Salomon qui lui avait communiqué, ainsi qu'à Maghiero et à Héliade, que ces deux messieurs avaient été en intelligence avec les conspirateurs du 19 juin. Il leur rappela encore la fausse nouvelle de l'invasion des Russes, rap-

portée comme officielle par Rosetti ; le retour de Bratiano de sa mission à Foxani, et la bravade de venir, avec tant de courage, au milieu des réactionnaires et de s'entendre avec Odobesco ; enfin, il énuméra tous les détails, toutes les nuances inexplicables de la conduite de ces deux hommes depuis le 16 juin jusqu'à ce jour. Il ne savait pas encore ce qui venait de se passer à Bucaresci. Maghiero ajouta aussi ses griefs et déposa ce que Salomon lui avait avoué.

Parmi les défenseurs de Rosetti et de Bratiano, N. Balcesco se montrait le plus zélé et s'efforçait de convaincre Tell et Maghiero de leur trop grande susceptibilité.

La discussion fut interrompue par l'arrivée des députés qui venaient de Bucaresci, F. Arons et G. Nitcesco ; ils apportaient des lettres officielles et intimes. Tell reçut aussi une lettre de la part du métropolitain, qui l'exhortait, ainsi que Maghiero, à donner leur démission en faveur de la tranquillité publique.

N. Balcesco avait reçu une autre lettre qui l'informait des derniers événements et du rôle de Bratiano dans la nouvelle proclamation du gouvernement, c'est-à-dire de ses efforts pour faire parvenir au pouvoir Campineano et Cretzulesco. Cette nouvelle correspondait aux paroles communiquées intimement par Rosetti à Balcesco (voir page 141). Étonné de cette coupable coïncidence, et avant de finir la lecture de la lettre qu'il venait de recevoir, Balcesco rentra dans la chambre hors de lui, écumant d'indignation et de rage, il se précipita sur Rosetti, sans pouvoir prononcer une seule parole, comme pour l'étrangler ; respirant enfin, on entendit sortir de ses lèvres le nom de *traître*. Les assistants ne pouvaient rien comprendre à ce changement subit. Lui, défenseur de Rosetti, il prononçait le mot que Tell lui-même n'avait pas encore articulé ; on le croyait fou, on s'efforçait de le faire re-

venir à la raison, on l'interrogeait, on le sommait de s'expliquer.

Il lut la lettre qu'il venait de recevoir, il raconta ce que Rosetti lui avait dit sur le chemin ; il accusa Rosetti d'intelligence avec Bratiano. Tell communiqua encore la lettre qu'il venait de recevoir du métropolitain. Il n'y avait plus de doute sur l'intelligence entre ces deux camarades et entre le parti des Russes et des Roumanophanariotes, dont les agents actuels étaient le métropolitain et ses collègues.

Rosetti, se voyant sans défenseur, abandonné de tous, essaya encore une fois de se disculper et prit la parole : — Je vois, dit-il, que les apparences sont toutes contre moi et Bratiano ; je ne puis plus me défendre, mais, avec le temps, je vous démontrerai que je ne suis pas coupable. Tôt ou tard, je m'efforcerai, par mes actes, par ma conduite, de vous prouver que je ne suis pas un traître.

Ce langage finit par désarmer le courroux des assistants ; ils conjurèrent Tell de le suivre. Celui-ci leur rappela la lettre du métropolitain, et enfin leur déclara qu'il se sentait trop démoralisé pour continuer l'œuvre et pouvoir lui être utile. Le voyant inflexible, ses camarades lui déclarèrent que s'il ne se décidait pas à retourner dans la capitale, pour anéantir les intrigues et les intelligences coupables, ourdies par les réactionnaires, ils étaient déterminés aussi à le suivre en Transylvanie. Mais dans ce cas, ils lui firent observer que la cause commune serait abandonnée entre les mains du parti russe. Par conséquent, ils le conjurèrent de nouveau de quitter ce projet et de se décider à rentrer dans la capitale avec eux.

Tell enfin se détermina à suivre ses collègues. — « Pour sauver les apparences, dit-il, pour ne pas faire croire au Peuple qu'il existe des dissensions parmi les hommes du mouvement, je retourne avec vous, et je suis résolu à me

taire et à souffrir jusqu'à la fin. Une fois au bout de notre carrière, heureux ou malheureux, je vous promets de régler mes comptes avec Rosetti et Bratiano.

Il tendit la main à Rosetti.

— Tenez, monsieur, lui dit-il, je vous donne ma parole que je vous paierai ma dette. La postérité vous connaîtra.

C'est ainsi que réunis de nouveau, les fugitifs de Rucar partirent et se rendirent à Campo-Lungo, où ils furent reçus par des acclamations générales. Les plus réactionnaires étaient les plus empressés de faire parade de leur enthousiasme.

Personne ne savait mieux faire parade de son zèle et de son dévouement que ces maîtres de toutes les écoles, ces flatteurs du pouvoir. Le pauvre Peuple, les véritables constitutionnels, n'étaient rien auprès de ces grands patriotes, de ces instruments du Czar et les plus humbles et les plus fidèles sujets du Sultan. Malheur à celui qui n'aurait pas crié : Vive le gouvernement provisoire ! Car dans ce moment les ciocoï étaient dans le feu de l'enthousiasme, ils étaient en verve pour sortir de la mêlée avec une fonction encore plus lucrative qu'auparavant. Leur cocarde était large comme un bouclier.

Pour ne plus avoir sous les yeux ces comédiens cyniques, les membres du gouvernement s'empressèrent de quitter Campo-Lungo pour venir dans la capitale, où ils étaient attendus.

LIVRE VII.

—

LE GOUVERNEMENT NATIONAL.

I.

A l'arrivée de Maghiero, Tell, Golesci et autres, les habitants de Bucaresci, après une attende continuelle de trois jours hors de la barrière, le reçurent avec des acclamations unanimes.

La ville fêta leur retour et les esprits se rassurèrent.

Campineano et Cretzulesco déposèrent le pouvoir. Héliade et C. Philippesco se réunirent à leurs collègues, et le gouvernement national, devenu plus fort par la confiance populaire et par l'absence des ennemis du bien public, commença à travailler avec énergie. L'ordre s'affermissait de jour en jour sur les bases larges de la liberté générale. On commença à sentir la différence existant entre le gouvernement ancien et celui-ci. Les décrets réconciliateurs et plein de respect envers la dignité de l'homme satisfaisaient tous les partis (1). La conduite et les manières de chaque membre du gouvernement étaient sui-

(1) Nous espérons communiquer à nos lecteurs, à la fin de cet ouvrage, une collection de presque tous les décrets importants promulgués par le gouvernement provisoire.

vies par tous les fonctionnaires ; de sorte que les habitants de toutes couleurs, excepté quelques Roumano-phanariotes qui se trouvaient en Moldavie auprès de Duhamel, et de quelques agents Russes, tous étaient contents des nouvelles institutions, et prêts à les défendre. Les Russes même d'origine, établis à Bucaresci comme négociants et artisans, faisaient cause commune avec les indigènes, et se félicitaient d'avoir vu des choses que, dans leur pays, on ne leur permettait d'espérer qu'après la mort (1).

Plusieurs commissions furent nommées et composées d'hommes compétents pour rédiger des projets de loi pour l'Assemblée générale constituante. L'une fut chargée de la réforme de l'instruction publique, générale, obligatoire et gratuite selon la lettre et l'esprit de l'article 16 de la Constitution.

Une autre fut chargée de la branche administrative.

Une troisième s'occupa de la réforme des impôts et du ministère des finances, ainsi que de la formation d'une banque nationale.

Une quatrième fut nommée pour s'occuper des travaux publics, de l'industrie nationale et de l'agriculture.

Une cinquième fut nommée et eut dans ses attributions

(1) Une grande partie des anciens chrétiens de la Russie avait protesté contre la réforme ou l'hérésie du Czar, qui s'était nommé, contre les lois canoniques, un sixième patriarche ou pape, et qui avait donné au christianisme la direction du catholicisme ou du système absolu. Mais ils furent flétris eux-mêmes du nom d'hérétiques ou *rascolniks ;* ils furent persécutés d'une manière si cruelle, qu'une grande partie fut forcée de se réfugier en Turquie et en Moldo-Valachie. S'il existe dans ce moment un élément démocratique en Russie, ce sont les restes de ces anciens chrétiens qui sapent dans l'ombre les fondements du czarisme comme les premiers chrétiens sapaient ceux de l'empire romain.

la régénération de l'armée, le mode de recrutement, l'amélioration physique et morale du soldat, et le règlement de la garde nationale.

Il fut promulgué un mode d'élection pour les représentants de l'Assemblée générale constituante, sur la base du suffrage universel, d'où n'étaient exclus que les mineurs qui n'avaient pas atteint l'âge de vingt-un ans, les hommes reconnus comme aliénés, et ceux dont la vie avait été flétrie par une condamnation criminelle.

Par des décrets publics, tous les habitants de toutes les classes, de toutes les conditions et de toutes les couleurs politiques, furent invités à accourir de la campagne ou de l'étranger, où ils se trouvaient retirés, pour prendre part à l'élection et pour jouir de leurs droits de citoyens.

De tous les districts, des députations vinrent manifester leurs sympathies pour les nouvelles institutions, féliciter le gouvernement national, et l'assurer de leur concours pour le maintien des libertés et de l'ordre.

Les feuilles publiques sont pleines de discours prononcés par les députations, et des réponses qu'Héliade faisait au nom de ses collègues. Ces feuilles, ainsi que les membres des députations, et presque tous les habitants de la capitale, peuvent témoigner des bonnes et loyales intentions du gouvernement pour les intérêts de toutes les conditions.

Par suite de la politique russe et des gouvernements du passé, qui n'étaient que les instruments volontaires ou forcés de cette politique, une haine profonde s'était enracinée parmi les diverses classes de la société. Les boyars détestaient par principe et par système : paysans, artisans et négociants. Les différentes classes nourrissaient aussi à leur tour une juste haine contre les boyars. Le premier

élan du mouvement ne fut qu'un mouvement de vengeance. Les épithètes des ciocoï, d'aristocrates, etc., étaient les injures que les classes souffrantes jetaient à la face des classes élevées en se vengeant des tyrannies atroces et séculaires, et des injures exprimées par les qualifications de *Roumains, de Mougik, de Martsafoïu, etc., etc.* Le parti russe avait profité de cette haine, et ne faisait que l'exciter davantage pour amener une guerre civile et fournir un prétexte d'invasion. Le rédacteur de la proclamation constitutionnelle avait pressenti les arguments dont les agents provocateurs et incendiaires du Czar voulaient se servir. Pour prévenir le malheur, il appela tout le monde à la fraternité et à l'amour. (Voir page 65.) C'est le même principe qui se voit dans les discours d'Héliade à chaque occasion.

Partout en expliquant l'histoire, les lois et les coutumes, il s'efforce de démontrer aux masses que le mot aristocrate est nouveau, étranger et inconnu au pays, ainsi que toute prérogative de naissance; que, si, par l'aristocratie on entendait le boyarisme, alors tout Roumain était noble, car tout Roumain avait toujours eu le droit de devenir boyar, car boyar ne signifie rien autre chose que soldat, guerrier, ou fonctionnaire public. Héliade a été vu souvent devant les députations et sur le champ de la liberté, les larmes aux yeux, conjurer ses compatriotes de faire cesser toute dénomination, toute épithète inventée par les étrangers dans le but de diviser les classes. Il les conjurait de se réunir tous autour des intérêts généraux, et sous le seul et grand et fraternel nom de Roumain, le seul nom qui pût réunir onze millions d'individus, le seul nom d'amour et de force, et qui porte en lui l'embryon d'un avenir digne de l'ancienne gloire roumaine.

II.

Parmi les députations venues pour féliciter le gouvernement, on distingua celles de tous les arrondissements du district d'Ilfov. Ce fut une solennité digne des anciens temps de gloire et d'union nationales. Chaque village avait envoyé ses trois députés et son prêtre; chaque arrondissement était représenté par un char symbolique. Le district à son tour était représeuté par un autre char plus grand que tous les autres. Tous les députés, ainsi que les prêtres, étaient à cheval en précédant et suivant le char symbolique de leur arrondissement. Au milieu du cortége venait le char principal qui représentait le district; il portait des instruments aratoires, des épis et de presque toutes les espèces de fruits de la saison. Plusieurs jeunes filles et jeunes gens, les uns sur le char, les autres à l'entour, remplissaient un rôle et figuraient l'avenir. Le char était surmonté d'un grand arbre et de bannières tricolores. Il était traîné par une dizaine de bœufs majestueux, aux cornes dorées. A la tête de la députation se trouvaient le préfet, F. Arons, et les sous-préfets des arrondissements.

Un des villages du district d'Ilfov, nommé Cioplea, habité par des paysans du rite catholique, avait aussi envoyé ses députés et son prêtre.

Les membres du gouvernement provisoire, comme de coutume, étaient descendus au bas de l'escalier pour recevoir la députation. Là un des sous-préfets, au nom du district tout entier, prononça le discours de félicitations. Il faisait allusion à la régénération roumaine et aux germes de la constitution qui devaient fructifier dans l'avenir. L'arbre que supportait le grand char fut planté au milieu de la cour du palais et fut salué par des acclamations unanimes. Héliade prit la parole au nom de ses collègues,

et répondit au discours de la députation. Les prêtres qui tenaient des couronnes de fleurs et d'épis vinrent les poser sur sa tête. Héliade, pénétré d'une sainte ardeur et humilié en même temps, refusa d'incliner sa tête, et prenant dans ses mains les couronnes : « Frères, s'écria-t-il, nous ne nous sommes levés qu'au nom de notre Seigneur et Dieu. Il n'a régné que du haut du Golgotha ; il n'a ceint sa tête que d'une couronne d'épines. Nous, ses adorateurs et ses frères, nous nous estimerons heureux, lorsqu'en remplissant notre mission, nous pourrons être dignes de recevoir, sans orgueil et sans hypocrisie, la couronne d'épines. Nous n'avons pas pris le chemin des honneurs et de la gloire des profanateurs laïcs et ecclésiastiques en même temps. Notre chemin est celui qui conduit au martyre. Prêtres, ministres de Dieu, apôtres de notre Sauveur, recevez ces couronnes ; allez les déposer au Temple, au pied de Celui qui s'est crucifié pour nous. » Et voyant auprès de lui le prêtre catholique au milieu des autres du rite grec : « Voilà, poursuivit-il, un grand jour pour la Roumanie, le jour de l'union et de l'harmonie universelle. Donnez-moi vos mains, ministres de Dieu... (il prit la main du prêtre orthodoxe et celle du prêtre catholique) l'Orient et l'Occident se donnent la main, ajouta-t-il. La Roumanie qui, par son origine, tient de Rome, et par sa foi se rattache à l'Orient, est destinée à servir d'anneau d'alliance pour le grand jour des noces du grand Époux, de l'époux-Christ, de l'époux-Peuple. »

L'accolade que se donnèrent les deux prêtres fut applaudie par des acclamations générales et prolongées. Jamais depuis le schisme la Roumanie n'avait prononcé le nom de *catholique* sans lui donner le sens d'hérétique et d'*antichrist*. A l'occasion de cette solennité, le mot catholique fut expliqué dans son véritable sens *d'universel*. Les masses, pénétrées de l'esprit de ce mot et de sa grande

importance, s'écrièrent comme un seul homme. A bas le papisme! vive l'orthodoxie et le catholicisme réunis! vive le christianisme universel! vive la fraternité universelle! (1)

III.

Dans chaque arrondissement, le gouvernement envoya

(1) Une grande partie des idées du christianisme, ainsi que la vie en commun, se pratiquaient déjà depuis longtemps en Judée parmi la secte des Esséniens. Ce fut dans cette secte que naquit et fut élevé le prolétaire de Nazareth; mais la Σωτηρία (le salut intégral, la délivrance), qui contient en germe, liberté, égalité, fraternité, ne fut annoncée au monde que par l'Homme-Dieu. Il fut appelé dans le commencement Emmanuel (Sauveur) et Jésus (Lumière). Pour sauver son Peuple et le monde entier de la tyrannie de l'argent, il exclut de son empire tout riche impitoyable; il jeta à la face des hommes du pouvoir la monnaie qui portait l'image de César, comme s'il avait dit : Laissez au diable ce qui appartient au diable!... Pour sauver le monde de la tyrannie des rois et des prêtres, il se dit le Fils de l'Homme, il se constitua en homme collectif, il représenta l'humanité entière, et se donna le nom de Christ (oint), c'est-à-dire il nous fit tous prêtres et rois, il proclama la souveraineté du Peuple. L'onction jusqu'alors n'était réservée qu'aux prêtres et aux rois. La doctrine de la bonne nouvelle fut nommée ensuite christianisme, c'est-à-dire la doctrine de la souveraineté populaire. On avait permis au Fils de l'Homme de se nommer Emmanuel ou Jésus; mais dès qu'il se donna le nom de Christ (l'oint), l'alarme fut donnée; les haines et les persécutions se soulevèrent contre lui; les privilégiés, les riches, les prêtres, les scribes, Hérode, tous les instruments de César, demandèrent sa mort.

Les disciples, les adeptes du Christ, quoique persécutés en partie par les Juifs, furent tolérés par les Romains, tant qu'ils vécurent, et enseignèrent leur doctrine sous le nom modeste de Nazaréens. Mais dès qu'ils eurent l'audace de se nommer chrétiens, c'est-à-dire prêtres et rois, alors malheur à eux! Ils durent expier cette audace par la persécution. Ils soulevèrent contre eux tous les instruments de la mort : le glaive, la roue, la lapidation, la croix, les flammes, etc. Ils durent mourir comme leur Maître. C'est au nom du christianisme qu'eurent lieu les grands martyres de tous les siècles, depuis l'archidiacre Étienne jusqu'à Jean Hus. C'est le christia-

des commissaires extraordinaires, hommes dévoués à la cause publique, et amis de l'ordre. Ils furent chargés

nisme qui a toujours protesté contre le papisme ; c'est le christianisme qui, de nos jours, sous une autre forme, fit les héros et les martyrs de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Roumanie.

Le christianisme dans le commencement marcha dans sa véritable voie et s'agrandit jusqu'à la formation de l'Église officielle. Cette église fit un pacte avec le paganisme et devint l'auxiliaire, l'instrument de César. Elle abjura la doctrine et les principes du Maître et se constitua en système qu'elle nomma catholicisme. Ce nom fut adopté dans le commencement par les Grecs et les Romains. On voit dans le symbole de la foi, dans le *credo* des Grecs et des latins :

Εἰς μίαν ἁγίαν, καθολικὴν καὶ ἀποστολικὴν Ἐκκλησίαν.

In unam sanctam catholicam et apostolicam ecclesiam.

Après le schisme, la qualification de *catholique*, qui signifie *universel*, fut considérée par les Grecs comme une expression d'orgueil, de suprématie, et par conséquent comme une hérésie dans la doctrine chrétienne. Ceux-ci prirent la dénomination d'orthodoxes (vrais croyants). Dès que l'Église officielle fut constituée, tant en Orient qu'en Occident, on voit qu'elle s'efforça, par toutes sortes de moyens, de faire oublier le nom de christianisme. L'église de Rome inventa des noms, des ordres qui s'éloignent du christianisme de la même manière que le diable, dit-on, s'éloigne de l'encens et de la croix. Aujourd'hui, dans toute l'Europe, on ne fait plus mention du nom de chrétien. Le Français, l'Italien, l'Espagnol, etc., ne se disent que catholiques, les autres protestants ; les croyants, en Europe, sont avant tout des jésuites, et en second lieu des catholiques. La dénomination de chrétien ne se voit que dans les livres de quelques écrivains ; elle est presque bannie ou oubliée dans la conversation.

Il n'y a que chez le peuple roumain que le nom de chrétien est généralement adopté et qui prédomine sur toute autre dénomination.

En Orient, l'Église opprimée se vit forcée de se réfugier au milieu des idolâtres du Nord qu'elle venait de convertir. Là, elle devint l'instrument du Czar, elle s'empressa d'oublier la doctrine du Christ, elle imita le système de l'Occident. Le Czar se constitua

d'expliquer aux paysans l'esprit de la Constitution, de leur inspirer l'amour du travail et de la soumission aux lois

pape ; il se défia. Les anciens chrétiens de la Russie, ceux de l'ancienne foi (*staré vera*) protestant contre ce nouveau paganisme, furent persécutés comme *rascolniks* (apostats, hérétiques).

On finit, de tous les côtés, par faire de la doctrine sociale la plus démocratique le système de despotisme le plus absolu. Nous en donnons la preuve : *Christianisme catholique* est synonyme de souveraineté universelle du Peuple, de délivrance de la triple tyrannie de l'argent, des prêtres et des rois. *Catholicisme romain* est synonyme de l'universalité du droit romain, de l'universalité de Rome ou de César : c'est l'absolutisme universel.

Voilà ce que les anciens chrétiens nommaient antichrist : c'est l'opposé, l'ennemi du Christ. Saint Jean, dans l'Apocalypse, représente l'église officielle par une bête à deux cornes, semblables à celles de l'agneau, mais qui parle comme le dragon, et s'efforce de tromper les Peuples afin qu'ils adorent la bête à sept têtes, l'hydre du despotisme impérial. Les anciens chrétiens avaient prévu les malheurs par lesquels devaient passer les Peuples, avant de voir réaliser sur la terre le règne de Dieu. Ils avaient prévu qu'il y aurait deux antichrists : l'un en Orient et l'autre en Occident ; mais ils ont prédit aussi que leur chute aurait lieu en même temps. Le Pape et le Czar tomberont en même temps.

Le christianisme vient de reparaître aujourd'hui au milieu de la France sous le nom de socialisme ou fraternisation ; il vient de reparaître sous la souveraineté du Peuple, proclamée par ce Peuple martyr. Les Césars, les Hérodes de l'époque, les pharisiens et les scribes, se sont donné la main pour persécuter de nouveau Christ, le véritable souverain, dans tous ses membres, dans tout individu des classes souffrantes. A bas le christianisme ! à bas la souveraineté du Peuple ! s'écrient les papes de l'Orient et de l'Occident, les Césars et les Hérodes ; ou les présidents et les gospodars, les pharisiens et les scribes. Et on pardonne aux criminels qui ont attenté à la famille, à la propriété et à la religion ; on pardonne aux prêtres, aux voleurs, aux jésuites, qui de tout temps ont violé la famille et la propriété et ont profané la religion ; mais on ne pardonne pas à ceux qui se sont voués au martyre pour sauver et assurer la famille, la propriété et la religion. On pardonne à Barrabas, mais on ne pardonne pas au Christ. Et les socialistes,

encore existantes. Une dizaine de ces commissaires ne tardèrent pas à être destitués à la suite d'une propagande étrangère à l'esprit du mouvement et à l'ordre qui était le seul salut du pays. Les paysans écoutaient les commissaires, les consultaient et les considéraient comme des prophètes. L'écharpe tricolore qu'ils portaient était un objet sacré aux yeux des habitants des villages.

Tout allait bien; tout le monde était content; une fête

indignés, aveuglés eux-mêmes par une sainte et juste colère, abrutis par les persécutions, s'écrient à leur tour : A bas les rois! à bas les prêtres! et... à bas le christianisme! Hélas! mais y a-t-il quelque chose de commun entre les rois, les jésuites et le christianisme? Les rois, les prêtres, le pape et le Czar sont l'incarnation du paganisme perpétué; le christianisme, c'est la souveraineté du Peuple, c'est la fraternisation universelle.

Criez, comme les Roumains : Vive le christianisme universel! vive l'onction ou la démocratie universelle!

Arrachez le crucifix des mains des jésuites, car c'est l'emblème de vos souffrances, c'est votre arme contre le despotisme; ne le laissez pas profaner par les jésuites et les rois; ne le laissez pas devenir un instrument de nouvelles tortures entre les mains de la force et de la ruse. Vous, qui annoncez au monde la bonne nouvelle, vous, qui proclamez la souveraineté du Peuple, la liberté, l'égalité et la fraternité universelle, pourquoi persécutez-vous le Christ, le prolétaire, le roi à la couronne d'épines, au sceptre de roseau? Voulez-vous un roi avec la verge de fer, ou un Peuple souverain du paganisme qui frappait les Aristide d'ostracisme, qui abreuvait les Socrate de la ciguë; qui exile ou qui laisse exiler les Ledru-Rollin et les Louis Blanc, qui emprisonne les Proudhon; qui fait mourir de désespoir les Saint-Simon? Criez, comme les Roumains : Vive le christianisme! c'est-à-dire vive le Peuple souverain évangélisé! à bas la royauté païenne!

Loin de nous le Peuple capricieux, le Peuple qui n'a pas reçu le véritable baptême de la démocratie évangélique; car sans l'amour et les vérités évangéliques, loin de vous délivrer de vos tyrans, vous devenez vos propres tyrans; vous détestez, dites-vous, les rois et leurs satellites, et la haine entre vos écoles est plus grande que celle que vous devriez avoir contre les tyrans.

générale et continuelle se célébrait dans toute la Valachie. On pouvait traverser le pays d'un bout à l'autre, professer toute espèce d'opinion sans être inquiété le moins du monde, tant la liberté était grande.

Les réactionnaires, quoique en petit nombre, s'étaient réunis dans la Petite-Valachie pour être près de quelques-uns des anciens ministres de Bibesco, comme Villara et autres, qui s'étaient d'abord réfugiés à Orsova, où plus tard s'étaient rendus aussi Odobesco et Salomon. C'est de là qu'ils correspondaient et complotaient de nouveau contre la tranquillité du pays. Les cinq districts d'Olto étaient devenus un repaire de réactionnaires anarchistes qui provoquaient de nouveau l'invasion des Russes.

Maghiero reçut avec satisfaction l'avis de se rendre dans la Petite-Valachie pour la sauver du désordre qui la menaçait. Il fut nommé, comme membre du gouvernement, commissaire général et plénipotentiaire de toute la Petite-Valachie. Il reçut la mission d'organiser un corps de pandours, et de réunir tous les dorobans en un seul corps pour former un camp central. Le premier régiment de l'armée régulière, commandé par le colonel Plessoiano, fut mis à sa disposition. Les instructions qu'il reçut étaient dignes de ses collègues et de lui : l'amour réciproque, la réconciliation des esprits et des intérêts, liberté d'opinion, surveillance pour faire disparaître toute dénomination qui divisait les classes, tels étaient les principes professés par le gouvernement, et que Maghiero était chargé d'appliquer. Tout le monde avait entière liberté, excepté celle d'attenter à la liberté individuelle et générale.

Dans plusieurs décrets, ces mots ont dû souvent fixer l'attention :

« La liberté possède tous les droits excepté, celui de se suicider. »

Florian Arons, afin de seconder Maghiero dans la Petite-Valachie, fut nommé administrateur ou préfet de la ville de Crajova. On nomma à Bucarest, pour le remplacer, Duca, homme d'une grande activité, qui, au commencement du mouvement, trompé par les calomnies des réactionnaires, avait été un moment contraire à la Constitution, et qui, par la suite, devint l'un des plus chauds partisans et auxiliaires de la révolution.

Jean Majoresco, qui fut l'âme du mouvement à Crajova, remplacé par Florian Arons, dans son rôle d'apôtre de la liberté, fut nommé chargé d'affaires de la Valachie auprès de la diète de Francfort. Par son caractère honnête et énergique, par ses lumières et la connaissance qu'il possédait de la langue allemande, il représenta dignement la Roumanie, et plaida chaleureusement sa cause. Chose singulière! pendant tout le temps qu'il demeura à Francfort, le ministère de la Valachie le laissa privé de toute espèce de nouvelles, et ne lui envoyait aucune instruction, malgré ses plaintes réitérées. Il ressemblait plutôt à un exilé qu'à un ambassadeur.

Quoique entravé dans ce qu'il pouvait faire pour la cause valaque, le pays lui doit beaucoup. Par ses démarches, par ses mémoires, il fit connaître à l'Allemagne la situation exacte de la Valachie. Tout ce qui fut fait en Allemagne concernant la question des principautés est l'œuvre personnelle de M. Majoresco. Le gouvernement n'y prit aucune part.

M. Voïnesco, qui remplissait les fonctions de secrétaire d'État, est invité à éclairer la nation valaque sur les plaintes graves formulées par M. Majoresco.

M. Alexandre Golesco avait aussi été envoyé à Paris comme chargé d'affaires auprès du gouvernement de la République française; mais nous ne connaissons d'aucune manière les résultats de sa mission. Le seul document

qui ait signalé son passage aux affaires, et qui nous soit parvenu, est une lettre adressée à quelques Valaques de la Transylvanie par laquelle... Il viendra un jour où M. Golesco rendra compte de cette lettre.

IV.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg, après avoir essayé d'introduire ses armées en Valachie, d'abord par Bibesco, puis par une révolte à l'instar de celle d'Hypsilanti, et enfin, par ses complots contre le mouvement, qui eut lieu malgré lui, en faveur de l'ordre ; après avoir échoué le 19 et le 29 juin, après avoir été déjoué dans la lettre de Kotzebue et dans ses menées dans la Petite-Valachie, tout l'espoir qu'il fondait sur ses agents provocateurs étant perdu, et ceux-ci se trouvant flétris déjà dans l'opinion publique et montrés au doigt ; le cabinet moscovite, dis-je, impuissant en Valachie, dirigea tout son art et tous ses efforts sur Constantinople. Il songea alors à utiliser l'ignorance et la crédulité des Turcs, à surprendre la bonne foi des représentants de la France et de l'Angleterre. C'est sa tactique habituelle depuis Pierre Ier. Lorsqu'il ne peut tromper les Roumains, il menace les Turcs de la guerre, et leur arrache ainsi des firmans qui violent les traités ; de sorte que, depuis plus d'un siècle, la cour suzeraine est toujours complice de la cour garante lorsque la Russie a su gagner les ministres ; mais lorsque le gouvernement turc, indigné des menées du ghiaour, revient à sa dignité et à sa loyauté ancienne, alors la Russie déclare la guerre comme en 1828, et menace de la guerre comme en 1848.

C'est ainsi que, cette fois encore, l'ambassadeur russe parvint, à force d'intrigues et de calomnies, à faire croire aux Turcs que le mouvement défensif et légitime de la

Valachie avait été un mouvement de révolte et d'anarchie. Il fabriqua, dans ses bureaux, une lettre fulminante destinée à donner un nouveau coup à l'autonomie valaque, et séduisit ou acheta le secrétaire du grand visir afin de surprendre la signature de ce haut fonctionnaire (au moment où celui-ci se trouvait dans l'apathie bienheureuse de l'opium), signature qui lui coûta le visirat.

C'est muni de cette lettre que Suleyman-Pacha fut envoyé en Valachie à l'effet d'intimider les Roumains, incriminés de rébellion et qualifiés d'étrangers dans leur propre patrie. Mais ce digne et véritable Turc, connu par ses lumières et son intégrité, avait aussi des instructions pour s'informer exactement de la nature du mouvement et des sentiments qui inspiraient le Peuple roumain.

Vers le milieu de juillet, Suleyman-Pacha, ayant à sa disposition un corps d'armée de vingt mille hommes, sous le commandement d'Omer-Pacha, arriva donc à Rustchuk, vis-à-vis de Giurgevo. Le gouvernement provisoire ne tarda pas d'envoyer son ministre secrétaire d'État, J. Voïnesco II, auprès de ce haut commissaire du Divan ; il était chargé de l'assurer des sentiments légaux qui inspiraient les Roumains et de leur désir de se lier à jamais aux Turcs selon la lettre et l'esprit de leurs traités. M. Ubicini, citoyen français et secrétaire intime du gouvernement provisoire, fut chargé de prendre une part indirecte à cette mission, comme homme qui, par son séjour à Constantinople, connaissait les Turcs, et qui, étranger au mouvement roumain, pouvait le représenter à un point de vue impartial. La manière brusque et provocatrice de J. Voïnesco déplut à Suleyman-Pacha. M. Ubicini en informa le gouvernement roumain, qui se vit forcé de rappeler J. Voïnesco et d'envoyer à sa place Stephan Golesco, membre du gouvernement provisoire, qui fut agréé et bien accueilli.

Le 18 juillet, l'administrateur du district de Vlasca, J. Philippesco, reçut à Giurgevo la lettre suivante de la part de Suleyman-Pacha :

« Monsieur,

« Conformément à mes instructions, je m'empresse « aujourd'hui de vous avertir que je suis décidé à passer « demain avec l'armée impériale à Giurgevo, non d'une « manière hostile, comme l'on pourrait se l'imaginer, « mais dans le seul but de protéger les anciens droits et « les anciennes institutions du pays et d'y rétablir l'ordre « légal.

« La présence d'une force de réserve à Gallatzi vous « servira d'exemple pour vous assurer des bonnes intentions du gouvernement de Sa Majesté le Sultan, notre « auguste souverain, envers ces pays.

« Pour vous en fournir encore une preuve sincère, j'ai « cru de mon devoir d'observer scrupuleusement les formalités du règlement sanitaire, qui est aussi l'un des « anciens droits et l'une des institutions de la principauté reconnues par le gouvernement impérial.

« Je vous prie donc, monsieur, de nous envoyer dès « aujourd'hui un nombre suffisant de gardiens de quarantaine, et d'agréer l'assurance de ma considération.

« Suleyman-Pacha.

« Le 18 juillet 1848. »

A la suite de cet avertissement formel, le gouvernement provisoire s'empressa de protester, par une note adressée à Suleyman-Pacha et communiquée aux représentants des puissances étrangères, contre la violation du territoire roumain, et de réitérer, en même temps, l'expression des intentions intimes qui lui faisaient rattacher la Valachie à la Turquie. Voici un passage de cette protestation :

« Les Roumains ne se sont jamais dégradés à porter

« le masque de la duplicité. Aussi Dieu fut-il toujours « avec eux. Nous n'hésiterons pas à nous montrer, comme « toujours, devant notre auguste souverain avec un front « pur et avec la foi dans le cœur ; car il n'est pas un « article dans notre Constitution qui lèse, en quoi que « ce soit, les droits de suzeraineté de la Sublime-Porte; « il n'en est pas un que nous n'ayions le droit de faire et « de mettre à exécution, s'il est un Dieu dans le ciel et « une justice sur la terre. »

Cette communication resta sans réponse. Les troupes turques, mises à la disposition de Suleyman-Pacha, passèrent en Valachie et campèrent auprès de Giurgevo.

Le gouvernement provisoire, pour tranquilliser les esprits des Roumains, fit publier la proclamation suivante :

Justice. — Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE ROUMAIN.

Le Gouvernement Provisoire.

« Frères Roumains,

« Malgré notre fidélité envers la Sublime-Porte, mal- « gré nos efforts pour soutenir l'ordre et démontrer l'ur- « gence de se mettre sur la défensive contre les intrigues « étrangères, les armées du Sultan se préparent à passer « sur notre territoire.

« Nous savons que tout Roumain est prêt à mourir pour « cette terre sur laquelle et pour laquelle nos pères ont souf- « fert tant de siècles, et c'est pour cela que nous vous « avertissons que S. E. Suleyman-Pacha nous dit, que « les armées impériales entrent, *non avec une intention « hostile, mais presque dans l'unique but de protéger les « anciens droits et les anciennes institutions du pays.*

« Cependant, d'un côté, le gouvernement provisoire,

« selon son devoir, a exprimé à S. E. Suleyman-Pacha « son regret de voir lesé le droit d'inviolabilité de notre « territoire, et de l'autre, il vo us invite à ne pas oublier « que la Sublime-Porte a pour les Roumains des senti- « ments paternels.

« Roumains, soyez calmes et fermes *dans votre tran-* « *quillité*. Soyez sûrs que tant que vous serez unis, tant « que vous réclamerez vos droits avec cette force calme « et imposante avec laquelle vous venez de les recon- « quérir, personne ne pourra les attaquer.

« Les membres du gouvernement provisoire.

« Le 19 juillet 1848. — N. 329. »

V.

Le 19 juillet, les notables de la capitale se rassemblèrent dans la salle de Momulo, pour se consulter sur la nouvelle qu'on venait de recevoir, touchant l'invasion du territoire roumain par les Turcs. A la suite de leur délibération, le lendemain, 20 juillet, le Peuple se réunit sur le Champ de la Liberté et d'un commun accord proposa et adopta les dispositions suivantes:

« I. Si la Sublime-Porte respecte les droits des Roumains et reconnaît la Constitution qu'ils se sont donnée, reconnaissants envers leur suzerain, ils lui jurent fidélité, amour et soumission, et sont prêts à faire de leur pays et de leurs poitrines le premier rempart de Stamboul.

« II. Si la Sublime-Porte ne retire pas ses troupes du territoire roumain, et si par la force armée elle cherche à s'initier dans les affaires intérieures du pays, alors tous les traités existants seront considérés comme déchirés et annulés par la Sublime-Porte elle-même.

« III. Dans un pareil cas, la nation roumaine est dégagée de tout devoir envers la Sublime-Porte.

« IV. Toute loi ou institution imposée aux Roumains par les étrangers sera considérée comme illégale et comme non avenue. Il sera du devoir de chaque Roumain de n'y pas obéir.

« V. Tout Roumain qui machinera l'introduction d'armées étrangères dans le pays ou le maintien de celles qui viennent d'y entrer, perdra le droit de Roumain, sera déclaré ennemi de la Patrie, et sera mis hors la loi. »

Dans la nuit du même jour, arriva dans la capitale un des secrétaires de Suleyman-Pacha, M. Tinghir, porteur d'une lettre adressée au métropolitain et aux boyars de la capitale. Le commissaire de la Sublime-Porte, en s'établissant à Giurgevo, avait envoyé le même jour son secrétaire à Bucaresci, sans subir la loi sanitaire. Le gouvernement roumain, surpris de cette infraction, ordonna aussitôt d'interner l'envoyé de Suleyman-Pacha dans l'hôtel où il était descendu, jusqu'au terme prescrit par les lois sanitaires. Il fit plus, il fit destituer le directeur de la quarantaine de Giurgevo, qui s'était laissé influencer par l'envoyé de la Turquie. Sa complaisance fut sévèrement punie, car elle était préjudiciable aux droits de la Valachie et à la Sublime-Porte elle-même.

M. Tinghir ayant informé le métropolitain qu'il désirait le voir, et lui ayant demandé l'heure à laquelle il pouvait se présenter chez lui, il lui fut répondu, qu'il ne pouvait sortir de l'hôtel avant d'avoir purgé sa quarantaine. C'est alors que l'envoyé turc comprit qu'il avait à faire à un Peuple qui respecte et qui sait faire respecter ses lois. Il lui fut dit encore, que si sa mission était urgente, le gouvernement était prêt à lui envoyer un homme fidèle auquel il pourrait communiquer son mandat. M. Tinghir déclara que, selon ses instructions, il ne pouvait communiquer qu'avec le métropolitain. Mais le Peuple, instruit de cette réponse s'assembla, au Palais dès le matin.

Il déclara nettement n'avoir pas confiance dans le métropolitain ; il ne pouvait avoir oublié, ni sa conduite au temps de la caïmacamie, ni la violation du serment qu'il avait prêté sur le Champ de la Liberté. M. Tinghir remarquant la fermentation des esprits et les protestations du Peuple consentit enfin à recevoir un des membres du gouvernement, comme témoin auprès du métropolitain. Cette mission fut confiée à Héliade. Celui-ci se rendit à onze heures, accompagné du Prélat, chez l'envoyé de Suleyman-Pacha, conformément aux règles sanitaires.

M. Tinghir déclara qu'il avait une lettre de S. Ex. le commissaire impérial, adressée à Son Eminence et aux boyars, lesquels étaient invités à se réunir pour en prendre connaissance.

Héliade, prenant alors la parole, s'exprima en ces termes : « Monsieur, nous sommes sûrs que S. E. Suleyman-Pacha est venue dans notre pays pour rétablir la confiance publique et assurer la tranquillité. Mais S. E. sera convaincue que la paix et l'ordre n'ont été troublés aucunement dans ces jours difficiles où le domnu régnant a abandonné le pays. Si un mouvement existe en ce moment en Valachie, c'est pour se défendre contre les intrigues étrangères qui menaçaient l'ordre, c'est pour les Roumains une nouvelle occasion de manifester à la face du monde leurs sympathies pour les Turcs, et leur juste aversion pour les ennemis communs des Turcs et des Roumains. Si S. E. désire l'ordre et la paix, elle est invitée à modifier l'adresse de la lettre dont vous venez de nous parler ; car dans l'avenir le Peuple Roumain ne veut et ne peut plus reconnaître d'autres boyars que les militaires (1). D'ailleurs ceux qui abusivement ont porté ce titre, sans en avoir le métier, ont prêté serment de s'en dépouiller, comme men-

(1) Boyar signifie guerrier.

songers à leur état, et de n'en prendre d'autre, que le véritable, celui de citoyens Roumains. Lorsqu'on entre dans un pays, il est juste et logique, en même temps, de s'adresser à ses habitants. On ne peut s'adresser aux boyars que dans un pays de boyars, s'il en existe un. Dans le pays des Roumains, S. E. est invitée de vouloir bien s'adresser aux Roumains; ce sera un acte non seulement de justice, mais aussi de prudence et de haute politique, sans lesquelles il n'y aura ni ordre, ni paix, et la responsabilité pèsera sur celui qui les aurait troublées le premier(1). »

M. Tinghir répliqua : « L'envoyé de la Sublime-Porte, Son Excellence Suleyman-Pacha, ne peut entrer en Valachie que par la porte du Règlement organique, et ce Règlement ne reconnaît comme chefs de la nation que les boyars. »

Héliade reprit : « L'envoyé de la Sublime-Porte ne peut entrer dans notre pays que par la porte des traités existants entre elle et la Valachie. Mais s'il lui plaît d'entrer par la voie réglementaire que les baïonnettes russes ont tracée, ce n'est pas davantage aux boyars qu'il faut s'adresser logiquement, mais au gouvernement, dont le chef légitime est le domnu, ou ceux qui le remplacent selon la loi. Or, le domnu légitime, en abdiquant par un acte légal et solennel, a déposé son gouvernement entre les mains des ministres qu'il venait de nommer, et ces ministres composent aujourd'hui le gouvernement provisoire. Par conséquent, Son Excellence ne peut s'adresser qu'au gouvernement qui a toutes les conditions de légitimité, ou aux Roumains en général, si elle veut connaître les sen-

(1) Ce que nous avons dit en 1848, nous le répétons encore aujourd'hui les traités à la main.

timents dont ils sont inspirés. S'adresser aux boyars, c'est une innovation arbitraire, une violation des traités et de ce Règlement même que les Roumains ont subi sans jamais accepter; c'est arbitraire vis-à-vis de nous, c'est inconséquent vis-à-vis de vous. »

M. Tinghir se frottait les mains; le Peuple en masse, dans la cour et dans la rue, criait sans cesse : Vive la Constitution ! vive le Sultan !

Héliade reprit : « Monsieur, nous voyons que la situation est grave, que les difficultés de l'envoyé du Sultan sont grandes. Nous connaissons, aussi bien que vous, les raisons qui vous obligent à poser une pareille adresse sur cette lettre. Mais établissons d'abord la bonne foi et la confiance entre les deux parties, entre les Roumains, et l'envoyé de la Turquie. Nous vous assurons de notre affection et du désir d'être les amis des Turcs. Assurez-nous aussi de votre part, que vous venez en amis, que vous connaissez nos sentiments, que vous êtes venus pour servir la *Turquie*, monsieur, me comprenez-vous? — Car entre nous, je me rappelle l'envoyé de la Sublime-Porte, en 1841. — Assurez-nous donc que vous désirez notre bien, que vous connaissez vos *véritables* intérêts, que vous respectez nos droits comme nous avons respecté les vôtres; assurez-nous que vous ne cherchez qu'à aplanir les difficultés et à sortir de l'embarras, et alors, sans discuter, nous pourrons nous consulter ensemble, et nous vous aiderons à vaincre tout obstacle. Voulez-vous entrer chez nous par la porte des traités, ou par celle du Règlement, comme vous dites, ou par toute autre porte que la politique vous indique? Entrez; et nous protesterons, si cela ne nous convient pas. Pourtant n'oubliez pas que vous entrez dans le pays des Roumains qui désirent être vos amis, n'oubliez pas que de ceux qui tiennent encore au titre de boyar, la plus grande partie n'a fait et ne fait

encore que conspirer contre la Porte, en devenant les instruments aveugles des intrigues de Pétersbourg. Enfin, adressez la lettre, s'il vous plait, *aux boyars*, mais ajoutez encore un seul mot, et aux *notables de la nation*. Par ce moyen, sans sortir de la voie que vous nommez *légale*, vous vous adressez avec *prudence* et en bons politiques à la nation entière, car vous vous adressez à ses mandataires. Nous vous donnons ainsi la preuve de notre sincérité. Si vous vous obstinez à ne pas suivre notre avis qui est réconciliateur et prudent, vous nous ferez douter de votre bonne foi ; et alors nous ne pourrons répondre des conséquences. »

M. Tinghir resta pensif ; après quelques instants de réflexion, il promit d'en référer à Son Excellence, et de répondre d'après l'avis qu'il en recevrait.

C'est ainsi que les deux mandataires se séparèrent de M. Tinghir. Ils retournèrent au palais au milieu des acclamations du Peuple. Les appartements, la cour et les rues voisines étaient encombrés par la foule. Elle attendait le résultat de l'entretien de ses mandataires avec l'envoyé de Suleyman-Pacha. Héliade passa dans toutes les salles, sortit sur le balcon, et partout communiqua le résultat de sa visite. Il termina ses rapports en exhortant de nouveau les masses à l'ordre et à une attente calme et digne.

Le lendemain, la réponse de Suleyman-Pacha arriva. Il consentait à la modification de l'adresse. M. Tinghir invita les boyars et les notables à se réunir chez lui pour leur communiquer la lettre écrite au nom du Sultan.

On lui fit observer qu'il avait encore un jour pour finir le terme de la quarantaine, et que d'ailleurs, par égard pour le Sultan et pour les mandataires de la Nation, on ne pouvait se réunir dans une salle destinée aux bals masqués. On lui fit observer que dans la cour de la cathédrale

se trouvait la grande salle des séances de l'Assemblée Générale ; que les mandataires de la Nation s'y réuniraient ; qu'il serait invité à s'y rendre ; qu'il y serait reçu avec les honneurs dus à l'envoyé de Suleyman-Pacha. M. Tinghir y consentit.

Le gouvernement prit donc ses mesures ; il invita sans exception, et selon l'archontologie, tous les ex-boyars qui se trouvaient dans la capitale, ainsi que les notables de toutes classes et de toutes les professions, à se rendre le lendemain dans la grande salle de l'Assemblée Générale.

VI.

Le lendemain, 22 juillet, les invités se rendirent dans la salle de l'Assemblée générale ; elle était pleine. Le Peuple occupait la colline et la cour de la métropole.

M. Tinghir, escorté d'un peloton de cavalerie et par des dorobans de la police, y arriva au milieu des acclamations dans une voiture de parade que le gouvernement lui avait envoyée ; il y prit la place qui lui était désignée.

Avant de commencer la lecture de la lettre, il s'adressa aux assistants en ces termes : « Je vous conjure, Messieurs, leur dit-il, par la gravité de cette réunion, de respecter la lecture de la lettre qui vous est envoyée au nom de S. M. le Sultan, et je vous préviens que je ne pourrais souffrir ni interruption, ni remarques, ni murmures, pas même de l'enthousiasme ; tout individu, de quelque condition qu'il soit, sera responsable de son manque de respect dû au lieu, à la solennité et à la situation. Après ma sortie de cette enceinte, vous pourrez vous consulter et délibérer sur la réponse que j'attends de vous dans les vingt-quatre heures. »

Il commença la lecture de la lettre, dont voici le contenu :

MESSIEURS LES BOYARS ET LES NOTABLES DU PAYS,

Il est de notoriété publique que la Valachie, partie intégrante de l'Empire ottoman, n'a jamais cessé de jouir de nombreux priviléges et d'institutions avantageuses ; les Valaques, au lieu de donner un témoignage de reconnaissance de ces bienfaits, au lieu de concourir avec empressement au maintien de l'ordre et de la tranquillité du pays, surtout dans les circonstances actuelles, se sont dernièrement permis de commettre des actes illégaux qui ont été très mal vus par la Sublime-Porte.

Un certain nombre d'individus, se donnant le nom de Valaques, ont paru inopinément dans cette principauté, et après avoir séduit la milice du pays et renversé le gouvernement, ils ont profité de cette occasion pour imposer au prince, sous le nom d'institutions nouvelles, des conditions inadmissibles, que (*sic*) le hospodar ne pouvant résister à la violence et se voyant dans une situation dangereuse, a été obligé, et même forcé (*sic*) de quitter sa résidence. Alors ces mêmes individus, saisissant cette nouvelle circonstance si favorable à leurs vues, ont eu l'audace de former une nouvelle administration illégale sous le nom de gouvernement provisoire, en remplacement de celui qui était légitimement constitué et confié aux soins du susdit prince Bibesco par Sa Majesté le Sultan. Ces actes sont non seulement incompatibles avec les droits de la suzeraineté et avec les principes du gouvernement de la Sublime-Porte, mais ils sont encore de nature à amener toutes sortes d'innovations contraires au maintien de l'ordre et de la tranquillité dans le pays ; il est donc évident que cet état de choses ne peut donner lieu qu'à des désordres intestins dont l'issue serait inévitablement funeste au pays. Sa Majesté le Sultan, notre auguste souverain, toujours animé de sentiments paternels pour le bien-être de toutes les classes de ses sujets, et voulant en donner une preuve éclatante aux Valaques, avait précédemment envoyé dans cette principauté un commissaire chargé spécialement d'aviser aux moyens d'y rétablir l'ordre et la tranquillité. Malheureusement les Valaques, sans attendre un heureux résultat des mesures que la Sublime-Porte se proposait de prendre sur les rapports que le susdit commissaire lui devait faire, se sont laissé égarer d'une manière irréfléchie, et ayant commis des actes de funeste consé-

quence, ont ainsi assumé une grave responsabilité. Pourtant Sa Majesté le Sultan, notre gracieux souverain, dans l'unique but de donner encore une nouvelle preuve de sa clémence et de sa magnanimité bien connue, et pour ne pas jeter la masse de la population dans des inquiétudes à cause des troubles occasionnés par quelques esprits révolutionnaires, a jugé convenable de me charger spécialement de vous conseiller et de vous inviter d'abord à rentrer dans la voie de la soumission, et dans les cas contraires (*sic*), c'est-à-dire si ces moyens pacifiques rencontraient de l'opposition de votre part, d'employer avec un vif regret des mesures coërcitives.

L'objet principal de ma mission est de vous signifier clairement que la continuation de l'état actuel des choses, établi contrairement aux droits de la suzeraineté et aux principes du gouvernement de Sa Majesté le Sultan, n'étant point tolérable, le gouvernement provisoire illégalement formé dans la Principauté, doit être immédiatement dissous ; qu'une personne digne de confiance doit être nommée sans le moindre retard en qualité de Lieutenant, conformément aux dispositions du Règlement organique, au poste resté vacant par suite du départ du prince Bibesco ; que tout ce qui a été arbitrairement établi et promulgué dans le pays sous le nom de nouvelles institutions est considéré dès à présent comme nul et non avenu ; qu'après avoir ainsi ramené le pays dans son état antérieur, on prendra en considération les griefs fondés que vous serez dans le cas d'exposer, comme par exemple des plaintes contre l'exécution incomplète du Règlement organique, contre l'administration de l'hospodar ou tout autre abus qui paraîtrait être contraire aux vues bienveillantes et aux sentimens de justice dont Sa Majesté le Sultan n'a jamais cessé de donner des preuves à tous ceux qui ont su les mériter. Si une députation composée de quelques personnes de votre choix vient m'exprimer au nom du pays des griefs de cette nature, et s'ils sont bien fondés, des mesures efficaces seront immédiatement prises à cet égard ; si, au contraire, malgré tous ces moyens de démonstration que je viens de citer, vous persistez encore à tenir le pays dans cette position fausse et à suivre le système arbitraire, je ne saurai m'empêcher de marcher dans l'intérieur du pays avec la force armée que j'ai à ma disposition comme dernier moyen d'exécuter les ordres de Sa Majesté Impériale, et d'agir suivant la nécessité des circonstances. En vous expliquant donc, Messieurs, les différents degrés de ma mission, je suis convaincu d'avance que la dernière résolution de Sa Majesté Impériale demeure tout à fait conforme aux principes de l'équité et de la mo-

dération, et que la prudence et la sagacité dont vous êtes doués vous guideront indubitablement dans la voie de sagesse et de salut, et que vous suivrez ainsi, avec une vive reconnaissance, les conseils paternels que je suis chargé de vous donner de la part de notre auguste souverain.

Il est donc de mon devoir de vous prévenir franchement de m'adresser avant tout une supplique signée par vous, contenant l'acte de votre soumission, pour qu'elle soit expédiée immédiatement à la Sublime-Porte. Vous pouvez en même temps envoyer auprès de moi quelques personnes de considération pour m'expliquer les griefs que vous croiriez justes et bien fondés, afin que je puisse les communiquer à la Sublime-Porte.

Signé : SULEYMAN-PACHA.

19 (31) juillet, au camp impérial.

On reconnut, dès les premières lignes, que cette lettre avait été dictée sous l'influence de l'ambassadeur russe à Constantinople. — L'envoyé de Suleyman-Pacha salua l'Assemblée et sortit au milieu d'un silence morne et profond. Le Peuple connaissait déjà le sens de la lettre, et M. Tinghir n'entendit plus dans les rues que : Vive la Constitution ! Le nom du Sultan n'était plus prononcé.

Dans l'Assemblée était un grand nombre de vieux boyars et de réactionnaires ; pourtant il ne s'en trouva pas un qui ne fût indigné du ton de cette lettre et ne la qualifiât d'injuste, tant elle faussait le caractère du mouvement valaque. L'Assemblée, après une discussion assez calme et régulière, décida d'un commun accord de choisir dans son sein une commission de dix ou douze membres pour rédiger et discuter une réponse, la signer au nom de l'Assemblée, et l'envoyer à Suleyman-Pacha. Parmi les membres de cette commission se trouvaient Philippe Linge, C. Cretzulesco, Aristide Ghica, Dem, Bratiano, C. Bolliac et autres boyars et négociants.

Après sa première séance, cette commission fit avertir M. Tinghir qu'il lui était impossible de terminer la ré-

ponse dans les vingt-quatre heures; elle demanda un délai de trois jours, et ce délai lui fut accordé.

Le gouvernement provisoire, conséquemment à ses principes, devait se dissoudre ; mais on ne pouvait approuver les accusations dont la lettre de Suleyman-Pacha était remplie. Les membres du gouvernement provisoire, avant de donner leur démission, représentèrent à M. Tinghir qu'obéir au sens de la lettre de Suleyman-Pacha, c'était cesser de gouverner ; et que se retirer du gouvernement dans des moments si critiques, c'était abandonner la capitale aux conséquences de l'agitation des esprits. M. Tinghir conjura les membres du gouvernement de garder leur autorité jusqu'au moment de la nomination du nouveau gouvernement.

Il fut publié ensuite le décret suivant :

« Citoyens Roumains,

« Les ennemis de notre prospérité ont dans leur agonie poussé un cri de rage qui a retenti jusqu'aux portes de Stamboul, et le Divan, en l'entendant, s'égara lui-même et pensa un moment que votre gouvernement ne représente pas le Peuple.

« Leur méchanceté est allée jusqu'à donner un sens criminel à la qualification de *provisoire* que vous avez donnée au gouvernement de votre choix.

« Sachant que la nation roumaine est prête à faire de grands sacrifices pour assurer la Sublime-Porte de son dévouement et de son amour pour l'auguste Pactichah, libérateur de l'Orient ; nous déposons le pouvoir entre les mains du Peuple, et nous appuyant sur l'esprit d'ordre qui vous anime et sur la confiance que vous avez mise en nous, nous vous invitons à vous réunir et à procéder sans retard à l'élection d'un autre gouvernement, qui, selon la demande de l'envoyé, prendra le nom de *Lieutenance*

domniatre de la terre roumaine, et sera reconnu officiellement par la Sublime-Porte.

« Les membres du gouvernement provisoire.

« N. 339, 23 juillet 1848. »

VII.

Le Peuple se réunit le même jour à quatre heures de l'après-midi, sur le Champ de la Liberté ; il élut à l'unanimité, sous le nom de *Lieutenance domniatre*, les mêmes membres qui composaient le gouvernement provisoire. Après l'élection, toute la ville se transporta au palais, en défilant sous les fenêtres de M. Tinghir, et en criant : Vive la Constitution ! Les élus étaient absents du palais ; le Peuple était venu à la lueur des flambeaux et au son de la musique leur donner une sérénade et les féliciter. Les acclamations se multiplièrent et ne cessèrent qu'après l'arrivée des Lieutenants, et leur apparition sur le balcon. Ils remercièrent le Peuple qui se retira bientôt avec ordre. En repassant sous les fenêtres de M. Tinghir, il s'y arrêta pour lui donner aussi une sérénade, et demanda qu'il parût à la fenêtre. L'envoyé de Suleyman-Pacha céda donc à la demande du Peuple. A son apparation, les acclamations se multiplièrent, on éleva l'étendard tricolore jusqu'à sa fenêtre, et le Peuple exigea que M. Tinghir le baisât. M. Tinghir, pour complaire au Peuple, se vit forcé d'embrasser le tricolore national. Ce fut un acte de politique, car le Peuple se retira satisfait ; et les cris de : Vive le Sultan ! se firent entendre de nouveau dans toute la ville.

La commission de l'Assemblée de boyars et des notables nommée pour rédiger la réponse à la lettre de Suleyman-Pacha remit à M. Tinghir cet acte important.

Nous regrettons de n'avoir pas l'original de cette réponse qui était l'expression unanime des boyars et des

notables de Bucaresci. Nous aimons à croire que l'empressement à donner cette réponse au terme fixé n'a pas permis aux membres de la commission d'en tirer copie. Ce papier ne se trouve qu'entre les mains de Suleyman-Pacha ou chez C. Cretzulesco. Aucune feuille publique ne l'a reproduit, aucun Roumain n'en a copie.

Cet acte important était un aperçu historique des droits de la Valachie, il contenait l'esprit des traités entre la Valachie et la Sublime-Porte, les droits civils et politiques qui ont régi le pays depuis l'an 1393 jusqu'en 1828; les intrigues de la Russie depuis Pierre 1er, l'empiétement sur les droits nationaux, commis par le Règlement organique imposé par les baïonnettes de la puissance soi-disant protectrice; la situation malheureuse du pays depuis 1830 jusqu'en 1848; les dernières intrigues de la Russie; son intention de renouveler les troubles et de faire éclater une rébellion à l'instar de celle d'Hypsilanti, et la nécessité où s'étaient trouvés les vrais Roumains de s'opposer au mouvement anarchique des agents russes, de soutenir le domnu régnant, de l'appeler à se mettre à la tête du mouvement de défense, de signer une constitution qui seule était en état de calmer les esprits et de maintenir l'ordre. Enfin cet acte justifiait les vingt-un articles de la Constitution en démontrant que tout avait existé dans les lois et coutumes du pays, que rien n'y était nouveau ou imité de l'étranger, sinon la traduction de quelques mots, comme par exemple ceux de *pitarelli*, *caminarelli*, etc., traduits par gardes nationales. (Voir le *Protectorat du Czar*, pag. 4.) La réponse se terminait par la description des derniers événements depuis le 9 juin jusqu'au 23 juillet. En parlant des membres du gouvernement, on faisait remarquer qu'ils avaient la confiance du Peuple puisqu'ils avaient été élus le 14, le 19, le 29 juin et le 23 juillet. Elle montrait aussi l'es-

prit d'ordre qui animait le Peuple roumain et son désir de renouveler avec la Turquie ses anciennes et légitimes relations paralysées par le Règlement organique.

VIII.

Une députation nombreuse fut nommée le lendemain, conformément à la lettre de Suleyman-Pacha. Elle fut envoyée à Giurgevo pour complimenter le commissaire de de la Sublime-Porte et lui communiquer les griefs de la Nation. Cette députation, composée d'une centaine d'habitants, les plus notables de la ville, et de plusieurs paysans des villages, fut suivie de milliers d'habitants de toutes classes.

La députation fut accueillie par Suleyman-Pacha dans sa tente au milieu du camp. Le commissaire impérial avait reçu déjà la réponse des boyars et des notables que lui avait envoyée M. Tinghir; il exprima à la députation sa satisfaction des sentiments des Roumains pour les Turcs, des témoignages de fidélité contenus dans leur réponse et prouvés par leur empressement à dissoudre le gouvernement provisoire. Mais il ne pouvait adhérer à l'élection de six membres de la Lieutenance, vu qu'il avait annoncé ne pouvoir rentrer en Valachie que par la porte du Règlement organique, et qu'il avait très clairement dit dans sa lettre ne pouvoir reconnaître qu'un seul chef pour remplacer comme lieutenant l'ex-domnu Bibesco.

La députation se trouva blessée de cette observation qui lésait la souveraineté du Peuple. Elle invita Son Excellence, au nom de la tranquillité publique, à approuver la nouvelle élection telle qu'elle avait été faite. Les observations et les prières furent un peu animées. Les réclamations du Peuple qui entourait le camp deve-

naient si fortes et si fréquentes, que le commissaire impérial, forcé de sortir de son calme habituel, s'exprima ainsi : « Je vous conseille, messieurs, d'être prudents et de ne pas dévier de la voie de fidélité dont vous me donnez l'assurance. Soyez conséquents ; autrement je serais forcé de venir à Bucaresci pour y rétablir, par la force armée, l'ancien ordre de choses. »

Dans la députation, il se trouva quelqu'un qui dit à Suleyman-Pacha : « Excellence, si les Roumains avaient montré aux Russes la dixième partie de l'affection qu'ils montrent aujourd'hui aux Turcs, les Russes les auraient défendus, et Votre Excellence n'aurait pas osé aujourd'hui les menacer de venir par la force armée leur imposer votre volonté. » Ces expressions n'étaient nullement patriotiques, car être défendu par les Russes, c'est synonyme de ne pas exister (1). Mais il était nécessaire que l'envoyé de la Sublime-Porte entendît aussi de semblables paroles, qui étaient propres à réveiller l'apathie du Divan.

Mais l'ensemble de la députation s'exprima en ces termes :

« Excellence, si vous nous menacez de l'ancien ordre des choses, nous vous dirons franchement qu'il ne sera rétabli que sur les cadavres des Roumains. Le Peuple de la Roumanie ne veut plus entendre parler du Règlement organique, qui fut le fléau de leur pays, et l'humiliation de la Turquie. Si, selon votre expression, vous devez entrer dans notre pays par la porte de ce Règlement, nous ne vous obéirons que pour vous aider à nous faire rentrer dans nos anciennes et légitimes relations avec la Sublime-Porte. D'ailleurs, si vous persistez à suivre la lettre du

(1) Les Turcs n'osent plus rien dire aux habitants de la Bassarabie ; mais la Bassarabie ne compte plus comme une partie de la Roumanie.

Règlement, nous vous avertissons que dans le cas de vacance au domaniat, il nous faut trois membres pour composer la Lieutenance domniaire. Les six membres ont été nommés par la volonté du Peuple, mais exiger un seul lieutenant, c'est illégal; c'est l'expression de la force; la lettre du Règlement organique que vous nous faites subir en exige trois. Nous admettons donc une condition qui sera plus légale. Le domnu Bibesco a été élu par la nation le dépositaire légitime du pouvoir. Avant d'abdiquer, il a nommé un ministère, entre les mains duquel il a laissé les rênes du gouvernement. Le Peuple élira, parmi les ministres, trois membres qui composeront la Lieutenance domniaire issue du pouvoir légitime. Cette élection, qui rend au Peuple ses droits, vous mettra aussi sur la voie que vous nommez réglementaire, et que nous ne pouvons reconnaître que tant qu'elle est en harmonie avec les prérogatives imprescriptibles de la Nation. C'est le seul moyen, dans votre position, de pouvoir entrer en relation avec notre gouvernement. »

Suleyman-Pacha, dans sa loyauté, reconnut le bon sens et la justice de la députation; il l'engagea à retourner dans la capitale, et à procéder à une seconde élection des trois membres de la Lieutenance pris parmi les ministres nommés par l'ex-domnu Bibesco.

Au retour de la députation, le Peuple se réunit de nouveau sur le Champ de la Liberté. Il était tenace; il persistait à garder aux affaires tous les hommes dans lesquels il avait confiance. Les orateurs s'efforçaient de lui faire comprendre la raison et la nécessité des circonstances actuelles. Parmi ces hommes, il s'en trouva qui voulaient profiter de l'occasion pour porter au pouvoir des hommes en intelligence directe ou indirecte avec le parti russe. Ceux-ci en imposaient au Peuple en disant : « Stephan Golesco et Maghiero n'occupent plus de ministères, et Teli a

manifesté son désir de se retirer. » Et ils l'exhortaient à les laisser de côté, et ils lui proposaient une liste de ministres en tête de laquelle figurait Campineano ; mais le Peuple se récria et leur dit : « Si vous voulez nous faire entrer dans la voie que vous nommez légale, présentez-nous la liste de ministres nommés par l'ex-domnu, et non des hommes qui se sont introduits dans le ministère par des moyens à eux. Lorsqu'il s'agit de maintenir au gouvernement les hommes qui peuvent nous garantir l'assurance de nos droits, vous nous dites que nous sommes hors de la légalité ; c'est pour les éloigner. Mais lorsqu'il s'agit d'entrer dans ce que vous appelez légalité, pourquoi nous présentez-vous des noms sans aucune autorité légale, et qui nous inspirent peu de confiance? Présentez-nous donc la liste des ministres nommés par l'ex-domnu. »

On présenta alors la liste du ministère que Bibesco avait nommé avant son abdication. Héliade fut acclamé à l'unanimité, puis N. Golesco, et puis Christian Tell. On fit observer au Peuple que Tell avait renoncé à cette charge ; mais il déclara qu'en de pareilles circonstances, le général Tell n'était plus libre de se retirer du gouvernement. La Lieutenance domniaire fut acclamée.

IX.

Avant de terminer cette partie, nous remarquerons que dès la première élection des six membres, ceux-ci, avant de prendre les rênes du gouvernement, s'étaient réunis avec leurs anciens camarades qui avaient composé le comité révolutionnaire. Ils leur exposèrent qu'ils étaient décidés, comme par le passé, à ne gouverner qu'en cédant en secret le pouvoir entre les mains de ce comité. Ils s'engagèrent d'eux-mêmes à ne rien conclure, à ne rien proclamer et

à ne rien faire sans l'avoir soumis d'avance à la discussion et à l'approbation de ce comité.

Par conséquent, chaque membre de ce comité renouvela aussi son engagement d'être solidaire de chaque acte de la Lieutenance.

La première demande que l'envoyé de Suleyman-Pacha fit à la Lieutenance des six membres, fut de faire publier un acte dans les termes suivants :

« Le gouvernement provisoire vient d'être dissous ; une « Lieutenance domniaire, composée de six membres, l'a « remplacé. Les nouvelles institutions ne pourront être « en vigueur qu'après l'approbation et la confirmation « de Sa Majesté le Sultan, notre gracieux suzerain. »

Cet acte, avant d'être publié, fut discuté dans le conseil des douze membres. Les uns ne pouvaient point l'admettre, disant que par lui on enlevait aux Roumains le droit d'autonomie ; parmi ceux-ci, Tell était l'un des plus opposants. Mais la majorité déclara que le droit d'autonomie avait aussi sa voie légale, et que les lois et les institutions, avant d'être mises en vigueur, devaient être proposées, discutées et approuvées par les mandataires de la Nation, et puis reconnues par la Sublime-Porte, autant qu'elle avait le droit de les reconnaître comme puissance suzeraine ; que les Roumains, dès le commencement, avaient reconnu et proclamé la suzeraineté de la Turquie et l'autonomie de la Valachie selon les traités existants ; que le Peuple, pénétré de la vérité de ces deux principes, avait lui-même demandé d'envoyer à Constantinople une députation avec une pétition couverte de centaines de mille de signatures, pour solliciter la confirmation des vingt-deux articles de la Constitution.

La majorité finissait en disant qu'il ne fallait pas se faire d'illusions ; qu'on ne devait pas se tromper soi-même ;

qu'on devait être conséquent avec la proclamation constitutionnelle et avec la demande du Peuple; qu'il ne fallait pas se créer des difficultés nouvelles, en donnant à croire aux Turcs les accusations et les calomnies du cabinet moscovite.

Après une longue discussion, et après l'approbation d'une forte majorité du conseil, cet acte fut signé et publié sans être numéroté et passé dans les registres.

C. Rosetti, membre du comité des douze, engagé comme tous les autres à se soumettre aux décisions de la majorité, ne tarda pas à publier, dans son *Prouncò*, des articles incendiaires dont nous donnons un échantillon :

« La Lieutenance *des six* vient de publier un acte par lequel elle déchire les traités existants et cède à la Turquie l'un des plus grands de nos droits, le seul droit pour lequel nous nous sommes soulevés, le seul droit en vertu duquel ces mêmes hommes ont protesté contre l'invasion de l'armée ottomane, le seul droit qui ait empêché la Russie d'entrer dans notre pays, le seul droit pour lequel nous pouvons appeler le secours du ciel et des autres nations; par conséquent, nous coupons nous-mêmes le fil de notre existence, par conséquent le père étrangle ses propres enfants.

« Malheur à nous, si le gouvernement de la révolution fait cadeau aux étrangers de la vie de deux millions et demi de Roumains ! si le gouvernement de la révolution cède aux étrangers ce que l'Assemblée générale, élue selon le Règlement organique, ne put consentir à céder en 1837, pas même devant la force des baïonnettes. »

Deux feuilles entières de *Prouncò* furent pleines de provocations dans le but de soulever le Peuple contre la Lieutenance, ou de le mettre aux prises avec les Turcs. C'eût été de belles paroles, de justes incriminations, si la Lieutenance eût été coupable ou si Rosetti n'avait pas fait

cause commune avec les instruments de la Russie, avec les assassins du Peuple, Odobesco et Salomon. Rosetti avait l'air, dans ces articles, de n'avoir pas lu, de n'avoir pas compris la proclamation constitutionnelle, et d'ailleurs, les membres du gouvernement étaient élus par le Peuple et ne se considéraient que comme ses serviteurs. S'il y avait une nécessité à déjouer les intrigues moscovites, cette nécessité provenait des circonstances ; si l'acte en question était une faute, la faute appartenait à la majorité du conseil des douze et non à la Lieutenance, dont plusieurs membres étaient d'un avis contraire. Tout autre que Rosetti aurait pu faire une observation ; mais il n'appartenait pas à un membre du comité qui avait pris part à la discussion et avait adopté l'acte avant d'être publié, d'irriter le public sur une délibération du conseil.

Mais le but de Rosetti n'était pas d'incriminer l'acte et les hommes qui avaient voté pour lui ; il voulait trouver un prétexte de soulever le Peuple contre les Lieutenants.

Mais le Peuple, par son bon sens, pour toute éventualité sur l'avenir, d'un côté protesta d'avance contre tout abus qui pourrait être fait de cet acte, et de l'autre, afin de donner une preuve de sa confiance envers les membres de la Lieutenance des six, il composa le lendemain la nouvelle Lieutenance des hommes qui avaient signé l'acte en question dicté par une force majeure et sans aucune conséquence. D'ailleurs, comme la Lieutenance des six membres ne fut pas reconnue par Suleyman-Pacha, l'acte signé par elle et contre lequel le Peuple avait protesté, était considéré comme non avenu. La Lieutenance des trois membres ne le renouvela pas.

Pour démontrer l'élasticité des opinions que soutenait Rosetti, nous finissons ce chapitre en disant que plus tard un homme de la même coterie, de ceux qui prétendent qu'ils ont rompu avec la Turquie, présenta un mémoire

au cabinet de l'Autriche, et sans être forcé, ni par les circonstances, ni par une force majeure, s'empressa de reconnaître non seulement à la Turquie, mais encore à la Russie, le droit de contrôler les lois de la Valachie. Cet acte a été publié par un des rédacteurs de la *Revue des Deux-Mondes*. On connaît les opinions politiques de cette revue. Nous citerons ici l'un des derniers passages de ce mémoire :

« Que la Turquie, en sa qualité de puissance suzeraine,
« tienne à exercer un droit de sanction afin de surveiller
« ses prérogatives, cela se conçoit; que la Russie, à son
« tour, en qualité de puissance garante, exige que la
« Sublime-Porte ne promulgue sa sanction que de con-
« cert avec elle-même, cela est un droit dont l'exercice
« peut donner lieu à des abus graves, mais qui ne mena-
« cent pas directement les libertés intérieures des Prin-
« cipautés. »

Qu'on compare le sens de ce mémoire avec l'article de Rosetti que nous venons de citer; qu'on juge de la bonne foi de ces hommes. Les idées extrêmes, l'invitation à la guerre avec les Turcs ou l'excitation à la guerre civile, servaient-elles en 1848 la politique russe? On était prêt à faire tout ce qui plaisait à la Russie. Plus tard, la proclamation d'une Roumanie-Unie justifiait-elle les calomnies du manifeste de Nellserode de juillet? contribuait-elle à démontrer la légitimité de l'occupation des Russes en Moldo-Valachie? On s'empressait de vouloir rompre avec les Turcs et de proclamer, malgré toutes les difficultés existantes, une Roumanie-Unie. Plus tard encore, était-il utile à la politique russe que quelques-uns des hommes qui prétendent avoir été du mouvement reconnussent le droit *d'exiger* que la *Sublime-Porte ne promulguât sa sanction à nos lois que de concert avec la Russie elle-même?* Les mêmes hommes d'*une soi-disant* Roumanie

indépendante s'empressèrent de présenter un mémoire comme celui que nous venons de citer. Un jour viendra-t-il où les Peuples de l'Europe reconnaîtront l'indépendance de chaque nationalité, où la Turquie, dans sa loyauté et dans ses propres intérêts, verra qu'il sera utile pour l'Europe et pour son empire même de constituer et de reconnaître la nationalité des Roumains et de la constituer comme un boulevard avancé contre les barbares du Nord? Alors les complices d'Odobesco, les démagogues de 1848, les guerroyants de 1849, 50 et 51, jetteront leur masque et se mettront du côté de ceux qui attendent leur salut du Czar. Nous approchons déjà de 1852, et le chef de cette coterie de ces soi-disant patriotes qui ont rompu avec les Turcs est devenu plus Turc que les Turcs eux-mêmes. Après avoir travaillé trois ans à compromettre une partie crédule de l'émigration roumaine aux yeux de la Turquie, il condamne en ce moment sa propre œuvre (1).

(1) L'idée d'une Roumanie unie date déjà de plus de soixante ans. Elle a été professée en projet en Transylvanie dans le Banat, et en Hongrie par tous les littérateurs roumains, par Paul Giorgovisci, Pierre Major, Démétrius Cichindel, Schincaï, Samuel Klein et autres. Elle a été propagée en Valachie par Georges Lazar; elle a été continuée et professée par l'auteur de cet ouvrage pendant vingt-huit années. Mais en 1848, en Valachie, en Transylvanie, dans le Banat, nulle part cette question ne fut agitée, car son temps n'était pas encore arrivé. C'est la Russie qui s'empressa de s'emparer de cette idée et de lancer le manifeste de juillet, afin d'exciter contre les Roumains la haine des Autrichiens et des Turcs et même la jalousie des Hongrois.

Les Roumains de la Valachie ont protesté contre cette calomnie moscovite. (Voir le *Mémoire justificatif*, publié à Paris en 1849, et signé par une grande partie de l'émigration, et bien d'autres documents.)

Par conséquent, le devoir de chaque émigré roumain est de démontrer que la Russie a menti et non de justifier ses accusations. L'auteur de cet ouvrage n'a jamais été contre l'idée de l'unité de

la Roumanie; il l'a professée et la professe comme auteur, comme poète, comme chrétien, — car rien n'est plus chrétien que l'amour et l'union, — mais non pas comme homme du mouvement valaque de 1848, car il ne peut pas rendre un Peuple entier solidaire de ses idées; il ne peut pas compromettre un mouvement qui, pendant trois mois, ne fut basé que sur les principes de la suzeraineté de la Turquie et l'autonomie de son pays. Aucun acte du gouvernement révolutionnaire, aucun acte du Peuple roumain ne peut venir en aide pour justifier les calomnies de la Russie.

Ce n'est donc pas aux émigrés roumains de 1848 de fournir des actes qui fausseraient l'histoire et le mouvement de leur pays, qui serviraient aux plans de la politique russe, et qui justifieraient le séjour des troupes russes dans la Moldo-Valachie.

Pour être clairs, nous répétons que nous professons l'idée de l'union roumaine en état de projet comme l'ont professée nos prédécesseurs; c'est notre seule pensée, c'est notre idéal; mais il n'y a rien de commun entre cette pensée et le mouvement de 1848. Nous sommes fautifs de cette idée, s'il y a une faute, comme nous l'avons toujours été depuis 1820 jusqu'en 1848, comme l'ont été tous les auteurs de la Roumanie qui pourtant ont été soufferts et tolérés par l'Autriche et la Turquie depuis plus de soixante ans. Nous aimons la Roumanie unie comme un fils dévoué et pieux aime sa mère chaste et vertueuse, qui se trouve sous la tutelle d'un tyran jaloux qui, à chaque moment, la traite d'infidèle.

Nous l'aimons et l'adorons, et notre devoir est de démontrer au monde que ce tuteur et ce tyran ment lorsqu'il accuse sa vertu. Cette mère sera un jour maîtresse de ses propres biens. Nous attendons ce jour, et ce n'est ni le monde officiel qui l'amènera, ni nos efforts inutiles, c'est le torrent des idées nouvelles qui se précipite guidé par le doigt de la Providence. Notre amour est une pensée, un désir, ce n'est pas un acte, et aucune loi ne punit la pensée.

Nous aimons la Roumanie unie; mais plus notre amour est grand, plus nous nous éloignons de cette idée lorsque la Russie en prend l'initiative, lorsque les impliqués dans l'affaire d'Ibraïla en 1841, en sont les apôtres les plus fervents.

Timeo Danaos et dona ferentes.

LIVRE VIII.

LE TRIUMVIRAT.

I.

Le triumvirat roumain, ou la Lieutenance domniaire des trois membres, ne tarda pas à être reconnu par Suleyman-Pacha. Le lendemain, 29 juillet, M. Tinghir fit sa première visite au palais. Il y vint escorté par un peloton de cavalerie et se présenta au triumvirat afin de le féliciter au nom de la Sublime-Porte. Il leur lut la lettre suivante de la part de Suleyman-Pacha :

« Messieurs les Lieutenants,

« Vous savez, sans doute, que quelques boyars et autres familles ont quitté la ville de Bucarești à la suite des derniers événements, et qu'ils se trouvent en ce moment répandus dans les districts de la Principauté et à l'étranger, ce qui est contraire aux sentiments paternels de Sa Majesté le Sultan.

« Il est vrai que les assurances les plus formelles leur ont été données par le gouvernement dissous pour les inviter à retourner dans leurs foyers ; mais ceux-ci, voyant la situation de Bucarești encore anormale, nous donnent à croire qu'ils n'ont pas osé retourner chez eux.

« Heureux de voir aujourd'hui le rétablissement d'un

gouvernement légitime, conforme aux ordres de Sa Majesté Impériale qui ne tardera pas à répondre par ses sentiments bienveillants au désir juste et légitime de la nation roumaine, de cette nation qui avec tant d'ardeur s'empressa de donner des preuves dans les circonstances actuelles, de sa soumission et de son respect dus à son suzerain, je crois qu'il est de mon devoir de m'adresser avec ferveur à vos sentiments de patriotisme et de fraternité, en vous invitant à faire rappeler vos compatriotes, sans distinction, par une publication officielle de la part de la Lieutenance actuelle, que je viens féliciter et reconnaître aujourd'hui, au nom de Sa Majesté le Sultan, comme un gouvernement légitime. Invitez vos compatriotes à revenir chez eux avec pleine confiance, afin de jouir de l'ordre et de la paix qui règnent dans la Principauté.

« Cette mesure, conforme au bienveillant et pacifique désir de Sa Majesté le Sultan, ne manquera pas, Messieurs, d'inspirer une pleine confiance à toute la nation roumaine.

« Je vous prie, Messieurs, d'agréer l'assurance de ma parfaite considération.

« Suleyman-Pacha. »

M. Tinghir, après sa visite au palais, expédia de suite des dépêches au camp turc. Le commissaire de la Sublime-Porte s'empressa, par une note officielle, d'annoncer au corps diplomatique de la capitale qu'il venait de reconnaître au nom du Sultan la Lieutenance domniaire comme gouvernement régulier, et l'invita à entrer en relations avec elle.

L'agent diplomatique de la Grande-Bretagne fut le premier qui vint féliciter le nouveau gouvernement au nom de Sa Majesté Britannique. Vinrent ensuite ceux de la Prusse, de l'Autriche et de la Grèce.

Nous ne possédons que les discours de félicitations prononcés par l'agent diplomatique de la Grande-Bretagne et celui du consul général de Grèce, que nous communiquons à nos lecteurs.

« Messieurs les Lieutenants,

« La communication officielle que M. le secrétaire d'État m'a faite hier, m'a causé une vive satisfaction, en m'annonçant que Sa Majesté le Sultan, par son intermédiaire Suleyman-Pacha, l'envoyé extraordinaire, vient de reconnaître formellement la Lieutenance princière. Je me suis empressé de venir vous féliciter d'un événement aussi heureux destiné à faire renaître la tranquillité et la confiance dans les esprits.

« Il est inutile, Messieurs, de vous dire combien est grand et sincère l'intérêt que Sa Majesté, mon auguste souveraine, porte à ce pays. Cet intérêt ne peut qu'augmenter dans l'avenir, car les nouvelles institutions, plus en harmonie avec les besoins du pays, approuvées par Sa Majesté le Sultan, ce monarque éclairé, appelé par la Providence à protéger la terre roumaine, feront que mon gouvernement puisse seconder la marche du Peuple roumain dans la voie du progrès.

« Quant à moi, Messieurs, un long séjour parmi vous m'attache à votre pays, et je ne puis que me réjouir d'être, dans l'expression de ces sentiments, l'organe de mon gouvernement. J'espère que la nouvelle ère qui naîtra pour la Roumanie verra tous les enfants de cette patrie se réunir et n'avoir qu'un seul désir, un seul but, le bonheur et la prospérité de la patrie. »

Héliade répondit :

« Monsieur le Consul,

« La Lieutenance domniaire, au nom du Peuple roumain, est pleine de reconnaissance pour une démonstration

aussi solennelle de la part du représentant dans notre pays de Sa Majesté Britannique, amie de notre gracieux Suzerain.

« Votre visite fait aujourd'hui un jour de fête pour les Roumains. Les nouvelles institutions consolidées une fois par leur nature progressive attireront davantage, nous en sommes persuadés, les sympathies d'une puissance aussi éclairée et aussi progressive que la Grande-Bretagne.

« Nous sommes heureux, Monsieur le consul, que vous ayiez été témoin oculaire de l'ordre qui a régné dans le mouvement des Roumains ; nous sommes encore plus heureux que la première visite de félicitations vienne aux Roumains de votre part, de vous, Monsieur, dont une longue vie parmi nous a attiré les sympathies et l'estime de nos compatriotes.

« L'assurance que vous avez bien voulu nous donner de l'intérêt que le gouvernement de Sa Majesté Britannique porte à notre pays, intérêt si grand et si sincère, remplit nos cœurs d'espérance et de joie, car la bienveillance de Sa Majesté Britannique est bien chère à nos cœurs et assure notre pays d'un avenir heureux. »

Voici le discours du consul de la Grèce :

« Messieurs les Lieutenants,

« Je viens vous féliciter au nom de mon gouvernement et vous exprimer que c'est avec un vif plaisir que je commence mes relations officielles avec la Lieutenance princière.

« Vous connaissez, Messieurs, la profonde sympathie de la nation hellénique pour les Roumains. Nous les considérons comme nos frères ; nous désirons avec ardeur la prospérité, le progrès et la stabilité des institutions libérales du Peuple qui a eu une conduite admirable dans les derniers événements et qui mérite un meilleur sort.

« Quant à mes sentiments particuliers, Messieurs, tous les Roumains connaissent combien je m'intéresse au bonheur de la Roumanie, où j'ai rempli l'acte le plus solennel de ma vie. Depuis lors, je suis lié au bonheur ainsi qu'au malheur de la Roumanie, qui pour moi est le pays qui m'est le plus cher après ma patrie. »

Héliade répondit :

« Monsieur le Consul,

« La Lieutenance domniaire, au nom du Peuple roumain, est pénétrée du plus vif sentiment de reconnaissance pour des félicitations aussi solennelles qui nous viennent de la part du gouvernement d'une nation qui, par ses traditions classiques, par sa religion, par ses sentiments de liberté, a acquis tant de droits aux affections des Roumains.

« Les Hellènes, monsieur le Consul, furent les instructeurs du monde dans les sciences, dans les arts et dans tout ce qu'il y a de sublime en homme. De tout temps les Hellènes ont su aimer la liberté et mourir pour elle.

« L'histoire de la Grèce a fait longtemps l'éducation des Roumains. La religion des Grecs est notre religion, et lorsque l'amour évangélique unit l'homme à l'homme, et une nation à une autre nation, le lien est fort. Ce que Dieu unit, aucune force ne peut le désunir. Les deux nations, des Grecs et des Roumains, ont un droit mutuel l'une sur l'autre ; elles ont le droit d'être sœurs dans la voie du progrès. Vous avez commencé avant nous, et nous nous estimons heureux de vous suivre.

« Nous sommes heureux encore, monsieur le Consul, que les félicitations qui nous viennent aujourd'hui de la part de la Grèce nous viennent par votre bouche ; car votre mariage avec une de nos concitoyennes, selon nos anciennes lois et coutumes, nous donne le droit de vous

réclamer et de vous considérer comme un véritable fils de la Roumanie. Un véritable citoyen grec entré dans les droits de citoyen roumain est une des plus belles acquisitions pour notre patrie. »

Le régent du consulat de la République française vint le dernier de tous. Rien n'était plus froid et plus équivoque que son discours. Les habitants de la capitale ne pouvaient pas s'expliquer ce langage du représentant d'une puissance qui passait comme le phare de l'espérance de tous les peuples. Hélas ! ils ne savaient pas que le gouvernement de la République française préparait une toute autre chose que des discours équivoques à la liberté européenne : il préparait des baïonnettes, de la mitraille et des bombes pour la République romaine.

II.

La Lieutenance, sur la demande du Peuple, communiqua à Suleyman-Pacha son intention de nommer une députation chargée de porter à Constantinople le projet de la Constitution roumaine, composé de vingt-deux articles.

Suleyman-Pacha approuva un tel projet qui entrait dans ses vues. La commission en question fut donc nommée par la Lieutenance. Les membres qui la composaient étaient : Stephan Golesco, Grégoire Gradisteano, directeur du ministère de l'intérieur, B. Basiliade, N. Balcesco et D. Bratiano.

Les membres du triumvirat se disposaient en même temps à se rendre à Giurgevo, afin de rendre visite au commissaire impérial.

Pour ne pas laisser la capitale sans chef, il fut décidé qu'ils ne quitteraient Bucaresci que l'un après l'autre.

Comme nous écrivons des mémoires, nous ne pouvons pas nous taire sur un fait dont tout le monde a parlé en Valachie, et qui, quoique insignifiant, caractérise pourtant plusieurs personnes à la fois, et donne une idée des mœurs démocratiques du Peuple en général. Nous devons nous arrêter avec nos lecteurs un moment sur un ***manteau blanc.***

Le 19 juin, lorsque les membres du gouvernement provisoire furent arrêtés par Odobesco et Salomon, les appartements du palais avaient été envahis par les soldats. On avait enlevé tout objet qui avait appartenu aux hommes du mouvement: papiers, bagages, armes, habits, etc., on avait tout volé à Héliade, même son manteau.

Après la délivrance des membres du gouvernement, on se rappelle que le Peuple ne se tranquillisa que vers minuit, après l'arrestation de Salomon. Les membres du gouvernement durent rester en permanence dans le palais jusqu'à trois heures du matin. En se retirant, tout pleins de sueur, au milieu de la fraîcheur matinale, chacun était forcé de prendre son manteau ; Héliade ne trouva plus le sien. Un de ses cousins, qui ne le quittait jamais, le couvrit du manteau qu'il portait : c'était un manteau que quelques-uns des officiers de cavalerie avaient coutume de porter en imitant ceux de la cavalerie autrichienne ; c'était un manteau blanc. Héliade, qui sentait le froid, ne put pas le refuser. Ce fait se reproduisit deux ou trois soirées de suite. Les réactionnaires, les partisans d'Odobesco, et peut-être quelques-uns aussi des membres du gouvernement, y trouvèrent le prétexte de faire à Héliade un crime de lèse-démocratie. Le manteau blanc devint l'objet de différents bruits ; il fut critiqué comme un apanage prin-

cier, — comme si les princes portaient des manteaux blancs! — Lorsqu'Héliade connut ce bruit, il comprit en même temps la méchanceté des intrigants qui le propageaient, et la simplicité des mœurs démocratiques du Peuple, qui, pour sûr, n'aurait pas voulu que ses hommes se promenassent dans des voitures royales, comme l'ont fait quelques-uns des membres du gouvernement provisoire français. Par conséquent, il s'empressa de refuser l'offre de son cousin, et ordonna qu'on lui achetât une cape. Depuis lors on ne parlait plus que de la cape. C'est avec cette cape qu'il fit le voyage de Petrossitza, qu'il fut arrêté à Puciósa; c'est avec elle qu'il put braver les froids des nuits et toutes les intempéries de l'automne.

Lorsque la Lieutenance des trois membres fut reconnue au nom du Sultan, et que les trois Lieutenants se décidèrent à aller faire leur visite à Giurgevo, N. Golesco s'y rendit comme ministre de l'intérieur et comme membre de la Lieutenance; Tell s'y rendit en costume de général. Héliade crut de son devoir de quitter sa cape; il se fit faire en effet un manteau blanc, jugeant qu'on avait déjà parlé sur ce sujet et qu'il ne serait plus l'objet de nouvelles critiques; ce qui eut lieu, en effet. Et puis rien de plus simple et de plus innocent, car l'habit blanc est généralement l'habit des villageois. Habit bleu, en Valachie, signifie homme de ville; habit blanc, homme de village. Comme homme élu par le Peuple, Héliade jugea convenable de revêtir l'habit du Peuple lorsqu'il se présenta chez l'envoyé de la Sublime-Porte.

Nous ne nous serions pas arrêtés si longtemps sur cet épisode puéril, si des hommes qu'on retrouve partout n'avaient fait un crime à Héliade du manteau blanc comme d'une prétention au domniat. D'ailleurs, quel est le prince des anciens temps ou de notre époque qui ait jamais porté un manteau blanc?

N. Golesco fut le premier qui fit sa visite à Suleyman-Pacha, puis Héliade et Tell. Le commissaire de la Sublime-Porte les accueillit avec beaucoup d'honneur. Un dîner splendide fut donné pour chacun d'eux. Nous ne pouvons décrire que celui dont nous avons été témoin. Au dîner où fut invité Héliade se trouvaient aussi les membres de la députation chargés de porter à Constantinople le projet de la Constitution roumaine. Des toasts furent portés, des deux côtés, au Sultan et à la prospérité des nations turque et roumaine. Suleyman-Pacha se distingua dans ces belles et significatives allégories :

« Je vois un beau jardin, dit-il ; entre lui et le soleil qui devait vivifier ses fleurs et ses arbres, des nuages jaloux s'étaient interposés ; le jardin avait tardé de répandre dans l'univers le parfum de ses fleurs et le bénéfice de ses fruits. Je porte un toast à la dispersion des nuages! Le soleil, c'est le Sultan ; le jardin, c'est la Roumanie ; moi je m'estimerai heureux d'être le jardinier. »

On porta des toasts à la lumière du soleil, à ses rayons qui peuvent percer les nuages et les transformer en un symbole de gloire ; on en porta pareillement à la santé et à la réussite du jardinier.

Suleyman-Pacha porta de nouveau un toast à la prospérité du jardin.

Un des membres de la députation, M. Basiliade, s'étant levé : « Je porte de nouveau, dit-il, un toast à la santé du jardinier. Des frimats du nord s'étaient posés sur le jardin, un hiver rigoureux et sibérien couvrait toute herbe et tout arbre comme un linceul de mort ; pas le moindre signe de vie ou de végétation. Un nouveau soleil de l'Orient, multipliant ses rayons, fondit la neige et les

glaciers ; le sol en reçut la chaleur bienfaisante, toute plante sourit et s'épanouit à la vue du jardinier. Mais, hélas ! des plantes parasites abondent aussi dans le jardin ; le terrain a besoin de culture ; il demande à être dégagé de toutes les broussailles nuisibles à sa fécondité. Le jardinier est appelé pour distinguer la bonne plante des plantes parasites et vénéneuses ; il doit détacher les branches flétries par un long hiver et par le souffle des autans. — Vive le jardinier ! »

Vingt autres paraboles se répétèrent dans chacun de ses trois repas donnés en faveur du triumvirat.

Lorsque Tell vint le dernier rendre sa visite, il fut reçu avec tous les honneurs dus à un général. Omer-Pacha l'invita à se rendre à son camp. Les soldats l'attendaient en grande tenue pour lui rendre les honneurs militaires. On y exécuta plusieurs évolutions stratégiques.

III.

Le premier acte du commissaire impérial, lorsqu'il entra en relation avec le gouvernement roumain, fut de discuter avec lui les articles de la Constitution. Il n'en trouva que quatre sur lesquels il crut devoir présenter des observations et inviter le gouvernement à y faire des modifications. La Lieutenance consentit à modifier ces quatre articles, non comme une restriction apportée au droit d'autonomie du pays, mais comme une dernière marque de déférence envers la Sublime-Porte ; et d'ailleurs, les observations de Suleyman-Pacha n'étaient pas hostiles à l'esprit de la Constitution, ce n'étaient que des conseils amicaux, ainsi que nous allons le voir.

1° Il souleva des difficultés sur les articles 2 et 3 de la Constitution qui établissaient le suffrage universel ; on lui rappela les anciennes assemblées générales, les an-

ciennes élections des domni. Mais lui, quoique convaincu des droits des Roumains, insista pour modifier cet article en n'accordant le droit de voter qu'à ceux qui savaient lire et écrire. Les membres de la Lieutenance modifièrent cet article à la condition qu'on ne toucherait pas à celui de l'instruction publique, gratuite et générale.

2° Sur l'article 8 de la liberté *absolue* de la presse, Suleyman-Pacha s'efforça de démontrer les abus qu'on commettrait dans la situation actuelle et dans l'état encore arriéré de l'instruction publique, où l'auteur n'aurait pour guide ni les lumières nécessaires, ni l'opinion publique pour frein. Il proposa que l'article fût modifié dans les termes suivants : Liberté de la presse sous la réserve des lois qui garantiraient les citoyens contre ses abus.

3° Il observa, sur l'article 5, que l'élection du domnu pour cinq années paraîtrait une imitation de l'élection du président de la République française. Les membres de la Lieutenance lui firent comprendre que l'élection d'un domnu à vie selon la lettre du Règlement organique n'avait fait que grossir, chaque année, l'opposition des mécontents et servir les plans de la Russie qui n'avait fait que paralyser, jusqu'ici, le gouvernement roumain sans que le pays eût pu profiter d'aucune manière de l'inamovibilité du gouvernement. A. Ghica et Bibesco, renversés avant leur mort, en fournissaient des exemples assez éloquents. Ils ajoutèrent que, selon les anciennes lois et coutumes, les chefs de l'État n'étaient pas élus pour la vie, et que si l'on réduisait la durée de chaque gouvernement à moins de cinq années, il en résulterait une période trop courte pour qu'un chef de l'État pût exécuter les projets qu'il aurait conçus dans l'intérêt public. Augmenter le nombre des années serait augmenter et prolonger l'état de rivalité et des passions, car

l'expérience avait démontré que toute opposition qui se formait systématiquement ne commençait à se fortifier que dans les premiers temps de la quatrième année ; et prolonger cet état d'animosité nuirait au bien-être public. Suleyman-Pacha finit par laisser cet article afin qu'il fût discuté à Constantinople.

4° Il présenta encore ses observations sur l'article 11 concernant la garde nationale ; mais on lui rappela les *Pitarelli*, les *Caminarelli*, les *Cluciarelli* qui formaient toute la population valaque, armée pour l'ordre public. (Voir le *Protectorat du Czar*, p. 4.) Il fut donc décidé qu'on laisserait la chose sous son ancien nom valaque.

5° Sur l'article 12, concernant les monastères usurpés par les moines grecs, Suleyman-Pacha déclara avec raison que c'était une question purement judiciaire, et qu'il devait être traité dans un mémoire particulier et résolu par un jugement.

La Constitution ainsi modifiée fut envoyée par la députation à Constantinople. Suleyman-Pacha fit mettre à la disposition des cinq députés un bateau à vapeur, et chargea l'un de ses officiers supérieurs d'accompagner les représentants du Peuple roumain dans leur mission importante.

Après le départ de la députation, Suleyman-Pacha communiqua l'intention où il était de venir à Bucarest, seul, avec sa suite et une garde d'honneur de deux cents cavaliers. Il fit publier une lettre adressée à tous les habitants du pays, leur annonçant qu'il avait reconnu le gouvernement de leur choix. Il exhortait tout le monde à concourir au maintien de l'ordre. Le commissaire impérial avait été faussement informé qu'une grande partie des boyars ne voulait pas reconnaître la Lieutenance ; ce fut le premier motif qui le détermina à se rendre dans la capitale, afin de se convaincre de la vérité par ses propres yeux.

La Lieutenance avait déjà publié une circulaire qui invitait tous les boyars, sans distinction d'opinion, qui s'étaient retirés dans leurs terres ou en Transylvanie, de revenir dans la capitale. Les uns, rassurés par les mesures tolérantes du gouvernement, les autres, pressés par leur instinct d'intrigue et encouragés par la première lettre de Suleyman-Pacha, adressée le 19 juillet, aux boyars et aux nobles de la capitale, étaient déjà presque tous à Bucaresci pour se trouver à l'arrivée du commissaire impérial, et ourdir leurs machinations.

Il ne manquait que Villara, Jean Mano, deux ou trois individus qui s'étaient rendus auprès de Duhamel, les criminels Odobesco et Salomon, et quelques parasites insignifiants de Bibesco qui l'avaient accompagné en Transylvanie.

IV.

Dès que la nouvelle se répandit que Suleyman-Pacha devait venir à Bucaresci, le Peuple se prépara à le recevoir comme personne n'avait été aussi bien accueilli depuis que la Roumanie existait. Le chemin de Guirgevo à Bucaresci, qui est de quatre postes, formait une allée de festons et d'arcs de triomphe champêtres. Les habitants des trois districts voisins l'attendaient le long du chemin avec des palmes. Les filles, les enfants parsemaient le chemin de couronnes d'épis et de bouquets de fleurs. A la barrière par laquelle il devait entrer dans la capitale, on avait érigé un arc de triomphe colossal. Le portrait du Sultan y brillait au milieu d'un entourage symbolique. Les étendards turcs et roumains y flottaient entrelacés. Dans le jardin de C. Cantacuzène, situé hors de la ville, on avait préparé le lieu de sa descente et de sa première réception.

Toute la rue de Mogossoë, depuis ce jardin jusqu'au palais loué par l'État, pour l'habitation de l'ex-domnu Bibesco, et destiné pour quartier à Suleyman-Pacha, était transformée en une allée d'arbres. Toutes les fenêtres étaient décorées de tapis, de châles et de festons. Les habitants de la ville, en habits des dimanches, attendaient hors de la barrière et dans la rue par laquelle il devait passer. Le ministre de l'intérieur et le vornic de la ville, accompagnés des plus éminents personnages du clergé et des notables du corps commercial, attendaient l'envoyé du Sultan dans le jardin de Cantacuzène. Vers midi, il arriva, descendit et reçut les premières félicitations de la part de ces hauts fonctionnaires. Il revêtit son grand uniforme et monta dans la voiture de parade que le gouvernement lui avait envoyée.

Escorté par ses cavaliers et par une division de cavalerie roumaine, au son de la musique et des cloches qui rivalisaient avec les salves de l'artillerie, au milieu d'une allée composée par la garde nationale et par les corporations de la ville, surmontées de leurs bannières, il arriva à la barrière où il s'arrêta devant l'arc de triomphe pour recevoir les félicitations du président de la municipalité qui lui présenta du pain et du sel. Douze jeunes garçons et douze filles, en habits blancs nationaux et champêtres, portant des couronnes et des pompons tricolores, lui présentèrent un riche coussin en satin blanc sur lequel étaient imprimés, en lettres d'or, les vingt-deux articles de la Constitution. Il suivit sa marche dans la capitale au milieu d'acclamations enthousiastes; de toutes les fenêtres on le saluait par des cris d'allégresse, par des couronnes de fleurs et par des pluies d'or. Il arriva et descendit au palais destiné pour son quartier vers trois heures de l'après-midi.

Là, les membres de la Lieutenance, les ministres,

l'Etat-Major et les boyars, le métropolitain en tête, le reçurent dans la grand'salle ; le dernier le félicita par un petit discours, au nom des boyars et du clergé. On y remarqua qu'il n'y avait aucune allusion à la Constitution. Héliade, au nom du gouvernement et de la Nation, improvisa les paroles suivantes :

« Excellence,

« Vous avez passé le Danube, et les âmes des Roumains qui demandaient justice se sont remplies de joie. Vous êtes venu, tenant dans une main la paix et dans l'autre la justice ; c'est ainsi que le Sultan envoie ses ministres à ses peuples fidèles qui rompent les fers de l'esclavage pour se ranger dans la voie ouverte par Sa Majesté, voie de progrès et de lumière.

« La capitale de la Roumanie vous attendait, les bras ouverts, les cœurs ardents ; les Roumains ont terminé leur proclamation en criant : « *Aux armes du salut !* » Sa Majesté le Sultan comprit le sens de ce cri, et Votre Excellence est venue au milieu d'eux avec les armes du salut, qui sont l'amour, la douceur, la prudence et la générosité ; c'est avec ces armes que vous avez vaincu les ennemis du bonheur de la Roumanie et captivé les cœurs d'une Nation entière. Elle célèbre aujourd'hui sa liberté, et depuis deux mois elle ne fait retentir que le cri de vive le Sultan Abdul-Medjid. »

Suleyman-Pacha répondit que ce jour était un des plus beaux de sa vie ; qu'il appréciait assez l'affection des Roumains pour les Turcs et leur loyal dévouement envers la Sublime-Porte ; qu'il était venu pour annoncer l'accomplissement des vœux de la nation roumaine, ce qui ne tarderait pas à être manifesté formellement par la Sublime-Porte elle-même. Il ajouta que dans cette journée même, il allait expédier un courrier à Constantinople par lequel

il présentera les sentiments des Roumains envers leur gracieux Suzerain, en le sollicitant aussi de sa part à exaucer les vœux de la Roumanie entière et à reconnaître les institutions qu'elle venait de se donner.

Il invita pour le 10 août, la Lieutenance, tous les boyars sans exception, et les notables de la ville, afin de leur communiquer le but de sa visite dans la capitale.

Le 9 août, on donna au théâtre un spectacle magnifique en l'honneur du Sultan. Suleyman-Pacha, avec sa suite, y fut invité par la municipalité. Tous les spectateurs et les dames étaient en grand gala. La salle était décorée et illuminée avec une élégance extraordinaire. Sur la scène brillait le portrait du Sultan, et les vingt-deux articles de la Constitution formaient un feston de blasons et couronnaient l'avant-scène. Au lever du rideau, et à la vue de ce tableau, aussi splendide que national, toute la salle retentit des acclamations : « Vive la Constitution ! vive le Sultan ! vive Suleyman-Pacha ! »

Le 10 août, à midi, tous les invités étaient réunis dans la grand'salle. Le commissaire impérial apparut en grand uniforme, accompagné de sa suite ; il prit la place qui lui était destinée, et prononça en langue turque le discours suivant. Son secrétaire, M. Tinghir, en lut la traduction.

« Messieurs,

« Il est de notoriété publique que l'événement fâcheux du 11 juin a beaucoup affligé Sa Majesté le Sultan, et qu'il n'a pu être bien vu par son gouvernement.

« Sa Majesté, dès qu'elle en prit connaissance, ne tarda pas à me charger spécialement de rétablir l'ordre légal dans ce pays, et dans ce but une armée fut confiée à ma disposition.

« Arrivant à Giurgevo, je me suis empressé d'adresser

à tous les boyars et notables du pays, une lettre par laquelle j'annonçais que tout ce qui venait de se passer était désapprouvé par la Sublime-Porte, et que l'administration d'alors, sous le nom de gouvernement provisoire, devait se dissoudre, pour être remplacée par une Lieutenance domniaire, en considérant les mesures et les actes promulgués jusqu'alors comme non avenus. Une fois les dispositions accomplies, selon le désir de Sa Majesté, je faisais savoir que je serais tout prêt à entendre les plaintes et les demandes que la Nation aurait voulu me faire, et je promettais formellement de les soumettre aux pieds du trône de Sa Majesté, dans le cas où je les aurais trouvées justes et conformes aux droits du pays.

« Après la lecture de ma lettre, la Nation roumaine, par un sentiment unanime de fidélité et de soumission envers son Suzerain, s'est empressée d'exécuter les ordres de la Sublime-Porte, en déclarant le gouvernement provisoire comme dissous et tout ce qui venait de se passer *illégalement* comme non avenu. Mais la Lieutenance composée de six membres, ne pouvant être approuvée, j'ai cru de mon devoir de protester contre ce mode de combinaison. La Nation roumaine, pour donner une nouvelle preuve de soumission et de dévouement, n'a point tardé à consentir à nommer une nouvelle Lieutenance composée de trois membres.

« Voyant que cette nouvelle Lieutenance, loin d'être préjudiciable aux traités, était conforme aux coutumes du pays, je n'ai pas tardé à la reconnaître au nom de Sa Majesté, et à la déclarer gouvernement légitime ; et conformément à mes instructions ainsi qu'à mes promesses, je n'ai pas tardé aussi à envoyer aux pieds du trône de Sa Majesté les demandes que la Nation adressa par une députation. Les représentants du Peuple recommandés et accompagnés par un de mes officiers, sont déjà partis, il

y a presqu'une semaine. J'attends avec impatience la décision dernière de Sa Majesté, et je vous déclare, Messieurs, qu'il est de mon devoir comme du vôtre de maintenir l'ordre et la tranquillité dans le pays jusqu'aux nouvelles instructions que j'attends de la Sublime-Porte; par conséquent, je vous recommande chaleureusement que jusqu'alors tout Roumain demeure en paix, qu'il s'occupe de ses affaires, sans devenir la cause de l'interruption du calme qui règne dans le pays.

« Après mon arrivée, j'ai été informé qu'un certain nombre de boyars et autres familles s'étaient dispersés dans le pays, d'autres étaient passés à l'étranger. Voyant que cet état de choses ne pouvait être conforme aux désirs de Sa Majesté, qui, promulguant le hatichérif de Gulhané dans tout son empire, assura la vie, l'honneur et la propriété de chaque individu, il fut de mon devoir de faire rappeler chacun à son foyer, et de garantir sa personne et sa propriété. Je viens d'apprendre avec plaisir que la plupart des habitants sont retournés chez eux et qu'un petit nombre d'entre eux sont demeurés à l'étranger.

« Mon seul but, Messieurs, en vous réunissant aujourd'hui autour de moi, après vous avoir exposé une seconde fois tout ce qui s'est passé, est d'assurer formellement tous les assistants et vos compatriotes que personne ne sera violenté, ni dans sa vie, ni dans son honneur, ni dans sa propriété, et de vous déclarer que si, par malheur quelqu'un osait attaquer la personne d'un autre dans son honneur, dans sa vie et dans sa propriété, il serait considéré par moi, par le gouvernement actuel et par le pays comme perturbateur, et il serait puni d'une manière publique et satisfaisante.

« Je vous recommande, Messieurs, d'oublier tout le passé, de vous tendre tous la main en frères, riches et pauvres, vieillards et jeunes gens; et comme des parents

envers leurs enfants, que les vieillards pardonnent aux jeunes gens, et les jeunes gens respectent les vieillards. Attendez en paix la réponse et les ordres de la Sublime-Porte, et tout sera accompli, selon le désir et la satisfaction générale. J'ai la conviction que vous ne vous refuserez pas à reconnaître la Lieutenance et à y obéir comme à un gouvernement légitime.

« Suleyman-Pacha. »

Ce discours fut applaudi avec enthousiasme. Suleyman-Pacha, pour s'assurer de la véracité des bruits parvenus jusqu'à lui du mécontentement de quelques-uns sur la Lieutenance : « Messieurs, ajouta-t-il, vous êtes tous réunis ici, je me suis informé que vous n'étiez pas contents de l'élection de la nouvelle Lieutenance. Si vous avez des protestations à faire, vous êtes libres ; je veux me convaincre de la vérité. »

La salle retentit d'applaudissements ; les assistants déclarèrent qu'ils en étaient contents. J. Philippesco, l'ex-ministre des finances, demanda la parole ; il demanda de changer le nom de Lieutenance en Caïmacamie sans faire aucune allusion aux membres qui la composaient. Suleyman-Pacha lui répondit que Lieutenance n'était que la traduction dans la langue du pays du mot turc *caïmacamie*, et qu'il n'avait préféré le mot national que par respect envers la nationalité roumaine et pour l'amour de l'ordre, tandis que le mot caïmacamie, à cause des abus commis le 29 juin, par les soi-disant caïmacans, était tombé en horreur auprès des habitants.

Philippe Linge eut l'audace de présenter ses craintes hypocrites. « Je demande, dit-il, l'assurance de ma vie, car je crains le Peuple. »

Suleyman-Pacha ne donna pas le temps à l'indignation

générale de se prononcer sur cette insulte grave. Sa figure se changea, ses yeux, si doux, étincelaient comme ceux d'une lionne qui défend ses petits. « Messieurs, s'écria-t-il indigné, sans prendre en considération vos criminelles insultes, pour ne pas me voir forcé à rendre à chacun selon ses actes, je me borne à vous dire que vous ne cherchez que des prétextes et des chicanes. Mais je vous déclare que vous n'avez aucun besoin de recourir à des sophismes et à des calomnies pour jouir de la liberté de vos opinions. Voilà un écrit, on vous en fera lecture ; il sera déposé sur une table, et chacun de vous en sortant de cette enceinte est libre de le signer ou non. » La salle retentit de nouveau des applaudissements. Suleyman-Pacha se retira en saluant les assistants, et sur sa figure respirait une indignation honorable.

L'acte déposé sur la table était conçu en ces termes :

« Nous, soussignés, ayant parfaite confiance dans le discours d'aujourd'hui de S. E. Suleyman-Pacha, reconnaissons la Lieutenance ou la caïmacamie actuelle comme gouvernement légal, jusqu'à de nouveaux ordres de la part de la Sublime-Porte ; et si quelqu'un parmi nous osait causer le moindre désordre, il sera puni selon la loi. 1848, le 10 août. »

Tous les assistants, Philippesco et Linge même, signèrent cet acte en sortant ; on doit excepter le ban Philippesco, surnommé le Renard, et reconnu comme un des instruments moscovites, ainsi que quatre autres individus de la même couleur, partisans de l'ancien régime où les prévarications restaient impunies. Leur refus se basa sur le prétexte qu'ils étaient fatigués de la durée de la cérémonie et de la grande chaleur. Le lendemain, deux d'entre eux demandèrent à signer l'acte d'obéissance au nouveau gouvernement.

V.

Le nombre des députés qui venaient de chaque village augmentait chaque jour dans la capitale. Ils venaient pour féliciter le nouveau gouvernement, et se présenter au commissaire de la Sublime-Porte. Plus de douze mille députés, représentant presque tout le pays, étaient déjà à Bucaresci. Le 11 août, une députation de plus de mille personnes, qui représentaient les quatre cents villages du district de Prahova, vint féliciter Suleyman-Pacha, et le remercier de ses bonnes intentions. Chacun portait, au nom de son village, la bannière tricolore. L'archimandrite Genadius, l'égoumène (l'abbé) de Poïana, prononça un discours, qui était l'expression des sentiments qui inspiraient la population roumaine. Suleyman-Pacha répondit avec reconnaissance et douceur, en inspirant toujours les mêmes espérances; et pour mieux s'assurer de la situation du pays, il invita l'archimandrite Genadius à se rendre dans son cabinet, lui offrit le café, et s'entretint avec lui plus d'une heure.

Le même soir, le commissaire impérial fut invité à un bal champêtre que lui donna la ville, dans le vaste jardin public situé hors de la barrière du Mogossoë. Ce fut une fête féerique. Ce jardin est un jeune parc sur un terrain de plus de deux cents hectares; des milliers de lumières de diverses couleurs éclairaient toutes les avenues; les arbres semblaient chargés de pommes d'or illuminées; des pyramides, des obélisques, des châteaux de lumière s'élevaient dans chaque clairière; des groupes de musiciens, disséminés dans toutes les directions, égayaient les promeneurs; une salle de danse spacieuse était élevée au milieu du parc; un kiosque élégant, du goût oriental le plus exquis, destiné pour la réception des hôtes, était érigé de manière à dominer sur tout le spectacle nocturne et sur la salle de danse. La nuit était

calme et sereine ; la lune brillait dans toute sa beauté. La ville était presque déserte : ses habitants s'étaient transportés dans le jardin pour embellir et animer la fête. Suleyman-Pacha y arriva à dix heures du soir, en traversant une rue tout illuminée. Lui et Emin-Effendi ouvrirent la danse. La fête fut close après minuit par un magnifique feu d'artifice ; les noms du Sultan et de la Constitution y brillaient, et furent salués par les acclamations générales.

Il est à remarquer que, pour éviter le triste spectacle des hommes de la police, cette fête fut célébrée sans avoir besoin d'aucun gendarme, d'aucun doroban ; quelques cavaliers seulement de l'armée, postés un à un par distance dans la rue, réglaient la marche des voitures. Aucun désordre, aucun accident fâcheux, pas la moindre dispute n'eurent lieu, ni dans le parc ni dans la ville, tant la fraternité et l'esprit d'ordre régnèrent pendant les trois mois de ce mémorable mouvement de régénération.

VI.

Dans l'espace de trois jours que Suleyman-Pacha resta à Bucaresci, en s'informant mieux de l'état des choses, des relations et des opinions de chacun, il vit qu'une des fatalités de la situation était aussi la démagogie et la presse entre les mains de quelques hommes écervelés. Par une lettre officielle, il demanda au gouvernement de rétablir provisoirement une censure sage et loyale, jusqu'à ce que la Constitution fut approuvée par le Sultan. Le gouvernement comprit la difficulté de la position où il se trouvait. Imposer une censure, c'eût été perdre toute la confiance des hommes du progrès qui avaient l'influence sur le Peuple ; laisser la presse libre entre les mains des hommes qui ne savaient rien dire de salutaire ou d'utile,

et qui chaque jour ne faisaient que blesser et irriter l'amour-propre des hommes influents, c'eût été une licence propre à refroidir les esprits par des sarcasmes sans goût et sans autre but que celui d'une ignoble vengeance et du plaisir puéril d'insulter. Le gouvernement se décida à prendre, vis-à-vis du commissaire impérial, la presse sous sa responsabilité et à s'entendre avec tous les rédacteurs. La Lieutenance refusa de rétablir la censure, mais elle invita tous les rédacteurs à se rendre au conseil ; elle leur présenta la gravité de la situation, les engagea à concourir tous à la réconciliation des esprits, et à se rendre solidaires l'un de l'autre. « Soyons circonspects, leur dirent les trois Lieutenants, imitons le Peuple, qui n'use de sa liberté que pour faire régner le véritable ordre. Profitez de la liberté de la presse pour dire les vérités qu'on ne pouvait pas dire sous l'ancien gouvernement ; prêchez l'union, l'amour de la patrie ; expliquez et éclaircissez les principes de la régénération. Il ne faut pas abandonner la cause commune lorsqu'elle a tant besoin de nous en descendant jusqu'à la satire effrontée, et ce qui est pire, en fournissant nous-mêmes des armes à nos ennemis afin de nous combattre, et en devenant, à notre insu, les instruments les plus fatals de la réaction. » Les rédacteurs prirent l'engagement d'être solidaires entre eux, de soutenir la liberté de la presse par la prudence, et de s'imposer eux-mêmes une seule censure qui serait la raison et l'équité. Ils se décidèrent à être loyaux.

La Lieutenance, comme on le sait, depuis le 6 août, était en relations avec tous les agents diplomatiques des puissances étrangères. Il ne manquait que le consul russe, le consul de cette puissance qui se dit protectrice des droits moldo-valaques, qui devait plus que toute autre se trouver dans des circonstances si graves avec son représentant en Valachie, qui devait concourir à soutenir

l'ordre (1), qui devait être la médiatrice même vis-à-vis des Turcs, pour accorder aux Roumains la Constitution basée sur leurs anciens droits. Mais non, le consul russe avait toute autre affaire; il se trouvait à Gallatzi, à travailler, à préparer la ruine de ce pays, et à Bucaresci, il n'avait que des hommes payés pour y troubler l'ordre, tandis que d'un autre côté, l'ambassadeur russe, toujours en représentant d'une puissance protectrice à Constantinople, employait tous les moyens possibles pour pousser la Turquie à violer les droits de ses protégés, les Roumains. La Lieutenance, en gouvernement régulier, pour arracher le masque du protectorat hypocrite, ne tarda pas à adresser une lettre officielle à Suleyman-Pacha, en le priant d'intervenir pour faire rentrer le consul russe à Bucaresci. Le consul moscovite ne fit aucune réponse. La Russie était trop conséquente dans sa marche d'envahissement pour rétrograder par un acte semblable de loyauté.

Suleyman-Pacha, pour réconcilier les partis, se décida à donner un grand dîner, il y invita plus de cent vingt personnes de toutes les classes et de toutes les nuances. La table était dressée en forme de demi-cercle dans le jardin du palais où habitait le commissaire impérial. Sa place était au milieu, et vis-à-vis de lui était celle d'Emin-Effendi. Pour préparer les billets qu'on devait poser sur chaque assiette en désignant le nom et la place de chaque invité, on demanda une liste des rangs de chacun. Les places d'honneur étaient destinées aux membres de la Lieutenance; mais un d'entre eux qui se trouvait présent à ces préparatifs, pria Suleyman-Pacha de vouloir bien céder les places d'honneur au métropolitain et aux plus

(1) Nous empruntons son langage.

âgés des boyars sans considérer les rangs. Car c'était le seul moyen, disait-il, de prévenir toute susceptibilité, et de passer dans un régime égalitaire où la vieillesse aurait le premier rang dans la hiérarchie sociale. Par conséquent, la place du métropolitain fut marquée à la droite de Suleyman-Pacha, le vornic Grégoire Gradisteano, le plus âgé parmi les invités, fut placé à la gauche. La liste fut arrangée de telle sorte que les plus jeunes devaient occuper les deux extrémités de la table. Le dîner de réconciliation et de paix fut donné le 12 août. Le temps était magnifique, les convives enthousiasmés, les figures riantes et pleines de satisfaction ; le premier toast fut porté à la santé et à la gloire du Sultan Abdul-Medjid, le second à la prospérité de la nation turque. Suleyman-Pacha en porta un à la prospérité de la nation roumaine et à l'harmonie de tous les habitants de la Valachie. Tous les convives se levèrent et pleins d'un sentiment de reconnaissance portèrent un autre toast à la santé de Suleyman-Pacha ; celui-ci en porta un nouveau en réponse à la santé des convives. Un des convives porta un toast à la santé de Rechid-Pacha et de son digne collègue Aali-Pacha. A ces deux noms, la figure du commissaire impérial fut remplie de joie ; il se montra éminemment sensible à cet heureux toast. Après vingt autres vœux et libations, Suleyman-Pacha se levant : « Enfin, Messieurs, dit-il, je suis heureux de vous voir réunis à ce festin de réconciliation et de paix que je me proposais de vous offrir. Le premier toast que vous avez porté a été celui de Sa Majesté le Sultan ; que ce grand nom soit le mot d'ordre et de fraternisation parmi vous. Ce nom vous guidera et vous conduira à des résultats salutaires sur la mer orageuse où votre barque nationale s'est lancée avec tant de courage et de loyauté ; ce nom sera votre phare d'espérance et de salut. » — Vive le Sultan ! vive la Constitution ! répon-

dirent tous les assistants, et la musique répéta le vivat par excellence, et les pièces d'artillerie postées sur la colline de la métropole répondirent par des salves répétées au son joyeux des cymbales, et donnèrent le signal à la population entière de la ville de crier comme un seul homme : Vive la Constitution ! vive le Sultan !

Après le dîner, tout était préparé pour le départ du commissaire impérial qui allait retourner à Giurgevo. Il fit ses adieux à tous les assistants; il était huit heures du soir, une musique joyeuse se faisait entendre et une auréole se reflétait dans l'air; des milliers de citoyens portant des flambeaux et la musique à leur tête venaient donner une sérénade à l'aimable hôte qui allait les quitter. Par la même porte où le Peuple de Bucaresci se précipita le 11 juin pour demander la Constitution à Bibesco, maintenant radieux, rempli de joie et d'espérance, il se précipitait dans la cour du palais, en criant : Vive Suleyman-Pacha ! Il était fou de joie. Ce fut la dernière fête qu'eut la ville d'Allégresse (Bucaresci). Le commissaire impérial, faisant ses adieux à ses convives, sortit sur le balcon. Ce spectacle imposant, ces acclamations enthousiastes, cette multitude portant des flambeaux, ce torrent de feu qui se précipitait dans la cour du palais, la transformant en un lac joyeux de lumière; ces têtes et ces yeux de la foule fixés sur lui, ces mains qui lui envoyaient des baisers réitérés et fervents, le rendirent presque muet. Ses yeux se remplirent de larmes, il ne pouvait répondre que par des baisers pareils, en posant sa main sur son cœur; ce furent ses adieux. Il alla monter dans sa voiture, et conduit jusqu'à la barrière de la ville par le même peuple; il quitta la ville où il avait laissé des souvenirs si chers, et où il avait avoué qu'il avait passé les plus beaux et les plus glorieux jours de sa vie.

VII.

Les agents russes, désespérés par le calme des esprits que Suleyman-Pacha parvint à rétablir, n'avaient plus d'autre moyen pour troubler l'ordre que de recourir à la démagogie et aux intrigues basses, au mensonge même. D'un côté, ils se firent partisans des idées extrêmes afin d'attirer les exaltés et se servir d'eux pour réaliser leurs prophéties calculées. On connait les démagogues de Bucaresci et leurs relations; ils devenaient, comme nous allons voir, de jour en jour et à leur insu, les instruments des réactionnaires et des plans moscovites. D'un autre côté, par le langage et les déclamations des excentriques, ils travaillaient les propriétaires, en exagérant tout et en effrayant les esprits. Les propriétaires inquiétés se préparèrent à une défense dont ils n'avaient aucun besoin, s'irritaient de jour en jour, et leur langage agresseur faisait douter aux paysans des promesses qu'on leur avait faites par la proclamation. Les esprits s'alarmaient des deux côtés. Les journaux démagogiques ne faisaient qu'encourager les classes inférieures à des prétentions hors de propos.

La Lieutenance, pour prévenir tout résultat fâcheux, promulgua un décret en invitant chaque district d'élire chacun deux représentants, l'un de la part des propriétaires, et l'autre de celle des paysans, afin de les envoyer dans la capitale et d'en former une commission pour régler un accord légal entre les propriétaires et les paysans, en éclaircissant le treizième article de la Constitution, qui était devenu le plus difficile et le plus alarmant, et afin d'en préparer les bases pour la prochaine Assemblée générale. Cette mesure fut accueillie à la satisfaction des deux parties.

Les représentants furent envoyés à Bucaresci. Les

membres du gouvernement ouvrirent la première séance, le 19 août, par un discours acclamé par tous les assistants. Il posait les deux grands et éternels principes qui ont toujours régné en Valachie :

« La liberté du paysan est reconnue inviolable et sacrée.

« La propriété de chacun est aussi inviolable et sacrée. »

Ensuite :

Le paysan veut s'acheter un morceau de terrain pour devenir propriétaire.

Les grands ou les petits propriétaires sont libres d'en vendre ou non.

Les monastères publics sont prêts à offrir de leurs domaines un morceau de terrain à tous ceux qui ne pourraient trouver à en acheter sur la terre où ils étaient pour le moment domiciliés.

Tout propriétaire est libre de vendre autant qu'il voudra de sa terre ; personne ne pourra l'y contraindre que son propre intérêt.

Le but de la commission est de fixer la quantité de pogones (arpents) nécessaire pour chaque famille, et d'en fixer le prix selon la qualité et la situation de chaque terre.

Les paysans cherchaient à s'assurer le droit de s'acheter le terrain nécessaire.

Les propriétaires cherchaient à s'assurer l'inviolabilité de leurs biens et les moyens d'être dédommagés ou payés pour les terrains cédés de leur propre et libre volonté.

Ces principes posés par le gouvernement, les propriétaires mêmes déclarèrent que ce n'étaient pas des tendances au communisme comme on tâchait de le faire croire. Les plus éclairés parmi eux attestaient que de pareilles mesures existaient depuis longtemps dans les pays les plus monarchistes, comme en Prusse et dans toute l'Allemagne.

Les plus âgés parmi les propriétaires et les plus éclairés sur les droits et coutumes du pays avant 1830 et avant 1814, soutenaient encore que les paysans étaient non seulement libres, mais aussi propriétaires de droit sur l'emplacement et le rayon nécessaire à la commune, que sur les neuf pogones que chaque famille occupait de droit, selon le Règlement organique, elle est propriétaire incontestable des quatre et demi. Ils démontraient ce droit par le Réglement organique lui-même, qui donne le droit au paysan de ne payer en argent ou en travail, pour les neuf pogones, que la moitié et le quart même de ce que payent les non domiciliés sur la même terre. Ils ajoutaient, en outre, que le nom seul de *claca* démontre que ce n'est pas un devoir, car claca ne signifie que secours, et tant que le paysan a le nom de *claca* (secoureur) ou de *vecin* (voisin), il est libre et propriétaire des quatre pogones et demi. Les paysans de leur côté étaient contents de payer et de dédommager les propriétaires pour tous les neuf pogones, pourvu que la bonne intelligence s'établit entre eux. Ils demandaient que la bonne foi régnât des deux côtés.

Le gouvernement nomma un président de la commission, A. Racovitza, boyar intelligent et rempli d'équité, pour surveiller l'ordre et la non déviation des principes posés ; il lui attacha quelques aides ou secrétaires pour le faciliter dans ses travaux.

Dans ce moment vint, de Moldavie, un Roumain, M. Jonesco, qui avait fait ses études en France. Il passait pour connaître à fond la science économique. Il se présenta afin de faciliter et d'aider les travaux de la commission ; il fut recommandé par le parti des hommes de la coterie de Jean Ghica. Les membres du gouvernement, ayant besoin d'hommes spéciaux, n'hésitèrent pas de l'attacher comme aide au président de la commission.

Ce Moldave, entrant dans ses fonctions, débuta par un vocabulaire presque inconnu à tous les membres de la commission, propre à jeter la confusion et l'inquiétude même. Dans ses discours et articles qui devaient éclairer les masses en parlant leur langage, on n'entendait que les mots de philosophie, économie politique, socialisme, communisme, fouriérisme, Proudhon, Louis Blanc, Babœuf, phalanstère, organisation du travail, la propriété c'est le vol, Adam Smith, J.-B. Say, routine, utopie, travail, libre arbitre, capital, salaire, privilége, concurrence, monopole. Tous ces noms, tous ces mots, repoussés ou adoptés, ne produisaient que confusion, irritaient les uns, obscurcissaient les idées des autres, et tous ensemble finirent par oublier les points d'où ils étaient partis. Lorsque, dans un de ses discours, il exprima que la « *claca* est un esclavage, un servage, » propriétaires et paysans s'alarmèrent ensemble et protestèrent contre cette mauvaise explication, car tout le monde savait que *claca* signifiait *secours*. Il parlait toujours presqu'en faveur des paysans, mais d'une manière si excentrique, si exagérée, que les paysans mêmes ne pouvaient l'approuver. Il rappelait chaque fois, aux propriétaires, les scènes sanglantes de la Gallicie et excitait les paysans à des prétentions exorbitantes et injustes.

Le gouvernement, dès le premier jour, lui fit des observations sévères, mais il ne cessa pas de continuer ses travaux avec le même langage, de sorte que le scandale fut grand ; les propriétaires s'alarmèrent, les paysans, quoique calmes et loyaux, voyant la haine qui venait de de s'élever contre eux et ne pouvant en pénétrer la cause, étaient forcés de se défendre et de se plaindre même de la mauvaise foi des propriétaires. Le gouvernement se vit forcé de faire interrompre les réunions de la commission et de la dissoudre par le décret que nous reprodui-

rons tout à l'heure. Le *Moniteur* étant la feuille du gouvernement, nous empruntons le passage suivant au *Peuple souverain*, la feuille la plus impartiale et qui défendait dans cette question la cause des paysans :

« Les salles du palais où travaillait cette commission, étaient pleines d'auditeurs intéressés aux deux partis lorsque la Lieutenance domniaire se présenta au milieu d'eux. M. Héliade donna une nouvelle preuve d'éloquence évangélique, par laquelle il laissa entrevoir son âme grande, généreuse et humaine; l'émotion des assistants fut grande : ils n'ont pu retenir leurs larmes. Nous fûmes heureux de voir, un moment, les deux partis fraterniser ensemble devant le Christ que l'orateur indiquait. On lut ensuite le décret suivant de la Lieutenance qui suspendait les travaux de la commission :

« Vu que la commission nommée pour régler le différent existant entre les propriétaires et les *clacas*, au lieu d'être pénétrée de l'esprit de la justice, de la fraternité et de la paix, paraît au contraire vouloir dévier de sa mission et que ses séances deviennent de jour en jour plus orageuses ;

« Vu que chaque parti ne propose que des choses impossibles pour s'éloigner davantage l'un de l'autre au lieu d'établir parmi eux la sincérité et la confiance qui devaient les rapprocher les uns des autres et rendre possibles les arrangements ;

« Vu surtout que les hommes nommés par le gouvernement au lieu d'inspirer la confiance et de donner la preuve d'une entière impartialité, au lieu d'inspirer l'esprit de la paix qui a été le seul but du gouvernement, n'ont travaillé qu'à faire croire, à la plus grande partie des habitants, que ceux-ci penchaient plus d'un côté que de l'autre ;

« Vu que ces apparences ne peuvent aboutir qu'à com-

« promettre le gouvernement en le taxant de partialité,
« et que la méfiance des membres de la commission pour-
« rait amener ces derniers à méconnaître le véritable
« esprit des nouvelles institutions ;

« La Lieutenance domniaire décrète :

« 1° La suspension de la commission jusqu'à un se-
cond décret ;

« 2° Que chaque député des deux partis donne par
écrit ses demandes au gouvernement ;

« 3° Des différents projets des députés et du procès-
verbal de la commission, le gouvernement s'appuyant sur
les principes :

« Respect à la propriété ;

« Respect aux personnes ;

« Justice et fraternité ;

« Avantages généraux sans préjudice pour aucun in-
« dividu ;

« Sacrifier la majorité de la Nation pour une petite mi-
« norité, est injuste ;

« Sacrifier la minorité pour la majorité, est violent ;

« Le paysan sera propriétaire pour devenir citoyen et
« défenseur de la patrie ;

« Le gouvernement s'appuyant sur ces principes fera
« rédiger un projet où il emploiera tous ces efforts pour
« concilier tous les intérêts, rassurer les esprits et rame-
« ner l'harmonie et la paix parmi les enfants de la même
« patrie, parmi des frères si faciles à réconcilier au
« milieu d'une nation si docile et si douce.

« Paix à vous, frères, car la liberté vous est annoncée.
« Là où est la liberté, Dieu est présent. Et où est Dieu,
« est l'amour et la concorde. Là où est la tyrannie est
« l'enfer, et la paix est bannie de ce lieu. Il n'y a que le
« despotisme qui divise les hommes et aigrit les cœurs ;
« il n'y a que le despotisme qui afflige l'âme et qui allume

« les haines. L'homme désespéré perd le raisonnement ;
« l'homme véritablement libre est toujours bienveillant ;
« appréciez, frères, les vingt-un articles de la Constitution,
« tendez vos mains en hommes libres et justes pour vous
« unir encore dans un seul article qui fera la force du
« pays et qui seul assure la propriété. Les institutions
« réglementaires ne donnaient que des bénéfices illusoires
« pour le présent et nous ravissaient tout pour l'avenir.

« J. Héliade, Chr. Tell, N. Golescо. »

Chose étrange, les agents russes avaient pris deux rôles différents ; les uns faisaient les démagogues, et embrassant la terre excitaient les paysans à tuer comme des voleurs tout homme disant que la terre lui appartenait ; les autres, comme Linge et consorts, faisaient valoir les paroles incendiaires de leurs compères, et s'écriaient que les paysans se préparaient à les massacrer. Les paysans riaient et traitaient les premiers de fous ; quant aux seconds, ils s'efforçaient de les convaincre qu'ils n'avaient aucune intention hostile contr'eux. Aux injures et aux incriminations boyaresques, ils opposaient des prières, ils offraient de l'argent, ils montraient leurs mains calleuses, dociles au travail et non pas accoutumées à prendre des armes pour arracher ce qui ne leur appartenait pas. Ils disaient : nous respectons votre propriété qui est la terre ; respectez, vous aussi, la nôtre qui est le travail. Nous vous proposons de l'argent, vous nous menacez du sang ; vous criez à la guerre civile, nous crions à la paix. Notre mot de justice et de fraternité nous rend criminels devant vous. Rien n'était plus beau que les expressions de ces hommes pleins de justice et de sagesse. Pour s'en faire une idée, il faut parcourir les procès-verbaux de la commission reproduits par le *Moniteur roumain*.

Les agents russes poussaient les paysans à en venir aux extrémités auxquelles s'étaient déjà portés quelques-uns

des propriétaires d'intelligence avec ces agents, lorsque la Lieutenance suspendit les séances de la commission. Ce fut une joie pour les députés des paysans et des propriétaires de bonne foi. Les instruments de la Russie virent leurs plans déjoués ; la feuille qui plaidait les intérêts des paysans termine l'article que nous venons de citer par les termes suivants : »

« Nous félicitons la Lieutenance domniaire pour les membres qui la composent et pour avoir su encore à cette occasion prévenir et déjouer les plans des ennemis de la paix. Nous savons bien que cette lutte a été provoquée ténébreusement par les ennemis de la patrie (N° 21, 30 août). »

Jonnesco dans son compte rendu, loin d'être content de cette mesure du gouvernement, se plaint au contraire, de la manière suivante :

« J'étais sur la voie de l'arrangement et sur le point de l'équilibre ; la paix n'était pas loin. Mon cœur palpitait de joie.... lorsque la Lieutenance domniaire est venue se poser entre le passé et fermer la marche des travaux. Mon affaire n'est pas de démontrer si la Lieutenance a fait bien ou mal. Tout ce que je puis faire, c'est de la remercier d'avoir fait cesser mes peines et mes fatigues qui occupaient même les heures de mon repos de nuit. » (Traduction littérale.)

Nous sommes sûrs que Jonnesco a beaucoup travaillé et qu'il s'est fait beaucoup d'ennemis des deux côtés. Les paysans l'ont taxé souvent de partialité, comme plaidant la cause des propriétaires réactionnaires. Le parti opposé de la réaction le traitait de démagogue incendiaire comme partisan exagéré des prolétaires. Jonnesco lui-même se plaint dans son compte rendu en ces termes :

« A chaque principe que je posais, je me voyais oscillant, entre deux condamnations ; aujourd'hui j'étais condamné par les députés villageois, et la répulsion me pous-

sait dans leur idée avec l'oscillation du côté des propriétaires ; le lendemain, j'étais condamné par les députés propriétaires, et la répulsion qu'ils donnaient à l'oscillation me plaçait dans leur idée comme partisan des villageois. Mais le troisième jour, l'attraction et la répulsion m'amenaient au centre de gravité. Les oscillations cessaient, les travaux arrivaient à leur juste équilibre et le principe était adopté à l'unanimité. Je continuais donc les oscillations dans un autre principe..... »

Nous avons traduit mot à mot ce passage du compte rendu pour donner une idée du langage de Jonnesco et de ses manières. Nous ne sommes pas de ceux qui l'accusent d'être vendu comme agent du Czar ou du gospodar Stourdza, afin de jeter le trouble dans les esprits inquiets, d'amener la guerre civile. Nous sommes presque sûrs que M. Jonnesco est très innocent sur ce point. Mais il nous a fait beaucoup de mal croyant nous faire du bien. C'est l'effet de l'inexpérience de tous les hommes qui sentent encore l'école et qui ont une grande présomption de leur science. Le paysan, qui retire sa confiance à tout homme portant un habit bleu, s'effrayait à chaque mot ou nom propre qu'il ne pouvait comprendre. Les propriétaires travaillés par les agents russes et réduits à croire que leurs propriétés étaient en danger, s'effrayaient encore davantage, lorsque tous ne comprenant pas le sens des mots de Jonnesco, sentaient pourtant que ce dernier avait un cœur juste qui le portait à plaider la cause du paysan, et par conséquent, ils donnaient l'alarme ; car ces hommes peuvent souffrir toute insulte et tout mot excepté ceux de justice et de fraternité. M. Jonnesco, à côté des mots *oscillation*, *attraction*, *répulsion* et *centre de gravité*, ne manquait pas d'ajouter ceux de *justice* et de *fraternité ;* par conséquent, les réactionnaires ignorants, ou par système ou par principe, croyaient qu'oscillation était synonyme

de rébellion, attraction, de pillage, répulsion, de massacre.

IX.

Tandis que les agents russes travaillaient les exaltés et tâchaient de paralyser la commission, qui finit par être dissoute par le gouvernement même qui l'avait convoquée, ils augmentaient leurs forces tant à Constantinople qu'au sein même du gouvernement national valaque. Les chefs du parti russe, comme Mavros, Odobesco, Salomon, G. Philippesco, C. Soutzo, avaient en effet disparu de Bucarest; mais il y restait encore Campineano, moitié patriote, moitié fatigué de ses peines passées, réduit à se laisser guider par les agents de la Russie, et quelques hommes fanatiques de ses beaux jours de popularité passée. Ses vains efforts de parvenir au pouvoir avaient fini par le fatiguer et par exaspérer ses partisans, amis en même temps d'Odobesco. Ces hommes, quoique au fond constitutionnels, mais fanatisés pour Campineano, et perdant l'espoir de voir leur idole au pouvoir, devinrent les plus exaltés et les plus imprudents excitateurs du Peuple. Les véritables réactionnaires étaient peu nombreux, timides, lâches et discrédités. La Russie ne pouvait rien susciter par eux au grand jour, elle s'adressa aux passions des constitutionnels.

Nous avons dit que Rosetti avait promis à Rucal que tôt ou tard il parviendrait à prouver qu'il n'avait jamais été traître ni de mauvaise foi envers ses camarades. Cette promesse n'eut aucun effet, car la passion l'aveuglait et l'emportait toujours. Il avait presque oublié les principes de la proclamation. Il tenait avec Bratiano à Tirghir et à Suleyman-Pacha un langage tel qu'à les croire, le commissaire turc n'avait plus qu'à livrer la ville aux flammes et le Peuple au massacre; car ces deux hommes menaçaient

les Turcs de soixante mille hommes armés qu'ils prétendaient avoir à leur disposition, et qui étaient tous prêts à noyer l'armée ottomane dans le Danube ; et dans le cas ou d'autres Turcs viendraient pour venger leurs compatriotes, ils ajoutaient que les Roumains de la Transylvanie et du Banat étaient prêts à passer les montagnes, et à former une armée de plus de deux cent mille hommes. Suleyman-Pacha, dans son bon sens, les traita de fous, car il connaissait déjà et la loyauté des Valaques et la situation de la Transylvanie et du Banat.

Voyant enfin qu'ils ne pouvaient ni exciter le Peuple contre les membres de la Lieutenance, ni pousser les Turcs à en venir aux mains avec les Roumains, ils appliquèrent tous leurs efforts à diviser les triumvirs.

Rosetti et Bratiano se mirent à travailler N. Golesco dont la crédulité et la faiblesse surpassaient les autres bonnes qualités. Ils s'adressèrent à son amour-propre disant qu'il était nul dans le gouvernement, qu'Héliade était pour lui un rival puissant au trône du domniat! « Voyez, lui disaient-ils, il n'y a qu'une voix dans le Peuple : toutes les acclamations, tout l'enthousiasme ne sont que pour lui. Il est membre de la Lieutenance, il est ministre de l'instruction publique et des cultes. Tous les prêtres, tous les professeurs, tous les maîtres des villages sont sous son influence, sous ses ordres. Tell, comme chef de l'armée régulière, Maghiero comme chef des dorobans et des pandours, sont ses deux bras. Le chef de la police Messoï est son cousin. Le vornic de la ville, Bolliaco, qui a entre ses mains toutes les corporations des négociants et des artisans est sa *créature* (?). A l'élection prochaine, il aura toutes les voix ; il escamotera le mouvement, et nous ne nous serons exposés que pour lui. »

Il n'y avait rien de vrai dans toutes ces insinuations ; car Tell et Maghiero, ainsi que tous les hommes du parti natio-

nal, n'étaient unis que pour la cause commune; leur union ne se basait que sur leurs principes qui étaient les mêmes. Mossoï était déjà chef de police acclamé par le Peuple lorsqu'Héliade se trouvait dans la Petite-Valachie; on lui avait confié ce ministère à cause de ses services envers la cause nationale. Le Peuple ignorait qu'il était parent d'Héliade. Le ministère de l'instruction publique n'avait jamais été brigué par Héliade; c'est Bibesco, lorsqu'il signa la Constitution et changea le ministère qui l'avait nommé ministre, pour l'entraîner à quitter la Petite-Valachie et à venir dans la capitale afin d'y tomber dans le piége qu'on lui avait préparé ainsi qu'à ses collègues. Bolliaco n'avait jamais été ni créature ni ami personnel d'Héliade. Mais Rosetti et Bratiano s'étaient tellement insinués dans l'esprit de N. Golesco, qu'ils finirent par donner une apparence de vérité à toutes leurs inventions, et Golesco finit par chanceler et se refroidir envers ses véritables amis et à s'attacher à ceux qui voulaient le perdre pour achever la division dans le parti national.

Ils se concertèrent donc pour nommer Rosetti directeur du ministère de l'intérieur, comme aide auprès de N. Golesco, et pour confier le ministère de la police à Bratiano. Afin d'éloigner Grégoire Gradisteano, le directeur d'alors, ils lui avaient proposé d'aller, comme membre de la députation, à Constantinople. Dès que Gradisteano partit, N. Golesco demanda Rosetti comme directeur auprès de son ministère. Voulant se débarrasser de Mossoï, il cherchait un prétexte pour le destituer. Ce prétexte se présenta bientôt. Mossoï avait fait arrêter un excentrique excitateur. Golesco déclara qu'il donnait sa démission si Mossoï continuait de remplir les fonctions de chef de police. Il n'imposait pour condition, de continuer les fonctions de Lieutenant et de ministre de l'intérieur, que la nomination de Bratiano au ministère de police.

Tell et Héliade s'opposaient à cette nomination; Mocsoi avait contenté tout le monde par son caractère calme et affable, il était parvenu à réconcilier bien des partis, à soutenir l'ordre menacé tant de fois, et le mouvement ne devait qu'à lui seul les sympathies de presque tous les négociants et artisans. Par son éloignement de cette fonction, on blessait la susceptibilité et l'amour-propre de toute la bourgeoisie. Bratiano était fougueux, furieux même dans ses emportements, et par malheur trop souvent soumis à la colère. Il gesticulait, il se fâchait, il frappait sur la table dans les réunions même du gouvernement. Tell et Héliade disaient que s'il continuait comme chef de police à se comporter de la sorte envers les citoyens, il finirait par devenir odieux, se perdrait même en compromettant le gouvernement devant le public.

« Non, messieurs, leur répondit Bratiapo, ce ne sont pas ces motifs qui vous font me refuser ce ministère. Je vous dirai, moi, le véritable motif: M. Héliade vise au domniat, et lui et ses amis savent très bien que Bratiapo une fois à la tête de la police, lui fera perdre des milliers de voix à l'élection prochaine. Voilà pourquoi vous vous opposez à ma nomination.

— Vous êtes dans l'erreur, monsieur, lui répliqua Héliade. Vous savez qu'il s'élève un grand murmure contre vous à cause de votre amitié et de votre intelligence avec Odobesco; vous savez que j'ai prévenu bien des fois des pétitions collectives des négociants qui demandaient votre éloignement du pays. Ce serait braver l'opinion du public que de destituer son élu et de le remplacer par vous, qui venez à peine de vous établir dans l'opinion de jeunes commis et apprentis amateurs de discours alarmants. Voilà la véritable cause; c'est la prudence des hommes mûrs qui pensent à la tranquillité générale et à votre véritable honneur; car sans ces hommes, qui ont eu la bonté ou

la faiblesse de croire que vous avez été la dupe et non le complice d'Odobesco, vous seriez aujourd'hui hors de la frontière roumaine, ou peut-être victime de la vengeance populaire. Pourtant, lorsqu'on parle selon la raison et la vérité, on est souvent soupçonné de mener adroitement ses propres affaires. Je suis trop fier pour laisser le moindre soupçon sur moi. Il est ridicule, messieurs, et criminel même de penser au domniat dans des circonstances comme les nôtres. Vous y avez pensé. — Mais je vous déclare encore que je considère comme ami particulier de toute ma famille celui qui s'opposera de tous ses moyens à toute pensée ou intention qui me viendrait, ainsi qu'à mes amis, pour me faire parvenir un jour au trône, là où toute popularité disparaît, toute renommée du passé s'use, toute vertu se flétrit. Si j'ai eu quelques vertus privées, je sens qu'il me manque les vertus publiques. Tout homme qui travaillera à me faire tomber du haut de mon humilité honnête sera considéré par moi comme ennemi de mon repos et de mon honneur, et celui qui s'y opposera ne sera que mon véritable ami, mon frère. Vous avez manifesté l'intention de vous opposer à des vues ambitieuses qui pourraient me venir ainsi qu'à mes amis ; je vous considère donc comme le soutien de mon honneur, et d'une popularité que je me suis acquise par mon travail et par des veilles de vingt-sept années. Vous me trouverez beaucoup de défauts, mais jamais vous ne trouverez un homme qui pourra dire que j'ai eu avec lui ou tout autre un entretien sur cette chimère du domniat. M. Golesco vous demande comme chef de police ; moi, je vous invite à accepter ce ministère, puisque vous promettez de me rendre un service si éminent. Sachez pourtant que nous sommes encore bien loin des jours heureux où nous pourrons voir une Assemblée constituante et élective, et il ne faut pas oublier les devoirs urgents que nous devons remplir chaque

jour et chaque heure. C'est un crime, monsieur, de perdre même cette heure dans de pareils propos, dignes des hommes qui ne connaissent pas la situation actuelle. — Vous avez la signature de M. Golesco qui veut vous nommer chef de police, voilà aussi la mienne. Vous avez donc la majorité de la Lieutenance, et je vous félicite comme chef de police. Je fais des vœux que ce soit pour la tranquillité de la ville et pour le bonheur du pays. Je vous promets encore une chose, je déciderai Mossoi à se retirer de lui-même avec toute abnégation d'amour-propre et à contribuer même, par son patriotisme, à étouffer tout murmure de la part des négociants et du Peuple qui auront le droit de croire que nous bravons leurs opinions.

X.

Rosetti et Bratiano étaient déjà de hauts fonctionnaires. L'un avait entre ses mains le pays entier et l'autre la capitale ; le premier était aussi rédacteur et propriétaire du journal *Prounco* (le Bambin); les actes du gouvernement dont il faisait partie y étaient critiqués par lui. Une partie des boyars réactionnaires trouvait place dans les colonnes de son journal pour leurs articles alarmants ; une autre partie des boyars s'y voyait satirisée, maltraitée, livrée au mépris et à la vengeance du public, et se révoltait, avec raison, contre le gouvernement qui devait être responsable de pareils articles, lorsqu'un des hauts fonctionnaires en était l'auteur. La Russie, que le Peuple même dans son premier élan avait jugé convenable de ménager, y était imprudemment maltraitée officiellement ; lors même que le rédacteur de ce journal était devenu membre d'un gouvernement régulier. Chaque jour la Russie était provoquée dans ce chétif *Prounco ;* chacun de ses numéros devenait une arme

pour l'ambassadeur russe à Constantinople. Les deux membres de la Lieutenance, Tell et Héliade, observaient à Rosetti qu'il rendait le gouvernement solidaire de tous ses articles ; mais N. Golesco, dans son apathie et dans sa bonté naturelle, le soutenait toujours en accusant ses collègues de faire une affaire d'État de chaque petite chose.

Cependant l'ambassadeur russe à Constantinople redoublait d'énergie, et les feuilles du *Prounco* lui fournissaient, chaque jour, de fortes raisons pour presser le Divan. « La Russie, disait-il, comme protectrice, ne peut pas s'opposer à l'amélioration de la Valachie ; peu lui importent les nouvelles institutions que son Peuple se propose de se donner, si la Sublime-Porte veut les reconnaître. Mais la Valachie, par son gouvernement, insulte l'Empereur et provoque la Russie ; cet Empereur a déclaré jadis la guerre au Sultan Mahmoud lui-même lorsqu'il se crut insulté par lui. La Russie est gravement blessée dans son point d'honneur et déclare la guerre à la Valachie et à toute puissance qui approuverait la conduite de cette principauté. »

C'est par un tel langage que l'ambassadeur russe, le *Prounco* entre ses mains, parvint à intimider la Sublime-Porte et la força à ne pas recevoir la députation valaque qui s'était rendue à Constantinople pour solliciter la confirmation de la Constitution, il la contraignit pareillement à désavouer Suleyman-Pacha, à nommer à sa place Fuad-Effendi, à lui donner d'autres instructions et à le placer sous l'influence de Duhamel qui devait le suivre comme son ombre ; car la Turquie, abandonnée par la France et l'Angleterre, ne pouvait pas accepter le défi de la Russie, elle ne se sentait pas encore l'énergie qu'elle déploya plus tard à l'occasion des émigrés polonais et hongrois.

D'un autre côté, Bratiano, dès le troisième jour de sa nomination comme chef de police, se rendit chez Campineano. « Eh bien! lui dit-il, me voilà à la tête de la police, la capitale est entre mes mains, voulez-vous dans quelques jours renverser la Lieutenance et vous mettre à la tête du gouvernement? » Bratiano parlait en Bratiano, mais Campineano l'écoutait en homme mûr et expérimenté, il savait mieux que tous ces hommes, pour qui la ville pouvait s'agiter. — Et d'ailleurs, renverser la Lieutenance, si même cela était possible, c'était renverser un gouvernement reconnu par le commissaire de la Porte. Campineano ne voulait pas pousser les choses à cette époque jusqu'à blesser le Divan impérial. Puis, il savait déjà par ses relations que Suleyman-Pacha allait être rappelé, et que Fuad-Effendi allait venir avec d'autres instructions pour dissoudre le gouvernement qu'il allait trouver à Bucaresci; en pareil cas, il n'aurait pas désiré se trouver à la tête d'un gouvernement doublement irrégulier. Il préférait se trouver en dehors, car peut-être que, selon ses espérances, il serait désigné pour être la future caïmacamie, et peut-être, pour le domniat. On peut juger Campineano d'après ses réponses dans un de ses entretiens avec Suleyman-Pacha.

— Êtes-vous pour la Constitution, monsieur? lui demanda le commissaire impérial.

— Ce n'est pas moi qui l'ai faite, lui répondit Campineano.

— Vous êtes donc avec les réactionnaires? ajouta Suleyman-Pacha.

— Je sers sous le gouvernement constitutionnel, répondit de nouveau Campineano.

On voit donc que Campineano n'était pas homme à accepter une pareille proposition de la part de Bratiano. Il aurait désiré être à la tête du gouvernement au début

Effendi était déjà à Giurgevo; le Peuple, à la nouvelle du départ de Suleyman-Pacha et de l'arrivée du nouveau commissaire, accourut en masse de la capitale et des districts voisins pour recevoir les adieux du premier et féliciter le second. Plus de trente mille hommes escortèrent Suleyman-Pacha avec des acclamations jusqu'au port, et la voix du Peuple le suivit au loin jusqu'à ce que le bateau à vapeur qui le portait s'éloigna et disparut. Il est impossible, d'après le dire des assistants, de décrire l'émotion que produisit des deux côtés cette séparation. Le Peuple sentait qu'avec l'éloignement de cet homme, s'éloignaient aussi la liberté et toute espérance du sol roumain. Lorsque le bateau commença à paraître, comme un point à l'horizon, lorsqu'enfin tout disparut, « notre espérance a disparu aussi, » s'écria le Peuple, et les bannières tricolores, agitées comme pour la dernière fois entre les mains des Roumains, s'approchèrent de la terre pour saluer celui qui disparaissait avec l'ordre du *Peuple*, et pour se couvrir de deuil à l'apparition de l'ordre *légal*.

LIVRE IX.

LA VEILLE DOULOUREUSE.

I.

Le même Peuple vint pour féliciter Fuad-Effendi. La place était encombrée et les acclamations enthousiastes devinrent des cris perçants et douloureux ; on n'entendait toujours, en effet, que les mots de *Constitution! Sultan!* mais ces deux mots, s'exprimant par d'autres notes, étaient prononcés sur un autre ton. Fuad-Effendi ne trouvait en lui ni cœur ni paroles pour remercier ou pour répondre. S'il était un véritable Turc, sa charge, grave et difficile, lui devait paraître en ce moment pesante et brûlante comme la chape de plomb des damnés du Dante. Chaque acclamation du Peuple lui devait percer le cœur comme la voix du remords. Après une insistance tenace et opiniâtre de la population, qui le conjura pendant plus d'une heure, au nom du Sultan, de sortir de chez lui, il fut forcé enfin de paraître devant le public et de balbutier quelques paroles incohérentes, privées de sens ; on n'entendit que le mot *houzour!* c'est-à-dire soyez tranquilles. Le Peuple fit rédiger une adresse qui lui fut remise et qui n'eut aucune réponse (1).

Le Peuple l'abandonna comme l'esprit de Dieu abandonne le damné prêt à devenir la proie de l'esprit du mal. Lorsque les masses se retiraient en se dispersant, Duba-

(1) Cette pièce nous manque maintenant ; plus tard, nous la joindrons au recueil des actes que nous avons promis de publier.

mel arriva à Giurgevo venant de Gallatzi, et s'empara du nouveau commissaire turc. Une voix se fit entendre et prononça le mot de *Méphistophélès !* et ce nom se répéta de bouche en bouche jusque dans la capitale, et ce nom fut répété dans tous les journaux de la Valachie et de la Transylvanie. Dès ce moment l'esprit moscovite prit possession du jeune diplomate turc ; il ne l'abandonna plus un seul instant ; il l'environna d'un cercle étroit d'espions de tous genres ; puis il se mit à l'œuvre, c'est-à-dire à corrompre plusieurs des officiers supérieurs du camp d'Omer-Pacha, et à changer ses soldats en loups dévorants.

Giurgevo fut ouvert à tous les réactionnaires, à tous les instruments des plans moscovites, et le camp musulman commença à protéger ses propres ennemis, les intrigants les plus vils, et à persécuter ses véritables amis. Tous ceux qui trahissaient leur patrie et la Porte en même temps, avaient l'entrée libre chez Fuad-Effendi, et personne, parmi les fidèles du Sultan, ne put y être reçu. Si l'on tâchait de l'approcher, Fuad-Effendi avouait, en secret, qu'il n'osait déplaire à Duhamel et que les circonstances étaient difficiles. La Lieutenance s'empressa d'envoyer auprès de lui des hommes intimes pour l'éclairer sur la situation, et lui faire connaître les intrigues qui étaient ourdies dans l'ombre. On voulait l'orienter afin de ne pas le laisser tomber dans l'erreur et afin de lui éviter de commettre quelque faute qui aurait pu compromettre les Roumains et l'armée turque en même temps ; mais Fuad-Effendi était sourd à tout ce qui lui venait de la part de ces hommes dévoués aux intérêts turcs.

Ces nouvelles, répandues dans la capitale, inquiétaient les habitants ; d'ailleurs, plus le moment où l'armée turque devait marcher sur Bucaresci s'approchait, plus les satellites russes y multipliaient leurs cabales pour troubler l'ordre.

Les soldats roumains en garnison, travaillés par le chef de l'état-major, J. Voïnesco Ier, se soulevèrent avec des prétentions exorbitantes et en menaçant la ville. Les réactionnaires ourdissaient des intrigues dans la maison d'A. Philippesco, le Renard. L'âme de toutes les cabales était un agent russe, Arsaki, une des plaies de la Valachie. Bratiano, la dupe de la famille de cet intrigant, travaillait les exaltés; ceux-ci excitaient le Peuple à prendre les armes contre les Turcs. Enfin, Bratiano se rendit un jour auprès de Tell et lui proposa un plan affreux; celui-ci désapprouva son intention, mais il dut le ménager, car il le soupçonnait d'intelligence avec le parti russe et connaissait ses relations avec la famille d'Arsaki, dont les intrigues étaient plus formidables que jamais. Le gouvernement n'avait aucun moyen de s'entendre avec Fuad-Effendi pour les déjouer. Tell ne put que se mettre en garde contre les idées de Bratiano, pour sauver la ville d'un dernier désordre qui aurait été le plus favorable aux plans des russes.

En attendant, le commissaire turc, soit par quelques vérités qui auraient pu pénétrer jusqu'à lui, soit par une inspiration naturelle qui devait lui venir comme envoyé du Sultan au milieu de ses vassaux fidèles, avant de partir de Giurgevo pour Bucaresci, eut l'idée de s'entendre en secret avec quelques-uns des membres de la Lieutenance. Il avertit furtivement N. Golesco et lui donna un rendez-vous à la seconde station, entre Bucaresci et Giurgevo, où ils devaient se rencontrer et se concerter, dans la nuit du 8 septembre.

II.

Mais le 6 septembre, avant de recevoir cette nouvelle, les trois membres de la Lieutenance se trouvant réunis dans le palais administratif, virent passer sous les fenê-

tres une vingtaine d'individus avec un étendard tricolore ; ceux-ci, entrant dans la cour du palais, annoncèrent qu'ils voulaient se présenter devant le gouvernement. On les laissa libres de monter et d'entrer dans la salle du conseil. A leur tête était un homme connu pour être l'agent du consulat russe.

— Nous sommes envoyés, dirent-ils, de la part du Peuple pour solliciter la Lieutenance de vouloir bien ordonner qu'on nous cède l'original du Règlement organique et l'Archontologie (le livre d'or où sont inscrits les noms des boyars).

— Pourquoi demande-t-on ces livres?

— Le Peuple est réuni au palais des cérémonies et ne demande ces livres que pour les brûler en face des ennemis qui s'approchent. Si l'on se refuse à exaucer sa prière, il est décidé à venir les prendre par force. Plus de dix mille hommes sont rassemblés.

— Mais, citoyens, où est votre mandat? quelles preuves nous donnez-vous que vous venez de la part du Peuple? Vous connaissez les dispositions interdisant à toute personne de se présenter devant le gouvernement, au nom du Peuple ou d'une corporation quelconque, sans un mandat signé par les chefs des corporations.

— La réunion du Peuple fut spontanée, sa demande est urgente ; nous n'avons aucun papier, et si nous retournons sans les livres demandés, le Peuple viendra seul en masse pour les prendre.

— Le Peuple fera très mal; car il sera inconséquent, il perdra tout le fruit de la modération et des sentiments qu'il a manifestés jusqu'à présent pour la Sublime-Porte.

— Mais nous sommes étonnés que vous vous opposiez à cet acte héroïque, quand M. Bratiano, le chef de police, a fait réunir le Peuple qui se croit convoqué par l'ordre du gouvernement.

Héliade et Tell se regardèrent l'un l'autre comme pour s'interroger : Que signifiait cela? — Tant leur surprise fut grande, ils connaissaient si bien les intentions de Bratiano !

— Nous ne pouvons consentir à la demande du Peuple, nous n'avons donné aucun ordre, reprirent les membres de la Lieutenance.

— C'est la seule réponse que nous pouvons reporter au Peuple?

— Non, ajoutez aussi qu'il doit se dissiper, car cette réunion a eu lieu à notre insu, et de pareils actes ne feront que compromettre la cause commune.

Ils sortirent. Les membres du gouvernement se demandèrent si quelqu'un connaissait d'avance cette manifestation surprenante. Elle était ignorée de chacun d'eux, et pourtant on se soupçonnait l'un l'autre. On se consulta sur les mesures à prendre. Il n'y avait aucun autre moyen de défendre les livres demandés qu'en parlant au Peuple, en lui faisant entendre raison.

En attendant, au bout de vingt minutes le Peuple arriva, la cour et les rues voisines étaient déjà pleines ; on n'entendait que les cris suivants : *A bas le Règlement!* — le *Règlement!* l'*Archontologie!* et la voix de Bratiano se faisait entendre plus forte que celle des autres. Les membres du gouvernement sortirent sur le balcon ; les appartements étaient déjà encombrés par la foule. Héliade s'adressa au Peuple :

« Citoyens, dit-il, nous connaissons votre demande ; votre courage est héroïque ; mais vous avez oublié que ce Règlement, imposé par les baïonnettes russes, signé par les représentants aveugles des boyars, et augmenté ensuite de quelques articles perfides à l'insu de ces boyars mêmes ; ce Règlement, dis-je, est malheureusement confirmé aussi par notre suzerain auquel vous avez

promis fidélité et respect. Brûler ce livre, serait braver et défier la Sublime-Porte.

« — Si la Sublime-Porte veut jouir de la suzeraineté, elle doit respecter et défendre notre autonomie, criait-on d'en bas (1).

« — Mais la Sublime-Porte n'a pas encore violé notre autonomie. Vous connaissez la conduite de Suleyman-Pacha. Vous ne savez pas encore quelles sont les instructions de Fuad-Effendi. Nous, les plus faibles, gardons-nous d'être les agresseurs. Si nous voulons jouir de notre autonomie, il faut aussi respecter la suzeraineté de la Sublime-Porte; nous n'avons que la force morale, la force des traités et de notre justice. Pourquoi abandonner notre force véritable pour recourir à la faiblesse, à la force matérielle qui nous manque? Je vous assure, mes frères, qu'en commettant un pareil acte, vous fournissez un prétexte à nos ennemis, vous démontrerez aux Turcs que la calomnie lancée contre nous par les Russes était une vérité.

« — A bas le Règlement! nous voulons la Constitution! criait-on toujours d'en bas.

« — Vous voulez la Constitution. Ce n'est point par des moyens semblables qu'elle pourra arriver à devenir la loi du pays; mais par l'esprit d'ordre que vous avez su maintenir jusqu'ici, et par lequel vous avez forcé nos ennemis à s'arrêter sur nos frontières. En brûlant le Règlement, vous brûlez un livre, et pas son autorité. Votre Constitution n'aura d'autorité que par le respect envers les formes voulues et non par un acte de vandalisme. Car, il faut le dire, vous allez priver notre histoire de deux livres qui, quoique maudits, appartiennent aux archives.

« — Ces paroles sont vaines, criait Bratiano d'en bas. Les membres de la Lieutenance sont les élus du Peuple;

(1) Le Peuple a son instinct de justice.

ils doivent accomplir la volonté du Peuple; aujourd'hui c'est lui qui ordonne.

« — Vous êtes le chef de la police, lui répliqua-t-on d'en haut; vous avez à répondre.

« — Mes frères, continua Héliade, nous avons joui jusqu'à ce moment de votre confiance et de votre amour. Nous avons été sauvés tant de fois et défendus par vous contre des ennemis qui étaient aussi les vôtres. Je suis sûr que vous n'êtes réunis, et que vous ne venez ici faire de pareilles demandes que sur la foi que vous remplissez notre volonté; mais je vous atteste, par le nom sacré de la patrie, qu'on vous a trompés sur ce point. Ce n'est pas notre volonté. Nous ne pouvons pas vous conduire à des excès semblables. Si de pareils actes s'étaient faits dans le premier élan du mouvement, lors de l'abdication du domnu qui abandonna le Peuple sans guide, ils pouvaient être excusés; mais dans ce moment, après trois mois de modération et de prudence, après le rétablissement d'un gouvernement régulier et reconnu au nom du Sultan, je vous dis, mes frères, que cet excès sera sévèrement jugé et justement critiqué par toute l'Europe. C'est peu de compromettre trois individus qui gouvernent au nom du Peuple et qui doivent respecter la suzeraineté de la Porte, proclamée par vous avec tant de solennité; mais vous compromettez, citoyens, la cause commune, car vous donnez par malheur un prétexte au nouveau commissaire turc (qui, comme vous le savez bien, est accompagné de M. Duhamel) pour traiter la ville et la Nation tout autrement que les a traitées Suleyman-Pacha. On vous a trompés, je vous le répète, en vous disant que vous venez ici pour répondre à une résolution du gouvernement. Vous ne devez pas demander de l'héroïsme à votre gouvernement, mais de la prudence. Cette idée de brûler le Règlement circule déjà depuis le commence-

ment de la Révolution, et pourtant, dans votre modération, vous vous êtes refusés à la mettre à exécution. Pourquoi l'exécuter dans ce moment, lorsqu'elle compromet la cause commune?

— Je vois déjà les plus âgés parmi vous pensifs. Leur attention et leur silence me font supposer qu'ils ont compris qu'on vous abusait pour vous rendre involontairement les instruments des intentions perfides de l'ennemi. S'il se trouve encore parmi vous des hommes qui persistent dans cette demande compromettante, ce ne sont, sans doute, que des jeunes gens qui, à la vue de ce drap mortuaire, de cette musique qui se prépare à entonner la marche funèbre, ne pensent en ce moment qu'à la privation d'un spectacle digne tout au plus de réjouir des enfants... »

Dans ce moment, les excitateurs enfonçaient les portes du secrétariat d'État où se trouvaient enfermés le Règlement et l'Archontologie. A la tête d'une cinquantaine d'hommes, on distinguait une créature russe et deux autres anciens employés sous le régime moscovite en 1828.

On arracha l'Archontologie qui se composait d'une douzaine de grands volumes in-folio. On demanda le Règlement; et sur la réponse qu'il ne se trouvait pas là, les cris se multiplièrent et les menaces succédèrent aux cris. Bratiano vint en haut en criant qu'il savait où se trouvait le Règlement. — En effet, il était dans ce moment chez un Français que le gouvernement avait chargé d'en tirer deux copies (1). On suivit Bratiano avec les douze volumes de l'Archontologie. Les cris d'allégresse se multiplièrent en bas.

Un lit mortuaire fut apporté; on y posa l'Archontologie; la procession se mit en marche, et la musique entonna le chant des morts. Des cris de joie, des pleurs,

(1) Le citoyen Lagranche.

des lamentations ironiques se firent entendre, et le convoi arriva de cette manière au domicile de M. Lagranche. Celui-ci était absent. Bratiano, comme chef de police, fit enfoncer les portes, et le Règlement fut enlevé.

Un autre lit mortuaire attendait en bas, couvert de drap noir. Le livre maudit y fut déposé. Les cris et les larmes ironiques se renouvelèrent. La procession reprit sa marche, et on arrêta les deux lits devant la porte cochère du consulat russe. Il est d'usage dans les pompes funèbres, en Moldo-Valachie, de faire trois haltes où l'on arrête le cercueil, et les prêtres prononcent des prières pour l'expiation des péchés du trépassé. Une de ces trois haltes se fit devant la porte consulaire, et ceux qui faisaient le rôle des prêtres firent des prières analogues à celles des morts de ce genre, en rappelant tous les péchés et les crimes de feu Règlement et de la feue Archontologie, et en invoquant la clémence divine pour le repos de l'esprit de ces grands pécheurs et criminels de lèse-nationalité.

Le convoi suivit sa marche jusque dans la cour archiépiscopale. Là, le Peuple invita le métropolitain à descendre dans son grand costume pontifical de service funèbre. Celui-ci demanda la cause de cette réunion populaire. On lui répondit que la volonté du Peuple était de brûler le Règlement et l'Archontologie ; et que Son Éminence était invitée à prononcer l'anathème contre ces livres infâmes. Le métropolitain sortit pour bénir cet acte. Bratiano, chef de police, prononça un discours qui, selon le *Prounco*, démontra au Peuple l'importance de l'acte qu'on allait faire.

Le bûcher était déjà dressé. On alluma le feu. On appela un paysan ; on l'invita à prendre le Règlement et l'Archontologie et à les livrer aux flammes. Ces deux livres, souillés des sueurs et du sang des paysans laboureurs, devinrent feuille par feuille la proie des flammes, et le

vent emporta le léger tissu de cendres enflammées feuille par feuille. Partout et toujours, le nom de bourreaux a fait horreur, et surtout en Roumanie. Ce jour-là, et pour une pareille circonstance, le paysan remplit le rôle d'exécuteur à la satisfaction de tous les assistants. On ne peut décrire cette scène animée, ni reproduire le langage figuré dont le Peuple était si prodigue. Chaque feuille consumée par les flammes et emportée par le vent, était accompagnée par mille bons mots, l'épigramme était aiguisée jusqu'au dernier terme. C. Aristias et C. Bolliacé se distinguèrent dans leur élan causé par le beau spectacle représenté par le Peuple.

Le métropolitain enfin, revêtu de ses habits pontificaux et la croix à la main, prononça ces paroles :

« Je réitère mon serment fait le 15 juillet sur le « Champ de la Liberté, au nom de la Constitution. J'ana- « thématise le Règlement que je viens de brûler, l'édi- « tion de 1832 ainsi que la seconde. Je maudis tous ceux « qui voudraient le rétablir et régner suivant ses lois. Je « bénis le Peuple chrétien de la terre roumaine. »

Le Peuple resta à genoux et la tête découverte, tant que dura cet anathème solennel, et cette bénédiction pour les bons citoyens.

Puis, suivant la demande des assistants, le prélat rédigea et signa l'encyclique suivante :

« Au Peuple de la terre roumaine,

« Aujourd'hui, le 6 septembre de l'année courante, « moi, le métropolitain de la Hongro-Valachie, avec le « très croyant Peuple de la capitale, réuni ici, chez moi, « j'ai répété le serment que j'ai prêté le 15 juillet sur le « Champ de la Liberté, et en même temps, ont été brûlés, « en notre présence, les deux Règlements, l'original et « la seconde édition, ainsi que l'Archontologie qui « avaient fait le malheur du pays. J'ai maudi et ana-

« thématisé le Règlement, ainsi que ceux qui voudraient « le rétablir et gouverner le pays suivant les lois de ce « Code.

« Cet acte est livré à la connaissance du Peuple chré- « tien de la terre roumaine que je bénis, pour que « Dieu le fortifie dans sa foi pour la Constitution qui « nous vient de Dieu, car elle est dans l'esprit de l'Évan- « gile.

« † Néophyte de la Hongro-Valachie.

« Le 6 septembre, l'an 1848. »

Des oraisons funèbres pleines d'esprit et de bon sens suivirent cet acte.

« Quel beau spectacle! et quel Peuple! » se disaient les hommes expérimentés et prudents. Mais à quoi sert le courage quand les circonstances sont défavorables?

Le Peuple sortant de la cour archiépiscopale, musique en tête, chantant la marche nationale, se rendit sur la colline de la métropole; là, en présence de tous, on fit la lecture de l'encyclique archiépiscopale adressée au Peuple roumain. On y voyait un monument de sinistre mémoire, érigé du temps du général Kisseleff en commémoration du Règlement organique. Le Peuple, indigné à la vue de ce monument honteux, s'empressa de le détruire avec des cris de joie et de triomphe. On se dispersa et tout rentra dans le calme.

III.

Le soir de la même journée, il y avait réunion des ministres avec les membres de la Lieutenance dans la salle du palais administratif. La question la plus grave à l'ordre du jour était l'événement qui venait de se passer. Les ministres soupçonnaient la Lieutenance de complicité dans cette affaire, et les membres de la Lieutenance soupçonnaient les ministres. On s'expliqua, on voulut

s'éclaircir sur la vérité, et lorsque tout le monde fut convaincu que tout n'avait été qu'une surprise pour le gouvernement, on commença à se concerter sur les moyens d'expliquer le fait tel qu'il avait eu lieu, c'est-à-dire comme un acte isolé, accompli par une force majeure. On demanda les gazettes de la journée pour y voir l'article concernant cet événement. Chose étrange ! toutes les feuilles, la plus réactionnaire même, le *Vestitorul*, par un instinct de vérité, ou par une arrière-pensée propre à dépopulariser le gouvernement, s'empressaient de dégager la responsabilité des membres de la Lieutenance dans cette affaire. Elles reproduisaient plus ou moins les paroles d'Héliade et ses efforts pour empêcher cette démonstration populaire ; elles ne parlaient nullement du rôle joué par le chef de la police, Bratiano.

« C'est bien ! se disaient les assistants au conseil, on pourra désavouer et destituer Bratiano, et démontrer l'événement dans sa pure vérité, sans compromettre la cause commune, sans rendre le gouvernement responsable. » On se consulta même sur la possibilité de jeter un voile sur l'affaire de la maison violée du citoyen français, et sur la présence du chef de police à cet acte scandaleux, en invitant le locataire à n'en faire l'objet d'aucune réclamation.

En ce moment on apporta dans la salle la feuille du jour du *Prounco* dont le rédacteur était Rosetti, le directeur du ministère de l'intérieur. Cette feuille imprimait un cachet officiel à tout cet événement déplorable ; elle décrivait avec des éloges le rôle du chef de la police, sa présence en tous lieux, ses discours dans la cour archiépiscopale, ainsi que celui de Bolliaco, le vornic de la ville et une foule d'autres choses qui rendaient le gouvernement complice de l'événement.

C. Philippesco, le ministre des finances, prit alors la

parole : « Il n'y a plus moyen, dit-il, de ménager l'affaire ; ce journal nous a compromis. Nous devons de suite destituer Bratiano, supprimer le journal et rendre le rédacteur responsable des conséquences de son article. Voilà ce que le gouvernement doit faire, s'il veut prouver qu'il a été étranger à tout ce qui vient de s'accomplir. »

Bratiano, qui était absent, venait d'entrer. Une discussion très vive venait de s'engager entre lui et le ministre des finances. Il taxait de lâche tout Roumain qui n'applaudissait point à cet acte de courage populaire et au beau rôle qu'il avait joué. Philippesco, en revanche, le taxait d'inconséquence et d'imprudence ; il l'exhortait même, au nom de la cause commune, à approuver la mesure qu'il venait de proposer et qui avait pour but de destituer le chef de police ; il l'exhortait aussi à s'efforcer de calmer le Peuple, à le faire réfléchir sur ce qu'il avait fait au lieu de l'exciter contre les décrets que le gouvernement se voyait forcé de signer sur cette affaire.

Les passions s'exaltaient ; les paroles devenaient plus violentes ; les membres de la Lieutenance tâchaient de ramener les esprits au calme et à faire entendre raison à Bratiano ; mais celui-ci, en colère, apostrophait de plus en plus Philippesco ; ce dernier perdit son sang-froid et traita Bratiano d'écervelé et d'homme fatal à tout le mouvement. Bratiano alors s'adressa aux membres de la Lieutenance : « Messieurs, leur dit-il, si vous souffrez de pareils propos, je vous déclare que vous êtes tous des hommes malhonnêtes. »

Héliade alors éleva la voix, il imposa silence à toute dispute, menaçant Bratiano de le faire arrêter, le qualifiant enfin d'instrument de la réaction. « Vous pouvez vous flatter, ajouta-t-il, que grâce à des hommes comme vous, la cause commune est presque perdue et le mouvement touche à sa fin. Nous n'avons plus que quelques

jours à gouverner ; nous préférons devenir nous-mêmes victimes de vos cabales que de signer des actes qui ne feront en ce moment que blesser l'amour-propre du Peuple, le diviser, et, par des désordres plus déplorables que celui d'aujourd'hui, le rendre l'instrument et la victime des vues moscovites. Si nous avions encore trois mois devant nous pour gouverner, si nous étions aujourd'hui au commencement du mouvement, nous aurions su délivrer le pays de votre présence, monsieur, ainsi que de celle de vos semblables. A présent il est trop tard pour vous destituer. La Révolution a terminé sa carrière, l'acte d'aujourd'hui est accompli. L'héroïsme appartient au Peuple dont l'attitude remplie de dignité vient de prouver qu'il saurait braver l'ennemi ; mais les intrigues pour compromettre sa cause ou pour faire naître un conflit entre le gouvernement et le Peuple sont vos œuvres. Comme membres d'un gouvernement populaire, nous devons subir le même sort que le Peuple ; nous avons été surpris comme lui par vos menées. Si vous n'avez pas le bon sens de donner vous-mêmes votre démission, pour pouvoir un jour trouver grâce dans l'opinion de la postérité, continuez votre rôle. Quant à moi, je ne suis pas d'avis de vous destituer, de vous faire une gloire de vos cabales en vous rendant martyr par une punition que vous méritez ; restez encore quelques jours dans vos fonctions, et plus tard ce même Peuple vous mettra à votre place. S'adressant ensuite à ses collègues : Par une destitution, leur dit-il, mes collègues, nous mécontenterions le Peuple dans ce moment, nous blesserions la partie la plus noble de son cœur ; et, aux yeux des Turcs nous aurions l'air de jouer la comédie, car les apparences sont trop contre nous. Dorénavant c'est le régime russe qui commence. »

Le silence et le calme se rétablirent, Bratiano avait

perdu son équilibre, et Tell, qui s'attendait à des scènes plus orageuses, en voyant la pâleur de l'agresseur et le cachet de lâcheté qui caractérisent tout intrigant déconcerté, se dit : « J'avais raison, il est traître. Salomon n'a pas menti. » Tell se rappela aussi la proposition sinistre que Bratiano lui avait faite, et, dès ce soir, il prit des mesures sérieuses pour déjouer et paralyser les intrigues de cet homme jusqu'au moment où la Lieutenance déposerait le pouvoir et laisserait toute responsabilité au nouveau commissaire de la Sublime-Porte.

Après la publication de l'encyclique archiépiscopale, les mêmes scènes se reproduisirent dans presque tous les chefs-lieux des districts de la Valachie. Partout s'éveillait l'enthousiasme pour braver en face l'ennemi qui s'approchait ; partout l'esprit roumain brillait dans sa nature à la fois caustique et valeureuse. La ville des Ploiesci excella entre autres à cette cérémonie d'auto-da-fé réglementaire. J. Negoulici, un des premiers défenseurs de la Constitution et de l'ordre public, était l'administrateur de Ploiesci ; son nom est resté cher dans le district de Prahova, comme ami de l'ordre et de la discipline. Dès qu'il vit l'agitation produite parmi les habitants de la ville à l'apparition de l'encyclique, s'y opposer c'était braver le noble courage du Peuple, c'était désobéir à ce qu'il avait toute raison de croire émané du gouvernement. Pour calmer les esprits, il laissa un libre cours à l'élan du Peuple, et l'administration ne prit part à cette manifestation que pour y maintenir l'ordre, embellir la solennité, la symboliser et la rendre mémorable.

Tous les hommes sages et prudents, ceux qui aiment véritablement leur patrie, sont à même de nous comprendre dans la description que nous venons de faire de l'auto-da-fé du Règlement organique et de l'Archontologie ; ils sont à même de juger nos opinions sur cet événement.

Mais nous aimons à être clair pour tout le monde. Cet événement est de la même nature que la Révolution roumaine. Il se présente sous deux faces, l'une moscovite et l'autre nationale. La Russie voulait occuper la Moldo-Valachie à tout prix. Afin d'avoir un prétexte pour arriver à ce but, elle essaya à sa manière de troubler la tranquillité des Moldaves et des Valaques. Elle prépara comme l'on a vu un désordre anarchique à l'instar de celui d'Hypsilanti (une *zavera*).

Le Peuple roumain, voyant qu'il ne pouvait échapper au péril qu'on lui préparait, se souleva comme un seul homme pour soutenir l'ordre, et donna un soufflet au protectorat intrigant et conspirateur. La Russie désirait l'anarchie, le Peuple roumain fit un mouvement de principes et de régénération.

Les agents russes, comme Mavros, Soutzo, Alexandre Ghica, Cantacuzène et consorts, complotèrent contre le chef de l'État, contre l'ordre. Le Peuple se souleva pour soutenir l'élu de la Nation, bon ou mauvais, et l'appeler à se mettre à la tête du mouvement pour maintenir la tranquillité et assurer la société menacée. La Russie avait pris l'initiative pour fomenter des désordres; les hommes du parti national prirent l'initiative afin d'engager le Peuple à s'opposer à l'anarchie et à proclamer des principes. Doit-on incriminer le Peuple? Doit-on approuver les tentatives condamnables de la Russie?

Après trois mois d'ordre, après trois mois d'impossibilité pour la Russie d'introduire ses armées en Valachie; à la veille de l'entrée de l'armée turque, la Russie dut mettre tout en jeu pour se fournir le prétexte d'une manière ou d'une autre d'introduire aussi ses troupes dans le pays. Elle chercha par ses agents à faire toute espèce de désordres, à soulever les soldats roumains contre la ville, à exciter le Peuple contre son gouvernement, produire même

une Saint-Barthélemy civile, à faire enfin venir aux mains les Roumains avec les Turcs. Elle profita de l'idée de faire brûler le Règlement, idée qui circulait déjà depuis le commencement du mouvement ; elle s'adressa par ses agents aux exaltés. Ces derniers excitèrent le Peuple. Le Peuple dans cette affaire n'eut que le bon côté du courage vis-à-vis de l'ennemi qui venait armé pour lui imposer ce livre maudit. Le but de la Russie était, comme dans le commencement, d'exciter un désordre, de faire naître un conflit entre le gouvernement et le Peuple ; car elle savait que les membres de la Lieutenance ne pouvaient tolérer un pareil acte sous un gouvernement régulier, et que cette opposition, indignant le Peuple, pouvait amener une lutte fratricide. La Russie désirait un massacre. Le Peuple ne montra que son noble courage. Il donna un second soufflet au protectorat infâme en brûlant seulement son Règlement. La Russie avait pris l'initiative du désordre; les hommes du parti national prirent l'initiative de rétablir le calme et de braver l'ennemi en face. Doit-on incriminer le Peuple ? Doit-on approuver les tentatives criminelles de la Russie? Assurément non. Voilà nos opinions.

Pour éclaircir mieux la question, il faut démontrer ce que c'est que la Russie, ce que c'est que le Czar. Le Czar est Cosaque, et voici ce que c'est que le Cosaque. Il vous voit, il vous regarde, il aperçoit votre mouchoir, votre bourse, ou tout autre objet précieux que vous avez sur vous ; il ne se fait aucun scrupule de s'en rendre propriétaire. Il vous poursuit à pas de loup. S'il peut vous enlever votre objet sans que vous le sentiez, il s'en va, et votre objet lui appartient par droit d'adresse. Mais si vous le sentez, si vous vous retournez au moment où il se prépare à s'enfuir, s'il voit qu'il n'y a plus moyen de s'esquiver, rien au monde n'est plus poli que le Cosaque. Avec une grâce inexprimable, il se met en troisième position, et vous dé-

mande : « Est-ce à vous, Monsieur, cette bourse ? Mon Dieu ! elle allait tomber. La voilà, Monseigneur. » — Ce que fait le Cosaque en petit vis-à-vis d'un individu, le Czar le fait en grand vis-à-vis des Peuples. S'il veut s'emparer de leur territoire, de leurs droits, de leur liberté, il les poursuit de longue main, toujours *à pas de loup ;* il n'a aucun scrupule de le faire à tout prix ; peu lui importe de passer comme voleur ; il vole tout, si le Peuple ne le sent pas. Mais si on lui fait la moindre observation, rien au monde n'est plus poli, plus loyal, plus désintéressé que Sa Majesté kalmouque. Lisez le manifeste de Nesselrode de juillet 1848 ; lisez tous les actes du cabinet moscovite ; observez toutes ses menées en Pologne, en Moldo-Valachie, en Bulgarie, en Arménie, en Circassie, et partout vous verrez le même Czar, le même Cosaque.

Voyons le Cosaque d'un autre côté, et nous serons à même de comprendre comment la Russie a pu réveiller l'idée de faire brûler le Règlement. Lorsque le Cosaque entre dans la maison d'un bourgeois où il est logé, son premier vœu est d'être insulté ou battu même par le maître de la maison ; car après, il est sûr qu'il sera dédommagé, qu'il gagnera au moins, par ce moyen, une centaine de francs. Si le maître de la maison est patient, s'il tâche de satisfaire toutes les prétentions du Cosaque, celui-ci lui cherche querelle. Une fois la querelle engagée, le Cosaque commence à crier ; il s'égratigne lui-même la figure, il fait couler son sang, et va se plaindre et demander satisfaction. Le maître de la maison est condamné alors à recevoir quelques coups de verges et à dédommager le soldat impérial pour son honneur outragé et pour le sang qu'il a perdu. — Ce que fait le Cosaque en petit, le Czar le fait en grand, car il est le plus grand Cosaque de tous les Cosaques. A-t-il besoin d'introduire ses armées en Moldo-Valachie, si la Turquie ou la Moldo-Valachie lui en

fournit le prétexte, tant mieux. Mais si la Valachie, comme en 1848, n'a pas la moindre intention de l'appeler, si elle s'efforce de maintenir l'ordre, si elle tâche pendant trois mois d'observer les convenances, alors le Czar, par ses agents, cherche querelle ; il fait semblant de paraître insulté, par de chétifs journaux, tel que le *Prounco ;* et dit à ses agents : « Faites tout votre possible pour qu'on m'insulte plus gravement. » Il s'égratigne lui-même la figure, il désire qu'on lui donne un soufflet officiel, qu'on fasse brûler son nom, qu'on le pende même en effigie ; car la Valachie payera cher, dommages et intérêts ; elle sera condamnée à nourrir ses troupes destinées à menacer les Turcs et à combattre les Hongrois. Mais pour masquer l'intrigue, le Czar fait semblant d'être furieux, d'être plein d'une juste colère, et demande à punir les coupables. On punit ensuite des hommes qui n'avaient point été présents, dans la capitale, lorsque le Règlement fut brûlé ; on proscrit les membres de la Lieutenance qui s'étaient opposés à cet acte. Puis, le Czar doit récompenser ses agents. Cantacuzène, Soutzo, A. Ghica, qui avaient comploté contre l'ordre légal, sont invités à devenir caïmacam et ministres, sont décorés et comblés de faveurs. Les intrigants qui excitaient le Peuple au massacre, qui soulevaient les soldats contre la ville, sont récompensés par le gouvernement de Stirbeïu. Les deux individus dont nous avons parlé, qui avaient enfoncé les portes du secrétariat d'État, et qui avaient été acteurs importants dans l'auto-da-fé du Règlement, aujourd'hui sont gradés et jouissent de la faveur du gospodar.

On nous a blâmés d'avoir donné à la Russie le rôle de l'initiative dans tous les actes de courage que les Roumains ont exécutés en 1848 ; mais ou l'on se trompe, ou l'on feint une ignorance systématique. L'initiative d'une *zavera* anarchique appartient à la Russie ; celle d'un mou-

vement de défense, de principes, de régénération, destiné à démontrer au monde que les Roumains ne sont pas des roussolâtres, appartient aux hommes du parti national. Au coup parti de la Russie, les Roumains répondirent par un autre coup. L'initiative des troubles des 19 et 29 juin appartient aux agents de la Russie; celle du mouvement populaire qui sauva les membres du gouvernement national et qui fit arrêter et expulser du pays Odobesco et Salomon, appartient au Peuple de la capitale. Le désir de faire naître un conflit entre la Lieutenance et le Peuple par l'idée déjà nationale de brûler le Règlement appartient à la Russie; l'auto-da-fé du Règlement qui eut lieu avec tant de courage et d'ordre en même temps appartient au Peuple. L'excitation des soldats contre la ville appartient à l'agent russe J. Voïnesco; l'ordre rétabli appartient au Peuple. Le désir de commettre une Saint-Barthélemy à la veille de l'entrée des troupes turques appartient aux agents russes et aux exaltés travaillés par ceux-ci; le salut de la ville appartient aux hommes du mouvement. Enfin, les intrigues pour amener des conflits entre les six mille Turcs et les six cents soldats roumains de la caserne de Spyro appartient à Duhamel; le courage qui anima les derniers dans la lutte inégale qu'ils ont dû soutenir et où ils s'emparèrent des canons turcs appartient aux soldats roumains. Nous sommes donc très clairs dans nos démonstrations; nous savons très bien distinguer ce qui appartient aux intrigues russes et ce qui appartient aux Roumains.

IV.

Fuad-Effendi, qui, par une inspiration quelconque, nous l'avons dit, aurait désiré s'entendre avec un des membres de la Lieutenance, avait averti N. Golesco de se rendre à la seconde poste de Bucaresci et de l'y attendre pendant la nuit. N. Golesco ne tarda point de partir en secret pour

le lieu du rendez-vous. Il y attendit deux nuits et un jour; mais le commissaire turc ne parut pas. On n'en connaît point la raison, mais s'il s'était entendu avec la Lieutenance, il se serait éclairé sur bien des choses, et il eût été en état d'éviter bien des piéges qui l'attendaient et devaient compromettre et détruire en un jour presque tous les résultats d'un travail de dix-huit années de la part des Roumains turcophiles. Peut-être qu'en s'informant de plusieurs choses, en s'entendant avec des hommes qui avaient proclamé l'amitié envers les Turcs, et en parvenant à entrer loyalement dans la capitale, il n'aurait pas fourni de prétexte à l'invasion moscovite, contre laquelle il protesta en vain plus tard.

S'il a soupçonné la Lieutenance de complicité dans l'affaire du Règlement, sa conscience de véritable Turc peut le justifier. Mais si le gouvernement roumain a dû céder à une force majeure, et ménager l'impétuosité d'un Peuple crédule et courageux, travaillé par des instruments moscovites, cela lui servira de leçon dans sa carrière de jeune diplomate; car on ne doit pas prendre de résolution si subite lorsqu'il s'agit du salut de l'État et de l'avenir de deux nations solidaires dont on fait partie. Si Fuad-Effendi se trouvait sur un terrain étranger comme Duhamel, même alors il devait sonder le terrain; mais il était parmi les vassaux de son maitre, et il n'avait rien à craindre en s'entendant avec les hommes de toutes les couleurs, et à plus forte raison avec les membres d'un gouvernement reconnu au nom du Sultan.

Nicolas Golesco attendit à Calugareni jusqu'à ce qu'il reçut la nouvelle que le camp turc s'était déjà levé de Giurgevo et marchait sur la capitale avec Fuad-Effendi et Duhamel.

Après le retour de N. Golesco dans la capitale et l'arrivée de la nouvelle que les Turcs s'approchaient, les

esprits s'alarmèrent. Les cris aux armes ! retentissaient de tous côtés. Le peuple se rassembla sur le Champ de la Liberté. Le *Prounco* était plein de provocations ; car l'auto-da-fé du Règlement n'avait eu aucune conséquence. Les jeunes gens et ouvriers s'enthousiasmaient aux paroles des excitateurs ; mais les pères de familles, les paysans s'inquiétaient ; les plus prudents et les plus mûrs critiquaient ces excitations comme des provocations moscovites.

On voulait organiser un camp dans la Petite-Valachie, et fortifier Maghiero pour y soutenir encore la cause en cas de violation de la part du nouveau commissaire, et pour protester les armes à main. On proposa au gouvernement d'envoyer les six pièces d'artillerie que la Valachie possédait et la cavalerie roumaine dans le camp de Trajan où se trouvait Maghiero. La majorité du comité révolutionnaire était de cet avis. Tell et Héliade, quoique conséquents avec les principes de la proclamation, consentirent à signer le décret pour le transport de l'artillerie et de la cavalerie. Ils craignaient un conflit inutile qu'on préparait dans l'ombre avec les Turcs ; ils s'empressèrent de diminuer les soldats de la capitale qui étaient tous travaillés par les agents russes. Plus on éloignait de la capitale les petits et dangereux moyens de défense, plus on la sauvait du péril, et plus on déjouait les plans moscovites.

Rosetti et Bratiano invitaient à la guerre. Rosetti envoyait des ordres incendiaires dans le pays de la part du ministère de l'intérieur ; et lorsque la cavalerie avec les six pièces d'artillerie furent parties de Bucarest, il se garda bien d'envoyer des ordres pour leur approvisionnement. Il excitait à la guerre, et lorsque le gouvernement lui donna des ordres pour prendre des mesures et envoyer des instructions aux districts de la Petite-Valachie et à ceux qui étaient près du camp de Trajan, pour munir de

provisions les monastères et forteresses, il se garda bien de les mettre à exécution. L'armée de Maghiero était privée de tout approvisionnement.

En attendant, les paysans de tous les districts s'étaient levés en masse et venaient à Bucaresci pour aller au devant des Turcs et les recevoir en amis. Plus de quatre districts étaient déjà dans la capitale et il en arrivait chaque jour. Il n'y avait plus de place dans la ville. Plus de soixante mille hommes étaient sortis dans la campagne, attendant les Turcs. Le camp impérial s'approchait de Bucaresci furtivement, sans avertir d'aucune manière le gouvernement roumain, pas même pour lui faire préparer les quartiers et les provisions nécessaires à l'armée.

Nous empruntons ici la relation de témoins oculaires, publiée dans le *Journal de la Transylvanie :*

« La Lieutenance, informée que le camp s'approchait de la capitale, envoya le ministre secrétaire d'État pour le complimenter de la part du gouvernement, et se présenter devant l'envoyé de la Sublime-Porte en demandant ses ordres. Mais l'envoyé de la Sublime-Porte ne voulut pas le recevoir, et le ministre s'en retourna au grand étonnement du Peuple qui attendait depuis deux jours et deux nuits, dormant sur la terre et sous un ciel d'automne.

« Le lendemain le camp arriva à Tzintesci, à une demi-poste de la capitale, et s'y arrêta pour faire ses préparatifs d'entrée. Le troisième jour, le Peuple voyant que le camp n'avançait plus, et soupçonnant, d'après les antécédents, une arrière-pensée, retourna dans la capitale et enleva de son lit, où il était malade, le métropolitain, pour le transporter hors de la ville. Celui-ci, à la tête d'une députation nombreuse, entra dans le camp turc pour féliciter Fuad-Effendi, et lui présenter l'amour et

la fidélité du Peuple et ses espérances envers la Sublime-Porte. Mais Fuad-Effendi ne voulut recevoir, ni métropolitain, ni députation, ni amour, ni fidélité. La députation retourna, à la stupéfaction du Peuple, sans avoir obtenu aucun résultat, ne sachant que croire. Quant à moi, pourtant (dit l'auteur de cet article), je pensais bien que dans le camp turc se trouvait un Méphistophélès, avec une petite différence, que Fuad-Effendi n'a jamais été et n'est pas un Faust, et qu'il serait injuste qu'il fût enlevé par le Diable. C'est un homme dont ni Dieu ni le diable ne ferait grand cas.

« Le lendemain, vers minuit, un certain Saali-Aga vint auprès du métropolitain ; il disait qu'on l'appelait en ce moment Saali-Effendi ; il était porteur d'une lettre de la part de Fuad-Effendi. Il s'adressait à Son Éminence, en la traitant comme ministre de Dieu et de la paix, et l'avertissait que la capitale, à dater de ce jour, était sous la sauvegarde de l'armée impériale ; que, jusqu'à son entrée, la police et la milice étaient responsables de l'ordre et de la sécurité publique, et surtout de la sécurité des sujets étrangers et de leurs propriétés (il ne parlait aucunement de la vie du Peuple : car son mauvais génie, qui ne le quittait pas, avait ses intentions). Il exhortait encore le métropolitain à rappeler ses ouailles égarées dans le bercail, répétant en outre beaucoup d'autres phrases apprises par cœur, et tout à fait hors de propos de la part d'un commissaire de la Sublime-Porte. Enfin il le priait de vouloir bien faire publier cette lettre.

« Le métropolitain ne tarda pas à l'envoyer à la Lieutenance, en l'invitant à la faire publier, comme seule possédant le pouvoir exécutif. La Lieutenance lui répondit de suite que Fuad-Effendi savait très bien que dans le pays il y avait un gouvernement régulier, reconnu au nom du Sultan, reconnu par les représentants des puissances étrangères, et il devait s'adresser à lui et non à Son Émi-

nence ; il ajoutait qu'une telle lettre ne pouvait pas être considérée comme entrée dans la capitale par la porte légale, et que le gouvernement ne pouvait l'envisager que comme non-avenue, et indigne d'être publiée. Le métropolitain fit tirer une copie de cette réponse et l'envoya à Fuad-Effendi.

« Le lendemain le camp se leva de Tzintesci, et le Peuple crut qu'il allait entrer dans la capitale. On se leva de tous côtés pour aller le recevoir ; il venait de tous sens des groupes entiers, des paysans des districts de Vlasca, Ilfov, Ialomitza, Dembovitza et Prahova. Chaque village avait son prêtre à sa tête, et chaque arrondissement son protopope. On chantait des hymnes, et on entendait partout ce verset :

« Dieu de la force, sois avec nous ! »

« Mais le camp turc passa à côté de la capitale, et s'établit vers l'occident de la ville sur la colline, et vers le nord du monastère Cotraceni. Au milieu du camp, Duhamel établit aussi sa tente, ou, pour mieux dire, sa tanière, à côté de Fuad-Effendi, l'exécuteur de ses ordres, qui n'y était que pour le luxe ; car, pour la destruction des intérêts des Turcs, il suffisait de Duhamel et de ses roubles, ainsi que de quelques ciocoï pour corrompre quelques officiers turcs.

« Le Peuple se transporta aussi devant le camp turc au bas de la colline, et attendit toute la journée. Perdant patience, il vint de nouveau chercher le métropolitain pour essayer de le ramener dans le camp turc à la tête d'une députation. Fuad-Effendi refusa de nouveau de recevoir la députation, et ce ne fut que le soir qu'il envoya une réponse, portant que, le lendemain, à midi, il inviterait une députation des habitants de la ville à se rendre auprès de lui. Le peuple, indigné, se décida à rester encore

et à attendre toute la nuit. Il s'empressa d'envoyer la lettre suivante à Fuad-Effendi :

« Excellence,

« Depuis dix-huit années le Peuple roumain gémit sous l'infâme Règlement organique qui séparait la Terre Roumaine de la Turquie, et paralysait ses relations avec la Sublime-Porte ; depuis dix-huit années, la voix de ce peuple fut étouffée. Il n'y a que trois mois et trois jours que sa voix se fit entendre dans tout l'univers, et S. M. le Sultan s'est assuré qu'il avait un Peuple vassal et fidèle, et les Turcs se sont convaincus que les Roumains étaient leurs frères sous le même père. Trois mois le nom du Sultan a été glorifié d'une manière telle qu'aucun souverain sur la terre ne fut jamais béni de la sorte. S. E. Suleyman-Pacha, célèbre dans les armées et dans les conseils, connu dans l'Europe à l'honneur des Musulmans, vient de voir ce Peuple, et en véritable Musulman, jaloux de la gloire du Sultan et de la nation ottomane, il sut honorer le nom de ce grand monarque.

« Dès l'arrivée de Votre Excellence à Giurgevo, la Nation roumaine se voit humiliée, et les cœurs chaleureux d'un Peuple entier se refroidissent de jour en jour. Nos députations ne sont pas reçues, nos ministres sont renvoyés. Hier, une députation pacifique et pleine d'amour, une députation de soixante mille hommes, représentant toutes les villes et les villages, ayant à sa tête le métropolitain, qui abandonna tout exprès son lit de douleur, vint vous féliciter et vous présenter ses désirs et ses vœux. Et Votre Excellence ne l'a pas reçue ! Êtes-vous venu comme ennemi ? Nous ne le croyons pas ; car nos cœurs sont amis. Êtes-vous venu comme juge pour punir ? Vous n'avez aucun motif pour cela dans le dix-neuvième siècle ; car les Roumains ne sont coupables de rien, ni vis-à-vis des nations,

ni vis-à-vis des individus. Leur fidélité envers la Sublime-Porte est inébranlable, et leur prudence est devenue exemplaire. La conduite de Votre Excellence est inexplicable pour les Roumains.

« Les Roumains remplissent un de leurs devoirs en vous déclarant qu'un Musulman sert très mal le Sultan s'il ne regarde pas avec des yeux de véritable Musulman dans le fond des cœurs des Roumains.

« Venez-vous établir de nouveau le Règlement? Cela n'est plus possible, car il est le livre maudit, le livre qui séparait les Roumains des Turcs. Venez-vous nommer et installer un caïmacam contre la volonté du Peuple? Mais il n'y a pas un homme honnête dans la Terre-Roumaine qui oserait accepter une fonction du régime maudit. Caïmacam du vieux régime, fonctionnaires qui lui obéiront, traîtres indigènes, satellites étrangers, tous périront avec nous; et Votre Excellence rendra compte de ce fait devant Dieu et devant le Sultan, car vous seriez venu pour troubler la paix et refroidir les cœurs d'un Peuple envers son auguste et gracieux suzerain. Les Roumains n'ont déclaré la guerre à personne, et les Turcs sont leurs frères; mais malheur aux traîtres envers la patrie et la Turquie! Les Roumains ne se servent pas des armes, mais ils ont une colère sacrée et terrible comme la colère de Dieu. Leurs bras sont nus et leurs armes dorment en silence suspendues à leurs foyers, et lorsqu'elles se réveilleront, ce sera pour s'unir à celles des Turcs, et non pour les combattre. Deux millions cinq cent mille hommes n'ont qu'une voix, et Votre Excellence serait injuste si elle n'entendait que la voix d'une cinquantaine de créatures vendues aux ennemis communs, perfides envers la Porte.

« Le Peuple réclame ses droits consacrés par les traités; il réclame vingt-deux articles jurés devant le ciel et

les hommes; et en donnant son cœur aux Turcs, il a le droit de demander en échange le leur. Ces baïonnettes, ces carabines, ces canons sont terribles pour des ennemis; quant à nous, ils ne nous effraient pas, car nous sommes amis. Les baïonnettes turques deviennent molles comme la cire dans les poitrines roumaines, car ce sont des poitrines de frères, et se tremperont comme l'acier dans le feu de notre amour pour les Musulmans, et de notre juste haine contre nos ennemis communs. Tout le camp musulman a du cœur, de l'intelligence, une loi.

« Fuad-Effendi, regardez-nous avec des yeux de Musulman, et soyez fidèle au Sultan, soyez fidèle comme les Roumains..., et la gloire de l'empire turc sera grande.

« Salut et fraternité.

(Suivent les signatures.)

« Le 12 septembre 1848. »

Quittons un peu le rapporteur du *Journal de la Transylvanie* pour rendre compte à nos lecteurs de quelques petites occupations de M. Duhamel à la veille de l'entrée des Turcs à Bucaresci.

Le soir du 12, vers le 13 septembre, le commissaire de l'Empereur toujours orthodoxe, jugea à propos de quitter le camp turc et d'entrer dans la capitale, pour s'occuper dans l'hôtel du consulat russe, comme une providence moscovite, du sort de cette ville si paisible et si heureuse jusqu'alors.

En entrant dans son appartement il prit une plume et du papier, et écrivit à Fuad-Effendi un petit billet en faisant semblant qu'il lui surgissait une idée (mais cette idée il l'avait conçue déjà depuis longtemps). Il lui écrivit qu'entrant dans la ville, une sorte d'inquiétude l'avait saisi, et ne pouvant compter sur l'esprit des habitants à

son égard, en tout cas, il le priait de vouloir bien lui envoyer deux cents cavaliers qui lui serviraient de garde et préviendraient même tout résultat fâcheux.

Fuad-Effendi, en recevant ce billet si simple et si naturel, ne trouva aucun inconvénient à lui accorder cette complaisance. Sans consulter personne, il lui répondit que ses ordres seront exécutés. La réponse partit; le naïf commissaire turc fit appeler Omer-Pacha, le commandant en chef des troupes, et lui dit d'ordonner qu'on mît à la disposition de son collègue, M. Duhamel, le nombre demandé de cavaliers. Mais Omer-Pacha, vieux soldat expérimenté, ne crut pas devoir exécuter un pareil ordre, contraire à la discipline d'après sa manière de voir.

— Je ne puis pas manquer à ma parole, lui répliqua Fuad-Effendi; j'ai promis à Duhamel, et il attend en ce moment les cavaliers.

— Je suis désolé que vous ayiez engagé votre parole si promptement sans me consulter; car je ne puis pas envoyer dans une ville amie, pour la première fois, au milieu de la nuit, deux cents soldats sans avoir averti la ville. On sonnera l'alarme; il y aura un malentendu; le Peuple se soulèvera, et le nombre des soldats étant peu considérable, inspirera peu de respect. Nous sacrifierons les soldats; nous serons forcés après de punir un Peuple qui sera presque innocent et dupe. Non, je ne puis donner de pareils ordres, à moins que vous n'en preniez toute la responsabilité.

Fuad-Effendi resta pensif et trouva bon le refus de l'expérimenté pacha. Il se mit de nouveau à écrire et à faire des excuses à Duhamel. Mais le commissaire, qui veillait comme la *providence* dans sa tanière consulaire, se basant sur la première réponse, n'avait pas tardé à

envoyer ses anges (1) dans différentes parties de la ville pour faire sonner les cloches et donner l'alarme, annonçant que les Turcs étaient entrés dans la ville pour y porter le feu et le pillage. Il était déjà onze heures du soir; tout le Peuple se souleva, tout le monde s'arma et courut de toutes parts pour se mesurer avec les Turcs et leur disputer l'entrée. Les uns se rendaient en toute hâte aux barrières, et la plus grande partie du Peuple se concentra au palais pour défendre le gouvernement. C'était un spectacle effrayant et beau à la fois. On n'entendait que la voix des mille cloches de Bucaresci mêlées aux cris de vengeance ; à la lueur des torches on ne voyait que des figures pleines de courage, respirant le désir de la vengeance. Tous ces signes indiquaient à Duhamel qu'il triomphait; il était sûr que les deux cents Turcs étaient déjà tombés victimes de la colère populaire si habilement excitée par ses manœuvres. Il ne s'attendait plus qu'aux représailles du camp turc, au bombardement de la ville, au massacre, au pillage, aux cris des Roumains demandant les Russes pour venir les sauver. C'était le prétexte qu'il cherchait depuis longtemps pour faire entrer aussi les troupes russes.

Mais le Peuple courant de toutes parts aux barrières, au palais, finit par voir que c'était une fausse alarme, et en même temps Duhamel ne tarda pas à recevoir de Fuad-Effendi le second billet plein de politesse et d'excuse de sa part. Le Peuple se tranquillisa, et le commissaire russe mordait ses lèvres et se tordait les mains en voyant échouer ses vues *providentielles;* car il comprit de nouveau qu'une occasion favorable lui échappait encore de

(1) Les mêmes hommes qui se trouvaient à la tête de ceux qui demandaient à brûler le Règlement, les mêmes hommes gradés par Stirbeïu.

faire protéger le pays roumain par les baïonnettes de son maître. Pour jouer la comédie pourtant, il fit semblant de n'avoir pas dormi de toute la nuit, et le lendemain on le trouva dans le camp, car il avait encore à y faire beaucoup de choses, comme nous allons le voir.

LIVRE X.

—

LA CATASTROPHE.

I.

Retournons au rapporteur du *Journal de la Transylvanie*.

« Le lendemain de bon matin, au lever du soleil, un pacha, accompagné du secrétaire de Fuad-Effendi, suivi d'une escorte de cinq à six Turcs, vint chez le métropolitain, portant une lettre par laquelle le commissaire de la Sublime-Porte invitait ce prélat à réunir tous les principaux boyars, les notables et les premiers négociants de la ville, à venir dans le camp le même jour, à midi, pour entendre les volontés du Sultan (si c'étaient les volontés du Sultan et non de Duhamel).

« Le même pacha suivit la grand'rue Mogossoë, peut-être dans le but d'inspecter la ville, et se rendit chez l'ex-bano A. Philippesco, appelé le Renard. Là se réunirent ensuite tous les ci-devant boyars et les réactionnaires actuels. La police fit prévenir de suite les boyars, les notables, les négociants principaux et les chefs de corporations, afin qu'ils se réunissent tous, à dix heures, au palais, où à l'heure fixée se rendirent aussi

tous ceux qui s'étaient rassemblés chez M. le Renard. A onze heures ils se mirent en marche du palais vers le camp turc, le métropolitain en tête, accompagné des archimandrites et des prêtres. A midi, la députation, au nombre de plus de deux cents individus, se trouvait dans la grande tente de Fuad-Effendi.

« Nous nous écartons ici un peu de la narration des événements pour décrire la situation du lieu.

« Le camp turc, comme nous l'avons dit, était établi vers le nord du monastère Cotraceni. Vers le sud-ouest de la ville est située la caserne roumaine d'infanterie. Le camp du Peuple était au bas de la colline entre la ville et le camp turc, vers la barrière de la rue nommée *Podu de Pamênt*.

« La députation de la ville, composée de plus de deux cents personnes, entra comme nous venons de le dire dans le camp turc. Fuad-Effendi l'attendait debout dans sa tente tenant dans la main un papier qu'on appelait firman, et qui n'était qu'une simple proclamation de sa part adressée aux boyars et à tous les habitants du pays, une véritable parodie des volontés du Sultan, rédigée sous l'inspiration de Duhamel. Nous dédaignons de la reproduire. Quiconque souhaiterait la voir, pourrait la trouver imprimée, et même déchirée et foulée aux pieds dans les rues de Bucaresci ; sa date est du 13 septembre, avec la signature FUAD-EFFENDI en lettres *majuscules*, pour que tout le monde le sût (1).

(1) Nous devons communiquer cette pièce à nos lecteurs, pour qu'on puisse juger de sa bonne foi ; la voici.

Les parenthèses nous sont rapportées par des témoins oculaires. Elles étaient les réponses de la députation indignée.

« MESSIEURS,

« Une révolution inspirée par l'esprit du communisme (*Calomnie !*

« La députation présentée, le fameux envoyé de noire et sanglante mémoire commença à lire ce papier, par lequel

calomnie !) contre lequel toute l'Europe actuelle lutte et triomphe aujourd'hui, a éclaté chez vous. Elle a troublé la paisible sécurité que vous goûtiez au sein des institutions nationales que la Sublime-Porte vous avait accordées. (*Jamais la Turquie n'a été plus cruellement humiliée.*)

« Les principes de cette révolution sont tout à fait contraires à la nature des Constitutions des autres provinces de l'Empire Ottoman, (*Conquises par le sabre.*) et portent atteinte aux droits de suzeraineté de notre auguste monarque, ainsi qu'aux liens politiques de la Porte avec la Russie, liens que Sa Hautesse désire conserver dans toute leur intégrité. (*Attention !!!*)

« Vos législations ne peuvent jamais acquérir des améliorations tant qu'elles prendront leur source dans le désordre des révolutions et dans l'entraînement des passions. (*Comme le vôtre.*)

« Il faut donc que l'ordre légal soit rétabli tout d'abord, et que la moindre trace de votre révolution soit effacée. Telle est la décision suprême et inébranlable de Sa Hautesse le Sultan, mon maître et le vôtre. (*Par le droit de conquête, sans doute.*)

« En vous conformant à cette décision, vous mériterez son auguste clémence, tandis qu'en persistant à méconnaître vos devoirs de sujets fidèles, vous attirerez sur vos têtes les effets de sa juste colère ! (*Quelle insulte pour le Sultan !*)

« Habitants de la Valachie ! la voix paternelle de votre *souverain* (*Suzerain ! suzerain !*) vous parle en ce moment ; placez votre confiance dans son amour pour vous, dans (*Les intrigues de M. Duhamel ?*) et ne prêtez plus l'oreille à des promesses si vous voulez trouver le bonheur (*Quel bonheur, quel bonheur !*) dont vous êtes privés dans l'état actuel de votre patrie.

« Sa Hautesse le Sultan, afin de donner la force nécessaire à l'administration de votre pays, a décidé de remplacer la caïmacamie de trois membres, stipulée dans le Règlement organique, par une seule personne, qui remplira les fonctions de cette caïmacamie. A cet effet, j'ai choisi, au nom du Sultan, le logofète Constantin Cantacuzène, lequel se recommande par la considération dont il jouit parmi vous (*Comme il est satirique !*) et pour son respect pour les institutions réglementaires. (*A la bonne heure !*)

« Celui-ci, aidé de mes conseils et de ceux du général Duhamel,

il répétait une seconde fois qu'il était venu pour ramener la paix et l'ordre dans le pays, comme si la paix et l'ordre nous manquaient. Par une flagrante violation des droits et des traités, pour irriter les esprits, il évita partout dans son manifeste le nom de suzerain et désigna le Sultan

chargé de pouvoir de Sa Majesté l'Empereur de Russie, (*Attention !*) nommera un ministère provisoire, composé des hommes les plus considérables du pays, (*Les plus russes possible.*) et exécutera fidèlement les ordres de votre Sultan. La présence de l'armée impériale, qui est venue en Valachie pour maintenir l'ordre légal, (*On reconnaît la belle journée dès le matin !* Proverbe roumain.) est une garantie suffisante pour la tranquillité de l'intérieur. (*Sic.*) Son Excellence Omer-Pacha, général en chef de l'armée impériale, sera provisoirement gouverneur militaire de la ville de Bucaresci. La police et la milice du pays seront également aux ordres de Son Excellence.

« Boyars ! rentrez dans vos foyers, accourez autour de moi afin de m'aider à rétablir l'ordre et la tranquillité au sein du pays. C'est là l'œuvre que j'ai pour mission d'accomplir, l'œuvre que nous désirons tous voir se réaliser.

« Prêtres ! serviteurs de Dieu, votre devoir est de prêcher l'union et la soumission ; (*Même au knout.*) efforcez-vous de remplir vos devoirs envers Dieu (*Quel blasphème.*) et envers les hommes.

« Négociants et vous artisans ! les lois du pays vous ont protégés jusqu'à présent ; (*Demandez aux dorobans de la police.*) il est donc de votre devoir et de votre intérêt de donner l'exemple de la soumission (*En vous laissant de nouveau garroter par les sbires de Mano.*) envers l'ordre légal du pays.

« Habitants des campagnes ! retournez à vos champs pour vous remettre au travail de la terre, (*Pour recevoir et nourrir les Cosaques destinés à menacer les Turcs.*) de cette terre qui a été pour vos pères et qui est pour vous et vos enfants, une source de bonheur. (*Che bella cosa se fosse vero !*) Laissez aux mains paternelles du gouvernement le soin d'alléger vos souffrances ! (*Quel sarcasme !*)

« Fait au quartier de Bucaresci, 1848 septembre 13 (25).

Signé le référendaire du Divan Impérial.

FUAD-EFFENDI,

Commissaire Impérial dans les Principautés. »

comme souverain du pays. En calomniant le mouvement roumain, il lui donnait pour origine l'esprit du communisme, chose qui jamais n'a passé par la pensée des Roumains. Puis usurpant les droits du pays, il nommait sans aucune forme comme caïmacam M. l'ex-logofète C. Cantacuzène, en le recommandant, suivant l'inspiration de Duhamel, comme un homme qui jouissait d'une grande considération parmi les Roumains, et qui était reconnu par ses qualités et *son respect pour les institutions réglementaires.*

« Je n'ai pas l'honneur de connaître de près M. Cantacuzène ; je ne sais que ce que l'histoire dit de lui. A la première venue de Duhamel à Bucaresci, sous A. Ghica, M. Cantacuzène, à la suite d'une demande faite par ce porteur de justice russe, fut destitué de son poste de secrétaire d'État sous la désignation de *voleur*. Et à présent le même Duhamel, par son instrument Fuad-Effendi, le recommande aux Roumains comme un *bijou réglementaire*.

« Après la lecture de cette publication, M. Cantacuzène fut proclamé *Papa tace* Mustafa, *Papa tace* caïmacam ; il s'inclina avec un respect tout à fait *caïmacamesque*, et avec une reconnaissance profonde comme s'il avait été nommé seigneur de la Valachie, seigneur tout entier de pied en cap ; puis avec un sentiment plein de pathos, il éleva la voix et dit : « Je serai fidèle à la Sublime-Porte et à la Russie. » Comme s'il avait dit : Je servirai à la fois Dieu et Mammon. On dit que Fuad-Effendi l'apostropha, et lui dit : « Soyez fidèle, Monsieur, à votre patrie. » On peut voir entre quelles mains est tombée la Valachie ! M. Cantacuzène se montra moins Roumain que Fuad-Effendi ne se montrait Turc, et même que ce Turc tout étourdi n'était Roumain.

« C'est alors que le jeune Cantacuzène, Jean, fils du feu roumain caïmacamisé, ne put souffrir davantage l'oppobre

qui tombait sur lui, et du milieu des députés poussa ce cri douloureux : « Mon père ! n'acceptez point une pareille fonction. » Les députés indignés de la lecture d'un soi-disant firman calomniateur, et plus encore de la forme violatrice par laquelle on imposait un chef de gouvernement, s'adressèrent au nouveau caïmacam, et l'exhortèrent par des menaces à ne pas se rendre de cette manière l'instrument de l'humiliation de la Nation et de la violation de ses droits. Il s'engagea une petite dispute qui devint un peu animée. On dit que quelques-uns d'entre les députés menacèrent du doigt Fuad-Effendi, en lui faisant sentir qu'il assumait une grande responsabilité sur sa tête. On dit même que Fuad-Effendi lui-même eut la finesse de se plaindre qu'un des députés avait levé son bâton et frappé un des satellites de Son Excellence ; mais nous sommes certains que c'est une pure invention. Au moins nous croyons que Fuad-Effendi n'aurait pas eu la bassesse de descendre jusqu'à un tel degré de mensonge.

« En tous cas, la dispute fut assez animée, ou mieux, on l'avait préparée pour devenir telle. Fuad-Effendi, voyant que les choses arrivaient au but qu'il s'était proposé, se retira de cette grande tente, en criant : « Qui est réglementaire me suive, et que celui qui veut des réformes reste en arrière ! » Alors la députation fut divisée : un schisme d'une quarantaine de ciocoï vendus suivirent le Turc, et plus de deux cents citoyens restèrent sur la place. Dans ce moment tout allait selon le programme tracé d'avance entre Duhamel et Fuad. La ville était vide d'habitants ; le Peuple attendait, réuni en bas de la colline en face du camp, ses chefs et ses députés qui étaient au milieu des Turcs. Le camp musulman était prêt à marcher et n'attendait que le signal.

« Un coup de pistolet se fit entendre ; plus de mille soldats qui avaient reçu des ordres à ce sujet vinrent à ce

signal et entourèrent les députés en leur faisant savoir qu'ils étaient arrêtés ; on avait pris toutes les mesures pour que personne ne s'échappât du camp pour aller annoncer au Peuple ce qui s'y passait. Les réactionnaires s'étaient retirés avec Fuad-Effendi, et criaient, dans leur patriotisme exemplaire, qu'il fallait pondre sur-le-champ tous les députés arrêtés, et mitrailler un peuple de plus de cent mille hommes sans armes, qui avait l'impertinence de demander justice. Parmi les crieurs on distinguait M. Philippe Linge, qui depuis trois mois déplorait avec tous ses enfants la perte de sa grande et ancienne noblesse (1).

« Les députés arrêtés avaient été placés entre trois rangs de soldats, qui dirigeaient leurs baïonnettes vers eux, et les bouches de canon étaient aussi dirigées vers eux et prêtes à faire feu ! Les députés restaient debout sous un soleil ardent, dévorés par la soif. Les réactionnaires avec Duhamel et Fuad-Effendi tenaient conseil, et vers quatre heures après-midi, l'armée turque reçut l'ordre d'entrer dans la ville, où rien n'avait pu pénétrer de ce qui venait de se passer dans le camp. L'armée fut divisée en trois colonnes ; l'une fut destinée à accompagner le caïmacam avec les réactionnaires et à les conduire par un chemin très éloigné de l'endroit où se trouvait le Peuple réuni ; l'autre devait entrer par la barrière de Michaïu-Voda, où se trouvait la caserne d'infanterie roumaine ; et le troisième s'avança vers la barrière de la rue *Podu de Pamênt*, où se trouvait le Peuple.

« Nous laissons pour un moment les deux autres colonnes afin de suivre cette dernière. La cavalerie entoura le

(1) C'est le fils naturel d'un Français vagabond, né d'une tzigane esclave. Par l'égalité politique dont a toujours joui la Valachie, il parvint au grade de grand vornic pendant le régime phanariote.

Peuple pour ne plus laisser personne rentrer dans la ville, et pour qu'il ne pût recourir aux armes. Les masses de paysans ne se doutant de rien, venaient à la rencontre des Turcs en chantant des hymnes, en criant : vivat! et en les saluant par leurs étendards. Les braves et disciplinés Turcs commencèrent par leur arracher des mains les étendards et par les rompre sur la tête et sur les épaules de ceux qui venaient les recevoir avec amour et fraternité. Les croix furent de même arrachées, jetées et foulées dans la poussière, et le plat et le tranchant des sabres résonnaient sur les épaules de ces hommes bons et loyaux. La plus grande partie du Peuple était déjà entourée, et celle qui s'était échappée et se trouvait hors du cercle armé, se précipita au devant des Turcs qui allaient entrer dans la ville, et se jeta la face contre terre pour que les Turcs passassent sur leurs corps avant d'envahir la capitale. Les Turcs, au temps qu'ils étaient indisciplinés, dédaignaient de frapper des hommes désarmés et de faire feu contre eux; en ce moment, sous le commandement de Duhamel, ils n'étaient plus aussi timides pour avoir peur d'hommes sans armes. Ils passèrent sans aucun scrupule sur leurs corps mutilés et écrasés sous les pieds des chevaux.

« Quelques-uns d'entre les gardes nationaux s'étant échappés, s'empressèrent de venir au palais administratif afin d'avertir les Lieutenants qui depuis deux jours s'y trouvaient en permanence. Alors comme c'était l'heure du dîner, ils se trouvaient à table ; on portait un toast à la santé des Turcs et des Roumains, lorsqu'on reçut la nouvelle que les Turcs foulaient aux pieds les croix, les étendards et les Roumains même.

« Il faut nous arrêter ici un peu pour rendre compte de la décision que les membres de la Lieutenance avaient

prise depuis quelques jours. Ils avaient employé tous les moyens pour s'entendre avec Fuad-Effendi et connaître les instructions dont celui-ci était porteur. Mais voyant que le commissaire turc évitait toute occasion et persistait même à être dans les ténèbres et à ne pas se rendre compte de ce qui se passait autour de lui, ils se décidèrent à rester calmes dans leur situation naturelle et légale, comme un gouvernement régulier, reconnu au nom du Sultan; ils n'avaient qu'à attendre la manifestation de Fuad-Effendi, car celui-ci venait au nom du Sultan, et surveiller l'ordre et la tranquillité publique jusqu'à une nouvelle face des affaires. Depuis quelques jours, ils s'étaient donc décidés à rester en permanence à leur poste dans le palais administratif. Ils n'avaient plus revu leurs maisons, ainsi que leurs familles, pour ne pas laisser un seul moment la capitale sans guide et sans conseil jusqu'à la nomination d'un nouveau gouvernement qu'ils pensaient toujours devoir être formé à la suite d'une élection.

« Il existait pourtant une certaine différence d'opinions entre les membres de la Lieutenance. Deux d'entre eux, MM. N. Golesco et le général Tell, voulaient rester toujours en permanence, quand même Fuad-Effendi les aurait destitués dans le camp. Ils pensaient qu'ils avaient le droit de gouverner tant que le Peuple demeurait content de cette Lieutenance.

« Ils se basaient sur cette forte raison : « Le Peuple nous a élus, c'est le Peuple qui a le droit de nous destituer. » M. Héliade disait : « Nous devons rester en permanence jusqu'à ce que nous ayions la nouvelle de la nomination d'un autre gouvernement par l'élection, ou imposé par la force. Dès ce moment, notre persistance à demeurer à notre poste serait considérée comme une déviation de notre proclamation constitutionnelle; ce serait même le

signe que nous aurions l'ambition de gouverner encore; que nous aurions cherché à nous maintenir par le Peuple, ce qui serait tout à fait contraire à nos véritables intentions et à nos principes. Nous avons proclamé la Constitution, et nous ne pouvons plus gouverner sous un régime réglementaire. Puis, il faut penser aux conséquences d'une telle conduite; car, si nous n'en subissons pas la responsabilité, au moins nous en supporterons à juste titre le ridicule. »

« Telles étaient les opinions et les discussions des membres de la Lieutenance, lorsqu'on vint leur annoncer l'entrée des Turcs dans la ville, leur conduite et la nomination arbitraire du nouveau caïmacam, sans considération aucune pour les droits du pays. M. Héliade se leva alors, porta un toast à l'avenir de la Patrie, ôta son écharpe et dit : « J'ai rempli ma charge. La capitale et le pays sont actuellement dans les mains des Turcs. Ce sont eux qui répondront dorénavant de toutes les conséquences de leurs actes. Quant à moi, je me retire. » Et il fit ses adieux.

« La cour était remplie par les habitants inquiets de la ville, et lorsqu'ils virent Héliade descendre, ils lui demandèrent ce qu'ils devaient faire. Héliade leur répondit de se tenir tranquilles et conséquents avec leurs principes; d'aller chacun chez soi pour ne pas fournir de prétexte à des malheurs que la patrie ne méritait pas. « Que le mal arrive de toute autre part, ajouta-t-il, pourvu qu'il ne vienne pas de nous, l'agresseur sera responsable. »

« Les mêmes conseils furent répétés par les deux autres Lieutenants. Mais le Peuple persistait à prendre les armes. « Laissez-nous faire, disait-il, et jusqu'à ce soir nous sommes en état d'en finir; les ennemis seront même enterrés. » — « Nous n'avons d'ennemis, dit Héliade dans la cour, que les Russes, et les Russes sont loin de nous;

ils nous oppriment en ce moment par les Turcs que nous avons proclamés nos frères. Nous n'avons que la force morale et légale; il ne faut pas la perdre par des imprudences. Si les Turcs en ce moment sont aveugles, ou forcés d'agir de cette manière, il viendra un temps où ils verront clair, et où, forts de nos droits, nous les aiderons à combattre l'ennemi commun. »

« Héliade se retira. Le Peuple fut exhorté par le gouvernement à se retirer en ordre; et pour ne donner aucun prétexte à la force, la compagnie qui était de garde dans la cour du palais avait reçu du général Tell l'injonction de se retirer dans la caserne et d'abandonner le palais à toute éventualité. Les deux membres de la Lieutenance y restèrent seuls, sans armes, sans gardes, attendant avec résignation, et répétant les mêmes conseils à tout citoyen qui se présentait pour venir défendre le palais.

« La colonne des Turcs, entrée par la barrière de *Podu de Pamênt*, avançait déjà, fantassins et cavaliers, les canons chargés et les mèches allumées. L'autre colonne conduisait à la métropole le caïmacam et les boyars du parti russe.

« Venons à la troisième colonne qui entrait par la barrière de *Michaïu-Voda*, ou de la caserne de Spyro.

« La veille du 13 septembre, le colonel du régiment en garnison, Radu Golesco, s'était présenté devant le général Tell en lui demandant ce qu'il devrait faire si les Turcs, en entrant, réclamaient la caserne.

« — Les Turcs sont nos hôtes, lui répondit le général, nous devons leur céder les casernes. Celle de la cavalerie est déjà évacuée dans ce but. Dans celle de l'infanterie, les soldats doivent attendre, se réunir au dernier moment avec la compagnie de pompiers, et à l'arrivée des Turcs,

les recevoir avec les honneurs dus, se retirer en ordre et leur céder la caserne.

« — Mais si l'on nous demande les armes? répliqua le colonel.

« — Ne pas les rendre, répondit le général d'un ton décisif. Les amis ne demandent pas les armes.

« Telles étaient les ordres donnés aux soldats roumains en garnison, dont le nombre s'élevait à quatre cents, et celui des pompiers à deux cents.

« Lorsque la nouvelle arriva dans la caserne que les Turcs s'approchaient, on fit avertir la compagnie de pompiers d'y venir, pour être réunis, selon les ordres, au moment de la réception.

« Les quatre cents soldats de la caserne étaient rangés de front dans la cour, et à l'approche des Turcs, la musique entonna la marche cérémoniale et les soldats présentèrent les armes. Les Turcs ne faisaient aucune attention à ces marques d'honneur, et au lieu de s'arrêter devant la porte pour y entrer, ils précipitèrent leurs pas pour passer de l'autre côté. Leurs canons traversèrent le passage au grand galop des chevaux, et tous les Turcs passèrent en grande hâte pour se porter entre la caserne et la *cour brûlée*, d'une manière qui présageait toute autre chose qu'amitié et paix : ils se mettaient presque en embuscade.

« C'est dans ce moment que la compagnie de pompiers, traversant la *cour brûlée*, s'approchait de la caserne. Son capitaine, M. Zaganesco, s'inquiéta à l'apparition d'une disposition si équivoque de la part des Turcs. Nous laisserons ici parler M. Zaganesco lui-même.

« Dès que je vis cette disposition tout hostile, je voulus « m'arrêter et commander à ma troupe de se retirer en « arrière ; mais je connaissais les ordres donnés et je me « déterminai à passer en avant pour rejoindre les autres

« soldats dans la caserne. Je commandai le *pas précipité*, et avec mes soldats, les fusils nonchalamment posés sur l'épaule, je me suis frayé passage parmi les Turcs en fendant leurs rangs à droite et à gauche. Je vis les mèches allumées auprès des canons et les Turcs nous attendant venir devant leurs bouches. Je commandai de précipiter la marche. Les Turcs commandèrent que tous les leurs, que j'avais séparés à droite, passassent de leur côté à gauche ; dans leur précipitation désordonnée, un soldat turc trébucha et se heurta avec un de mes soldats qui formaient la queue et tomba. Un officier turc frappa de son sabre mon soldat ; un autre soldat turc, imitant son officier, déchargea son fusil sur un des miens qui tomba de suite. Nous étions alors en face des canons, et je commandai de précipiter le pas pour nous approcher de la caserne. Mes soldats n'avaient pas les fusils chargés. Lorsque plus de la moitié de notre colonne eut franchi la direction des canons, et lorsque les Turcs étaient passés tous à la gauche pour n'être plus en butte au feu des pièces qui nous attendaient, le premier coup d'un canon ouvrit un large passage dans ma colonne ; les coups se répétèrent et tuèrent plusieurs des miens. Les décharges répétées des fusils et des carabines suivirent les décharges des canons ; mais nous étions déjà sur la défensive, car nous étions derrière les murs de la caserne. Mes gens chargèrent leurs fusils et je commandai le feu. Plus de trois décharges eurent lieu du côté des nôtres ; mais la mitraille turque nous faisait de grands dommages. Lorsque les canons se déchargeaient, les miens se couchaient par terre ; mais désespérés, en se levant, ils s'écrièrent tous comme un seul homme : « Sur les canons, enfants, car ils nous ravagent. » D'un seul bond ils se précipitèrent ; les canons étaient

« chargés et on se préparait à mettre de nouveau le feu « à l'amorce ; mais ils étaient déjà au pouvoir des miens ; « ils les retournèrent contre les rangs serrés des Turcs, « et firent feu. C'est alors que se fit le ravage terrible dont « les Turcs se plaignent encore à juste titre, car la mi- « traille ne s'arrêta que sur des corps humains. Les miens « étaient maîtres des canons, mais comment les défendre? « Un colonel ou un major turc lança son cheval contre « moi ; pour ne pas le laisser s'approcher, j'arrachai le « fusil des mains d'un de mes soldats et, en visant l'en- « nemi, je le renversai de son cheval. Nos frères de la « caserne ne cessaient pas de faire feu, mais leurs balles « venaient de trop loin. Nous avions épuisé nos cartou- « ches, quelques-uns coururent dans la caserne pour en « prendre. C'est alors que le général turc, qui venait de « perdre son cheval, commande que le feu s'arrête. Nos « soldats de la cour de la caserne élevèrent aussi un « mouchoir blanc au bout d'une baïonnette. On com- « mença à parlementer et à s'expliquer. Le colonel Golesco « avança vers les Turcs pour parler. Mon lieutenant Da- « nesco était blessé et gisait la tête reposée sur un tronc « de bois. Un Turc s'approcha de lui, le piqua de sa « baïonnette. Danesco leva sa tête presque mourante ; le « Turc voyant qu'il vivait encore, lui déchargea son fusil « dans le crâne et le tua. Un citoyen qui se trouvait là « s'indigna de cet acte de cruauté ; il arracha un pieu « d'une des palissades et en déchargea un coup sur la « tête du Turc sans défense, qui ne s'y attendait pas, « et qui tomba étourdi ; le citoyen lui arracha son fusil, « lui perça la poitrine, se précipita sur un autre Turc qui « venait contre lui, le tua aussi d'un coup de baïonnette, « lui arracha son fusil et se précipita en toute hâte dans « le quartier d'Isvor.

« En attendant, le reste de mes soldats était déjà dans

« la cour de la caserne et s'était réuni aux autres. Les « pauvres hommes, décimés par la mitraille, hors d'eux-« mêmes par la rage et le désespoir, m'entourèrent de « cris rauques et menaçants : « Que signifie cela, capi-« taine ? me demandait chacun à la fois. Vous nous con-« duisez ici les fusils déchargés, les Turcs nous assom-« ment comme des bêtes. Nous sommes trahis ! — Trahis ! « trahis ! répétèrent-ils tous en me menaçant. » Je ne savais « plus que répondre ; j'avais perdu toute présence d'es-« prit. Je m'écriai moi aussi : Trahis ! mes frères, mais « par les Turcs. Mourons tous en braves ! — Mourons ! « mourons ! s'écrièrent-ils tous à la fois. Leurs cris « n'avaient aucune ressemblance avec la voix humaine, « c'étaient des rugissements de lions. Les Turcs, effrayés, « s'écriaient aussi : ***Dour***, ***dour***, ***cardaches*** (arrêtez, « arrêtez-vous, frères). Ils criaient que c'était un malen-« tendu, et nos chefs qui parlementaient vinrent ac-« compagnés d'un certain Bulgare grecquisé, roumanisé « à Giurgevo, un certain pitar Grégoire. »

« C'est un réactionnaire payé, homme de toutes les couleurs, ciocoïu dans le temps de Bibesco, patriote à sa chute, excitateur du Peuple pour arrêter et maltraiter Villara et J. Mano à Giurgevo, adorateur de la Constitution lorsqu'elle était dans sa vigueur, son persécuteur lorsqu'elle chancelait, espion des Russes au besoin, interprète des réactionnaires auprès des Turcs, conducteur de l'armée turque sur le chemin de Giurgevo et par les avenues de la capitale, instrument habile de Duhamel pour acheter et corrompre quelques-uns des Turcs, vendeur des chrétiens, en un mot, assimilation incarnée des grands ciocoï.

« Ce pitar Grégoire, continue Zaganesco, vint et dit à « nos soldats de la part du pacha qui commandait cette « colonne qu'il y avait eu un malentendu et annonça la

« paix pourvu qu'ils rendissent les armes et se retirassent chacun chez eux.

« A ces mots, nos soldats furent distraits de leur désespoir héroïque qui pouvait faire des merveilles dans ce moment où ils étaient tous réunis et munis de cartouches. Ils se calmèrent, se consultèrent avec les officiers sur ce qu'ils devaient répondre au message du pitar Grégoire, et se déterminèrent à céder au nombre et à rendre leurs armes. Ils commencèrent à déposer par terre fusils et gibernes. Deux de mes pompiers au fond de la cour, sur le bord de la colline, dans un coin, étaient encore armés. Les Turcs criaient, dans leur langue, de déposer les armes; comme mes soldats ne comprenaient pas le turc, quelques coups de fusils partirent du côté de l'ennemi, et tous les deux tombèrent morts.

« Les nôtres s'éloignant un peu de leurs armes abandonnées, quelques-uns étaient déjà sortis de la cour, lorsque les coups des canons non renversés recommencèrent à tirer contre eux ; la mitraille les décimait horriblement. Ils prirent la fuite en tous sens. Je me trouvais encore dans la cour, je pris la route qui conduisait en bas sur le côté de la colline, j'entrai dans un jardin, je le traversai, je parvins dans une cour, et je sortis dans une rue. Je ne savais pas où je me trouvais. Un citoyen m'aborde et me retient : « Monsieur, me dit-il, votre col est rouge, la brodure d'or luit, les Turcs vous voient. Prenez cette rue. » Je suivis son conseil et je parvins dans le quartier de *Dudescu;* là je trouvai asile dans la maison de quelques religieux catholiques où je restai caché jusqu'aujourd'hui. Il n'y a pas une heure que j'apprends que les Turcs me cherchent, accompagnés des hommes qui me connaissent et qui se sont travestis en habits turcs. J'aban

« donnai mon asile et me voilà fugitif. » (Ce fut dans l'hôtel du consulat anglais que cette déposition fut faite.)

« Le capitaine Deyvos, témoin oculaire et acteur dans l'affaire de la caserne de Spyro, fit aussi sa déposition dans le même hôtel; et nous n'en citons que la fin, qui fait en quelque sorte la suite de ce que vient de déposer M. Zaganesco.

« ..... Après avoir décidé que nous rendrions nos « armes, je me présentai au général turc pour lui rendre « mon épée. — Conservez-la, me dit-il. Qui fut l'agres- « seur? ajouta-t-il. — Vous, lui répondis-je en turc. Il me « regarda d'un coup d'œil oblique. — Non, c'est vous, « vous! me répliqua-t-il, avec un sang-froid tout à fait « asiatique et faisant un double mouvement affirmatif de « la tête. Nos soldats déposèrent les armes. En attendant, « je vis de nouveau les Turcs prendre une position hostile « et tirant furtivement la détente de leurs fusils. « En- « fants, dis-je à nos soldats, dispersez-vous tant que vous « pouvez, et sauve qui peut. Je n'avais pas fini de parler « que les fusils et les canons turcs furent déchargés « contre les nôtres déjà désarmés. Ils s'enfuirent en tous « sens, et je m'enfuis aussi en bas vers le quartier d'Isvor. « Les Turcs disent qu'ils n'ont pas tiré contre des soldats « désarmés; mais qu'on examine les cadavres, et l'on « verra que la plupart n'ont pas de gibernes. »

« Quant à l'absence presque totale de gibernes, les charretiers qui ont enlevé les cadavres s'accordent tous à le constater dans leur déposition.

« C'est ainsi que les Turcs entrèrent à Bucaresci, ces Turcs qui, un mois auparavant, à Giurgevo, étaient comme des agneaux au dire des paysans, ces Turcs qui s'embrassaient et jouaient avec nos soldats roumains, et qui, avec les habitants de Giurgevo et de tout le district de

Vlasca, avaient vécu en frères, en leur inspirant tant d'amour et de confiance.

« Toute la nuit du 13 au 14 septembre, ils pillèrent des maisons, dépouillèrent et tuèrent des hommes, des femmes et des enfants, enfoncèrent et violèrent des églises et les dépouillèrent de leurs vases d'or et d'argent. Le lendemain, des bourses, des montres, furent arrachées par force au milieu des rues. Dans les boutiques et les magasins, les Turcs entraient et prenaient tout ce qui leur plaisait sans rien payer, ou en payant ce qu'ils voulaient. Des indigènes, des sujets étrangers des deux sexes furent massacrés. Un caporal de l'agence autrichienne fut tué, un autre blessé; la femme d'un Français fut assassinée avec son enfant. Un sous-officier roumain désarmé fut enlevé du milieu de la rue, traîné dans la caserne et mis en pièces. Un soldat aussi désarmé fut tué au milieu de la rue pour le seul crime d'avoir des bottes que les Turcs lui arrachèrent de suite. Des filles furent enlevées par la force et en plein jour; un murmure universel se répandit dans toute la ville. Les sujets étrangers coururent le troisième jour à leurs consulats respectifs et demandèrent protection. Les consuls se réunirent et se rendirent chez Fuad-Effendi et chez Omer-Pacha, pour leur demander raison de toutes ces scènes. Ils protestèrent tous, et les Turcs commencèrent à s'inquiéter, et particulièrement Fuad-Effendi, qu'on dépeint avec un caractère efféminé et lâche. De peur que des rapports vrais n'arrivassent jusqu'à Constantinople, Fuad-Effendi, instruit par nos vieux ciocoï qui savent dépouiller le monde et se munir ensuite de certificats de gratitude et de reconnaissance (on connaît l'école et le métier de J. Mano), ordonna de rédiger un acte de remercîment au nom des négociants où l'on disait que les Turcs étaient entrés dans la capitale et s'étaient comportés avec humanité et un ordre exemplaire;

que la vie, la propriété et la personne même de chacun avaient été respectées ; que les habitants en général étaient reconnaissants ; que par l'arrivée de ces Turcs si doux et si humains, le pays avait été sauvé de l'anarchie ; et que la tranquillité avait été rétablie, et d'autres belles choses semblables. Un pareil acte circule en ce moment de boutique en boutique et de maison en maison, accompagné d'une vingtaine de Turcs, la main sur le sabre, forçant les citoyens de le signer. Mais les négociants honnêtes ne voulurent pas, même par la force, livrer un témoignage si faux et si infâme Par malheur, il peut se trouver, pour signer un pareil acte, quelques hommes perdus, ou de ces industriels habiles qui n'ont d'autre métier que de spéculer sur tous les événements. »

« Retournons aux membres de la Lieutenance. Après la nomination arbitraire du caïmacam, et après la retraite de M. Héliade du gouvernement, MM. N. Golesco et Tell restèrent, comme nous l'avons dit, dans le palais administratif, où ils passèrent toute la nuit sans garde et presque les portes ouvertes. Les Turcs avaient déjà occupé toute la ville. Le lendemain, une compagnie d'infanterie et un peloton de cavalerie vinrent occuper le palais administratif. Les deux Lieutenants crurent que ces hommes venaient pour les arrêter ; mais les Turcs ne firent que se poster là et mettre des sentinelles au Trésor public. Personne ne fut arrêté ni maltraité. M. Nicolas Golesco sortit sans être interrogé par personne, et se rendit chez Omer-Pacha. Le général Tell y attendit jusqu'à l'heure du dîner, et sortit aussi en pleine liberté ; il se rendit dans sa famille.

« Tous les membres de la Lieutenance et les ministres du régime constitutionnel furent libres à peu près pendant une semaine. Ils sortaient dans les rues et s'occupaient de leurs affaires sans être inquiétés. Deux des Lieute-

nants s'en allaient quelquefois le soir chez l'un des consuls étrangers qui, en tout temps, et particulièrement dans ces dernières circonstances, s'était distingué par un cœur noble et généreux ; là, quelquefois pour éviter tout désagrément, ils trouvaient hospitalité et passaient toute la nuit.

« Voyant que les murmures se multipliaient dans la ville, et que les intrigues des sbires russes excitaient le Peuple à essayer un coup de main pour nécessiter aussi l'intervention des Russes, les membres de la Lieutenance se déterminèrent à quitter le pays et demandèrent leurs passeports. Ils craignaient que le Peuple, mécontent du rétablissement du Règlement, indigné des cruautés qui avaient eu lieu, excité même par le parti russe, fît quelques tentatives de soulèvement qu'on aurait pu leur attribuer.

« Le 17 septembre, Héliade et Tell se trouvaient à déjeuner chez le même consul. On vint leur dire que le Peuple était prêt à arborer l'étendard tricolore sur l'emplacement de l'église catholique, à se réunir en masse et à demander la destitution du caïmacam et la réinstallation de la Lieutenance. Ils virent qu'il n'était pas prudent de se trouver en de pareilles conjonctures dans l'hôtel d'un consulat. Ils envoyèrent dire aux chefs des corporations qu'ils connaissaient comme hommes sages et mûrs, qu'on leur tendait des piéges, et qu'ils les priaient de faire répandre la nouvelle qu'ils étaient partis de Bucarest et qu'ils se trouvaient déjà en Transylvanie, afin d'empêcher le Peuple d'entreprendre toute tentative. C'est ainsi qu'ils sortirent de l'hôtel du consul, et se donnèrent rendez-vous chez l'ex-ministre secrétaire d'État constitutionnel, J. Voïnesco II, d'où ils partirent le même jour pour Cronstadt, en Transylvanie. M. N. Golesco se prépara à se rendre à Constantinople.

« Entrons dans le monastère de Cotraceni. Nous avons laissé plus de deux cents députés, bons citoyens, archimandrites, prêtres, boyars et fils de boyars, négociants, professeurs, dans le camp turc, entourés de trois rangs de soldats, exposés aux baïonnettes et aux bouches des canons. Ils restèrent dans cette situation sans pouvoir étancher leur soif et sans pouvoir prendre aucun aliment. A neuf heures du soir on les transporta dans le monastère, au milieu d'une colonne de six soldats de front, c'est-à-dire escortés de deux côtés par deux colonnes de soldats d'infanterie turque, et par deux autres colonnes de cavalerie, suivies de deux pièces d'artillerie, les mèches allumées.

« Arrivé en cet endroit, on mit quelques prisonniers en liberté, et parmi eux se trouvait M. Démétrius Ghica.

« Le lendemain, Rustin-Bey, le secrétaire de Fuad-Effendi, vint au monastère, et délivra aussi J. Cantacuzène, le fils du caïmacam. Vers les quatre heures de l'après-midi, arriva J. Voïnesco I, le maître de police actuel et l'ex-chef de l'état-major sous le gouvernement constitutionnel. Il appela tous les prisonniers d'après une liste qu'il tenait, et leur demanda leur nom. Ceux qui avaient un nom distingué dans le mouvement réformateur devaient rester prisonniers. Les autres furent délivrés. Il ne demeura dans le monastère que vingt-sept personnes, parmi lesquelles nous connaissons les suivantes : l'abbé Josaphat, Snagoveano, les trois frères Golesci : Stephan, Alexandre et Radu; Grégoire Gradisceano, l'ex-maître de police Margarite Mossoi, C. Aristias, César Bolliaco, C. Rosetti, J. Bratiano, les deux Balcesci, Nicolas et Barbu, J. Bolintineano, les deux Joannesci, les deux Ipatesci, Vernesco, Cioranno, Zanea et les deux Peretzi; parmi les négociants, Dancovici, Basiliade, Soulacoglu, Kiriloff. Ceux-ci restèrent dans le monastère

trois jours, où ils furent très maltraités. Leurs parents et leurs amis s'empressèrent de se rendre auprès de Fuad-Effendi et d'Omer-Pacha pour solliciter leur grâce. On vint rendre la liberté à quelques-uns des négociants ; mais ils refusèrent de sortir, en disant que s'il y avait des coupables, ils l'étaient aussi, et voulaient subir le même sort que leurs compagnons.

« Mais on devait délivrer les chefs des commerçants, car tant qu'ils resteraient emprisonnés, les magasins, les boutiques demeureraient fermés dans la capitale. Aucun marchand ou banquier ne voulait rendre satisfaction à leurs soi-disant sauveurs pour donner quelques signes de vie.

« Les entretiens qu'eurent quelques-uns des solliciteurs avec Omer-Pacha sont remarquables ; nous citerons entre autre le suivant : Un négociant se rendant auprès de ce Pacha, afin de lui demander la grâce de son compagnon qui se trouvait arrêté : « Ne craignez rien, lui dit-il, car ceux qui sont arrêtés sont plus en sûreté que ceux qui sont libres ; ils sont sous la sauvegarde des soldats disciplinés, tandis que vos ciocoï et *d'autres intrigants* payent cette espèce de *ciutaks*, Turcs qui conduisent les chariots de munitions, et les invitent à commettre des excès et des assassinats même pour inculper l'armée turque d'indiscipline, et pour faire venir les Russes. Nous sommes tous ensemble dans une position très difficile. Omer-Pacha, pour faire des exemples, fit exécuter plusieurs Turcs pris en flagrant délit, ou reconnus comme criminels d'après les lois de la discipline. »

« Le consul anglais, M. Colquhoun, s'est distingué dans cette occasion, plaidant auprès de Fuad-Effendi la cause des citoyens en général et des prisonniers en particulier. Il se rendit plusieurs fois auprès du commissaire turc pour demander la liberté des prisonniers, des passeports

nants s'en allaient quelquefois le soir chez l'un des consuls étrangers qui, en tout temps, et particulièrement dans ces dernières circonstances, s'était distingué par un cœur noble et généreux ; là, quelquefois pour éviter tout désagrément, ils trouvaient hospitalité et passaient toute la nuit.

« Voyant que les murmures se multipliaient dans la ville, et que les intrigues des sbires russes excitaient le Peuple à essayer un coup de main pour nécessiter aussi l'intervention des Russes, les membres de la Lieutenance se déterminèrent à quitter le pays et demandèrent leurs passeports. Ils craignaient que le Peuple, mécontent du rétablissement du Règlement, indigné des cruautés qui avaient eu lieu, excité même par le parti russe, fît quelques tentatives de soulèvement qu'on aurait pu leur attribuer.

« Le 17 septembre, Héliade et Tell se trouvaient à déjeuner chez le même consul. On vint leur dire que le Peuple était prêt à arborer l'étendard tricolore sur l'emplacement de l'église catholique, à se réunir en masse et à demander la destitution du caïmacam et la réinstallation de la Lieutenance. Ils virent qu'il n'était pas prudent de se trouver en de pareilles conjonctures dans l'hôtel d'un consulat. Ils envoyèrent dire aux chefs des corporations qu'ils connaissaient comme hommes sages et mûrs, qu'on leur tendait des piéges, et qu'ils les priaient de faire répandre la nouvelle qu'ils étaient partis de Bucarest et qu'ils se trouvaient déjà en Transylvanie, afin d'empêcher le Peuple d'entreprendre toute tentative. C'est ainsi qu'ils sortirent de l'hôtel du consul, et se donnèrent rendez-vous chez l'ex-ministre secrétaire d'État constitutionnel, J. Voïnesco II, d'où ils partirent le même jour pour Cronstadt, en Transylvanie. M. N. Golesco se prépara à se rendre à Constantinople.

« Entrons dans le monastère de Cotraceni. Nous avons laissé plus de deux cents députés, bons citoyens, archimandrites, prêtres, boyars et fils de boyars, négociants, professeurs, dans le camp turc, entourés de trois rangs de soldats, exposés aux baïonnettes et aux bouches des canons. Ils restèrent dans cette situation sans pouvoir étancher leur soif et sans pouvoir prendre aucun aliment. A neuf heures du soir on les transporta dans le monastère, au milieu d'une colonne de six soldats de front, c'est-à-dire escortés de deux côtés par deux colonnes de soldats d'infanterie turque, et par deux autres colonnes de cavalerie, suivies de deux pièces d'artillerie, les mèches allumées.

« Arrivé en cet endroit, on mit quelques prisonniers en liberté, et parmi eux se trouvait M. Démétrius Ghica.

« Le lendemain, Rustin-Bey, le secrétaire de Fuad-Effendi, vint au monastère, et délivra aussi J. Cantacuzène, le fils du caïmacam. Vers les quatre heures de l'après-midi, arriva J. Voïnesco I, le maître de police actuel et l'ex-chef de l'état-major sous le gouvernement constitutionnel. Il appela tous les prisonniers d'après une liste qu'il tenait, et leur demanda leur nom. Ceux qui avaient un nom distingué dans le mouvement réformateur devaient rester prisonniers. Les autres furent délivrés. Il ne demeura dans le monastère que vingt-sept personnes, parmi lesquelles nous connaissons les suivantes : l'abbé Josaphat, Snagoveano, les trois frères Golesci : Stephan, Alexandre et Radu; Grégoire Gradisceano, l'ex-maître de police Margarite Mossoi, C. Aristias, César Bolliaco, C. Rosetti, J. Bratiano, les deux Balcesci, Nicolas et Barbu, J. Bolintineano, les deux Joannesci, les deux Ipatesci, Vernesco, Cioranno, Zanea et les deux Peretzi; parmi les négociants, Dancovici, Basiliade, Soulacoglu, Kiriloff. Ceux-ci restèrent dans le monastère

sa joie, produite par la rencontre de ses frères et par notre affection, se communiqua à nous tous, et la prison prit un aspect de salle joyeuse. Vive la Roumanie ! vive les Turcs qui nous réunissent même à la mort ! Tels étaient les cris poussés par nous. Nos geôliers restèrent stupéfaits ; les citoyens du dehors, accourus à la nouvelle de notre arrivée, versaient des larmes, tandis que nous étions presque ivres de joie. Nous racontâmes notre histoire. Nicolas nous raconta les événements de Bucaresci, ses visites à Omer-Pacha, son départ pour Constantinople, comment il fut arrêté en route, comment on le conduisit à Giurgevo ; son départ, son isolement et sa surprise de nous voir, car il nous savait partis pour Cronstadt, et nous le savions déjà sur la route de Constantinople. Nous étions tous contents ; quelques-uns de la coterie de Rosetti qui avaient réussi à diviser N. Golesco de Tell et d'Héliade, en lui promettant le domniat, dans ce moment s'empressèrent de le tourner en ridicule, en disant qu'il allait à Constantinople pour recevoir l'investiture du domniat.

« On nous transporta de la prison, et on nous embarqua sur le Danube. »

Poursuivre ce voyage sur le Danube pendant plus de trente jours, c'est un épisode qui, de lui-même, fait un sujet, un tout, digne d'être traité séparément dans un sens plutôt pittoresque que politique.

Nous nous bornons à dire que nos prisonniers traînés à la remorque, sur la rive gauche du Danube, contre le courant, mal vêtus, mal nourris, exposés aux intempéries de la saison, sans repos et sans sommeil, surveillés par des gardiens ignorants et presque sauvages, ignorèrent pendant plus de trente jours le lieu de leur destination. Enfin ils arrivèrent à Orsova, et de là sur la rive autrichienne. Désespérés, perdant toute patience, ils furent

forcés de se révolter, de sauter sur le territoire du Banat, et de courir au premier village roumain pour se sauver.

Les uns poursuivirent leur route par la Croatie, la Styrie, le Tyrol, la Suisse, et parvinrent jusqu'à Paris ; les autres retournèrent en Transylvanie pour rejoindre leurs compagnons d'exil et d'infortune.

Revenons à Bucaresci, et pour en dépeindre la situation après l'expulsion des hommes du mouvement, nous reproduirons un article du *Journal de la Transylvanie :*

« Le bon et loyal Peuple reste immobile et pensif, balançant entre une soumission passive et exemplaire et entre l'élan explosif du dernier désespoir. Ceux qui ont figuré dans les premières fonctions du régime constitutionnel se tiennent à l'écart, effrayés de ce qui vient de se passer. Tous les employés publics, nommés par la Lieutenance, sont destitués, et les anciens mêmes donnent leurs démissions, se refusant à servir sous le régime réglementaire, maudit par le chef de l'Église. Les fonctionnaires nouvellement nommés n'osent pas prendre leurs charges, et les affaires restent dans l'inertie la plus profonde. Les subalternes du ministère de l'intérieur sont menacés par le nouveau ministre d'être amenés par les baïonnettes turques et forcés contre leur gré à servir. On a contraint le chef de l'Église de publier une épître encyclique pour lever l'anathème sous lequel se trouvait tout homme qui servirait sous le Règlement.

« Pour parodier la justice, Campineano, que nous considérons comme le meilleur parmi cette race de loups, quoique Russe par nécessité ou par principe, ne peut être absous de son péché originaire contre la Russie ; il est renvoyé du ministère de la justice à celui du contrôle,

Son remplaçant, c'est un type de l'ancien boyarisme, homme sans instruction et sans pudeur; il se fait toujours une vertu de déclarer ouvertement qu'il ne connaît pas d'autre métier que celui de savoir signer son nom, et qu'il n'appose jamais sa signature gratis, il se fait un mérite de déclarer franchement que la justice est à vendre au plus offrant. — Le ministère de l'instruction publique et des cultes est confié à un ignorant, homme ignoble et rampant, dont les traditions de famille ne sont que la rapacité, la flatterie, l'espionnage, par lesquelles le père et tous les frères ont formé une vile famille de parvenus. — Pour le ministère de l'intérieur, il ne se trouva que l'ex-vestiar, le vieux J. Philippesco. Sous l'ancien régime, un certain J. Budisteano se trouvait au ministère des finances comme chef de section. Destitué pour avoir été reconnu coupable d'un vol de plus 40 mille ducats (480,000 fr.), sur l'article des *Mazile*, J. Philippesco ne trouva pas un homme plus digne de son fanatisme boyaresque que ce Budisteano. Il le demanda donc comme aide et directeur du ministère de l'intérieur. — J. Voïnesco fut nommé maître de police. Ce traître, qui avait servi sous la Constitution, était plus capable que tout autre de divulguer les secrets des hommes du progrès; créature russe, son éducation s'est faite à Odessa ; il a su feindre pendant tout le temps de la Constitution, et se soutenir dans son poste de chef de l'état-major afin de tenir la clef de la milice, pour entraîner les officiers et les soldats à abandonner Bibesco, à se révolter contre le gouvernement provisoire, à massacrer le Peuple, et à démoraliser en un mot la milice en la poussant selon les inspirations de Duhamel. Comme second à la police, il prit son digne beau-frère, un certain Burki. Cet homme, dans le cas où les Russes seraient arrivés, aurait imité le jargon des injures moscovites afin de passer comme

Russe et effrayer les masses; mais, dans ce moment, comme les Russes sont en costume musulman et parlent la langue turque, il a mis le fez et ne vocifère qu'en turc, abattant les étendards nationaux, renversant la statue de la Roumanie, effaçant sur tous les édifices les mots *justice* et *fraternité*, et persécutant enfin les bons citoyens. Ces deux hommes sont destinés à jouer le grand rôle de bourreau si les Russes viennent en personne. — Mais avant tout le caïmacam se distingue par sa bassesse et des crimes de lèse-Nation. Il a payé plus de vingt-cinq mille ducats pour parvenir à cette grande fonction de caïmacam, soumis aux volontés de Duhamel et rampant devant lui. Il a acheté la gloire de violer les droits de la Nation, d'être imposé caïmacam par la mitraille turque mise à la disposition d'un Russe, la gloire d'avoir la conscience souillée du sang roumain sur lequel il a dû passer du camp turc à la caïmacamie, et à la demeure de ses pères et de ses descendants; la gloire d'avoir ensuite l'honneur, comme chef de la Nation, d'apposer sa signature au-dessous de celle d'Omer-Pacha, d'être témoin de l'imposition de ses ministres ainsi que de tous ses subalternes. Ce que nous venons de relater est quelque chose d'extraordinaire dans notre histoire qui surpasse le Règlement même.

« M'informant des scènes qui eurent lieu dans le camp, à sa nomination, à la caserne et dans les quartiers de la ville, je me demandai si M. Cantacuzène avait pu survivre à tant de malheurs nationaux; si le démon du remords, en possédant son corps et son âme, ne le tourmentait pas de convulsions épileptiques. — Au contraire, me répondit-on; il est trop fort pour succomber à de pareilles faiblesses; il est calme et joyeux, il tourne et élève ses moustaches grises comme un jeune homme de vingt ans. Il n'a en ce moment que l'inquiétude de pouvoir aussi

parvenir au trône. — Le rédacteur met ici deux points d'interrogation entre parenthèse (??). — C'est un grand opprobre pour son pauvre fils, J. Cantacuzène ; à sa place j'aurais repoussé ce nom usurpé et taché de sang dans toute l'histoire roumaine, et j'aurais repris le véritable nom de Magoureano qui est plus roumain et dont on n'a pas à rougir (1).

« Le 19 septembre, Bucaresci.

« *P. S.* Les excès pour lesquels les Turcs avaient été achetés ne tardèrent pas à donner un prétexte à Duhamel pour appeler les Russes. »

(La *Gazette de la Transylvanie*, n° 85).

Duhamel, voyant enfin réaliser ses espérances, a, sans retard, expédié une lettre au général Lüders, en Moldavie, dont voici le sens :

« Général,

« Le prétexte légal pour l'entrée des troupes de Sa « Majesté en Valachie est déjà fourni par les Turcs eux- « mêmes. Le désordre est commis, le sang a coulé. Les « Turcs sont entrés en barbares ; nos armées doivent « entrer en protectrices. Hâtez-vous, mon général, de « passer la frontière ; la Valachie est à nous. Voici le « moment de posséder l'Orient et de menacer l'Occi- « dent. »

Duhamel avait raison d'être fier de son génie intrigant. C'était l'insouciance des Turcs et leur confiance dans la loyauté moscovite qui les avaient fait tomber dans ce piége préparé, comme on a vu, de longue main. Il avait raison de croire que les armées de son maître, une fois entrées en Valachie, étaient en état de posséder

(1) C. Cantacuzène est de la famille Magoureano ; il a usurpé le nom qu'il porte avec tant d'emphase (*le Rédacteur*).

l'Orient et de menacer l'Occident ; car elles se postaient dans un point toujours considéré par la Russie, depuis Pierre Ier, comme son Gibraltar danubien ; et l'état des choses, en 1848, était plus que jamais favorable à ses plans ; car, à cette époque, l'Autriche cessait d'être sa rivale en Orient, et les cabinets de l'Europe ne s'occupaient que de l'intérieur de leurs pays respectifs et peut-être étaient-ils complices de la Russie dans ses menées pour étouffer partout la Liberté.

Scarlate Voïnesco, comme administrateur du district de Buzeo par où devait passer le courrier de Duhamel, fit arrêter ce courrier et fit décacheter ses dépêches. L'intrépide administrateur avait eu le courage d'arrêter le courrier moscovite ; mais, intimidé par les boyars présents, il n'osa pas conserver l'original de la lettre pour protester à la face de l'Europe contre les sentiments loyaux du Czar ; il en tira seulement une copie en présence des notables de la ville de Buzeo, et relâcha le courrier qui put aller à sa destination avec la lettre dont il était porteur.

Deux jours après, les Cosaques franchissaient la frontière de la Valachie. Turnavito, administrateur du district de Romanic-Salé ou de Foxani, situé à la frontière, se mit à la tête des habitants de ce district. Paysans, prêtres, vieillards, femmes et enfants, protestèrent avec lui contre cette violation du droit des gens. Tout le monde était sans armes. Les prêtres déposèrent les Évangiles et la Croix sur le chemin des envahisseurs ; mais les soi-disant orthodoxes, sous les ordres du général Lüders, foulèrent aux pieds la Croix et les Évangiles, chassèrent et dispersèrent le Peuple à coups de piques et de baïonnettes, et mirent aux fers les prêtres et les paysans. Turnavito, voyant sa croyance profanée par les hordes du soi-disant protecteur de la religion et de son pays, ne pouvant supporter cette barbarie inouïe d'une armée

massacrant un Peuple désarmé et suppliant, se livra de lui-même aux mains des Cosaques. Il apostropha le général en l'exhortant à délivrer les vieillards et les prêtres comme innocents, et à ne punir du crime de patriotisme que lui seul, le chef du district. Il fut mis aux fers avec quelques centaines de paysans et de prêtres qui durent suivre à pied l'armée qui s'avançait vers la capitale.

Arrivés à Buzeo, que Scarlate Voïnesco n'avait pas quitté un seul instant, les Russes s'emparèrent aussi de la personne de cet administrateur ainsi que de celle de plusieurs habitants de la ville et du district. Ils les mirent aux fers avec Turnavito et autres, et c'est ainsi qu'ils vinrent à Bucaresci. On connaît déjà le sort de tous ces malheureux.

Dans la Petite-Valachie, la Constitution était encore debout. Maghiero ne voulait pas reconnaître le nouveau caïmacam. Il protesta, du camp de Trajan, contre une nomination si arbitraire. A la nouvelle que les Russes avaient passé la frontière roumaine, tous les cinq districts s'étaient levés et se réunirent au camp de Maghiero pour aller au devant de l'ennemi et défendre leurs droits.

Maghiero avait sous son commandement quinze cents soldats réguliers d'infanterie, six cents cavaliers, une compagnie de canonniers avec six pièces d'artillerie, un corps de pandours composé de deux mille hommes, plus de cinq cents dorobans à cheval, et les paysans dans chaque district soulevés, n'attendaient que l'ordre du départ.

Les membres de la Lieutenance, avant leur départ de Bucaresci, expédièrent une lettre à Maghiero en l'exhortant à être conséquent avec le principe de la procla-

mation et à éviter tout conflit de son armée avec les Turcs. Ils connaissaient les évolutions ténébreuses de Duhamel et craignaient encore un nouveau malentendu semblable à celui de la caserne de Spyro.

Maghiero, en recevant cette lettre du seul gouvernement qu'il reconnaissait, eut toute raison de croire qu'elle pouvait être dictée par la force, et que les signataires, étant presque tous prisonniers, n'avaient fait qu'obéir à une nécessité impérieuse contre leur opinion et leur volonté, car cette lettre lui avait été adressée par la voie de la caïmacamie.

Sans dissoudre l'armée, Maghiero resta ferme, et, poussé par son droit et par la population des cinq districts qui ne respirait que la vengeance contre les violateurs de la Roumanie, il faisait ses préparatifs pour aller au devant des Russes qui s'approchaient du district d'Argis.

Il envoya même une compagnie comme avant-garde à Pitesci, sous le commandement du capitaine Zalyc, pour se mesurer avec l'avant-garde des Cosaques qui venait avec l'ex-spathar C. Ghica.

Le 27 septembre, un grand mouvement existait dans le camp de Maghiero. Les soldats, les pandours, les dorobans, les paysans qui venaient sans cesse, forçaient même leurs chefs à aller au devant de l'ennemi. Maghiero ordonna que tout le monde fût prêt pour une revue générale qu'il devait passer, désirant s'assurer de l'esprit véritable de l'armée et des paysans. Son apparition fut acclamée par plus de trente mille hommes. Il n'y avait qu'un seul cri : La guerre aux oppresseurs ! Le général était exhorté, par les membres de la Lieutenance, à ne pas pousser les affaires à un tel point et à ne pas précipiter le pays dans une guerre si disproportionnée ; mais, à la vue de tant de courage et d'une résolution si unanime, il ne put qu'applaudir à cette ardeur héroïque. Lorsqu'il

prononça le mot de serment, le camp entier, comme un seul homme, cria : Nous jurons ! mourons !

On donna l'ordre de se préparer au départ. L'armée roumaine ne voyait qu'un seul ennemi : les Russes, qui avaient pris la partie du Nord ou des montagnes ; mais les Turcs s'approchaient aussi du côté du Midi ou de la plaine. On ne voulait pas se battre avec les Turcs, on ne voulait pas les provoquer.

Pour éviter tout conflit avec les Turcs, il fut décidé que l'armée entière et les paysans résolus à se battre et munis d'une arme quelconque, réunis en un seul corps, iraient au devant des Russes ; et que les paysans non armés, en se réunissant de tous les districts, iraient au devant des Turcs afin de les recevoir en amis.

Telles étaient les dernières dispositions, lorsque le 27 septembre, à quatre heures après-midi, arriva de la part du consul anglais, son secrétaire, M. Grant, avec une lettre adressée à Maghiero.

M. Grant avait aussi des instructions pour exhorter Maghiero à ne pas faire sortir le pays du terrain de la force morale et légale qu'il possédait ; car, en allant s'exposer sur le terrain de la force matérielle, il ne pourrait que perdre, et être réduit à l'état et aux conditions d'un pays conquis, en perdant tous les avantages de ses anciens traités.

Maghiero, en appelant ses officiers à une nouvelle conférence, leur montra la lettre du consul anglais, et leur exposa les conseils et les raisons donnés en particulier par son secrétaire. Après une mûre discussion de plusieurs heures, on se décida à dissoudre l'armée et à adresser, avant de partir pour la Transylvanie, les pièces suivantes aux agents représentants des puissances étrangères en général, et au consul anglais en particulier, et à Fuad-Effendi.

Réponse à la lettre du Consul anglais.

MONSIEUR,

Je viens de recevoir la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 26 septembre. Je vous remercie, Monsieur, de votre obligeance à vous occuper seul, vous, le représentant d'une nation libre, des malheurs de notre pays. A la suite de votre lettre et des paroles particulières de votre secrétaire, je me suis décidé enfin, Monsieur, à déposer le commandement des troupes que la Nation m'avait confié. Puisque S. E. Fuad-Effendi nous assure qu'après avoir rétabli l'ancien régime, l'occupation russe demeurant sans prétextes, il fera en sorte que les troupes russes se retirent sans retard, et qu'ensuite, en examinant les choses, il rendra justice à la Nation Roumaine, je m'empresse de donner la preuve que les Roumains ont toujours été, et surtout dans ces derniers trois mois, pleins de respect et de fidélité envers la Sublime-Porte.

Je viens d'inviter les braves soldats roumains à se retirer dans leurs foyers; je viens d'inviter les habitants à rentrer dans le calme et à espérer que la Sublime-Porte ne leur refusera pas des droits qui, sans nuire aux autres nations, constitueront en Roumanie un Peuple digne de sa bienveillance.

Je suis sûr, Monsieur, que vous ne cesserez pas de prêter votre appui à notre cause et que vous serez prêt à prouver que la Roumanie a été pendant ces trois mois plus tranquille et plus heureuse qu'elle ne l'a jamais été, et qu'elle mérite que ses droits soient respectés. Un peuple entier vous sera reconnaissant de votre estimable conduite.

Quant à moi, Monsieur, je vous suis pour toujours reconnaissant de m'avoir éclairé sur la politique actuelle des deux puissances, et de m'avoir empêché d'attirer sur mon pays les suites malheureuses d'une guerre inégale, tandis que, comme vous le dites, la Sublime-Porte nourrit encore pour nous des sentiments conformes à sa mission de suzeraine de la Nation Roumaine.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Général G. MAGHIERO.

Le 28 septembre (10 octobre) 1848, du camp de Trajan.

PROTESTATION DE MAGHIERO

Adressée aux représentants des puissances de l'Europe.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

A la suite de l'occupation de la Terre-Roumaine (Valachie) par

l'armée turque, le général Lüders nous annonce, par sa proclamation du 15 (27 septembre), que les troupes russes ont aussi passé la frontière roumaine. Je viens donc, monsieur le Consul, protester devant le gouvernement que vous représentez contre cette nouvelle violation du territoire roumain, violation de tous les traités qui garantissent l'inviolabilité de notre pays.

En outre, monsieur le Consul général, puisque deux grandes puissances ont concentré de nombreuses armées sur le territoire roumain, le soussigné, chargé par la Nation du commandement de l'armée régulière et irrégulière, pour ne pas attirer sur le pays les suites déplorables d'une guerre disproportionnée et pour ne pas fournir le moindre prétexte à l'occupation moscovite, dépose cette fonction, après avoir invité à se retirer dans leurs foyers les braves soldats roumains réunis sous son commandement dans le but de prévenir tout trouble à l'intérieur du pays, et après avoir exhorté les habitants en général à rentrer dans le calme et à espérer que la justice ne leur sera pas refusée, grâce à l'intervention des autres puissances de l'Europe.

Agréez, monsieur le Consul général, l'assurance de mon estime.

Le général commandant les armées de la Roumanie,

G. Magheru.

1848, 28 sept. (10 oct.), du camp de Trajan. N° 383.

A FUAD-EFFENDI.

Excellence,

La Nation Roumaine, en vertu de ses traités, vient de se donner de nouvelles institutions conformes à ses besoins. La Nation, à la suite de l'abdication de son domnu, a choisi dans son propre sein un gouvernement composé des hommes les plus éclairés du pays. Ce gouvernement fut reconnu par Son Excellence Suleyman-Pacha au nom de Sa Majesté le Sultan, et félicité par les agents diplomatiques des puissances de l'Europe. A l'arrivée de Votre Excellence, le Peuple vous fit les protestations les plus sincères et les plus évidentes de soumission envers la Sublime-Porte ; mais vous avez marché avec l'armée contre Bucarest, où eut lieu le massacre dont les excitateurs sont connus par toute la Nation.

Ensuite, les armées russes, selon la proclamation du général Lüders, vinrent violer un pays qui s'était mis sous la suzeraineté de la Sublime-Porte. Cet acte prouve évidemment les projets de conquête qui sont la base de la politique tortueuse de la Russie.

En plein dix-neuvième siècle, un pareil attentat aux droits de la nationalité roumaine, une pareille violation de notre territoire, contraire à tous les traités, prouvent suffisamment que la Russie poursuit, sans relâche et impunément, sa marche vers la conquête européenne, et cherche en plein jour à réaliser les utopies du czar Pierre.

Excellence, le Peuple roumain connaît aujourd'hui mieux que jamais quel est son ennemi implacable. Prêtez l'oreille, Excellence, au cri de désespoir poussé par ce Peuple, à la nouvelle de l'envahissement du territoire par les troupes russes. La Nation Roumaine souffre encore des suites des malheurs qu'elle éprouva de 1828 à 1835. Elle ne peut pas oublier cette époque où l'homme était forcé de faire le labeur d'une bête de somme, où des milliers d'hommes périrent par suite de la famine; elle ne peut pas oublier les millions de ducats, tant en numéraire qu'en productions de toutes sortes, que la protection russe a coûté au pays. Ces sont des plaies difficiles à cicatriser.

Par conséquent le soussigné, voyant deux puissances réunies contre une nation paisible, et espérant que la Sublime-Porte sera convaincue plus tard de la fidélité des Roumains, ainsi que des intentions perfides de la Russie vis-à-vis des Principautés danubiennes, dépose la charge qui lui avait été confiée par la Nation, dans le but de ne pas attirer sur elle les suites d'une guerre disproportionnée.

Il a l'intime conviction que la Sublime-Porte jettera un regard sérieux sur notre cause, qui est le pivot de la question orientale, et qu'elle ne se refusera pas à reconnaître les droits d'une nation qui, nonobstant tout ce qui s'est passé, est encore décidée à combattre dans les rangs de l'armée de la Sublime-Porte contre l'ennemi commun.

Le général en chef des armées régulière et irrégulière de la Roumanie,

G. Maghiero.

Le 28 septembre (10 octobre) 1848, du camp de Trajan.

Le lendemain, 28 septembre, tout le monde avait hâte de connaître le but de l'arrivée du secrétaire du consulat britannique et le résultat du conseil tenu entre Maghiero et les officiers de l'armée. Au lever du soleil, d'après les ordres donnés, tout le camp était réuni et prêt à en-

tendre la communication qu'on allait lui faire. Maghiero apparut au milieu des soldats et des paysans réunis, et lut deux proclamations aux soldats et aux paysans.

Une stupeur profonde accompagnée de murmures accueillit cette lecture. *Se battre,* tel était le cri général; et la présence de l'envoyé anglais était considérée comme celle d'un oiseau de mauvais augure.

Nous empruntons ici le passage suivant d'une lettre insérée dans la *Gazette de la Transylvanie*, sous le n° 82, du 7 octobre.

« ..... Les soldats, ainsi que les pandours, avec leurs « chefs, refusaient d'obéir à l'exhortation du général. « Tous, à l'unanimité, s'adressaient à leur commandant « en chef et lui disaient qu'ils ne pouvaient plus revoir « leurs foyers; qu'ils s'étaient soulevés et avaient pris « les armes pour défendre, au prix de leur sang, la Cons- « titution sur laquelle ils avaient prêté serment; qu'ils « persistaient à être conduits contre l'ennemi qui mena- « çait de violer les droits du pays. En vain le général, « les larmes aux yeux, les conjurait de prendre en con- « sidération les circonstances difficiles et impérieuses « qui exigeaient la dissolution du camp pour ne pas « pousser le pays à supporter une guerre contre deux « grandes puissances; en vain il leur disait de conserver « leur courage et leur résolution pour d'autres temps « plus favorables que le présent, qui ne faisait que fournir « un prétexte à l'armée russe pour établir son occupa- « tion militaire. On ne voulait rien entendre et chacun « répétait : la guerre! la guerre! Enfin les conseils et « les prières même réussirent à convaincre les braves « soldats et pandours que, pour défendre et protéger la « Constitution, on n'avait pas besoin de guerre, mais de « paix et de prudence, et qu'en conséquence on devait

« dissoudre le camp. Mais la scène la plus touchante fut « lorsque des milliers de paysans, venus de tous les dis- « tricts, se présentèrent pour demander l'heure du dé- « part contre les ennemis, afin de se lever, eux aussi, « avec les vieillards même, leurs femmes et leurs en- « fants, pour soutenir les combattants et défendre la « Constitution. Le général eut la plus grande peine à « calmer ces hommes déterminés et désolés de la nou- « velle décision. Je vous avoue que ce moment fut le « plus difficile de ma vie. Je me suis retiré du camp « pour ne pas voir les larmes, les embrassements, les « adieux, les grincements de dents de tous ces hommes « qui levaient leurs poings serrés vers le ciel. »

C'est ainsi que le camp roumain fut dissout. Les officiers et les soldats destinés à retourner dans la capitale avec l'artillerie et les munitions, partirent pour Bucaresci, et Maghiero, suivi d'une vingtaine d'officiers qui avaient donné leur démission pour ne plus servir sous le régime réglementaire, partit pour Hermanstadt, en Transylvanie, d'où Héliade et Tell lui avaient écrit de nouveau de ne pas engager le pays dans une guerre fatale.

Sur la frontière, à Caïneni, Maghiero adressa la lettre suivante à Fuad-Effendi, accompagnée de la démission de plusieurs officiers roumains qui ne voulaient plus servir sous le régime réglementaire :

EXCELLENCE,

Toujours fidèle à la Sublime-Porte, je viens présenter à Votre Excellence les démissions des braves officiers de l'armée régulière roumaine qui ne peuvent plus servir sous l'ancien régime de servitude dont l'âme est le Règlement organique, ce code des forfaits qui favorise si bien l'influence de la Russie dans notre pays, qui fut imposé par des baïonnettes et soutenu par des boyars antinationaux, vendus à l'étranger, et mis aujourd'hui à la tête de l'administration.

Depuis dix-huit années, les bons Roumains s'efforcent d'établir dans leur pays la seule légale et véritable politique nationale, l'influence de l'empire Ottoman contre celle de la Russie.

Excellence, je crois de mon devoir de vous rappeler encore, à cette occasion, que les amis et les ennemis de la Roumanie le sont aussi de l'empire Ottoman, et que la Sublime-Porte ne peut pas avoir d'amis plus naturels et plus fidèles que les Roumains, qui, aujourd'hui plus que jamais, sont prêts à combattre dans les rangs des armées du Sultan contre l'ennemi commun.

C'est pour cela que je supplie Votre Excellence de ne pas détruire dans un instant les travaux de dix-huit années des véritables Roumains, qui avaient réussi à inspirer à la Nation entière le désir de renouveler les anciennes relations avec la Sublime-Porte.

Le général G. Magheru.

Le 29 septembre (11 octobre) 1848, Caimcmi.

LIVRE XI.

LES COSAQUES.

Le 29 septembre (11 octobre), l'armée russe avait déjà établi son camp hors de Bucaresci, sur la plaine de Colintina, malgré la protestation tardive et absurde de Fuad-Effendi.

Tant que les Turcs étaient encore les seuls maîtres du pays, les Roumano-phanariotes, instruments des Russes, n'osaient se montrer avec leurs prétentions iniques. Dès l'arrivée de leurs bien-aimés maîtres, ils se réunirent sous l'influence de Duhamel pour faire des remarques à Fuad-Effendi sur la faute grave qu'il avait commise en laissant libres les hommes du mouvement, et en leur procurant la faculté de passer la frontière ; car, disaient-ils, tant que ces hommes seront en vie, le pays ne sera jamais tranquille ; ils réduisirent enfin le commissaire turc à promulguer un décret pour la proscription de vingt-deux hommes, à la tête desquels figuraient les membres de la Lieutenance reconnue comme gouvernement régulier au nom du Sultan même. Nous extrayons quelques lignes d'un correspondant de Bucaresci au *Journal de Cronstadt* concernant cette mesure :

« Les feuilles officielles contiennent la liste de vingt-deux patriotes libéraux que Fuad-Effendi, sur la proposition du ministère, déclare proscrits. A la tête de la

liste sont naturellement les membres de la Lieutenance, auxquels on ne pouvait pas faire un plus grand honneur. Mais le ministère boyaresque, ou mieux Duhamel, ne manque pas, même ici, de se montrer injuste ; car si l'on devait honorer par l'exil les amis de la Constitution, pour ne pas donner lieu à des rivalités, on devait exiler plusieurs milliers d'hommes, et les paysans même, comme ayant réclamé et soutenu la Constitution, et on devait laisser dans le pays une centaine d'individus seulement, qui, pendant trois mois, se trouvèrent hors des fonctions qu'ils savaient rendre si lucratives pour eux. »

Le même correspondant ajoute que la maison d'Héliade fut destinée d'abord à servir d'hôpital aux Russes ; mais comme elle devait dans ce but être un peu mieux traitée, les boyars, dont les maisons, la vie et l'honneur furent sauvés par les chefs nationaux du mouvement, trouvèrent plus convenable de la destiner à servir de caserne aux Cosaques.

Cette maison, avec un jardin et située sur un terrain de plus de cinq hectares, contenait un établissement typographique doté de dix presses et plus de deux cents quintaux de caractères d'imprimerie. Dans ces magasins il y avait plus de deux mille rames de papier pour l'impression d'une bibliothèque universelle qui était sous presse, et dont plusieurs volumes des auteurs suivants, traduits dans la langue roumaine, venaient de paraître : Homère. — Hérodote. — Xénophon. — Dante. — Molière. — *Histoire de la Civilisation en Europe*, par Guizot. — Cervantes. — Lord Byron. — Quelques volumes de Chateaubriand ; — de Victor Hugo ; — de George Sand ; — d'Alexandre Dumas. — Plusieurs pièces dramatiques de Voltaire ; — d'Alfieri. — Une Revue Scientifique et Littéraire en cinq volumes. — Grammaires et autres ouvrages moraux et littéraires.

De chaque ouvrage, on avait fait tirer deux mille exemplaires. Les auteurs classiques de l'antiquité n'avaient pas encore été reliés et mis au jour. Le jardin contenait plus de trente mille arbres.

Les grandes salles et tous les appartements devinrent l'habitation de cinq cents Cosaques ; la cour fut remplie de pièces d'artillerie ; le jardin rasé fut occupé par les chevaux ; les arbres mis au feu, les caractères typographiques détruits. Les presses mises en pièces ; le papier blanc vendu ; plus de quatre-vingt mille volumes ont servi à allumer les fourneaux. Un imprimeur-libraire peut seul apprécier les pertes considérables produites par ce vandalisme du protecteur russe en 1848. La Nation Roumaine lui sera redevable de la perte intellectuelle et morale des auteurs qu'elle venait d'acquérir dans sa littérature au berceau. C'est une perte irréparable, car les traducteurs ne possèdent pas même les manuscrits perdus dans les mêmes ravages moscovites. Il en resta seulement des feuilles imprimées, qui, retrouvées çà et là, permettent d'espérer la recomposition totale ou partielle du travail détruit (1).

Pour décrire l'état de la capitale, nous empruntons les relations données par un correspondant du *Journal de la Transylvanie*. C'est la diligence de Cronstadt à Bucaresci qui apportait ces relations, et le rédacteur ou l'auteur de ces articles leur donna le titre de *Carrul iute* (la voiture rapide).

(1) Chose étrange. Les Cosaques eux-mêmes se vantent de ce vandalisme et ne le nient pas. Les habitants de Bucaresci possèdent des feuilles détachées de chaque volume. Il ne fut réservé qu'à quelques-uns qui se disent hommes du mouvement de nier ce fait

Cronstadt (de la Transylvanie).

. . . . . .

« Le *Carru iute* nous apporte aussi des nouvelles de Bucaresci. Je vous promets, bénévole lecteur, de vous communiquer par chaque arrivée de cette voiture, ce qui se passe chez nous à Bucaresci, et qu'à l'insu de Dieu, l'on appelle l'ordre légal.

« 1° Nos frères les Russes commencent à arrêter tout le monde, tous ceux qui sont baptisés en Christ, et pour les saisir en masse, ils les surprennent les dimanches dans les églises. Les Cosaques, lorsqu'ils entrent dans l'église en bons chrétiens, commencent par faire le signe de la croix, puis ils se précipitent sur chaque proie désignée par les sbires de la police ciocoiesque, ils l'amènent d'abord sous les coups de fouets dans la maison de Chagi-Moscu, de là dans le monastère de Plumbuita, et puis de là, Dieu sait où. La liste des proscrits contient des milliers de citoyens de tous les districts. Les villageois qui sont venus comme députés à Bucaresci et à Giurgevo, ont été saisis et liés aux mains et aux pieds, toujours par nos frères les Russes qui les chargent de coups de fouets. Selon la règle moscovite, on a l'intention d'arracher des documents aux habitants des villes et des campagnes ; on va nommer, à cet effet, une commission ; elle va procéder à un interrogatoire ; ces malheureux ont à répondre par écrit. Les pauvres hommes, menacés d'être pendus, ne feront naturellement que se disculper, en se déchargeant les uns sur les autres. On finira plus vite avec les paysans, car on a besoin de leur bras et de leur bétail, de leur transport et de leurs céréales ; on les a préparés par la peur d'être fusillés à dire un seul mot pour se sauver, à dire qu'ils ne sont venus à Bucaresci et à Giurgevo pour féliciter les commissaires de la Sublime-Porte et demander la Constitution, que forcés à coups de fouet par le

gouvernement *révolutionnaire*. Chose toute simple, ils ont été forcés, les pauvres hommes, à demander un soulagement aux charges sans fin qui pèsent sur eux depuis dix-huit ans; ils furent contraints, car autrement ils étaient plus que contents avec la claca devenue servage, avec le fouet du doroban, avec les gaspillages de tout genre et sans nombre; particulièrement à présent, il faut le dire, ils *sont très contents* des fers, des coups de verges, de l'enlèvement de leurs animaux, de leur foin et de leur maïs et parfois aussi de quelques égorgements par-ci par-là, dont ils sont victimes; ils doivent être *très contents*, car toutes ces choses-là ne leur viennent que de leurs frères en Christ, les Russes, et non pas des Turcs, qui achètent tout en espèces sonnantes. Donc de pareilles déclarations en pleine liberté (c'est-à-dire les fers aux pieds) auront à démontrer, comme deux et deux font quatre, que le Règlement organique était excellent et que la Constitution fut une calamnité, et par conséquent, la chimère d'une minorité, lorsque la majorité est bannie arrêtée et la totalité menacée de faire des grimaces forcées de satisfaction pour le rétablissement de l'ordre légal, où l'on ne peut être assuré ni de sa propriété, ni de son honneur, ni de sa vie! On ne peut pas se trouver mieux parmi des brigands.

« 2° Les prisonniers d'État, dont les déclarations arrachées sont destinées à démontrer que la régénération spontanée a été accomplie par une minorité insignifiante, furent réunis comme du bétail et enfermés dans le monastère de Plumbuita. Il n'y a pas besoin de dire qu'ils sont sous la surveillance des soldats russes. Puis on sait que les Russes sont des hommes qui ne dévient pas même d'un pouce de la règle et de la discipline. Un jour le feu prit et incendia le monastère ou la maison du Christ qui servait de prison à tous ceux qui étaient tombés dans l'er-

l'armée turque, le général Lüders nous annonce, par sa proclamation du 15 (27 septembre), que les troupes russes ont aussi passé la frontière roumaine. Je viens donc, monsieur le Consul, protester devant le gouvernement que vous représentez contre cette nouvelle violation du territoire roumain, violation de tous les traités qui garantissent l'inviolabilité de notre pays.

En outre, monsieur le Consul général, puisque deux grandes puissances ont concentré de nombreuses armées sur le territoire roumain, le soussigné, chargé par la Nation du commandement de l'armée régulière et irrégulière, pour ne pas attirer sur le pays les suites déplorables d'une guerre disproportionnée et pour ne pas fournir le moindre prétexte à l'occupation moscovite, dépose cette fonction, après avoir invité à se retirer dans leurs foyers les braves soldats roumains réunis sous son commandement dans le but de prévenir tout trouble à l'intérieur du pays, et après avoir exhorté les habitants en général à rentrer dans le calme et à espérer que la justice ne leur sera pas refusée, grâce à l'intervention des autres puissances de l'Europe.

Agréez, monsieur le Consul général, l'assurance de mon estime.

Le général commandant les armées de la Roumanie,

G. Magheru.

1848, 28 sept. (10 oct.), du camp de Trajan. N° 383.

A FUAD-EFFENDI.

Excellence,

La Nation Roumaine, en vertu de ses traités, vient de se donner de nouvelles institutions conformes à ses besoins. La Nation, à la suite de l'abdication de son domnu, a choisi dans son propre sein un gouvernement composé des hommes les plus éclairés du pays. Ce gouvernement fut reconnu par Son Excellence Suleyman-Pacha au nom de Sa Majesté le Sultan, et félicité par les agents diplomatiques des puissances de l'Europe. A l'arrivée de Votre Excellence, le Peuple vous fit les protestations les plus sincères et les plus évidentes de soumission envers la Sublime-Porte ; mais vous avez marché avec l'armée contre Bucaresci, où eut lieu le massacre dont les excitateurs sont connus par toute la Nation.

Ensuite, les armées russes, selon la proclamation du général Lüders, vinrent violer un pays qui s'était mis sous la suzeraineté de la Sublime-Porte. Cet acte prouve évidemment les projets de conquête qui sont la base de la politique tortueuse de la Russie.

et toutes prétendent être comme il faut — s'en formalisèrent, et firent connaître au Turc qu'elles étaient très blessées de se voir invitées dans le même lieu que des grisettes. — Pourquoi, mesdames? demanda Fuad-Effendi; est-ce qu'elles ne sont pas belles? est-ce qu'elles ne sont pas bien mises? est-ce qu'elles ne dansent pas bien? est-ce qu'elles ne se conduisent pas avec bienséance? Au contraire, je les trouve très comme il faut. Personne ne les a entendues se formaliser de votre présence. Pourquoi vous formaliser de la leur? C'est une preuve qu'elles connaissent et observent plus scrupuleusement les bienséances et l'étiquette de pareilles réunions. — C'est une preuve aussi, monsieur, ajouta une dame, que les Russes connaissent et observent plus scrupuleusement que vous les bienséances et l'étiquette des réunions. — Les Russes ont invité, répliqua le Turc, leurs amies, nous invitons les nôtres. Est-ce qu'elles ne sont pas aussi des femmes? Au contraire, il y en a parmi elles de plus fraîches, de plus jeunes, de plus saines, de plus... mais chacun selon son goût : les Russes ont le leur et nous le nôtre. Le Turc tourna sur ses talons et reprit sa promenade asiatique.

« 4° L'école centrale de Radu-Voda est transformée en caserne pour les Turcs. Tables, chaises, bancs, tablettes, etc., furent transportés au collége de Saint-Sava. Des Russes y vinrent aussi. — En 1828, Saint-Sava fut transformé en hôpital pour la peste. Dans ce moment, en 1848, ce collége fut transformé en caserne pour les Russes. Voilà du progrès; car les Russes, je crois, ne sont pas aussi méchants que la peste. Plus tard, selon les lois du progrès, Saint-Sava sera changé sans doute en écuries pour les chevaux; car les chevaux, je crois, ne sont pas aussi méchants que les Russes. Pour le moment, Saint-Sava n'est qu'une caserne. A bas l'Académie, à bas les Français, à bas les professeurs! au diable tout ce qui

sent l'école, tout ce qui a la mauvaise odeur de l'enseignement. Mais où déposer la bibliothèque, les objets du musée, les instruments de physique, et tant de choses..., disons-le, précieuses? On alla le demander à M. le grand Bano A. Philippesco, surnommé le Renard, membre de la curatelle de l'instruction publique. M. le grand Bano, en sa qualité de savant, et respectable par sa chevelure blanche, est un homme expéditif; il avait sa réponse dans sa poche. « Laissez-moi, dit-il, il y a dans ce moment d'autres affaires plus délicates et plus importantes que les écoles. — Mais nous n'avons pas d'endroit pour déposer les objets qui se trouvent dans l'école; les Russes demandent à évacuer tous les appartements.—Où les déposer?... Un grand feu au milieu de la cour, et dans le feu, au diable livres, instruments, collection du musée; car ce sont ces choses-là qui amenèrent dans le pays la Justice et la Fraternité.

« 5° Sa Majesté cosaque vient d'être de nouveau pénétrée d'une sollicitude toute paternelle pour les malheureux Roumains. Elle veut prêter aux Valaques 300,000 roubles en argent. Et savez-vous pourquoi? Pour que le trésor soit en état de payer en argent comptant les provisions que les Russes ont le droit de prendre gratis. Les Russes craignaient que le pays dépouillé par eux n'eût plus de quoi les soutenir. Si le diable venait en chair et en os, il aurait pris la peau même des Roumains; mais les Russes sont plus humains, ils sont nos frères en Christ, ils nous laissent la peau et tâchent de nous enterrer comme nous sommes venus au monde, c'est-à-dire nus. Mais nous aurons le Règlement sur la poitrine au lieu de l'Évangile (1).

(1) Voici la note du Consul:

« A la suite des troubles qui eurent lieu dernièrement, la nécessité s'étant fait sentir d'occuper les Principautés moldave et valaque par les armées impériales russes, appelées pour rétablir

« 6° Fuad-Effendi voyant que l'ardeur parternelle de Sa Majesté Calmouque, était sur le point de transformer en rôtis les captifs de Plumbuita, par l'incendie qui consuma ce monastère, se rappela que le Sultan était suzerain de notre pays, et ordonna de transporter les prisonniers dans le monastère de Vacaresci, ou dans des chambres plus convenables avec une meilleure nourriture. Ils devaient se trouver sous la surveillance turque. Nous espérons que ces malheureux martyrs, par cette mesure,

l'ordre légal, je suis chargé de communiquer au gouvernement valaque, que les dépenses qui auront lieu pour la nourriture et l'entretien des soldats seront à la charge des deux Principautés, d'après une répartition proportionnelle qui sera faite sans retard.

« Sa Majesté l'Empereur, qui a toujours veillé sur le bien-être de ces pays, qui jouissent de sa haute protection, dans le but d'éloigner toute difficulté qui pourrait surgir par suite de l'entretien des troupes, a bien voulu ordonner que la Valachie fasse un emprunt à la Russie de trois cent mille roubles en argent (1,200,000 francs environ). Avec cet emprunt, on pourra supporter les dépenses nécessitées par l'occupation. Quant à ce qui concerne le payement de cette dette et des sommes dépensées encore jusqu'au moment de la liquidation, on prendra plus tard des mesures convenables. Conformément à ces dispositions, je vous invite, Monsieur le caimacam :

« 1° A communiquer aux habitants du pays cette nouvelle preuve de sollicitude paternelle (?) par laquelle Sa Majesté l'Empereur a bien voulu les secourir dans la situation actuelle ;

« 2° A prendre les dispositions les plus promptes pour que les autorités locales s'empressent de faciliter l'approvisionnement des troupes au prix le plus convenable ;

« 3° A publier que, dorénavant, tous les produits nécessaires à l'entretien des troupes russes seront payés en numéraire (?) (Suit la signature.)

« 1848, le 10 (22) octobre. »

Par une autre note, les Russes firent connaître au gouvernement valaque que les dépenses nécessaires pour l'entretien des Russes, à la charge de la Valachie, montaient à un million par mois.

seront sauvés de la protection du Czar et de son ardeur qui allait les réduire en cendre ;

« 7° Les soldats russes, lorsqu'ils parlent avec les Roumains, disent que leurs chefs et leurs popes leur ont révélés qu'ils sont appelés à rendre sages et à convertir tous les peuples trompés par le Pape et amenés à ne vouloir plus reconnaître l'obéissance, et que, cette œuvre accomplie, tous les rois, par reconnaissance envers le Czar, abjureront le catholicisme et embrasseront la religion des Russes ;

« 8° Ma chère! disait dernièrement une demoiselle à une autre, que ces Turcs sont grossiers et bêtes ! Hier soir, au bal, un officier turc vint près de moi après avoir fini ma mazurca, et me dit : « Vous dansez, mademoiselle, assez gaiment et assez gentillement lorsque vos compatriotes sont proscrits et arrêtés, et lorsque votre Patrie est en deuil ! » Je l'ai regardé fixement, et je me suis retenue de lui dire : « Quel dommage, monsieur, que vous parliez le français ! » — Qu'est-ce qu'il y avait de commun, mon amie, entre ma danse et ces misérables, que je m'étonne de ne pas voir pendre. Ah! comme les Russes sont gentils ! je les aime à la folie !... Je ne peux pas oublier ce Turc, il m'a fait monter tout le sang à la tête ;

« 9° Les Turcs de jour en jour s'acquièrent les sympathies des Roumains. Les Russes, pour avoir aussi des preuves incontestables par écrit, font un petit compliment aux ciocoï, en leur montrant en même temps le poing ou le fouet, selon les personnes, et demandent à chaque district un document de reconnaissance. De semblables écrits signés parurent d'abord à Crajova et successivement après dans tous les districts de la Petite-Valachie, qu'on pourrait nommer la Petite-Moscalie, s'il n'y avait dans ce monde que des ciocoï et des Russes ;

« 10° Les boyars de la capitale se réunirent dernièrement chez le métropolitain pour se consulter sur ce qu'ils devaient faire avec ces armées qui pèsent sur le pays; car les boyars eux-mêmes, ont, en ce moment, assez des troupes protectrices. Quelques-uns proposèrent de rédiger un acte de reconnaissance envers le Czar, et de le prier de vouloir bien diminuer un peu son amour pour la Valachie (je ne suis pas sûr s'ils se sont servis de mon expression, mais le sens était le même). Un vieux ciocoïu se leva et dit : Dieu nous préserve de laisser s'éloigner les Russes de notre pays; ce sont eux qui nous défendent nos prérogatives. Jamais je n'ai vu tant de fêtes et de bals comme dans cette époque de bonheur. Une dispute s'éleva entre les boyars; ils se séparèrent sans rien décider, et ceux qui avaient proposé de rédiger l'acte en question, tâchent maintenant d'apaiser la colère de Duhamel. »

(*La Gazette de la Transylvanie, n°* 93-96.)

« Lorsque les Russes maltraitent et flagellent les Roumains, la plus grave insulte qu'ils leur jettent à la face est celle de ***Frantzuski duh*** (esprit français). Voilà la punition des Roumains pour leur sympathie pour la France. Les Russes nous martyrisent, et le gouvernement français nous tourne le dos. »

A la suite des barbaries et des atrocités qu'on vient de voir, deux des membres de la Lieutenance, Tell et Héliade, qui se trouvaient à Cronstadt, firent publier, dans la *Gazette de la Transylvanie*, une protestation adressée au Sultan.

Cette pièce exposait les causes qui avaient amené la révolution : 1° le régime du Règlement organique, 2° le gouvernement de Bibesco, et 3° les intrigues de Duhamel après son arrivée à Bucaresci.

Elle analysait la proclamation du mouvement roumain basé sur les traités du pays et sur ses anciennes lois et coutumes.

Elle démontrait que le mouvement n'avait été hostile ni à la Sublime-Porte, ni aux relations internationales, ni même à Bibesco, et que la Russie, dans son rôle de protectrice, devait soutenir les droits des Roumains et non les violer.

Elle donnait ensuite une relation du mouvement du 9 juin jusqu'au 13 septembre ; elle parlait de l'abdication de Bibesco, des tentatives des 19 et 29 juin de la part des agents moscovites, afin de troubler la tranquillité, de l'arrivée de Suleyman-Pacha, de la conduite du Peuple, de la nomination de la Lieutenance et de sa reconnaissance au nom du Sultan, de l'ordre dont le pays avait joui pendant les derniers trois mois, de l'arrivée de Duhamel et de Fuad, des intrigues du premier, de la conduite de tous les deux, de l'arrestation des députés de la ville dans le camp, de la manière hostile avec laquelle l'armée turque était entrée à Bucaresci, du sang qui avait été versé, des désordres commis, des violations exécutées à la suite des cabales incessantes du commissaire moscovite, de l'indignation du Peuple et des soldats qui se trouvaient sous le commandement de Maghiero, de leur décision héroïque et fatale pour les Roumains et les Turcs en même temps, des efforts des membres de la Lieutenance et de Maghiero pour calmer les esprits et pour faire comprendre à la nation que ses malheurs ne provenaient que des machinations des Russes.

Enfin, la protestation se termine ainsi :

« Sire,

« Le sang innocent de vos fidèles vassaux crie vengeance devant le trône de Votre Majesté. Le pays déplore

en effet le sang qui a coulé, sa tranquillité troublée, et les souffrances accablantes sous lesquelles il gémit en ce moment. Mais les hommes expérimentés et prudents ont en outre à déplorer les machinations qui aboutirent à refroidir les cœurs des Roumains envers les Turcs, et à ne faire cesser les désordres et le deuil général qu'à l'arrivée des Russes! Cette machination est la plus infernale et la plus déplorable.

« Sire, comme membres d'un gouvernement légal, élus par le Peuple et reconnus au nom de Votre Majesté impériale, nous venons protester devant la clémence de Votre Majesté contre toutes ces usurpations, trahisons et violations sans exemple; contre l'oppression sous laquelle gémissent, dans ce moment, les malheureux habitants qui osent soutenir qu'ils ont vécu en paix pendant les trois mois du mouvement; contre l'entrée illégale des armées sauvages de la Russie; contre leur conduite inhumaine; contre les arrestations nombreuses que les Russes opèrent dans tous les districts et dans la capitale; contre la note du consulat russe du 10 (22) octobre, par laquelle la Russie presse le pays de contracter une dette de trois cent mille roubles sans aucune nécessité; contre la proscription dont nous avons été victimes, ainsi que tant d'autres hommes qui sont proscrits avec nous, nous ne savons dans quel but. Nous demandons justice pour le sang versé, réparation des pertes du pays, le rappel de Fuad-Effendi et l'envoi d'un autre commissaire, véritable musulman, inspiré par les hauts sentiments de Votre Majesté qui, sans violation aucune, sans employer aucun système de terrorisme, laissera à chacun la liberté de présenter ses plaintes, et connaîtra, ainsi que le fidèle envoyé de Votre Majesté, Son Excellence Suleyman-Pacha, les véritables sentiments des Roumains, leur dévouement et leur fidélité envers leur auguste et gracieux suzerain.

« Proscrits, éloignés de notre pays, n'ayant aucun moyen de faire parvenir à Votre Majesté notre protestation, nous avons été forcés de la faire publier par les journaux, avec l'assurance qu'elle parviendrait à la connaissance de Votre Majesté.

« Comme chefs élus par le Peuple, et reconnus au nom de Votre Majesté, quoique éloignés du pays, et proscrits à la suite de la demande de quelques individus, instruments des intrigues étrangères, les soussignés ne cesseront pas de considérer comme membres du gouvernement légitime du pays, de parler et d'écrire en son nom.

« Faites, Sire, que tout le monde apprenne que les actes commis par Fuad-Effendi, d'intelligence avec Duhamel, n'ont jamais été ordonnés par un monarque grand, juste et progressif; faites que le monde soit convaincu de la vérité, ainsi que le sont les soussignés. Pendant dix-huit années, nous avons travaillé pour réveiller les Roumains et leur faire regarder vers l'Orient où s'élevait leur véritable soleil de salut; pendant dix-huit années, nous avons travaillé, afin de réchauffer pour les Turcs les cœurs des Roumains, refroidis par l'ignorance, par le fanatisme, par les invasions des pachas rebelles, et par les promesses trompeuses des étrangers ; pendant dix-huit années, nous avons travaillé à ramener nos relations avec la Sublime-Porte dans leur sens véritable et légitime. Ne tolérez pas, Sire, qu'au nom de Votre Majesté, un seul Fuad, par l'inspiration de l'ennemi commun, détruise dans un seul instant une œuvre aussi salutaire. . . . . .

. . . . . .

J. HÉLIADE, Chr. TELL.

(Publié dans la *Gazette de Transylvanie*, le 28 octobre (10 novembre) 1848).

Pendant que Maghiero d'un côté, Tell et Héliade de l'autre,

déploraient la destruction, dans un seul instant, de l'œuvre accomplie par les bons Roumains pendant dix-huit années, il se trouve que jour pour jour, à huit cents lieues de distance, et sans s'être jamais concerté avec eux, un homme politique et impartial, un diplomate qui avait signalé pendant huit années à son gouvernement les machinations du cabinet moscovite dans la Moldo-Valachie, M. Adolphe Billecocq, agent et consul général de France, publiait à Paris, sous le titre *d'Album Moldo-Valaque*, un écrit dans lequel on remarque le passage suivant :

« Oui, telles étaient, à cette époque, les espérances qu'osaient encore concevoir les amis intelligents et sages de la puissance suzeraine, devenue tout à coup arbitre de cette lutte inégale et pourtant formidable, engagée en présence de l'Europe démocratique attentive, entre les Moldo-Valaques et le protectorat russe anathématisé d'avance par ses propres actes, poursuivi par de si justes haines, par des mépris si fondés !... Depuis... une trahison, dont rougiraient les forçats de nos bagnes, a livré à une soldatesque effrénée, une ville découverte, opulente et belle : des femmes, des enfants égorgés par le sabre..... des tronçons humains vendus aux bazars des juifs, parce qu'ils revêtaient un peu d'or... Voilà de ces exploits que les soldats du Sultan Abdul-Medjid n'auraient, certes, pas accompli en 1848, si le général Duhamel, jaloux, avant tout, de venger tant d'échecs personnels, tant de ressentiments invétérés, n'avaient pas été sous la tente du commissaire turc, Fuad-Effendi. Qu'il y a loin, hélas ! des jours où l'envoyé musulman laissait à Lisbonne et à Madrid tant d'esprits enchantés par les brillants retours des plus douces poésies d'Orient ! Qu'il y a loin de ces jours aux scènes sanglantes du 13 (25) septembre à Bucarest ! »

« Qui s'est donc chargé d'opérer l'horrible métamorphose?

« Mais ne l'avons-nous pas déjà dit cent fois dans le cours de cet ouvrage?

« *C'est ce pouvoir* qui, par une des mille amères dérisions du siècle, exerce au milieu de ces populations descendues de la même race que nous... de ces populations descendues de ceux qui tant de fois ont préservé nos pères... de ces populations qui voudraient nous défendre encore... qui voudraient faire plus... partager avec nous, au moyen du travail, les fruits de tant de sillons délaissés et pourtant si fertiles... *exerce là ce que la politique du jour appelle*... SES BIENFAITS PROTECTEURS !... »

(*Album Moldo-Valaque* 1848, le 25 octobre).

A la suite de la proscription signée par Fuad-Effendi, et à la veille de son départ de Cronstatd pour l'Occident, Héliade adressa la lettre suivante au rédacteur de la *Gazette de Transylvanie.*

Monsieur le Rédacteur,

J'ai vu dans le Bulletin officiel de Bucaresci un décret de S. E. Fuad-Effendi, sur la demande des ministres actuels, par lequel, il proscrit vingt-deux personnes dont quelques-unes sont très équivoques.

J'ai vu encore mon nom figurant sur le sommet de la colonne des proscrits comme un point sur un *i*, ou tel que ces Messieurs auraient désiré me voir sur un pal. Je fais des vœux pour leur bonheur, c'est-à-dire pour la paix de leur conscience.

Les trois membres de la Lieutenance domniaire, après l'entrée de l'armée turque à Bucaresci, ont joui de leur liberté pendant plusieurs jours, et ils ne se sont décidé à quitter leur patrie qu'après avoir appris que le Peuple indigné d'un côté par la conduite des Turcs, et travaillé de l'autre par les agents provocateurs de Duhamel, s'était décidé à arborer l'étendard tricolore et à demander la destitution de la caïmacamie imposée par la force ainsi que la réinstallation de la Lieutenance. La véracité de cette décision pourra être attestée par le représentant d'une grande puissance dans l'hôtel duquel les Lieutenants reçurent cette nouvelle et d'où ils se déterminèrent à quitter le pays pour sauver la capitale des intrigues qui avaient pour but d'engager un conflit entre le Peuple et les soldats Turcs. Le plan était aussi habile qu'infernal, car il aurait abouti à allumer des haines inextinguibles, à rendre criminels les membres de la Lieutenance au nom desquels se serait soulevé le Peuple et à fournir aux Russes un nouveau et puissant prétexte d'occuper légalement le pays.

Nous avons averti le Peuple du piége qu'on lui tendait; et notre départ ne fut pas une fuite. On nous avait déjà promis des passeports de la part du gouvernement caïmacamesque, mais nous avons dédaigné d'en faire usage; et nous prîmes des passeports étrangers. Nous sommes partis du pays, et nous n'y retournerons plus tant qu'il sera régi par la loi de la force. C'est un exil volontaire. Pourquoi donc cette proscription absurde que Messieurs les ministres actuels n'auraient pas osé demander quand nous étions

au milieu du Peuple, et quand les troupes russes étaient encore loin d'eux? L'inconséquence et la lâcheté de ces hommes sont bien connues. Mais ce qui m'étonne, c'est le manque de tact et de dignité du nouveau commissaire turc ; car, ou il devait sévir contre nous, si nous étions fautifs, pendant que nous demeurions à Bucaresci en pleine liberté, ou il ne devait pas céder à la demande des instruments moscovites, et porter atteinte à l'honneur de l'empire ottoman.

Nous sommes assez forts devant toute justice pour ne pas descendre à nous justifier ou pour montrer le moindre désir de retourner dans un pays dont les ministres ont eu l'effronterie de présenter un pareil rapport et de demander un pareil acte.

Par ma lettre, je n'ai d'autre intention que de démontrer l'inconséquence des hommes qui mènent aujourd'hui les affaires de mon pays.

La révolution roumaine s'est accomplie, car elle était inévitable. Le Peuple devait se défendre contre l'anarchie ténébreusement préparée par le commissaire du Czar. La défense est légitime en tout temps et en tout lieu. Le Peuple et ses hommes, aux derniers moments où les salariés des agents russes étaient prêts à descendre dans la rue, avaient oublié le passé de Bibesco et l'appelèrent à se mettre à la tête du mouvement défensif et à ne pas abandonner le pays en proie à l'anarchie. Le Peuple avait besoin d'ordre, car il montra le besoin d'avoir un chef légitime. Pourquoi dans le premier élan du mouvement tout le monde de la capitale, Peuple et boyars acclamèrent-ils la Constitution? Parce que tout le monde l'a vue propre à satisfaire tous les intérêts et à calmer tous les esprits ; parce que tout le monde savait déjà qu'il existait un complot étranger dont le but était d'assassiner le domnu, de soulever des villages, des arrondissements, des districts, le pays entier, et de crier que tout village *assomme son loup* (1) ; parce que tout le monde craignait une anarchie, un cahos d'où Dieu seul aurait pu ensuite reproduire une création.

Le soulèvement des deux compagnies d'infanterie à Islaz, d'une division de cavalerie, des dorobans d'un district, des négociants et de prêtres respectables, soulèvement guidé par des officiers supérieurs, par un administrateur, par des hommes qui jouissaient de

(1) Expression habilement empruntée des paysans.

la considération générale ; la voix du Peuple par une proclamation pacifique et pleine de respect envers le gouvernement légitime, la Constitution qui consolait les paysans et toutes les classes opprimées depuis dix-huit années, réussirent à paralyser les intrigues de l'étranger et à rétablir le calme.

Trois mois se passèrent, et la paix ne fut troublée que momentanément par les agents moscovites. Le pays présenta le beau spectacle de l'ordre, de la sécurité et de l'allégresse générale. Tout homme de toute couleur et opinion a pu traverser le pays jour et nuit, en pleine liberté. Les propriétaires et les fermiers ont eu leurs récoltes, et leurs droits furent respectés. Les paysans furent contents et heureux. L'administration n'eut plus de griffes, le doroban n'eut plus de fouet, la police n'eut plus de sbires et d'espions.

La révolution roumaine ressembla au règne de Dieu où les bons et les justes jouissent de la paix et où les méchants grincent des dents ; car dans l'espace de trois mois, on ne vit plus de tristesse que sur la figure d'un petit nombre d'exploiteurs et de tyrans de l'ancien régime.

Comment eut lieu ce phénomène dans le temps d'une révolution universelle où les excès furent partout ailleurs aussi déplorables ? La cause en est que tout le monde, chez nous, a joui d'une pleine liberté pendant les derniers trois mois et que dans le pays il n'exista plus d'esclave, que dans la personne des chefs que le Peuple s'était choisi. Ces hommes n'eurent plus ni repos, ni sommeil ; ils étaient devenus esclaves pour la liberté des autres.

Il suffit, Monsieur le Rédacteur, de jeter un coup d'œil autour de vous, ici en Transylvanie (où le gouvernement est le même et jouit encore de son prestige, où la discipline est ancienne, où les chefs des Peuples ont tous les moyens de prévenir les excès) pour voir des scènes déplorables.

Dans aucun pays n'a jamais existé une révolution qui pût se comparer à la nôtre ; et par quel miracle a-t-elle pu être conduite de la sorte, tandis qu'ailleurs, les révolutions se sont accomplies avec tant de désordres ? Par la sincérité et le dévouement que les membres du gouvernement national montrèrent envers le Peuple ; par leurs efforts à soutenir leur crédit et à faire toujours qu'une seule parole de leur bouche soit en état de rétablir le calme avec plus de promptitude que des milliers de baïonnettes n'auraient pu le faire ; par une police douce, fraternelle, populaire, tant qu'elle eut pour chef un homme du Peuple ; par des administrateurs et des sous

administrateurs pénétrés de l'esprit de la Constitution et administrant avec douceur et fraternité; par des commissaires dans chaque arrondissement qui éclairaient les masses et les exhortaient à l'ordre, à l'amour et au travail. La proclamation constitutionnelle, l'arrivée dans la capitale des membres du gouvernement, le 16 juin, sans armes et sans escorte, les décrets de ce gouvernement attesteront toujours l'esprit du mouvement roumain, sa loyauté, son but de fraterniser toutes les classes, son respect pour les personnes et les propriétés.

Passons aux finances de l'État. L'ex-domnu avait laissé le trésor public presque vide. La caisse centrale des monastères, les autres caisses nationales, les revenus du pays pour les trois mois du mouvement furent entre les mains des membres du gouvernement national, et la révolution ne coûta au pays qu'environ douze cent mille piastres (400,000 fr.) employées pour les frais de poste extraordinaire pour les appointements des commissaires qui sauvèrent le pays de l'anarchie, pour la formation d'un corps de pandours et de la garde nationale qui contrebalancèrent l'audace des soldats démoralisés par les agents moscovites et de quelques réactionnaires; pour les sommes destinées à soutenir les envoyés du pays auprès du gouvernement de la Sublime-Porte, de ceux de la France et de l'Angleterre et auprès de la Diète de Francfort.

Si le domnu n'avait pas abdiqué, il aurait eu une liste civile et la gratification qui lui avait été faite, je ne sais pourquoi, sur l'exportation des produits, et ses nombreux aides de camp et les agents russes qui l'espionnaient auraient eu leurs appointements; la police aurait eu ses fonds secrets destinés à démoraliser et à compromettre les citoyens, le pays aurait eu bien d'autres dépenses abusives et sans fin. Les membres de la Lieutenance ne voulurent accepter aucune liste civile, et épargnèrent au pays beaucoup de frais inutiles, qui, pendant trois mois, sous un domniat, auraient dépassé le chiffre de deux millions.

Vous voyez, Monsieur le Rédacteur, que pour amener le pays à perdre la paix et le bonheur dont il jouissait, pour réduire les habitants, par *l'ordre légal*, à n'avoir en sûreté, ni biens, ni honneur, ni même la vie, pour condamner la patrie à voir ses enfants arrêtés et flagellés, pour immoler la nationalité à la vengeance du Cosaque, pour détruire l'avenir d'un Peuple entier, le pays doit payer un million par mois et contracter des dettes énormes.

Bibesco, parce qu'il avait essayé d'introduire des colonies russes pour l'exploitation des mines nationales, en faveur de la politique moscovite et au détriment des intérêts de la Turquie ; parce qu'il avait taxé l'instruction publique, pour éloigner le pauvre de ses bienfaits ; parce qu'il a voulu éloigner la langue nationale des écoles ; parce qu'il avait surchargé le paysan par la corvée des chaussées et des chemins, afin d'enrichir ses parents, ses ministres et leurs maîtresses ; parce qu'il a abdiqué dans ces temps difficiles et pour servir les plans moscovites a abandonné le pays en proie au malheur, et a passé la frontière avec des millions, en laissant le Trésor vide ; Bibesco est soutenu, protégé, il sera récompensé peut-être plus tard. Voilà une inconséquence.

Les chefs du gouvernement national, parce qu'ils ont réussi à étouffer une rébellion de passions et de vengeance, ourdie par Duhamel ; parce qu'ils ont fait surgir un mouvement de défense et de principes ; parce qu'ils ont réussi à maintenir l'ordre après l'abdication condamnable de Bibesco ; parce qu'ils se sont efforcés, en sacrifiant leurs biens, en exposant leur vie, à sauver les biens et la vie de leurs frères de toutes les classes ; parce qu'ils ont fait connaître au monde une nationalité roumaine amie des Turcs, et indignée des intrigues criminelles du cabinet russe ; parce qu'ils ont respecté les fonds publics ; parce qu'ils ont passé la frontière, pauvres, réduits à vivre de la générosité des hommes pour lesquels ils n'avaient rien sacrifié ; en un mot parce qu'ils ont réussi à faire un mouvement national et en faveur de la gloire et des intérêts de la Turquie ; Fuad-Effendi, le commissaire de la Sublime-Porte, à la suite d'un rapport signé par des hommes connus comme ennemis des Turcs, les condamne à l'exil !... Voilà une autre inconséquence.

Ah ! Monsieur le Rédacteur, si les Roumains avaient pu prévoir les machinations de Duhamel et la conduite de Fuad, ou si les membres de la Lieutenance avaient eu moins d'amour pour le Peuple et plus d'ambition d'une vaine gloire, aujourd'hui la Valachie n'aurait présenté qu'un énorme monceau de Roumains, de Turcs et de Russes, sur lequel le dernier des Roumains serait monté pour se rapprocher du ciel, réveiller Dieu et lui demander justice.

J. Héliade.

1848, 20 noem. (2 décembre).

ANNEXES.

—

Les atrocités se suivirent, deux armées pesèrent de tout leur poids sur le pays. Leurs dépenses journalières décuplées par l'art ciocoiesque furent supportées par le paysan innocent qui perdit tout jusqu'à sa dernière pièce de bétail. Les provisions de guerre, et les transports de la campagne contre la Hongrie furent à la charge des pauvres Valaques, décimés par la famine, par la rigueur de l'hiver et par les fatigues (1). Fuad-Effendi ne fut pas rappelé. La convention de Balta-Liman vint à la suite de ces malheurs comme un adoucissement aux maux des populations et puis le gospodariat de Stirbéiu ; et puis des complots ourdis par des agents russes propres à seconder la politique moscovite et à justifier l'occupation de ses troupes. Outre les dépenses faites en numéraire et en nature, le pays contracta une dette de quatre-vingt millions pour enrichir les généraux et les officiers russes, ainsi que toute la race des Roumano-phanariotes.

Les membres de la Lieutenance protestèrent contre la convention de Balta-Liman, auprès du gouvernement français, par la pièce suivante :

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le mémoire publié par nous en février 1849 expliquait, par le texte même des traités, la situation des principautés Moldo-Vala-

(1) Le général russe, Luders, avoua à un diplomate français à Bucarest que sans les provisions fournies par la Valachie, et sans les Roumains de la Transylvanie, commandés par Ianco, les Russes n'auraient pas été en état de se mesurer avec Bem.

ques vis-à-vis de l'empire Ottoman et de la Russie. Nous devons en rappeler en deux mots les principales dispositions.

C'est par une libre soumission que les principautés se sont placées sous la suzeraineté de la Porte, en réservant expressément leurs droits d'autonomie et de souveraineté intérieure. Les principautés ont envers la Porte des devoirs de vassalité; la Porte a sur elles les droits de suzeraineté sans avoir celui d'attenter à leurs priviléges.

Ces priviléges sont :

1° Une administration nationale indépendante;

2° Un pouvoir législatif national.

Les principautés Moldo-Valaques, comme partie intégrante de l'empire Ottoman, touchant par leurs frontières à la Russie, subissent les conséquences des projets de conquêtes de cette puissance, laquelle, sans nul droit, s'arroge le privilége d'intervenir dans les affaires du pays, dans le but évident de le préparer pour une incorporation. Ainsi, dans le traité de Kuschiuk-Kaynardji, la Russie s'est attribué d'elle-même, à l'égard des principautés, un droit d'*intercession* qui, dans celui d'Andrinople, devient un droit de *garantie;* enfin, en 1829, dans le protocole du Règlement organique, un droit de *protection;* ce sont les seuls titres de la Russie à s'immiscer dans les affaires de la Moldo-Valachie.

Notre mémoire de février 1849 protestait contre l'occupation illégale des principautés. A cette époque, la Porte souffrait comme nous de cette occupation attentatoire à l'indépendance et à l'intégrité de l'empire Ottoman.

Les puissances signataires des traités de 1841 n'ont pu se refuser à l'évidence et ont adressé des protestations, ou, pour mieux dire, des remontrances à la Russie, qui a passé outre, mais qui, sentant le danger d'une position tendue avec la Porte au moment d'entreprendre l'intervention en Hongrie, a mis tout en jeu pour légaliser en quelque sorte sa présence sur le Danube, et consolider son influence dans les principautés qu'elle veut *à tout prix détacher de la Turquie;* car il ne faut pas oublier qu'au moment de s'emparer de la Crimée, au moment de détacher de la Turquie la Bessarabie, la Russie protestait, comme elle le fait maintenant, de son respect des droits de la Porte, se réservant, comme elle l'espère aujourd'hui, de faire sanctionner ses conquêtes aux puissances de l'Europe par la force du fait accompli. En effet, une protestation énergique pourrait sauver dans ce moment-ci les provinces du Danube sans engager à une guerre; une incorporation accomplie par sur-

prise et arrachée à la Porte, qui, de guerre lasse et abandonnée à elle-même, préférera renoncer à cette ombre de suzeraineté qui ne lui donne que des embarras, ne pourrait être empêchée que par une guerre. La Russie sait qu'on ne la fera pas pour la Moldo-Valachie; aussi ose-t-elle beaucoup.

La Porte, nous croyons le savoir, a fait tout ce qui était en son pouvoir, sauf la guerre, pour se soustraire à tout arrangement. Par malheur, les préoccupations intérieures, le langage rassurant des représentants de la Russie, et, nous osons le dire, une interprétation erronée de la situation des principautés et de la question de Turquie, ont conduit les cabinets de Paris et de Londres à refuser l'appui demandé par la Porte. Cette puissance, faute d'audace, a donc conclu une *convention* à Balta-Liman, le 28 avril, avec la Russie, sur le pied d'une transaction à laquelle le Sultan, nous en avons la certitude, répugnait de toutes ses forces.

Les provinces Moldo-Valaques voient leurs droits les plus sacrés foulés aux pieds :

Par l'abus de la force de la Russie,

Par le défaut d'audace de la Porte,

Par l'abandon dans lequel la laissaient la France et l'Angleterre au moment où ce différend prenait un caractère grave.

Nous n'avons besoin de donner qu'un rapide commentaire à la convention de Balta-Liman.

« § 1. Les hospodars sont nommés par la Porte et la Russie, sans consulter le pays, pour sept ans. »

D'abord, en droit, aucune des deux puissances contractantes ne pouvait stipuler sur ce point, aucun traité ne donnant à la Russie, ni même à la Porte, la faculté de s'immiscer dans l'administration du pays; de même qu'en fait, l'élection de M. Stirbeïu comme hospodar de Valachie, en opposition avec M. Cantacuzène (1), candidat de la Turquie, montre suffisamment, d'une part, l'impuissance de cette dernière et les intentions de la Russie, qui, par un choix antipathique au pays, cherche à l'indisposer contre la puissance suzeraine, en habituant les esprits à l'idée d'une incorporation à la Russie.

§ 2. Le Règlement organique reste en vigueur. — Les Assemblées nationales sont suspendues. »

Nous avons dit plus haut qu'au nombre des priviléges fondamen-

(1) Pour l'auteur de cet ouvrage, Stirbeïu ou Cantacuzène c'est la même chose.

taux des principautés était le pouvoir législatif national ; il se trouve évidemment violé par ce paragraphe. La conséquence de cette mesure est déplorable, car l'arbitraire n'aura plus aucun frein, et la Russie agira dans les principautés selon son bon plaisir. On a poussé l'audace jusqu'à s'abstenir même de fixer un terme à cet état illégal.

« § 3. Deux comités de révision seront institués en Moldavie et en Valachie pour modifier certains passages du Règlement organique. »

Nous devons rappeler ici que ce règlement a été imposé aux principautés pendant une occupation armée, violemment et frauduleusement, qu'aucune puissance, pas même l'Autriche, n'a jamais voulu reconnaître ; ce règlement, véritable plaie du pays, est la seule (1) cause du mouvement révolutionnaire de 1848.

Que veut-on aujourd'hui ? Sans Assemblée nationale, sans consulter le pays, où le parti national, disséminé par l'exil, n'est plus représenté, on veut, sous la pression d'une occupation armée, à l'aide de comités choisis et nommés par les agents russes, procéder à des modifications. Quelle réforme peut-on en attendre ? Évidemment, le seul résultat de cette mesure sera de révolutionner de nouveau le pays, et de l'amener à jouer un jour le tout pour le tout, au détriment de la Porte elle-même.

« § 4. Les troupes de l'occupation sont fixées à 30,000 hommes pour chaque puissance jusqu'à la parfaite pacification de la Hongrie, et à 10,000 après la paix rétablie. »

Nous ne pouvons que répéter que ni la Porte, ni la Russie n'avaient le droit d'occuper par la force armée les principautés. Si une révolution contre la cour suzeraine avait eu lieu, nous comprendrions l'entrée des troupes turques ; dans aucun cas, on ne saurait justifier celle des troupes russes. La révolution de 1848 était tout en faveur de la cour suzeraine ; les Valaques voulaient seulement être débarrassés du protectorat despotique de la Russie et du Règlement organique imposé par cette puissance.

La Porte, il faut bien le dire, en légalisant, contrairement à nos droits, la présence des troupes russes, a agi contre ses propres intérêts, car nous devons rappeler que la Porte a perdu déjà une partie des populations roumaines par la cession de la Bucovine à l'Autriche et de la Bessarabie à la Russie. Autoriser aujourd'hui l'occupation de la Moldo-Valachie, c'est préparer les voies de l'in-

(1) Une des causes.

corporation des pays roumains restés encore tributaires de la Porte.

« § 5. Il sera institué deux commissaires, ottoman et russe, avec droit d'ingérance dans la gestion des hospodars. Ces commissaires nommeront les comités dont nous avons parlé plus haut. »

Depuis l'entrée des Russes en Valachie, la Porte a fait, nous le croyons, une expérience suffisante des conflits inséparables d'une autorité partagée entre commissaires russes et ottomans. Ceux-ci en définitive cèdent toujours à ceux-là, et le Peuple, tributaire de la Porte, assiste continuellement au spectacle des humiliations subies par la cour suzeraine. Cette situation entre parfaitement dans les vues de la Russie, qui tient par dessus tout à discréditer l'autorité de la Porte. Sans avoir besoin de démontrer la nullité du pouvoir des hospodars contrôlés par ces commissaires, nous ne voulons que signaler les suites déplorables de cette mesure pour l'empire Ottoman.

« § 6 La durée de l'arrangement est fixée à sept ans. »

En examinant les clauses précédentes, nous avons prouvé que cette convention viole nos droits fondamentaux :

1° D'administration nationale indépendante ;

2° Du pouvoir législatif national.

Aucun paragraphe ne stipulant que ces droits seraient rendus à la Moldo-Valachie après l'expiration de la convention, le paragraphe 6 n'a aucune signification.

« § 7. Le présent arrangement ne constitue pas de dérogation aux traités préalables. »

Nous le répétons, aucun traité ne donne le droit d'occuper par la force les Principautés, aucun traité ne permet à la Russie de violer les droits fondamentaux du pays. Le mouvement valaque n'ayant pas eu pour but de soustraire le pays à la suzeraineté de la Porte, la Porte n'a frappé ces provinces que forcée et intimidée par la Russie. Or, affirmer que la convention ne porte pas atteinte aux traités existants est un non sens, puisque aucun traité n'a pu être cité à l'appui de la convention même, et que cet acte porte la plus grave atteinte au traité relatif aux détroits, signé par les grandes puissances.

Nous devons maintenant noter que nul article de cette convention n'empêche les troupes russes établies dans la Valachie d'entrer en Transylvanie, et d'agir du territoire ottoman en Autriche. Déjà deux fois, malgré les réserves faites par le commissaire ottoman, des corps d'armée russes sont intervenus de la Valachie.

Les Hongrois, en les poursuivant, peuvent de leur côté transporter le théâtre de la guerre sur notre territoire ; que devient en de telles circonstances la neutralité de la Turquie, dont nous faisons partie intégrante? La France, signataire des traités de 1841, peut-elle souffrir des violations aussi flagrantes?

Nous croyons qu'une des causes de l'indifférence du gouvernement français dans l'affaire moldo-valaque, c'est l'opinion, propagée perfidement par nos ennemis, que le mouvement de Bucarest était démagogique. Nous nous devons à nous-mêmes, nous devons à la France, de protester encore une fois contre cette accusation.

La révolution valaque n'a eu qu'un seul but : le renversement du protectorat russe, protectorat qui amène justement les mêmes dangers que la démagogie la plus effrénée, c'est-à-dire la haine entre les diverses classes de la société, que la Russie éveille par tous les moyens pour mieux combattre et paralyser l'esprit patriotique et vraiment national.

Le despotisme et la démagogie, à notre point de vue, ont identiquement les mêmes tendances et présentent les mêmes dangers : gouverner par le terrorisme, exciter les pauvres contre les riches, fouler aux pieds les droits sacrés de la propriété et de la famille ; ce sont les deux pratiques extrêmes que la France ne peut protéger. Nous sommes éloignés de l'une et de l'autre, et c'est à ce titre que nous croyons pouvoir invoquer le concours du gouvernement français. Quand bien même nous ne saurions pas que ses sympathies sont acquises à toutes les causes vraiment justes, nous aurions encore espoir dans l'intérêt de la France qui est lui-même engagé dans les affaires du Danube.

En effet, la France a un grand intérêt au maintien de l'intégrité de l'empire Ottoman ; l'Autriche également ; et la politique de toutes deux était de neutraliser autant que possible l'influence de la Russie à Constantinople. Mais aujourd'hui l'Autriche, cherchant à se reconstruire à l'aide de la Russie, cesse de pouvoir être sa rivale en Orient : dès lors, rien ne fera plus équilibre à l'influence que la Russie exerce parmi les chrétiens sujets ottomans, et la chute de l'empire Ottoman deviendra imminente.

Nous comprenons les difficultés de sortir des voies d'une routine de cinquante ans, d'adopter une nouvelle politique digne d'une grande nation ; mais les moments sont précieux et comptés. L'alliance entre l'Autriche et la Russie sortie de la guerre de Hongrie menace la France, quoiqu'on en dise. La Turquie avec ses populations chrétiennes doit former l'aile droite de la France ; mais pour

se ménager une telle alliée, il n'est point de temps à perdre. Il ne faut pas oublier que l'existence et l'avenir de la Porte sont entre les mains de 10 millions de chrétiens répandus dans la Turquie d'Europe; cette population de 10 millions, travaillée par la Russie, tourne un dernier regard vers la France.

La Turquie comprend que ce n'est que par des réformes et des concessions qu'elle peut éviter un éclat. La Russie ne lui laisse pas prendre l'initiative des bienfaits envers les chrétiens, car un éclat entre justement dans ses vues. A Constantinople, le ministre russe excite la Porte à sévir, et dans les provinces les agents russes prêchent la révolte contre la cour suzeraine.

. . . . . .

Nous voyons dans cette ligne de conduite notre seule planche de salut, le seul moyen d'annuler la convention de Balta-Liman, et si nous parlons de tous les chrétiens de la Porte, c'est que nous voyons les mêmes dangers, que nous bravons les premiers comme les plus rapprochés de la frontière de Russie, menacer la Bulgarie, la Serbie, la Bosnie et les autres provinces.

Si vous pensez, Monsieur le Ministre, que des renseignements plus détaillés sur les provinces roumaines puissent vous être de quelque utilité, nous serons heureux de vous les fournir. En attendant, veuillez prendre à cœur les intérêts de notre malheureux pays autant que cela est compatible avec la politique de la France.

Paris, ce 28 juin 1849.

J. Héliade, Tell, N. Golesco (1).

Contre les complots ourdis par les agents russes dans l'été de 1850, Héliade adressa une lettre à ses compatriotes dans le but de leur dévoiler les machinations moscovites et de les exhorter à se tenir en garde pour ne pas tomber dans les pièges qu'on leur tendait et à demeurer tranquilles. On connait dans chaque pays les menées des tyrans et de tous les réactionnaires, leur excitation aux

(1) Cette pièce ne contient pas tout à fait les mêmes principes que les précédentes; si l'on voit quelques observations sur les pages 381 et 82, c'est qu'elle représente aussi les opinions des autres signataires. Quant aux notes que nous venons d'ajouter, nous pouvons assurer que M. Tell a les mêmes opinions que nous.

troubles. Dans ce moment, il n'y a que le véritable Peuple et ses hommes qui maintiennent la tranquillité.

Ensuite, Héliade présenta le mémoire suivant au cabinet anglais.

Mémoire sur l'occupation de la Moldo-Valachie par les Russes.

Les projets de la Russie sur la Moldo-Valachie sont bien connus. Ce qui l'est moins, et ce qu'il importe de dénoncer au monde, c'est la tactique qu'elle suit pour les réaliser.

Se poser comme le représentant de l'ordre et l'appui des populations chrétiennes en Orient, comme l'ami de la Turquie, et le protecteur désintéressé des Principautés Danubiennes, telle a toujours été la politique apparente du Czar, tel a été le rôle chevaleresque qu'il s'est efforcé de prendre aux yeux de l'Europe.

Fomenter des complots, faire prêcher des doctrines anarchiques, répandre des semences de haine et de révolte contre le Divan, et intervenir pour étouffer, — quand elles sont éventées, — les conspirations ourdies par ses propres agents, telle a été, depuis trente années, la conduite réelle, la politique invariable du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Les faits parlent trop haut pour que les diplomates les plus habiles, pour que les écrivains les plus impudents puissent réussir plus longtemps à tromper l'opinion. Laissons parler les faits.

C'est du sein de la Russie que part en 1821 le phanariote Ilipsilanti, non pour proclamer l'indépendance de la Grèce, mais pour apporter en Moldo-Valachie le pillage, l'incendie et le massacre, et pour fournir le prétexte de la guerre qui commença en 1828 entre les Russes et les Turcs, et qui plongea les provinces Danubiennes dans la dernière détresse.

C'est encore la Russie qui, en 1841, ourdit le complot d'Ibraïla. Elle espère, par cette conspiration, soulever les Bulgares contre les Turcs, et avoir des motifs plausibles pour intervenir

En 1848, la Russie revient à la charge. Il lui faut à tout prix un prétexte pour envahir la Moldo-Valachie. Elle agite d'abord la Moldavie, puis son commissaire Duhamel, assisté de nombreux agents, se met à l'œuvre et prépare en Valachie un soulèvement anarchique dans le genre de celui d'Ilipsilanti. Heureusement les Valaques comprennent le péril et se lèvent comme un seul homme pour échapper aux trames perfides de l'envoyé de Saint-Pétersbourg, et secouer

un protectorat non moins insultant à la Sublime-Porte, qu'odieux à la population roumaine.

Si jamais un mouvement fut juste dans son principe, légal dans ses moyens, et surtout pur de tout excès, ce fut, sans contredit, celui de la Valachie en 1848; car il ne fut en réalité qu'une protestation paisible et énergique de la population contre l'anarchie et contre les excès de tout genre dont la menaçait le triomphe de la conjuration russe. Aussi les Roumains de la Valachie, une fois débarrassés de l'influence moscovite, s'empressèrent de proclamer solennellement l'autonomie de leur pays, basée sur les traités et la suzeraineté de la Sublime-Porte. Ils se donnèrent une Constitution qui reproduisait leurs anciens droits, et faisait revivre leurs coutumes nationales. Mais la lettre et l'esprit des traités furent, par eux, scrupuleusement respectés; mais tous les actes du gouvernement national qu'ils se donnèrent, d'accord avec les intérêts populaires, témoignèrent de leur respect pour la propriété et pour l'ordre social.

Justice fut rendue à la modération, à la légalité du mouvement de la Valachie par l'envoyé de la Sublime-Porte, Son Excellence Suleyman-Pacha. Il trouva le pays jouissant d'un ordre parfait, et soutenant avec zèle les droits de leur nationalité et ceux de la Turquie en même temps.

Mais cette conduite à la fois ferme et prudente de la Valachie, devait déplaire au cabinet de Saint-Pétersbourg, puisqu'elle lui ôtait tout prétexte d'occupation. Il fallait mettre fin à un pareil état de choses. Par d'habiles menées, M. Duhamel parvint à faire naître le déplorable conflit de la caserne de Spyro. Tout le monde fut convaincu que cette lutte absurde de six mille Turcs, soutenus d'ailleurs par six pièces d'artillerie, contre six cents Roumains, presque désarmés, n'avait été que le résultat des secrètes menées et des cabales incessantes du commissaire russe; mais elle n'en servit pas moins de prétexte à l'invasion moscovite.

Les Russes entrèrent en Valachie, non pour rétablir l'ordre, — il n'avait pas cessé de régner; — mais pour occuper le pays et faire vivre le corps d'occupation aux dépens des malheureux Roumains. Ce fut à l'aide des provinces Danubiennes que la Russie pourvut à l'entretien des armées destinées à combattre les Hongrois et à propager le panslavisme russe parmi les populations de la Turquie et parmi celles des États autrichiens.

Cependant la catastrophe qui termina la lutte des Hongrois, aurait mis une fin à la propagande slavo-russe, si, pour la continuer, le

cabinet de Saint-Pétersbourg n'avait pas prolongé les agitations de guerre. Il trouva de nouveaux prétextes pour maintenir l'occupation. Alors la Bulgarie fut agitée, et les agents de la Russie renouèrent en Valachie leurs éternelles conspirations. Tout récemment, on a découvert à Bucarest un complot qu'on peut regarder comme le chef-d'œuvre du genre. Ses chefs sont connus pour appartenir à la Russie. Leur but était, non de provoquer un soulèvement contre la Turquie, — ils ne le pouvaient pas, — mais de le feindre avec le concours de quelques malheureux Valaques égarés, et au moyen du raccolement d'un certain nombre d'étrangers salariés par la Russie.

Et maintenant encore, on se tromperait si l'on croyait que la Russie laissera aux populations orientales quelques instants de repos. Répandus dans les hétéries greco-slaves, dont ils tiennent tous les fils, les agents moscovites sont constamment occupés à saper les bases de l'empire Ottoman, et à faire tomber dans le piége des conspirations et des sociétés secrètes une foule d'hommes généreux, dont la plupart croient travailler pour l'indépendance de leur nationalité, tandis qu'en réalité ils sont les instruments aveugles du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Tel est l'état des choses en Orient, telle est surtout la situation des provinces Danubiennes. C'est sur cette situation si dangereuse pour les droits de ces provinces, si menaçante pour la paix de l'Orient et de l'Europe, qu'il importe d'appeler l'attention des cabinets.

Les Valaques proscrits, les mêmes qui, en 1848, avaient réussi à paralyser les machinations de la Russie, ainsi qu'à maintenir l'ordre, et qui avaient été chassés de leur pays pour ce seul acte, n'ont jamais cessé d'intercéder auprès des cabinets de l'Angleterre, de la France, de l'Autriche et de la Prusse, pour obtenir la pacification de leur patrie, résultat impossible sous l'influence désastreuse du protectorat moscovite.

C'est à ces puissances que le Peuple de la Valachie avait adressé sa proclamation de 1848.

C'est encore à ces gouvernements qu'en février 1849, les réfugiés de la Valachie adressèrent leur protestation collective, accompagnée d'un mémoire justificatif du mouvement de leur pays.

Une autre protestation datée du 28 juin 1849, adressée particulièrement à la France et communiquée à son gouvernement, fut faite de la part des trois membres de la Lieutenance princière, contre la convention de Balta-Liman qui violait les droits de la Moldo-Valachie. Dans cette protestation se trouvaient prévus et annoncés d'a-

vance tous les événements qui viennent de s'accomplir dans la Bosnie, en Bulgarie, et plus récemment en Valachie. (Voir page 385.)

Il est triste d'avoir à constater que le gouvernement de la France qui, concurremment avec les autres puissances, a garanti l'intégrité de l'Empire-Ottoman, n'a pas encore eu le loisir d'étudier cette question capitale.

Les autres gouvernements feront-ils comme la République française? Absorbés par leurs affaires propres, en se fiant aux promesses diplomatiques de la Russie, laisseront-ils les successeurs de Pierre-le-Grand s'emparer des provinces Danubiennes, et préluder ainsi à l'anéantissement de la Turquie et peut-être à la conquête de l'Europe.

Une voix du moins s'élèvera encore cette fois pour protester. C'est au nom de tous ses compatriotes menacés dans leur liberté et dans leurs propriétés, et sans aucun moyen de faire entendre leurs plaintes; c'est au nom de cinq millions de chrétiens réduits à la dernière détresse que le soussigné ose s'adresser de nouveau aux cabinets européens, et dénoncer avec une nouvelle assurance, ce prétendu protectorat comme une conspiration permanente contre la nationalité roumaine, contre la suzeraineté de la Sublime-Porte, et surtout, il faut le répéter, contre les intérêts généraux de l'Europe.

Il y a là une situation anormale, monstrueuse, à laquelle il importe de mettre un terme. Il existe pourtant un moyen facile et légal d'en sortir; c'est d'appliquer aux principautés Danubiennes, comme à toute autre partie de l'empire Ottoman, le traité d'alliance de 1841 qui garantit l'intégrité de cet empire; c'est de rappeler à la Russie que son rôle et son devoir étaient, non d'usurper les droits des provinces Danubiennes et de conspirer sans cesse contre leur tranquillité, mais de garantir leur autonomie, et de faire respecter leur indépendance administrative.

La Moldo-Valachie, comme partie intégrante de l'empire Ottoman, en s'adressant aux puissances qui ont garanti cette intégrité, espère trouver justice et protection, car il s'agit de l'honneur et des intérêts de ces puissances de faire respecter le traité dont elles sont signataires.

La Moldo-Valachie, mise une fois à l'abri des coups de main d'un voisin peu scrupuleux, et protégée dans son autonomie, cesserait d'offrir à la Russie une proie facile, et ne serait plus exposée à devenir le champ de bataille de la guerre latente de la Russie contre la Turquie.

Mais cette protection serait encore un état d'oppression si elle

n'avait pour but d'arriver à la solution définitive des embarras présents; si elle ne faisait respecter les traités existants entre la Moldo-Valachie et la Turquie. Selon les anciens droits et coutumes de ces deux pays, selon leur autonomie reconnue par tous les traités, on s'occupera, par la libre discussion, de lois propres à satisfaire tous les intérêts, à assurer le bonheur général du pays, et à donner toutes les garanties désirables à l'Europe.

Telle est la proposition que la Moldo-Valachie (si elle était libre de faire connaître ses besoins et ses plaintes) oserait présenter aux puissances de l'Europe, et qu'à son défaut, le soussigné se permet de leur soumettre, espérant qu'elle sera agréée par les cabinets qui s'inspirent encore de l'esprit de justice, et qui veulent baser le maintien de la paix du monde sur le respect du droit des gens.

J. Héliade.

1850, 10 novembre.

Les Russes, malgré la convention de Balta-Liman qui légalisait pour sept années leur occupation, ont dû quitter la Valachie, grâce à l'intermédiaire des autres cabinets, mais leurs agents y sont restés, et travaillent toujours par de nouveaux complots à troubler l'ordre, à abuser de la crédulité et du patriotisme de la jeunesse, et à se fournir un prétexte pour démontrer la nécessité des troupes moscovites en Moldo-Valachie. Les agents russes ne manquent ni d'adresse, ni de raisons pour exciter les Roumains contre les Turcs; car la Russie pourvoit à tout. Elle a pourvu d'avance à faire naître le conflit de la caserne de Spyro, et les suites de ce désastre que les Roumains n'oublieront jamais. Elle pousse chaque jour la Sublime-Porte à sévir contre les Roumains, à méconnaître ses traités avec la Valachie. Le protectorat russe a pris une autre direction; il cherche, plus que jamais, à l'exercer indirectement par la Turquie. Les Roumains, travaillés par les agents russes pour qu'il se soulèvent contre les Turcs, tiennent compte de chaque acte de la Turquie, de chaque firman; et à chaque violation des traités rou-

mains, ce sont les agents russes qui donnent l'alarme et qui font voir les choses de leur point de vue.

Les bons Roumains ne peuvent plus rien faire pour déjouer les plans moscovites. C'est à la Turquie de s'éclairer sur ses propres intérêts et, par une loyauté parfaite, par l'observation stricte des traités, de réparer tous les torts faits aux Roumains. Sa suzeraineté sans le respect de l'autonomie des Valaques ne peut pas exister. Par ces dernières lignes, on voit toujours que les intérêts des Turcs nous sont aussi chers que ceux des Roumains. Nous désirons que tout le monde sème de bonnes graines, car chacun récoltera le fruit de ses semences.

CONCLUSION

OU PROFESSION DE FOI.

Les révolutions sont ou nationales ou sociales; elles ont besoin du temps pour se mûrir et préparer leur explosion. La providence préside à ces grands mouvements et tout le monde contribue à la manifestation du progrès, opprimés et oppresseurs, peuples et tyrans. Les révolutions prématurées, celles qui viennent avant le temps sont celles auxquelles les tyrans concourent davantage. Elles se produisent par un excès de tyrannie; car le peuple souffre toujours, et souffre selon le proverbe roumain, jusqu'à ce *que le couteau arrive à l'os.* Le peuple se tait quand le couteau lui perce l'habit... la chemise.... la peau... la chair... mais quand il arrive à l'os, il fait un bond et son cri est le cri d'un lion en fureur. Alors, les exploiteurs profitent souvent de la fureur populaire, et le peuple, dépourvu de lumières et de vérités, ne s'agite que pour l'intérêt de nouveaux tyrans. La révolution est avortée, elle est manquée, elle a pour ennemi ses propres amis.

En exceptant les révolutions nationales qui se font pour secouer le joug de l'étranger, nous n'avons jamais été que pour celles qui s'opèrent lentement par la paix, par l'instruction, par la presse, par les vérités répandues du palais jusqu'à la chaumière, car nous

avons eu la conviction intime que la vérité seule sauvera les hommes. Ces sortes de révolutions sont préférables même pour les nations fortes et indépendantes; à plus forte raison doivent-elles convenir à des nations petites et faibles comme la nôtre qui est divisée entre trois empires.

Étant partisan des révolutions lentes, graduelles, qui s'opèrent par les années et par les vérités, l'auteur de cet ouvrage n'a travaillé pendant vingt-huit années que dans cette voie et dans ce but autant qu'il lui a été possible.

Pendant ce temps, il a vu dans son pays plusieurs tentatives de mouvement où il a toujours été complètement étranger.

D'où venaient-elles? D'où elles sont toujours venues depuis Radu-Negru jusqu'à nos jours. Elles venaient de quelques ambitieux mécontents qui ne pensaient qu'à leur vengeance, à leurs propres intérêts. Quel était leur but? De renverser un domnu et sa clientèle, de les remplacer par un autre et ses créatures, et de recommencer le même système avec les mêmes principes et les mêmes abus.

Alexandre Ghica a eu ses adversaires qui s'efforçaient de passer aux yeux du Peuple comme patriotes et ne servaient que les intérêts de la Russie. Bibesco a eu les siens. Stirbeïu a dans ce moment les siens. Mais quelles sont les réformes salutaires ou le bien-être public qui ont pu résulter de ces passions, de ces animosités?

Bibesco et autres passaient pour des patriotes du temps d'Alexandre Ghica, aux yeux de la nation. Qu'a fait ensuite Bibesco pour le peuple après son avènement au trône? Il a fait de sa personne, de l'élu de la nation, le valet du consul russe; il a opprimé le laboureur en le sacrifiant aux intérêts du boyarisme, son adversaire. Il a banni la langue nationale des écoles, il a privé le pauvre de l'instruction par la taxe qu'il lui avait imposée.

Les roumano-phanariotes, adversaires de Bibesco, conspiraient contre lui, divulgaient au peuple ses actes. Ils l'accusaient devant la nation et devant le Czar. Ils déclamaient leur patriotisme hypocrite et on a vu dernièrement ce qu'ont fait ces exploiteurs, ces conspirateurs patentés par le Czar.

Mais il arrive des temps où le Peuple, étranger à de semblables cabales, commence à sentir la fièvre du mal qui lui ronge les entrailles depuis des années, par le venin dont il a été abreuvé, et le corps social frémit et s'ébranle. Le mal touche à sa crise à laquelle succède la mort ou la convalescence. La révolution se fait d'une

 spontanée, car elle est dans le corps social entier.

Les hommes sages, ceux qui aiment véritablement leur pays ne peuvent pas désirer de semblables révolutions ; mais lorsqu'elles arrivent, ils ne peuvent pas y rester étrangers. Ils sont comme la mère qui n'aime pas voir son enfant malade ; mais lorsque la maladie vient, elle ne peut plus le quitter ; elle veille jour et nuit à sa tête. Il y a encore une autre sorte d'hommes qui courent autour du peuple malade, mais c'est l'intérêt du gain et non l'amour qui les poussent à cet acte. Ce sont des espèces de médecins intéressés qui espèrent gagner quelque chose tant que la maladie dure ; ce sont des espèces de faux parents qui espèrent hériter de quelque chose si le malade meurt ; ce sont des étrangers dont le métier est de vivre de ces espèces de catastrophes. Lorsque le corps social est agité par la fièvre révolutionnaire et se débat contre la mort, il ne manque pas d'être entouré comme tout grand malade par de véritables parents et amis, par de bons et consciencieux médecins ; mais il n'est pas aussi exempt de l'entourage des hommes de métier qui espèrent gagner quelque chose de sa maladie, hériter de quelque chose de sa mort.

Nous n'avons jamais désiré ces sortes de révolutions, mais elles sont souvent fatalement inévitables ; car c'est la tyrannie qui les prépare et les pousse ; elles viennent comme est venue, en 1848, celle de la Valachie, et alors elles viennent de bas en haut ; car les tyrans ne concèdent jamais de droits, si le Peuple ne les arrachent pas.

Quel fut le caractère de ce mouvement, en le considérant de haut en bas ? quelle fut son origine ? Une coterie de mécontents, conspirant contre Bibesco pour faire les affaires de la Russie, s'efforçant de le renverser, et cherchant à se servir du Peuple comme d'un instrument. Pensaient-ils aux besoins du Peuple ? Non. Ils ne voyaient devant eux qu'un trône vacant et des portefeuilles qui les attendaient. Ils étaient ennemis de Bibesco sans être amis entre eux : ils étaient des rivaux. Mais le Peuple ne consentit pas à devenir leur instrument. La révolution conduite par les hommes de la nation prit un caractère de bas en haut. Soutenir le domnu, bon ou mauvais, maintenir l'ordre, demander le respect des traités, en proclamant la suzeraineté de la Porte et l'autonomie du pays, secouer le joug illégal du protectorat russe et conspirateur, et décréter vingt-deux articles d'une Constitution propre à réconcilier tous les intérêts, à satisfaire tous les besoins et à rétablir le calme, tels furent ses principes. Si les hommes du mouvement avaient proclamé, comme à Jassy, trente-cinq articles, qui surenchérissaient les uns sur les autres par leur caractère boyaresque et réglemen-

mentaire, le Peuple indifférent les aurait laissé arrêter, garrotter, massacrer et exiler, comme cela s'est passé en Moldavie. Mais les hommes du mouvement valaque ayant crié : *ordre, paix, harmonie, libertés générales, droit public,* le peuple accourut comme à une noce pour défendre l'ordre, la paix, la liberté et les droits de la nation. Ceux qui avaient été du Peuple restèrent avec le Peuple jusqu'à la fin, défenseurs des mêmes principes, et ils seront inébranlables jusqu'à un second ordre du Peuple. Mais de ceux qui avaient accouru pour profiter des circonstances, les uns l'ont abandonné du moment qu'ils ont vu qu'il n'y avait rien à gagner ; les autres n'ont fait, depuis trois années, que changer tour à tour de principes, et servir, à leur insu peut-être, les plans des ennemis du pays.

Lorsque les révolutions s'opèrent de haut en bas et que le Peuple en devient l'instrument, après le triomphe, le fruit est cueilli par les chefs de partis, qui n'accordent aux masses que ce que les chasseurs accordent aux chiens, et quelquefois le Peuple est condamné à souffrir plus qu'auparavant. Lorsque les révolutions s'opèrent de bas en haut, la défaite ou les réactions ne viennent que parce que le Peuple a toujours eu la faiblesse de tolérer que des hommes qui n'ont jamais eu d'autre métier que de l'exploiter se mêlent de ses affaires. En 1848, les Roumains ont commis la même faute que tous les autres Peuples : leur Comité révolutionnaire fut composé d'éléments hétérogènes. Si l'on eût voulu faire un mouvement boyaresque comme celui de Bucarest en 1841, ou comme celui de Jassi en 1848, le Peuple devait laisser les boyars faire eux-mêmes leurs propres affaires. Mais si le mouvement était destiné à devenir populaire, il n'y aurait dû avoir rien de commun entre les hommes du Peuple et les boyars. La faute en est à celui qui a proposé cette fusion.

Le boyar, par sa naissance, par son éducation, par ses habitudes, qui deviennent une seconde nature, doit fatalement avoir l'instinct de dominer, l'instinct au moins de vivre ; et puisqu'il n'a jamais été accoutumé à vivre en homme, c'est-à-dire en travaillant, il doit au moins vivre en loup ou en renard. Le meilleur des boyars doit au moins vivre en *faux bourdon*. Pour lui, un mouvement n'est pas national s'il ne lui fait gagner quelque chose, s'il ne lui présente une perspective quelconque.

Les boyars, ou ceux aux habitudes boyaresques qui figuraient parmi les membres du comité révolutionnaire en 1848, sont de ceux que le boyarisme a pu produire de mieux. Ils sont pour la

plupart inspirés par des sentiments patriotiques ; mais dans la situation de la Valachie sous le protectorat de la Russie, sentir en Roumain, c'est pour un boyar porter sur lui le poids d'une malédiction ; c'est être condamné à se trouver toujours à la queue de tous les boyars, de tous les flatteurs, de tous les traîtres ; et s'il a de l'ambition, s'il sent une noble indignation, si un mouvement quelconque s'opère, il est prêt à y prendre part. De pareils boyars se mêlent au mouvement qui renverse un Ghica ; mais leur péché originel de sentir en Roumain les condamne, grâce à la protection moscovite, à rester toujours en arrière, et à regarder avec convoitise Bibesco et les siens, jouir des biens de la Valachie. Si le mouvement est populaire, comme en 1848, cette espèce de boyars ne manquent pas d'y prendre part pour chercher fortune de nouveau ; mais parlant en hommes du Peuple, ils vivent et agissent en boyars par leurs habitudes et leurs préjugés ; ils ne sont pas assez libéraux pour consentir à toutes les demandes du Peuple, pour satisfaire à tous les intérêts ; ils sont partisans de toutes les libertés des classes élevées, mais ils sont avares des libertés du Peuple, qui combat, qui triomphe, qui les élève au-dessus de lui. Alors le Peuple se refroidit, les abandonne et s'attache aux hommes qui parlent son langage, qui connaissent ses plaies, qui défendent les intérêts généraux. Dans cette situation du Peuple envers eux, si un petit phanariote, un ambitieux intrigant s'adresse à un Golesco et lui montre la popularité de Maghiero, de Tell et d'Héliade, sous l'aspect que nous avons vu (page 279), la scission est très naturelle. Tous les boyars, jusqu'au dernier sont prêts à faire cause commune avec les complices d'Odobesco et de Salomon. Les Maghiero, les Tell et les Héliade étaient redoutables, non seulement par leur popularité, mais plus encore par leur caractère sincère et désintéressé. Plus leur dévouement était grand envers la cause publique et envers leurs collègues, plus ils devenaient odieux aux yeux de ces derniers ; car on pardonne à ceux qui nous ont fait du tort, mais on ne pardonne pas à sa victime ; et Maghiero, Tell et Héliade étaient leurs victimes.

Notre but n'est pas de condamner les Golesci ; mais de montrer les choses telles qu'elles se sont passées, pour servir de leçon à la postérité, au Peuple et aux boyars.

Il y a des hommes du parti boyaresque qui disent que le mouvement aurait mieux réussi s'il s'était opéré de haut en bas, et qu'Héliade, Tell et Maghiero l'ont empêché de réussir dans ce sens. Il y en a d'autres qui soutiennent que le mouvement s'étant opéré de bas en

haut, Campineano, Jon Ghica et les Golesci l'ont perdu. D'autres critiquent les uns et les autres. Mais nous disons que si le mouvement a dû se faire national et social (1) en même temps, si son but a été de dévoiler les intrigues de la Russie, et de montrer au monde que les Roumains n'étaient pas les partisans des Russes ; si son but a été de propager des principes qui tôt ou tard germeront et sauveront la nationalité roumaine ; le mouvement n'est pas perdu, et la défaite ne provient ni de Campineano, Jon Ghica et les Golesci, ni d'Héliade, Tell et Maghiero. La cause de notre défaite provient du dehors. Si la réaction n'avait pas triomphé en France et ailleurs, le Peuple roumain aurait su très bien mettre chacun à sa place.

Le mouvement, nous le répétons, n'est pas perdu, au contraire, nous considérons la défaite comme un triomphe. Car partout les Peuples et leurs chefs ont dû faire leur éducation. C'est assez que les Roumains aient donné signe de vie ; c'est assez qu'ils aient démontré qu'ils connaissent leurs ennemis, qu'ils savent réclamer leurs droits, respecter l'ordre et déjouer les intrigues moscovites. Ils ont fait reculer la Russie d'un siècle, et voilà le triomphe.

Nous n'avons pas à nous plaindre de la perte du mouvement, mais des intrigues intestines. Si nous nous sommes décidés à en parler, c'est pour éclairer nos frères, et pour ne pas les laisser livrés aux mêmes intrigues qui, venant de l'extérieur, s'étendent jusque dans les entrailles de la Nation, jusque dans ses parties les plus nobles et les plus vitales, jusque dans la jeunesse. Et voici comment : la Russie par son consul, travaille Mavros, Odobesco et consorts ; Mavros entraîne son gendre Jon Ghica, et Campineano ; Odobesco, Campineano et Jon Ghica entraînent les Cretzulesco, Rosetti, Bratiano et autres ; ceux-ci entraînent les Golesci et autres ; ces derniers avec les premiers entraînent une partie de la jeunesse, et la jeunesse inexpérimentée et pleine d'ardeur commet des fautes irréparables. C'est-à-dire entraînés les uns par les autres, nous avons fini, comme tous les Peuples, à faire à notre insu les affaires de nos ennemis.

Voilà pourquoi l'auteur de cet ouvrage a toujours été partisan des révolutions qui s'opèrent par les lumières, par la vérité.

Lorsque le Peuple est dans les ténèbres, en tâtonnant, il finit très souvent par devenir dupe ou victime. Hors de la vérité, il n'y a point de salut.

(1) Nous donnons au mot *social* son sens primitif.

Nous sommes résolus à exciter contre nous de nouvelles haines dans le seul but d'être utile à notre pays par nos observations. Tant que la Valachie sera gouvernée d'après le même système, nous conseillerons au Peuple de ne jamais se mêler de rien, lorsque les boyars conspirent contre le domnu. Il faut les laisser faire eux-mêmes leurs propres affaires. Le meilleur des boyars est toujours un boyar, tant que ce système existera. Nous conseillons de même aux boyars s'ils sont véritables Roumains, s'ils veulent démontrer leur désintéressement, de ne jamais se mêler dans les affaires du Peuple, lorsqu'il est en mouvement; car ils le perdront toujours. Si un jour le soleil de la vérité s'élève de nouveau pour vivifier les Peuples de l'Europe; si le torrent de sa lumière vient réveiller de nouveau le Peuple roumain, qu'il se garde bien de mêler dans ses affaires les boyars ou leurs enfants; qu'il opère lui-même sa délivrance avec sagesse, prudence, amour et justice. Et après avoir fini son œuvre, qu'il appelle tout le monde au banquet fraternel. C'est au Peuple à prendre partout l'initiative de la fraternité; car c'est lui seul qui la sent et la comprend. Le cri de fraternité est un cri de vie pour le Peuple, tandis que pour le boyar, il paraît un cri de mort : jamais le boyar ne consentira à être frère avec les hommes du Peuple. Que le Peuple se garde bien, nous le répétons, de mêler dans ses affaires des hommes de l'école phanariote et leurs enfants, et encore plus les créatures de ceux-ci. Car, entre un grand et un petit ciocoïu, je préfère le premier, comme je préfère le serpent à sonnettes qui s'annonce de lui-même à une vipère rampante qui vous lance la mort en silence.

Il y a des hommes qui, par leur naissance, se disent du Peuple ; et qui, sans aimer le travail, passent leur vie en parasites, aux dépens des autres, déclament des phrases et changent de principes selon les circonstances. Mais il n'est pas du Peuple celui qui ne travaille pas comme lui; il n'est pas du Peuple celui qui ne soutient pas les charges de l'État comme lui. — Il n'y a rien de commun entre moi et ces hommes.

Il y en a d'autres qui se disent toujours du Peuple et dont les mœurs et les habitudes sont plus sales que celles des Roumano-phanariotes. L'envie empoisonne leur existence; l'intrigue est leur élément, la critique, les calomnies, le sarcasme sont leur occupation. Jamais ils n'ont pris part à une chose véritablement utile; jamais ils n'ont rien sacrifié pour la Nation, ni pour sa littérature, ni pour son instruction, ni pour son industrie, ni pour son commerce; au contraire, ils ont trafiqué de tout.

Il y en a d'autres qui, par leur naissance, leurs préjugés et leurs habitudes, devaient faire cause commune avec leurs parents et leurs semblables; qui, en quittant le camp des exploiteurs n'ont embrassé la cause du Peuple que pour la paralyser ou pour la tourner à leur profit; qui renégats, envers leur ancien système, vinrent, sans principes, profaner la cause sacrée de la Nation; qui, par une vie effrontée d'épicuriens ont la cynique audace de vouloir passer pour des stoïciens; qui, ayant des terres, travaillent de tous leurs efforts à rendre les paysans locataires, prolétaires, tandis qu'ils ont toujours été demi-propriétaires, *clacasi* (1).—Après les avoir connus, je me suis séparé de ces hypocrites.

Il y en a d'autres qui, hostiles à la cause sociale, se parent du nom pompeux de *nationaux*, et se déclarent ennemis des Russes et des Turcs à la fois; poussent leurs dupes à déclarer la guerre à tout le monde, excitent le Peuple à se compromettre, tandis qu'ils se tiennent sur la réserve et n'osent rien écrire, rien signer. J'ai toujours considéré de semblables hommes comme agents provocateurs de la Russie,

Il y en a encore d'autres qui tonnent contre les abus des ciocoï, contre leur arrogance, contre leur rapacité; et lorsqu'ils se trouvent dans des fonctions publiques, leur conduite devient scanda-

(1) Nous avons souvent parlé de la claca et des clacasi; mais nous n'avons pas encore classé les habitants de la Valachie dans leurs rapports vis-à-vis de la propriété. En Valachie, les habitants se divisent en véritables propriétaires, en *embaticaires*, *en clacasi*, en locataires ou prolétaires.

Tout le monde connaît le sens attaché aux mots de propriétaires, de locataires ou prolétaires; nous n'avons qu'à nous occuper des embaticaires et des clacasi.

Les embaticaires sont les propriétaires d'une maison ou de plantations sur une terre appartenant à autrui, et sur laquelle ils ont des droits à perpétuité, moyennant une minime redevance qui ne va pas à la dixième partie des intérêts de la valeur du terrain.

Les clacasi sont des paysans qui ont le droit de jouir sur la terre où ils se trouvent, de neuf arpents de terrain, et pour lesquels ils ne doivent payer que presque le quart de ce que paient ceux qui ne se trouvent pas du même village.

Par conséquent, les clacasi sont propriétaires des trois quarts ou de la moitié du terrain qu'ils occupent. Les soi-disant patriotes d'aujourd'hui veulent les délivrer de leurs droits de clacasi pour les rendre complétement prolétaires, c'est-à-dire, ils veulent leur ravir les trois quarts de la propriété que la loi leur a reconnus.

leuse; lorsque de l'argent particulier ou public tombe entre leurs mains, ils ne se font aucun scrupule de se l'approprier. Lorsqu'ils se trouvent dans une société ou même dans la rue, leur arrogance est insupportable; lorsqu'ils viennent au milieu des réunions de leurs dupes, ils poussent la fierté jusqu'à l'oppression, ils écrasent l'homme humble de caractère et la jeunesse sous le poids de leur arrogance et de leurs sarcasmes. Ne pouvant parvenir dans l'état normal de la société, pas même au grade de scribe, ils fomentent des troubles et ils s'imposent à la jeunesse laborieuse et aux hommes grands de cœur et modestes d'esprit, ils s'imposent comme des *altesses démocratiques*. Je m'éloigne de pareils hommes. — Je fuis les aristocrates par droit de naissance, mais je déteste et je fuis davantage les aristocrates par droit de ruse.

Tout homme a des amis et des ennemis. Je dois avoir aussi mes ennemis. Car avec mes idées, chacun voit que je suis un peu difficile.

Mes ennemis, après avoir fait un camp nouveau d'exploiteurs, et après s'être mis en relation, plus ou moins, avec ceux qu'ils appellent à juste titre ciocoï, m'accusent de partialité, d'ambition et d'oubli envers la cause nationale en embrassant celle des Turcs qui sont, à les entendre, nos ennemis aussi bien que les Russes.

Je dois répondre à ces trois accusations.

1° Si j'étais un homme à n'écouter que ses aversions et ses affections, j'aurais écrit tout autrement ces mémoires. Quand je me suis proposé d'écrire cet ouvrage, mon but n'a pas été de faire des mémoires de ma vie privée et intime, de montrer au monde mes amis et mes ennemis personnels. Je me suis proposé de raconter les choses que je connais telles qu'elles se sont passées en 1848, dans mon pays, de montrer les hommes tels qu'ils se sont comportés, de mettre chacun dans le camp où il se trouvait, de mettre en évidence les trois partis qui existaient et qui existent encore en Valachie: celui du Peuple, celui des Russes et le parti flottant. Si j'ai eu des amis ou des ennemis personnels, je les ai oubliés dans la cause commune. Il y a des hommes dont les habitudes et les mœurs ne m'ont jamais convenu, des hommes qui ne m'ont jamais aimé, qui me persécutent même dans ce moment, et qui pourtant, dans cet ouvrage, passent pour avoir joué les rôles les plus dignes. Pourquoi ? — Parce qu'en effet, ils se sont comportés de la sorte ; parce qu'ils ont servi la cause qu'ils avaient embrassée avec dévouement et abnégation ; parce qu'ils ont été fidèles à leur engagement, honnêtes et loyaux envers leurs camarades. Il y a des hommes

qui se sont dit mes amis, que j'ai aimés et que j'aime encore comme on aime ses amis, ses parents ; d'autres qui m'ont toujours aimé jusqu'à l'adoration, et d'autres qui ne m'ont jamais fait de mal, et pourtant, ils ne figurent pas dans ces mémoires, ou s'ils y figurent, on ne les voit qu'ainsi qu'ils se sont comportés. Dans ma vie privée, je puis avoir des affections ; mais dans la cause publique, je n'ai ni parents, ni amis. Mon ami est celui qui a aimé véritablement le Peuple, qui s'est sacrifié pour lui, en le servant avec *prudence* et amour. Il y a des hommes qui, quoique ennemis de la cause que j'ai servie, quoique mes ennemis personnels ont toujours été considérés par moi comme des hommes conséquents et que j'aurais voulu voir embrasser la cause commune, paralysée par nos ambitieux inconséquents.

Où est donc ma partialité? Si on appelle partialité le désir de s'efforcer de mettre chacun à sa place, dans le parti où il a toujours été, vers lequel il a toujours penché, si on appelle partialité une volonté inébranlable de combattre à côté de ceux qui sont des mêmes principes, de les soutenir, de les montrer tels qu'ils se sont comportés ; alors je suis l'homme le plus partial du monde ; j'oublie mes affections et mes haines, et je meurs à côté de mon ennemi personnel, qui défend la même cause que moi contre mon ami, contre mon parent. Ceux qui me détestent et me persécutent!, et pour lesquels j'ai lutté et je lutte encore, sont à même de mieux me comprendre en lisant ce livre. J'en appelle à leur loyauté pour l'accusation de partialité qu'on m'impute ;

2° Quant à mon ambition, tout homme a la sienne ; mais les ambitions diffèrent entre elles comme les hommes, et la mienne a son caractère particulier. J'ai eu l'ambition de me faire un nom par mon travail, de combattre les abus de mon pays, de lutter sans cesse en me mettant toujours du côté du plus faible, de me trouver toujours dans le camp d'une cause juste, soit littéraire, soit nationale, soit sociale, de m'exposer au péril, de me précipiter entre les ennemis les plus forts, d'aller me mesurer avec un colosse qui écrase des rois et des royaumes, de lutter face à face pendant dix-huit années avec le Czar, tandis que mes ennemis le flattent et le ménagent encore. Et pendant ma lutte, si quelquefois l'idée me venait d'aspirer au jour où, entendu, compris par ma Nation, je pourrais arriver jusqu'au trône, alors, mon ambition s'enflammait, je désirais voir ce jour, je désirais approcher du trône, non pour y monter, mais pour le briser. — Voilà mon ambition, voilà mon idée fixe, folie d'où sortirent toutes mes œuvres littéraires et politiques,

folie utile à ma Nation, nuisible et fatale à moi et à mes enfants. Pourtant ayant la conviction intime que par la persévérance et la foi on arrive à tout, j'ai su que chaque objet ou chaque but exige des moyens propres à y arriver. Par exemple, pour aller en Amérique, on a besoin, de nos jours, d'un navire, et jamais on n'y parviendra par un chemin de fer.

Pour arriver au trône de la Valachie, sous le protectorat du Czar, on a besoin de toute autre chose que d'occupations comme les miennes. Mes travaux, mes moyens menaient tout autre part qu'au gospodariat.

Pour mieux éclairer la question, je demande la permission à mes lecteurs de leur raconter une anecdote:

Sous le régime phanariote, l'Église de la Valachie gisait sous le joug des évêques étrangers de la même école. Un archevêque, ignorant et cupide, était passé en proverbe, à cause des spoliations de tout genre qu'il commettait. Sous son régime, tout le monde pouvait devenir prêtre : ignorants, vicieux, criminels même, pourvu qu'ils payassent. Un jour, on se présenta chez lui avec un âne en le priant de vouloir bien le sacrer prêtre; mais sa *très sainteté* se refusa à cette demande impie; les solliciteurs se retirèrent avec l'âne qui, tournant la croupe, fit voir une grande bourse bien garnie qu'on avait liée à sa queue. A cette vue attrayante : Attendez, s'écria l'archevêque, cet animal est en effet un âne, mais il marche en prêtre. L'animal, grâce à ses qualités très distinguées, fut sacré diacre et prêtre le même jour.

De la même manière, la politique russe a soin de ne pas laisser s'écouler une année sans passer en revue tous les habitants de Jassy, de Bucaresci et de Crajova, afin de remarquer ceux qui marchent en gospodar. Alexandre Ghica, lorsqu'il était boyar, marchait admirablement en gospodar et alla directement au trône; ensuite, dès qu'il commença à marcher en Roumain, il alla directement en exil. Bibesco, Stirbeïu, C. Soutzo, A. Ghica le vestiar, jusqu'à C. Cantacuzène et jusqu'à Jonides, tous ont marché académiquement en gospodar, et les uns sont arrivés au trône, les autres aspirent à y arriver; car leurs moyens sont conséquents avec leur but. Mais il y a des boyars qui, s'efforçant de marcher en Roumain, ont aussi leur idée fixe pour arriver au gospodariat. Leur marche me plaît, si elle est sincère, mais je blâme leur but, ou, du moins, je les trouve inconséquents. Quant à moi, je n'ai mené ni la vie des premiers, ni la vie des seconds; et, lorsque j'ai choisi mon genre de vie et d'occupations, je savais d'avance où elle menait : à la pauvreté, à la misère, à l'exil, à la gloire, peut-être, d'être pendu ou

fusillé pour la Patrie. Mes écrits, avant et après 1848, sont des preuves palpables qui peuvent tranquilliser tous les prétendants au gospodariat, et, de ce côté, les exploiteurs de la Valachie sont bien clairvoyants et bien tranquilles. Cette accusation ne me vient pas de leur part, elle me vient de la part des inconséquents qui ont toujours cru que, par des déclamations de patriotisme, ils arriveraient au trône, oubliant que la main seule de la Russie peut y placer quelqu'un.

3° Quant à la troisième accusation, on doit me considérer sous trois points de vue différents : I. comme homme public de 1848 ; II. comme simple particulier, comme Roumain, écrivain, de 1820 jusqu'en 1851 ; et III. comme père de famille.

I. Quels sont ceux qui m'accusent d'être devenu partisan de la Turquie et d'avoir oublié les intérêts de ma Nation? Est-ce le Peuple? Mais il m'a élu, ainsi que mes collègues, cinq fois en 1848, et il nous a donné le mandat de soutenir et de défendre les deux principes qu'il avait proclamés : l'autonomie du pays et la suzeraineté de la Turquie. Sont-ce les publicistes et les littérateurs roumains émigrés? Mais leurs écrits, leurs articles de 1848, attestent qu'ils ont soutenu les mêmes principes. Comme écrivain de mémoires, je ne puis montrer au monde le mouvement de mon pays que tel qu'il s'est accompli. Pas un cri, de la part du Peuple, n'a été poussé contre la suzeraineté de la Turquie ; pas un acte de son gouvernement n'a été hostile à la Sublime-Porte. Comme avocat de la cause populaire, dois-je la fausser, dois-je la perdre, en démontrant au monde que la calomnie du manifeste de Nesselrode, de juillet 1848, a été une vérité et que le Peuple roumain a été l'agresseur envers la suzeraineté de la Turquie, pour que la Turquie ait le droit d'attenter à notre autonomie? Non, celui qui fera cela fera les affaires de la Russie. Comme solliciteur, devant l'Europe, je n'ai d'autre mandat du Peuple que celui de soutenir son autonomie et la suzeraineté de la Turquie. Plus je démontre la loyauté du Peuple roumain, son amour pour l'ordre, son attachement aux Turcs jusqu'au dernier moment, sa religion pour les traités, plus mon accusation devient grave, quand je m'éleve contre l'invasion de notre territoire, contre l'entrée de Fuad-Effendi et des Russes, contre les barbaries commises, contre la violation de nos droits, contre la convention de Balta Liman. Mon livre entier démontre que la suzeraineté de la Turquie a été respectée religieusement et que l'autonomie valaque a été foulée aux pieds. Mon livre est une accusation éternelle, une accusation des plus convaincantes contre les violateurs de nos traités. Les traités à la main, je demande justice pour ma

Nation ; elle n'a déclaré la guerre à personne. Je n'ai ni le mandat, ni les moyens de déclarer la guerre ; je proteste. Où est donc l'oubli des droits nationaux ? Où est ma partialité pour les Turcs ? Quels sont ceux qui m'accusent ? Ni le Peuple, ni les écrivains. Ce sont des oisifs dont l'ambition les pousse jusqu'à fausser l'histoire, jusqu'à faire du mal pourvu qu'ils se distinguent dans quoi que ce soit, dont l'ambition ressemble à celle d'Érostrate ; ce sont des hommes qui, lorsqu'ils se mêlent d'écrire, ne font paraître que des pamphlets dans lesquels ils se critiquent et se déchirent les uns les autres. Ce n'est pas de la sorte qu'on plaide les droits de sa Nation ; ce n'est pas de la sorte qu'on éclaire un Peuple pour le sauver.

Voilà pour l'homme de 1848.

II. Quant à mon individu particulier, comme Roumain, on me connaît déjà d'après mes écrits, d'après ma vie. Je n'ai travaillé que pour la Roumanie, je n'ai écrit que pour elle. Si cela eût été en mon pouvoir, je l'aurais rendue unie, forte et heureuse, le plus tôt possible. J'ai prêché la nationalité roumaine, et je la prêche encore ; mais ma nation n'a pas trouvé convenable de fournir de prétexte aux calomnies du Czar. Elle a préféré rester encore partout à l'état de province. Si l'idée d'une Roumanie unie est un crime vis-à-vis de l'Europe officielle, ce n'est pas un crime de ma Nation ; elle n'a pas mérité d'être livrée à la merci des Cosaques. C'est un crime qui appartient à ceux qui ont professé cette idée, et je me glorifie d'être du nombre. Je me donne pour tel, coupable ou innocent, utopiste ou positif, imposteur ou prophète ; mais je ne puis pas rendre solidaire de mes idées un Peuple entier qui paie, par ses sueurs et par son sang, toute idée qui nous vient ou que le Czar lui-même excite. Celui qui trouve mon idée bonne, généreuse et salutaire, peut l'adopter ; celui qui la condamne peut me condamner. C'est-à-dire je n'expose que moi-même à la persécution afin de sauver le Peuple qui ne mérite pas de souffrir. Voici la différence existant entre moi et mes accusateurs ; ceux-ci excitent le Peuple sous main et se tiennent toujours à l'écart ; ils excitent la noble et crédule jeunesse, en lui faisant abandonner ses études pour s'exposer au martyre et faire leurs propres affaires. Je n'excite personne, je ne me sers de personne, je fais moi-même mes affaires ; et, quand la vérité se sera faite, le monde la verra, l'adoptera. Il y a une grande différence entre vouloir se servir du Peuple pour son ambition, et se sacrifier pour le Peuple en prenant la responsabilité de ses actes.

Pour réunir plusieurs partis dans un seul corps, on a besoin de liens propres à arriver à ce but. Quel est le lien capable d'unir les

Napolitains aux Piémontais et au reste de l'Italie? Est-ce le jargon que parle chaque population, ou la langue unitaire du Dante, d'Arioste, de Tasso, etc., adoptée dans toutes les écoles, dans toutes les chancelleries, dans toutes les chaires, dans tous les théâtres? Est-ce la religion, devenue l'instrument du despotisme, qui les unit aux Tudesques catholiques, ou bien les droits publics, les libertés auxquelles aspire chaque Italien du Nord au Midi? Quel est le lien capable de faire de tous les éléments teutoniques une Germanie grande et unie? Est-ce les différents jargons des Saxons de la Transylvanie, des habitants du duché d'Autriche, les dialectes danois? Est-ce l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et tant d'autres roitelets, ou bien les Gœthe, les Schiller et leur langue devenue la langue de la raison et précurseur de la démocratie germanique?

Lorsque j'ai entrepris de prêcher l'union de la Roumanie, je me suis occupé d'abord de former une langue unitaire composée des éléments de toutes les provinces roumaines, purifiée de tous les non sens hétérogènes et parasites, dégagée des caractères slavons, qui la rendaient méconnaissable, et présentée à l'Europe avec ses propres caractères latins. Mes accusateurs me font la guerre depuis 1830. Ils ont défendu les éléments et les caractères slavons; ils se sont attachés à toutes les difformités qui retenaient la langue à l'état de jargon, et qui était propre à inspirer la dérision de chaque province, et à maintenir la division entre elles. Ils écrivent même en ce moment, du milieu de Paris, avec les caractères russes. Lorsqu'il s'agit des liens propres à unir les éléments de la Roumanie, mes accusateurs sont prêts à s'y opposer : ils combattent la langue unitaire; ils font cause commune avec ceux qui forment le projet de rendre le paysan locataire; ils se lient directement ou indirectement aux partis boyaresques qui se concentrent dans celui des Russes. Lorsqu'il s'agit de justifier les calomnies du manifeste de Nesselrode, de seconder les menées de la politique boyaresque, sans adopter les liens d'une Roumanie-Unie, ils sont prêts à pousser la jeunesse à compromettre la cause de 1848, la cause véritablement populaire. Non, messieurs les phanariotes et les boyars, la Nation ne vous reconnaît pas le droit de prendre l'initiative, quand il s'agit de parler en son nom. Vos pères ont méconnu, méprisé, persécuté les prophètes et les apôtres de la Roumanie. Vous avez persécuté et combattu leurs disciples. Vous avez outragé la mémoire et les cendres de nos écrivains, en combattant leur idée d'une langue unitaire. Vos pères ont essayé d'étouffer l'embryon de la Roumanie dès sa conception, de l'étrangler dans le sein même qui le portait.

L'heure de sa naissance approche, et vous avez pris l'initiative de l'arracher des entrailles de la patrie, avant qu'il soit né, de le faire avorter, de le présenter au monde sans aucun principe de vie, car vous avez desséché le sein de sa mère, vous lui avez arraché toute nourriture, tout ce qui pouvait faire son éducation. Non, écrivez en Valachie, pour vendre ou affermer vos terres, selon les dispositions réglementaires, pour vendre vos esclaves, et pour vous envoyer de l'argent, afin de vous parer, au milieu de Paris ou de Londres, du manteau du patriotisme et de la démocratie, et afin de faire fondre à Paris des caractères russes, moyen digne de vous, ayant pour but, sans doute, de servir à constituer une Roumanie-Unie. Ceux qui se déclarent pour vous sont ou vos semblables ou des esclaves qui ne peuvent pas exister sans un maître.

Voilà pour le Roumain.

III. Quant à mes sentiments pour les Turcs, je ne puis pas en avoir d'autres que ceux que la Turquie a pour la Roumanie. Les Turcs veulent-ils être les amis des Roumains, je suis leur ami; veulent-ils violer les droits des Roumains, je dois, avec tout bon Roumain, défendre nos droits.

Mais, comme père de famille, comme réfugié, je me trouve dans la même catégorie que tous les réfugiés Hongrois, Polonais et Roumains, qui ont trouvé asile, protection dans le sein de la Turquie. Si le gouvernement turc a été généreux envers les Hongrois et les Polonais qui s'étaient soulevés pour leurs propres intérêts, les Roumains ont plus de titres à sa générosité, car ils ont tout sacrifié pour les intérêts communs des Roumains et des Turcs. Je suis reconnaissant, au gouvernement turc, pour l'asile que mes cinq enfants et leur mère ont trouvé en Turquie; l'Europe entière a admiré sa conduite et sa générosité; je ne puis être ni muet, ni ingrat; je lui suis reconnaissant comme Kossuth, comme tous les réfugiés; mais si la Turquie, pour prix de ses bienfaits, demandait à Kossuth d'oublier sa patrie, de trahir ses droits, je suis sûr qu'il aurait répondu : Laissez-moi retourner sur mon sol natal et exposer ma poitrine au plomb de Haynau. — De même, si les Turcs me disaient : « Puisque tu te dis le vassal fidèle de la Sublime-Porte, puisque nous avons accueilli et nourri tes enfants, tais-toi lorsque tu vois violer l'autonomie de ton pays, aide-nous à en faire une province turque, un pachalik; » alors je leur répondrai : « Mes enfants sont entre vos mains, demandez-leur s'ils acceptent en héritage le déshonneur de leur père. Je viens aussi auprès de mes enfants, et nous vous montrerons que nous savons tous mourir. »

On doit donc me considérer et me juger sous trois points de vue.

Comme littérateur, je n'abjure aucun de mes principes de roumanisme; comme homme du mouvement de 1848, je dois le défendre tel qu'il a été; comme père de famille, je suis reconnaissant à la Turquie jusqu'au point où elle ne me demande rien contre mes devoirs, contre mon honneur. Je plains ma Nation; je lui souhaite le bonheur; et je ne lègue à la jeunesse que mes principes de Roumain, de littérateur.

Je commence la narration du mouvement roumain par la proclamation constitutionnelle, je la termine par la démonstration que nos droits ont été violés; je cherche donc sur qui faire peser cette responsabilité, et je me déclare contre tout ennemi de mon pays, et les ennemis les plus fatals, les plus exécrables sont les élèves de l'école boyaresque, les défenseurs du slavonisme greffé sur le roumanisme.

Le 9 juin 1851. J. Héliade.

LETTRE

ADRESSÉE

à MM. Gr. Zossima, N. Russo, Gr. Serrurius, C. Giuresco, D. Dutsulesco, Gr. Gra. et autres (1).

Mes amis et frères,

Nous venons de perdre l'un des plus zélés et éclairés défenseurs de la cause roumaine, J. Negulici. La littérature roumaine déplore un des véritables cultivateurs de la langue, le traducteur de Châteaubriand et d'Aimé Martin. Plusieurs de nos frères réfugiés, qui se trouvent à Paris, ont pris le deuil à cette triste nouvelle. La cause roumaine a perdu un de ses apôtres, un de ses soutiens. Negulici a été un de vos camarades, de vos frères, qui professait les mêmes principes que vous. Si la France connaît aujourd'hui, mieux qu'en 1848, la nationalité roumaine, son mouvement, ses principes, ses aspirations vers l'avenir, notre patrie ne doit ce bienfait qu'à votre abnégation, à votre générosité, auxquelles se réunissait aussi celle de notre frère Negulici. Vous avez fourni tous les frais de publications propres à éclairer l'opinion et à sauver un jour la patrie.

Humbles soldats inconnus, vous avez combattu sans ambition, vous avez souffert l'exil, la pauvreté et la misère, et vous avez partagé votre pain pour subvenir aux besoins que la cause commune exigeait.

Soutiens dévoués dès le commencement de la Régénération, vous avez servi la patrie comme les premiers, devant le danger, et comme les derniers, devant l'ambition. Sans aucun nom dans le mouvement, vous n'avez eu d'autre but que de passer pour des martyrs inconnus de la Régénération roumaine. Il y a, parmi vous, quelques

(1) Dont nous taisons les noms, car ils se trouvent en Valachie sous le gouvernement de Stirbeïu.

hommes qui ne figurent pas même dans ces mémoires ; mais je n'ai fait qu'obéir à votre volonté, et si je ne puis m'empêcher de vous adresser cette lettre, pour vous exprimer ma reconnaissance et faire connaître à la postérité votre dévouement, vos grands sacrifices et votre modestie ; respectez mon enthousiasme c'est le tribut que je vous dois.

Grâce à vos offres patriotiques, les intrigues du Czar sont déjà connues en Europe, notre Nation s'attire de jour en jour des sympathies puissantes et respectables, et les Russes ont été enfin chassés de notre territoire sacré.

Le Peuple a fait le mouvement ; l'ennemi, ses agents et leurs dupes l'avaient faussé, et, par suite de vos sacrifices pécuniaires, nous avons réussi à le présenter au monde pur, noble, généreux, tel qu'il s'est accompli en l'honneur d'une nation qui mérite un autre sort.

Salut et fraternité.

J. Héliade.

Le 9 juin 1851, Paris.

Lucky Sulaymani £17

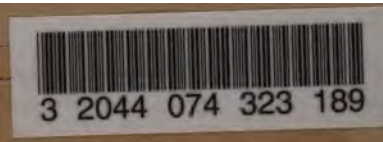
Lucky Farmanwala £43

Lucky £81

Jul 288 Pf

Fuad

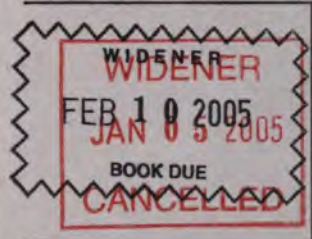
Mohamed



The borrower must return this item on or before the last date stamped below. If another user places a recall for this item, the borrower will be notified of the need for an earlier return.

Non-receipt of overdue notices does ***not*** *exempt the borrower from overdue fines.*

Harvard College Widener Library
Cambridge, MA 02138 617-495-2413



Please handle with care.
Thank you for helping to preserve library collections at Harvard.